FERHAT ABBAS

AUTOPSIE D'UNE GUERRE

L'AURORE

Présentation de Abderrahmane Rebahi



Alger-Livres Éditions

DU MÊME AUTEUR

· *Le Jeune Algérien* (1931); rééd.: 1981 , suivi du *Rapport au maréchal Pétain*; réédition prochaine, Alger-Livres).

· *Demain se lèvera le jour* (posthume, 2010).

· *L'Indépendance confisquée* (1984); rééd., Alger-Livres, 2011).

· *La nuit coloniale* (1962); rééd. prochaine, Alger-Livres).

La première édition de L'Autopsie d'une guerre *a été publiée par les éditions Garnier (Paris, 1980). A l'exception de la correction de légères coquilles, de l'uniformisation de l'orthographe des noms propres et de l'introduction de quelques rares notes que nous avons jugé nécessaire d'y ajouter, pour une meilleure lecture du livre, c'est rigoureusement le même texte que nous reprenons ici.*

Dépôt légal : 214-2011
ISBN : 978-9947-S97-21-8

FERHATABBAS

AUTOPSIE
D'UNE GUERRE
L'AURORE

Alger-Livres Éditions
Tél. : 0699 011 948 - Fax : 021 32 51 09
E-mail : éditions gal@yahoo.fr — editions.galdz@gmail.com

Présentation de l'Éditeur

Depuis La nuit coloniale, *dont la première édition date de quelques semaines seulement avant la proclamation de l'Indépendance, Ferhat Abbas, en butte aux persécutions des pouvoirs successifs de Ben Bella et de Boumediene et cruellement meurtri par les dérives staliniennes du régime, n'avait pas pu achevé la rédaction du second volume attendu, qui devait continuer le réquisitoire qu'il avait dressé contre le système colonial, où il nous brossait un magistral tableau critique et raisonné des horreurs et crimes innombrables perpétrés par la France en Algérie.*

En 1980, l'auteur, qui n'était pas demeuré inactif durant la période qu'il avait passée en résidence forcée, parachevait ainsi son œuvre en faisant paraître le présent ouvrage : Autopsie d'une guerre.

Ferhat Abbas - le Tigre, comme le surnommaient les Sétifois (ce que se plaisait à le lui rappeler feu son ami Ramdane Abane !).

Le livre mérite amplement son intitulé d'allure médico-légale, car c'est bel et bien d'une dissection minutieuse, d'un examen autopsique impitoyable de la guerre d'Algérie qu'il s'agit ici. Une guerre qui durera sept ans et huit mois et causera d'effroyables pertes en vies humaines, avant de s'achever par l'exode massif et désespéré de l'élément colonial.

*Avec tout son cortège d'horreurs, la guerre d'Algérie - que la France officielle s'est pendant très longtemps pudiquement obstinée à désigner par l'euphémisme très administratif d'*événements d'Algérie, *mais qu'après un demi-siècle elle devait enfin se résoudre à nommer par son vrai nom ! - fut l'un des plus meurtriers conflits liés à l'entreprise de décolonisation en Asie et en Afrique.*

Le combat fut scandaleusement inégal entre les deux belligérants - David contre Goliath! -, mais jamais l'issue n'en apparut douteuse aux yeux du peuple algérien, en l'espèce, partie faible du conflit, uni et soudé autour du FLN et farouchement déterminé à surmonter ses peurs et ses incertitudes pour gagner enfin la liberté.

En vérité, c'est plus qu'en simple historien - état auquel sa qualité de témoin et d'acteur et d'observateur privilégié dans cette guerre ne

qui permettait pas de se borner !-que Ferhat Abbas nous conte et nous l'écrit cette horrible guerre, sur un fond de massacres, d'actions de << pacification», de tortures, d'exécutions sommaires extrajudiciaires, Je bombardements aveugles de populations civiles...

' *Le 1er Novembre 1954, un vent nouveau, au souffle puissant t irrésistible, s'était levé en Algérie, mais longtemps abrutie et chloroformée par le bénéfice de ses privilèges et de son asservissement aux intérêts des gros colons qui ont toujours dicté leurs volontés aux gouvernements de la métropole française, l'immense majorité de l'élément européen et Israélite fera le choix du pire.*

' *Ce fut ainsi que l'idée injuste et insensée d'une « Algérie française », assortie de tous les débordements criminels que l'on sait, devait assassiner l'espoir d'une «Algérie algérienne » fraternelle et réconciliée, Musulmans et Français auraient tous pu avoir leur place au soleil.*

Sur un autre plan, Ferhat Abbas n'épargne pas, non plus ses critiques aux dirigeants civils ou militaires de la Révolution Boumediène, Krim, Amirouche, par exemple -, mais il n'y met ni argne ni malveillance[1]. Et il n'oublie pas de dire aussi son admiration pour un Abane - dont il souligne les qualités, mais sans pourtant mettre de souligner les défauts ! - ou encore d'un Lotfi, dont il apporte les prévisions pessimistes que ce dernier nourrissait quant à venir de l'Algérie indépendante.

Tout le livre de Ferhat Abbas pourrait être résumé en ces vers de oufdîZakaria :Lamyakunyusghâlanâlammânataqnâ/Fa-'ttakhadhnâ 'finata 'l-bâroûdi waznâ/Wa 'azafnâ naghmata 'r-rashshâshi lahnâ Un *ne prêta pas d'oreille attentive à nos revendications quand nous les posâmes/Alors nous adoptâmes la détonation de la poudre comme dence/Et jouâmes du staccato de la mitraillette comme musique [2]...).*

C'était certes là toute l'affaire coloniale française en Algérie. Et que ; nostalgiques de l'Algérie française veuillent bien une fois pour toutes persuader qu'on ne perd pas quelque chose qui n'est pas à soi.

ABDERRAHMANE REBAHI

1. Il a le remarquable courage de reconnaître que certains maquisards aient rendus coupables d'actes criminels : « *Beaucoup de crimes ont été amis dans les maquis et sont restés ignorés. En vérité, à cette époque, le FLN n'ait pas encore réalisé une union nationale authentique.* »

2. *Qasaman !*(Hymne national officiel de l'Algérie.

Je dédie ce livre à la mémoire de Mourad Didouche, de Mustapha Ben Boulaïd, de Larbi Ben M'hidi, de tous les Algériennes et Algériens, connus et inconnus, tombés dans le combat pour que l'Algérie vive dans la liberté et la dignité.

Et aussi à la mémoire de Ramdane Abane, et à celle de tous les Algériens exécutés injustement, par leurs propres frères.

Ferhat ABBAS

La femme Narsès

...Je sens évidemment qu'il se passe quelque chose, mais je me rends mal compte. Comment cela s'appelle-il quand le jour se lève, comme aujourd'hui, et que tout est gâché, que tout est saccagé, et que l'air pourtant se respire et qu'on a tout perdu, que la ville braie, que les innocents s'entretuent, mais que les coupables agonisent dans un coin du jour qui se lève ?

Électre

Demande au mendiant. Il le sait.

Le mendiant

Cela a un très beau nom, femme Narsès. Cela s'appelle l'aurore.

Jean GIRAUDOUX, *Électre*, acte II, scène x.

AVANT-PROPOS

On me lance à la tête des faits, des statistiques, des kilométrages de routes, de canaux, de chemins de fer. Moi, je parle de millions d'hommes arrachés à leurs dieux, à leur terre, à leurs habitudes, à leur vie, à la danse, à la sagesse. Je parle de millions d'hommes à qui on a inculqué savamment la peur, le complexe d'infériorité, le tremblement, l'agenouillement, le désespoir, le larbinage...

Aimé CÉSAIRE
Discours sur le colonialisme

Autopsie d'une guerre. L'aurore, analyse des événements qui, à partir du 1er novembre 1954, ébranlèrent l'Afrique du Nord dite «française» et se répercutèrent jusqu'au cœur de l'Afrique.

II retrace les principales étapes de l'insurrection générale de notre peuple. En même temps, il tente d'insérer ce dernier soulèvement dans l'histoire globale de la Berbérie, pour en saisir la portée sur le présent et concevoir un meilleur avenir.

Deux événements, en apparence opposés, mais en réalité liés par une étroite causalité, constituent la trame de ce processus historique. Ils pèsent de tout leur poids dans le destin de notre pays: d'une part, l'occupation d'Alger par la France en juillet 1830, le siècle de colonisation qui s'ensuivit et, d'autre part, l'appel aux armes lancé par le Front de Libération Nationale (FLN) le 1er novembre 1954.

L'Algérie est terre d'Islam. En 1830, le débarquement français a donné un coup terrible à l'Afrique du Nord musulmane. L'Europe conquérante, chrétienne et industrielle, aux visées impéria-

listes, imposa sa force aux peuples méditerranéens plus faibles. Les Turcs, établis en Algérie et en Tunisie, ne purent y opposer de résistance. Ce n'est qu'après leur départ que la résistance locale s'organisa et prit de l'extension.

La défaite de 1830 fut tout de même celle de l'Islam. Ressentie comme un cataclysme, elle constitua un sérieux avertissement dont les répercussions dépassèrent nos frontières. Mais si grande fût-elle, elle ne prit les dimensions d'un grand malheur que lorsque les desseins du colonisateur devinrent évidents. Par l'acte d'annexion, l'Algérie devint territoire français et ses habitants cessèrent d'être des algériens pour devenir juridiquement des «français», sans les droits qui s'attachent à cette qualité.

Le piège se referma sur eux. Le «peuplement européen» étant l'objectif fondamental de la «francisation» de l'Algérie, le système colonial s'ingénia à disloquer la société musulmane. Il la désarma, la dépouilla pour la réduire à un instrument au service du bien-être de l'Européen.

Le drame se perpétua jusqu'au premier novembre 1954. Le système colonial écrasa, à la manière d'un rouleau compresseur, les grandes tribus et leur encadrement traditionnel. Ces tribus furent réduites à une «poussière d'individus», corvéables et exploitables à merci.

Malgré le poids militaire qui pesa sur lui notre peuple tenta, à différentes reprises, de secouer le joug. Il se heurta toujours à une puissance de feu implacable, à des barreaux de fer et à une solide armature de lois d'exception.

Par contre, le peuplement européen, protégé par le pacte colonial, s'accrut considérablement en toute quiétude. Déployant sa logique de domination, le système colonial transforma le pays, le dotant d'une unité administrative, introduisant de nouvelles cultures, tel le vignoble, exploitant le sous-sol, créant une infrastructure propre à ses besoins: routes, ports, voies ferrées, télégraphe, téléphone, écoles, hôpitaux, dont l'indigène, qui en payait lourdement le prix, de multiples manières, ne tirait profit que marginalement et par ricochet.

Encore faut-il signaler que ce profit, chichement mesuré aux Algériens, a servi d'alibi pour donner, à peu de frais, bonne conscience aux colonisateurs et une justification pour exalter la «mission civilisatrice» de la colonisation.

Dans son élan, cette colonisation bouscula quelque peu la tutelle de la «métropole». Dès 1896, l'Algérie française voulut voler de ses propres ailes. Elle édifia un véritable «État algérien colonial» doté de ses finances, de sa monnaie propre, et de sa représentation élue au suffrage universel par les seuls Européens (municipalités, conseils généraux, chambres d'agriculture, chambres de commerce, représentation parlementaire à Paris).

Cet État, qui tenait en laisse la masse des indigènes, et qui enfermait ainsi dans une lourde parenthèse le peuple algérien, donna aux Français d'Algérie l'illusion de leur puissance, de leur supériorité raciale. De fait, les Français édifièrent leur fortune par la spoliation des terres, l'accaparement des richesses naturelles du pays et l'exploitation d'une main-d'œuvre à bon marché. Venus d'un peu partout, ils s'organisèrent, politiquement et socialement, en caste fermée, faisant des droits de l'homme, glorifiés par la Révolution française de 1789, une application sélective qui excluait l'Algérien. Non seulement aucune loi ne protégea celui-ci des rigueurs du régime colonial, mais encore la loi exprima le fait de domination, le consacra et le consolida.

Cette double situation, celle de l'Algérien et celle du Français d'Algérie, découle d'une lourde contradiction. On peut rétrospectivement poser la question suivante : un système colonial fondé sur le «peuplement européen» peut-il et veut-il affranchir et émanciper «l'Indigène» dont l'exploitation est à la base de sa réussite? Dans son ignorance du monde musulman et en particulier du Maghreb, la France a posé le problème en termes insolubles. Le fait que le législateur français ait donné à «l'Indigène» la qualité de «Français» ne supprime pas la contradiction : il l'aggrave.

Au furet à mesure que le peuplement français devenait important, la politique dite «indigène» échappa à la métropole française. Elle fut dictée par la colonie elle-même. Durant plus d'un demi-

siècle, le musulman resta alors face à face avec les oligarchies coloniales, directement intéressées à son assujettissement.

Il ne s'agit pas ici de nier l'œuvre des colons. Certains d'entre eux furent des pionniers compétents, des travailleurs ayant le goût de l'entreprise. Exceptionnellement quelques-uns, fort peu nombreux, furent même sensibles à la condition diminuée de l'Algérien. Ils essayèrent de l'améliorer, de rendre justice aux opprimés. La fibre de «l'algérianisme» joua chez eux. La terre algérienne devint leur seconde patrie. Cependant ils fermèrent les yeux sur le problème capital qui se posait d'une manière de plus en plus impérative: l'émancipation des masses musulmanes et les perspectives d'un avenir commun. Cet avenir à deux, ils ne l'ont jamais clairement conçu. Ce fut l'erreur la moins réparable.

À cet égard, leur hostilité fut toujours virulente, irréductible, aveugle. En posant le problème en termes de rapport de forces, ils se sont condamnés à voir un jour la force changer de camp et se retourner contre eux.)

Aujourd'hui, avec le recul du temps, je pense que les oligarchies coloniales et les gros propriétaires qui avaient la haute main sur l'opinion publique en Algérie et en France, par l'intermédiaire de leurs lobbies, ont préféré la solution du pire, plutôt que de partager le pouvoir avec l'autochtone et d'accepter, par là même, l'introduction en Algérie des lois sociales édictées par la France.

Les réformes proposées par quelques hommes d'État français clairvoyants ne pesèrent pas lourd dans la balance de notre destin. Et pas davantage le bouleversement d'un monde extérieur consécutif à la première et à la seconde guerre mondiale. Ils regardèrent l'effondrement des Empires coloniaux, celui de l'Italie, de l'Angleterre, des Pays-Bas, de la Belgique, sans s'interroger sérieusement sur leur propre avenir.

Chloroformé par la longue tradition de l'administration directe, le système colonial français inscrivit à son fronton une devise absurde : «Ce qui a été sera.»

L'ère coloniale était close. Les Français, nostalgiques de l'Empire, se refusaient à l'admettre.

Aucune colonisation n'est humaine. Pour réduire notre peuple à *«une poussière d'individus»*, il a bien fallu que les généraux français responsables de la conquête, aient conçu sa disparition. Ils pensèrent sérieusement à son «génocide» ou, du moins, à son refoulement dans le Sahara et sur les crêtes rocailleuses des montagnes. Laisser la place nette au peuplement français a été l'idée directrice de l'aventure française en Algérie.

Pourquoi et comment notre peuple résista-t-il et survécut-il à l'installation à ses côtés d'un «ordre européen» qui faisait de lui un étranger dans son propre pays? Comment surmonta-t-il la période de l'expropriation et de l'accumulation capitaliste? Pourquoi ne subit-il pas le sort des Peaux-Rouges d'Amérique du Nord?

S'il échappa à l'aliénation totale, cela tint à plusieurs facteurs. Le premier, c'est la foi en la grandeur et la pérennité de l'Islam. Notre peuple est profondément croyant. Il a toujours cru en sa juste cause. À cet égard, on connaît la lettre si digne et tellement prophétique des chefs arabes au général Lamoricière, après la reddition de l'Émir Abdelkader en 1847 :

«La *France marchera en avant, mais elle sera forcée de se retirer et nous reviendrons. Vois-tu la vague se soulever quand l'oiseau l'effleure de son aile ? C'est l'image de votre passage en Afrique.*»

La noblesse, la fierté et l'espérance de notre peuple sont, dans ces lignes, succinctement exprimées.

Le deuxième facteur est la condition paysanne de nos populations. Propriétaire ou ouvrier, le fellah arabo-berbère, à l'exception des nomades, est viscéralement attaché à sa terre. Il répugne à l'émigration. Et quand il s'expatrie, c'est avec l'espoir de revenir mourir là où il est né. Devant l'avalanche coloniale, il s'arc-bouta, accepta un salaire de famine, les privations et la misère pour avoir le droit de vivre sur la terre de ses ancêtres. Il conserva toujours, au fond de son cœur, l'espoir de la récupérer un jour et d'y revivre dignement.

Le troisième facteur réside dans la vitalité de la race. L'arabo-berbère est vigoureux. Il est frugal et sobre. Il couche sur la dure. Il est légèrement vêtu, ses besoins sont modestes. Des enfants, il en

meurt certes beaucoup, mais ceux qui restent deviennent solides comme de vieux chênes.

Autre raison, la femme musulmane aime les enfants. Gardienne des valeurs morales, elle les élève dans la tradition ancestrale, avec ses légendes et ses mythes. Elle constitue la base de la cellule familiale, l'élément dynamique de la vie tribale. Ses nombreuses maternités ont maintenu l'équilibre entre les décès, très nombreux, et les naissances. Et comme elle fut particulièrement hostile à la pénétration européenne, elle concentra, chez elle, le patriotisme et l'unité du peuple.

Le quatrième facteur réside dans la dialectique complexe des rapports quotidiens entre les deux sociétés, la musulmane et la chrétienne. L'Algérie s'est transformée grâce à l'attelage forcé du Français et de l'Algérien. Par la force des choses, cette transformation a été l'œuvre commune. L'Algérie musulmane s'appliqua alors à rechercher les causes de sa défaite. Elle reconsidéra son jugement sur l'Europe chrétienne. Les immenses progrès réalisés par celle-ci à la faveur de l'essor et de l'application des sciences exactes étaient considérables. Les Algériens comprirent que sans ces sciences aucune évolution n'est possible. D'où la tentative de se mettre à l'école de cette Europe pour sortir de leur infériorité technique, sans pour autant renoncer à leur identité culturelle et nationale, à leur foi religieuse et à leurs traditions.

Une chose est certaine: le peuple algérien, qui subissait la loi du plus fort, n'avait pas renoncé. Aux anciens cadres féodaux succédèrent d'autres cadres, sortis du peuple, pour l'animer et le défendre. Un ordre politique et social injuste ne s'accepte pas. La lutte pour modifier ou détruire celui qui opprimait le musulman, a été permanente.

Tout le long du siècle de colonisation, des hommes se sont relayés pour protester contre la condition du colonisé, revendiquer son émancipation au nom même de cet enseignement qu'ils recevaient de la France. C'est dire que l'histoire du dernier demi-siècle de la présence française aurait pu s'écrire autrement. «La révolution par la loi» n'était pas une utopie. Encore fallait-il élever le débat, voir loin et penser à l'avenir.

En s'opposant à tout changement politique, le colon l'a rendue impossible.

Dans cet ouvrage, il sera souvent question des Français d'Algérie. Et cela pour deux raisons. La première est que ces Français vivaient au milieu de nous; ils étaient nos voisins et souvent nos amis et les amis de nos paysans. Certains parlaient parfaitement l'arabe, ce qui facilitait leurs relations avec le monde rural.

La deuxième raison est que ces mêmes Français, par une attitude aberrante, ont été la cause et les victimes de la tragédie que nous avons vécue. Ceux qui parlaient en leur nom, avant et pendant la guerre, ont été au-dessous de tout. M'entretenant avec un de ces hommes, le maire d'Orléansville, délégué à l'Assemblée Algérienne, j'insistai sur notre devoir de préparer un avenir de paix et de fraternité pour nos enfants. À bout d'arguments, le maire me répondit : *«l'Avenir, je m'en f... Pour le moment, nous sommes les maîtres. Après nous, le déluge».*

Le déluge survint plus tôt qu'il ne le croyait et l'emporta, ainsi que ses enfants.

Paradoxalement, l'année 1954aétéconsidéréeparlescolonialistes comme favorable à leurs desseins. Ils pensaient avoir triomphé de nos mouvements revendicatifs de la même manière qu'ils avaient triomphé en 1922 de l'Émir Khaled, en 1936 du Congrès musulman et du projet Blum-Viollette, en 1945 des «Amis du Manifeste et de la Liberté» et enfin en 1946 de la représentation parlementaire de l'UDMA et du MTLD.

La colonisation était riche et puissante. Entre elle et nous, ce fut la lutte du pot de fer contre le pot de terre. C'est pourquoi elle était persuadée que la loi de l'immobilisme, qu'elle avait imposée depuis des décennies, était la meilleure.

Effectivement, les mouvements nationaux qui véhiculaient les aspirations légitimes de nos masses populaires connaissaient, en cette année, de graves difficultés internes. On peut les énumérer.

L'Union Démocratique du Manifeste Algérien (UDMA), héritière du programme des «Amis du Manifeste et de la Liberté» (AML)[1], avait défendu énergiquement sa position de parti nationaliste modéré et légal. Elle avait pour cela participé aux élections législatives de juin 1946, gagné onze sièges sur treize, et déposé un projet de loi portant création de la *«République Algérienne»*, État fédéré à la République française.

Son journal *«Égalité»*, qui avait été interdit après les massacres du 8 mai 1945, réapparut sous le titre: *«La République algérienne»*.

Malheureusement elle se trouva en 1948 devant une situation nouvelle. Un parti dont le programme reposait sur la *«Révolution par la loi»* avait-il encore, si dynamique qu'il fût, un avenir, dès l'instant où la loi votée à Paris devenait en Algérie un simple «chiffon de papier» ? Le gouverneur général Naegelen, ayant pris fait et cause pour les féodalités coloniales hostiles à l'application du Statut octroyé de 1947, il devenait illusoire de prétendre aller de la mauvaise loi vers son amélioration. Quand le gendarme lui-même se fait malfaiteur, il n'est plus possible de se référer à la légalité et encore moins à la justice.

Le pouvoir colonial (gouverneur général, préfets, sous-préfets, administrateurs de communes mixtes, maires, dans leur quasi-unanimité) s'était donné le mot d'ordre de commettre en toute impunité les plus noires forfaitures. Au demeurant, il était couvert par le lâche désintéressement du législateur français, auquel il ne déplaisait pas de reprendre d'une main ce qu'il avait concédé de l'autre.

C'est dans ces conditions que la dissolution de l'UDMA s'était posée pour nous. Elle fut cependant écartée. Nous avons jugé nécessaire de continuer, dans la légalité, le combat afin de contraindre le régime, en violant ses propres lois, à se discréditer aux yeux des masses. Ne pas laisser la voie libre à la fraude officielle

1. Fondé par Ferhat Abbas. Voir *La Nuit Coloniale* du même auteur 1re éd. Julliard Paris ; 1962 ; rééd. Alger-Livres éditions, Alger, 2011.

qui aurait pu, faute d'adversaires, se donner bonne conscience par une apparence de légalité démocratique.

Et de fait, en 1954, le régime colonial, en multipliant les coups de force et les fraudes, avait fini par se discréditer aux yeux de tous, y compris de ceux qui en tiraient profit et qui commencèrent à s'inquiéter de la précarité qui menaçait ainsi leurs privilèges.

D'autre part, on sait que *l'Association des Oulémas* avait regroupé des lettrés musulmans autour des Cheikhs Ben Badis, Embarek El-Mili, Bachir El-Ibrahimi, El-Okbi, Larbi Tebessi, Kheireddine, Salhi, Tewfiq El-Madani et d'autres encore.

Contrairement à ce qui a été dit et écrit par les journalistes français et la presse officielle, les «Oulémas réformistes» étaient bien ouverts à la culture européenne. Le fait que leurs enfants fréquentaient les facultés de France témoigne de leur sympathie pour la civilisation occidentale, ses acquis scientifiques et ses progrès sociaux. Ils rendaient hommage à la conquête des droits de l'homme, au respect des libertés individuelles. Ils le faisaient d'autant mieux qu'ils savaient que ces conquêtes de l'homme étaient celles apportées et enseignées par l'Islam lui-même. Favorablement impressionnés par la révolution scientifique et sous réserve du respect de leur foi et de la personnalité de l'Algérie, ils avaient œuvré en milieu musulman pour l'avènement d'une société moderne.

En 1936, ils furent les promoteurs du Congrès musulman et appuyèrent le projet Blum-Viollette. Le Cheikh Ben Badis, que le colonialisme représentait comme le prototype du musulman fanatique-ennemi-de-la-France, a donné de multiples preuves de son esprit d'ouverture et de sa compréhension. Il présida la délégation des Oulémas qui se rendit à Paris en juin 1936, au même titre que celle des élus. Au cours de son voyage, il déclara à un journaliste qui l'interrogeait:

«Je suis satisfait des réformes promises par le gouvernement Blum-Viollette, en attendant que le suffrage universel soit réalisé pour tous, permettant l'intégration pure et simple de la collectivité musulmane dans la grande famille française.»

Et pourtant la presse colonialiste n'épargna pas cet homme qu'elle accusa de fanatisme hypocrite, lui qui enseigna toute sa vie la droiture, la fidélité à la parole donnée, la condamnation du mensonge et de la restriction mentale. En vérité, l'egoïsme ravageur, l'aveuglement destructeur, l'hypocrisie et la mauvaise foi, étaient de l'autre côté de la barrière.

En 1943, les Oulémas adhérèrent à la nouvelle orientation politique préconisée par le «Manifeste». En 1944, ils soutinrent le mouvement des «Amis du Manifeste et de la Liberté». En 1946, ils donnèrent leur appui à l'idée de «République algérienne», État associé à la République française, qui fut exprimée dans une proposition de loi déposée à Paris, sur le bureau de l'Assemblée nationale constituante française par les élus de l'UDMA. Où résidait alors le fanatisme prêté complaisamment et faussement aux Oulémas réformistes? En vérité, le pouvoir colonial cherchait des alibis à son immobilisme et à sa carence.

Rappelons enfin l'action clandestine du *Parti du Peuple Algérien* (PPA) créé en mars 1937, qui se substitua à *«l'Étoile nord-africaine»* dissoute. Sa doctrine: indépendance, élections d'un Parlement algérien au suffrage universel libre et direct, sans différence de race et de religion. Il fut interdit à son tour en 1939, dès la déclaration de la seconde guerre mondiale. En octobre 1946, il se donna une autre appellation: *le Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques* (MTLD). Il s'agissait pour le PPA, parti interdit, de refaire surface - pour tenter dans la légalité - une coopération avec les autorités coloniales. Vis-à-vis du PPA, le MTLD tenta de jouer le même rôle que le mien lorsque je dirigeais les AML en 1944.

L'expérience échoua, une fois de plus, par la faute du pouvoir colonial aveugle. Au cours des élections législatives d'octobre 1946, le gouvernement général de l'Algérie manœuvra si bien que la représentation du MTLD fut réduite à 5 députés sur 15. En 1948, lors des premières élections à l'Assemblée algérienne, la fraude, *organisée officiellement par les autorités coloniales,* ramena sa représentation et celle de l'UDMA à des chiffres ridicules (9 et 8

élus) alors quelle faisait désigner 43 béni oui-oui aux ordres des grands potentats coloniaux.

Conscient d'avoir fait fausse route et d'avoir été dupé par le régime, le MTLD, vivement critiqué par ses éléments les plus durs, se ressaisit. Tout en maintenant sa couverture légale, il fonda «l'Organisation Spéciale» (OS), en vue de donner à des groupes de choc une préparation paramilitaire pour passer à l'action violente, décidément la seule qui s'imposât.

On sait qu'en 1950, l'OS tomba entre les mains de la police. Elle fut décapitée, ses dirigeants arrêtés et condamnés. Parmi eux figuraient Ahmed Ben Bella et Ramdane Abane. Le premier fut emprisonné à Blida d'où il s'évadera; le second, jugé plus dangereux, fut transféré en France, à la prison d'Albi.

En 1953, une autre crise menaça le MTLD. Il se scinda en partisans de Messali Hadj, élu président à vie du parti, et en partisans du «Comité central» qui contestaient cette élection. Les messalistes, plus nombreux, agressèrent les «centralistes».

Le printemps 1954 fut particulièrement troublé. Il y eut des morts et des blessés. *«L'Algérie libre»* (organe des «messalistes») et *«la Nation algérienne»*, (journal des «centralistes») se disputèrent les militants et les finances du parti. Deux congrès, l'un messaliste tenu à Hornu en Belgique du 15 au 17 juillet 1954, et l'autre «centraliste» réuni à Alger du 13 au 16 août 1954, consacrèrent cette rupture qui conduisit les militants à s'entre-déchirer.

Une troisième tendance, réprouvant cet état de choses, constitua, à l'insu des deux autres, le «Comité Révolutionnaire pour l'Unité et l'Action» (CRUA). Ce comité se fixa pour tâche la réconciliation des deux factions et, en cas d'échec, la préparation - sans eux - de l'action directe.

C'est ce qui se passa. En liaison avec le Maroc et la Tunisie, par l'intermédiaire du «Bureau Maghrébin» créé au Caire, le CRUA, sans appui et sans argent, se transforma très vite en état-major insurrectionnel.

Le 1[er] novembre 1954, il donna l'ordre de passer à l'action. Cette action, je l'avais prévue de longue date. Lorsque le Conseil Général de Constantine reçut le maréchal Juin en 1953, je déclarai à celui-ci qu'il ne restait plus à l'Algérien, devant la fraude électorale, que l'exil, le maquis et la mitraillette.

De tous les peuples africains, le peuple algérien paya le plus lourd tribut à la colonisation. Ce fut un terrible drame. La France qui, au cours des guerres napoléoniennes avait perdu toutes ses possessions d'outre-mer, s'acharna - contre toute logique et tout réalisme - à transformer un pays arabo-berbère et une terre d'Islam en «département français» et en colonie de peuplement pour les Européens.

En étendant son emprise sur les oasis sahariennes, l'Algérie française tripla sa superficie. Par ses richesses et ses multiples cultures, elle devint un des plus beaux pays d'Afrique et le meilleur client de la «Métropole».

L'école et les universités initièrent quelques Algériens à la culture moderne. Cette culture donnait à ceux qui en bénéficiaient une autre dimension du monde. Le réveil de l'Islam, partout ailleurs, favorisa à son tour l'éclosion d'idées nouvelles.

Cette évolution, perceptible même chez l'ouvrier et le paysan, ne modifia en rien le comportement du colon. Ce dernier, comme chacun le sait, nous parqua dans un deuxième Collège électoral et prétendit nous faire admettre, une fois pour toutes, qu'un Français valait «dix musulmans».

Survint la première guerre mondiale. Les Algériens y participèrent activement, le service militaire obligatoire leur ayant été imposé dès 1912. Leurs sacrifices furent encore plus grands durant la deuxième guerre mondiale. À leurs revendications d'après-guerre, les oligarchies coloniales leur répondirent par la répression, comme celle du 8 mai 1945. Il en résulta des blessures profondes et beaucoup d'amertume.

Et, quand le premier novembre 1954 une étincelle jaillit, l'incendie prit rapidement de l'extension, attisé non seulement par les

déceptions et les rancunes du passé, mais aussi par la volonté de mettre fin à une sujétion qui n'avait que trop duré.

Il a fallu plus de trois ans de guerre - de 1954 à 1957 - pour que la France, dominant le refus des colons, se décidât à rompre avec l'immobilisme. Elle essaya d'établir l'égalité des citoyens et de promulguer d'autres lois pour l'Algérie, entre autres celle instituant le collège électoral unique. Cette réforme venait trop tard.

Le peuple algérien, qui avait forgé son unité nationale dans le combat, ne pouvait faire marche arrière. Il entendait renaître à une authentique liberté. Ses sacrifices furent grands. Rares sont les familles qui furent épargnées[1].

À l'issue de cette grande épreuve, les sentiments de solidarité, de fraternité et d'abnégation élevèrent nos populations, sans distinction de rang social et de fortune, au niveau d'une grande communauté nationale.

Un vent d'héroïsme et de foi religieuse souffla sur notre vieille terre maghrébine.

Sans réduire les mérites des peuples colonisés et sans méconnaître leurs luttes et leurs sacrifices, nous devons souligner que la deuxième guerre mondiale a facilité leur libération. Par son caractère de «guerre civile», à l'échelle du monde, cette guerre a sonné le glas des empires coloniaux. En s'épuisant au cours des deux grandes guerres, l'Europe a ruiné sa propre domination en Asie et en Afrique.

Que retiendra l'Histoire de la colonisation européenne, plusieurs fois séculaire? Schématiquement, on peut dire ceci. En Amérique du Nord, l'Europe extermina la race des Peaux-Rouges. Par voie de conséquence, elle arracha à l'Afrique plus de qua-

1. Ma famille eut 14 chouhada (martyrs) : Abbas Allaoua; Abbas Mohammed-Salah; Abbas Rachid; Abbas Abderrahmane; les trois frères Bousdira, Mahmoud, Rachid et Ahmed; Les deux frères Mansour, Hocine et Abderrahmane et leur beau-frère, Mansour Mohammed; deux autres frères Mansour, leurs cousins, Mohamed et Mahmoud; Benabdelmoumene Hamou mon beau-frère; Brahimi Ahmed, époux de Bousdira Ounassa, ma nièce.

rante millions de Noirs qu'elle transplanta en Amérique et quelle condamna à l'esclavage. En Amérique du Sud, elle détruisit deux belles civilisations, celle des Incas au Pérou et celle des Aztèques au Mexique. En Asie et en Afrique, elle rencontra aussi de vieilles civilisations. Celles-ci se réveillèrent et résistèrent plus ou moins à sa pénétration. En ce qui nous concerne, la civilisation musulmane - qui était en contact avec elle depuis le Haut Moyen Âge - sut sauvegarder l'essentiel de son patrimoine. Mais elle ne put conserver son unité et cessa de progresser.

Face à cette agression, l'Empire Musulman (El-Ouma el-Islamia) - symbolisé par le khalifat de Constantinople -, se brisa. Il donna alors naissance à une mosaïque de petits peuples qui se mirent à vivre et à lutter chacun pour son propre compte. Les structures de l'Europe des «nations» et l'esprit de clocher débordèrent sur l'Asie et l'Afrique.

Dans l'optique de la «Nation arabe», celle plus large du monde Musulman («El-Ouma el-Islamia»), ce changement est-il un progrès ou une régression? Un tel sujet m'entraînerait trop loin. Pour l'instant, considérons cette transformation comme une réalité et acceptons-la comme telle.

Mais nous ne devons pas oublier que beaucoup de peuples naissent pour la première fois à la vie nationale. C'est le cas de notre pays. Au cours de son histoire, l'Algérie a toujours été une partie d'un tout. Depuis le VII[e] siècle en particulier, elle était partie intégrante de l'Empire Musulman. Il faut attendre le XVI[e] siècle pour que les Turcs créent la Régence d'Alger et que le Maghreb central forme un État indépendant.

La notion d'El Ouma n'est pas sans noblesse. Elle est empreinte de grandeur et de puissance. En se perdant au profit d'un nationalisme de clocher, elle nous crée de terribles responsabilités. Nous partons de zéro. Pour édifier notre pays, l'union nationale et la participation de tous les citoyens est le meilleur gage de succès.

L'État, la Nation, la Société, les lois ne s'improvisent pas, ni ne se «copient» sur le voisin. Ils sortent des entrailles du peuple comme l'enfant de celles de la mère. C'est la culture, la terre et la nature de l'homme qui forgent et conditionnent les institutions d'un pays.

C'est dire que ce problème, le plus important de tous, doit être abordé avec circonspection, réflexion et sérénité. Nous avons hérité d'une Algérie économiquement viable et bien déterminée à redevenir une terre d'Islam. En tout état de cause, elle sera désormais ce que notre peuple voudra qu'elle soit.

C'est dans le cadre de ce libre choix que le présent ouvrage s'est intitulé «L'Aurore». Puisse cette aurore élever les Algériens, si longtemps asservis, au rang de peuple authentiquement souverain, jaloux de sa dignité, fier de ses libertés, réellement maître de son destin. Elle pourra alors restaurer la civilisation musulmane et donner à l'Islam son véritable contenu social et spirituel.

Peut-on parler de l'Algérie indépendante si l'Algérien en tant qu'*homme* reste prisonnier d'une *mentalité* de domestique asservi, de bonne à tout faire? Au préalable, il faut tuer en lui l'esprit de servilité. Dans l'État, la liberté devra être ce que le poète a dit de l'amour d'une mère pour ses enfants: *«chacun en a sa part et tous l'ont tout entier»*[1].

L'imagination créatrice, le progrès, les études scientifiques sont incompatibles avec tout régime totalitaire; incompatibles avec la crainte et la peur. Nous ne deviendrons un peuple adulte que dans la mesure où nous nous affranchirons des complexes provoqués par des inhibitions héritées de notre passé.

En toute chose, il faut commencer par le commencement. Donner la priorité à la culture, à la science, à la technique. L'Algérien nouveau ne sera pas seulement un homme bien nourri. Il sera

1. Victor Hugo : Ce *siècle avait deux ans.*

quelque chose de plus: *le gardien des libertés fondamentales,* ou il ne sera pas.

Le «citoyen musulman» se substituera à «l'Algérien colonisé» quand il sera armé moralement et civiquement pour gérer démocratiquement les affaires publiques, résister à l'injustice et à l'arbitraire, d'où qu'ils viennent.

Si la Révolution de l'Algérie ne se situe pas au niveau de ce changement radical, elle ne sera nulle part ailleurs.

F. A.

I

LE LONG CHEMINEMENT DE L'HISTOIRE

Le poids du Passé

Il faut être fidèle à la vérité même lorsque notre propre patrie est en cause. Tout citoyen a le devoir de mourir *pour sa patrie, mais nul n'est tenu de* mentir *pour elle.*

MONTESQUIEU

Il est vraiment extraordinaire que le Maghreb ne soit jamais arrivé à s'appartenir...

Et notez que le conquérant, quel qu'il soit, reste maître du Maghreb jusqu'à ce qu'il en soit expulsé par le conquérant nouveau, son successeur, jamais les indigènes n'ont réussi à expulser leur maître.

É.-F. GAUTIER
«Les Siècles obscurs du Maghreb»

La guerre qui s'est terminée en 1962 et qui nous opposa pendant sept ans et huit mois à la colonisation française n'est pas un événement fortuit. Pour notre pays, les invasions étrangères et les révoltes populaires sont une des caractéristiques de son histoire. Depuis l'Antiquité, il fut plus souvent un territoire *dépendant* qu'un pays souverain.

La connaissance de ce passé s'impose à nous. Elle peut nous prévenir contre le retour des anciennes calamités, corriger nos mauvais penchants et nos insuffisances. Elle peut, enfin, découvrir les voies et les règles d'une unité nationale durable et, par là même, assurer la pérennité d'un État indépendant.

Je n'aurai pas l'outrecuidance de vouloir écrire l'Histoire. Mais en me penchant sur notre passé, à la lumière des travaux d'éminents historiens, je puis brièvement rappeler à mes lecteurs et notamment aux jeunes Algériens, responsables de l'avenir, les grands événements qui ont agité leur pays et qui pèsent encore sur nous.

Nos ancêtres sont des Berbères. Dans l'Antiquité, ils occupaient toute l'Afrique du Nord, de l'Atlantique à la mer Rouge.

On sait que les Romains désignaient par le mot «Barbare» tout ce qui était étranger à leur civilisation. De ce mot aurait dérivé le nom berbère.

Quant à nos ancêtres eux-mêmes, ils se donnèrent souvent le nom «d'Amazigh» (Tamazight au féminin, Imazighen au pluriel), qui signifie «hommes libres» ou «hommes nobles».

À leur arrivée, les missionnaires arabes donnèrent à l'Afrique du Nord le nom de Maghrib et à ses habitants celui de «Maghribins». Après l'islamisation et l'amalgame des races, apparut le prototype de l'arabo-berbère. Mais il ne faut pas nous tromper: dans cet amalgame, le sang berbère domine largement.

Quant au pays, son relief géographique est si tourmenté qu'il pesa d'un poids très lourd sur le destin de la Berbérie. Encastré entre la Méditerranée, l'Océan Atlantique et le Sahara - cette mer de sable -, le pays présente les caractéristiques d'une île. Au VIIe siècle, les Arabes l'ont surnommé, à juste titre, «l'île d'Occident» «Djaziret el Maghrib».

C'est un pays immense. Il est morcelé en différentes provinces, habitées par différentes tribus. Chacune de ces tribus a conservé une sorte d'autonomie, favorisant le particularisme régional. À telle enseigne que le régionalisme a façonné l'homme.

À l'exception de l'Islam et de sa culture, les autres civilisations i mportées se sont évanouies après le départ de l'occupant. Il en résulte que nos ancêtres ne se sont jamais dépouillés de leur personnalité.

Le premier contact de la Berbérie avec le monde extérieur fut réalisé par les Phéniciens et les Grecs. Le renouveau vint de l'Est. Les historiens fixent cette rencontre au XIIe siècle av. J.-C.

Ces Phéniciens furent beaucoup plus des commerçants que des colonisateurs. Jalonnant les côtes de comptoirs, ils se livrèrent au négoce. C'est à eux que la Berbérie doit ses premières villes côtières

depuis Cyrène, Barca en Libye jusqu a Tanger au Maroc, en passant par Carthage, Bône, Cherchell, Ténès, etc.

Parmi les villes fondées par les Phéniciens et développées par les Grecs, la ville de Carthage fut la plus prestigieuse. Elle devint une grande métropole et joua en Berbérie, comme dans tout le bassin occidental de la Méditerranée, un rôle de premier ordre. Mais, si grande que fut son influence sur la Berbérie, Carthage ne supprima pas pour autant l'esprit tribal. Le Professeur Charles-André Julien a montré qu'antérieurement au IVᵉ siècle av. J.-C. s'était formée dans l'Occident maghrébin une importante fédération de tribus, le royaume des Maures ou Maurétanie. À la fin du IIᵉ siècle et au cours du Iᵉʳ siècle av. J.-C. ce royaume s'étendait jusqu a l'embouchure de l'Ampsaga (Oued El Kébirau nord de Constantine)[1].

C'est sur ces fédérations de tribus que régnèrent les rois berbères, aussi bien durant la période carthaginoise que romaine. Certains d'entre eux furent grands et tentèrent de réaliser l'unité du pays. On peut citer Syphax, Massinissa, Micipsa, Jugurtha, Juba I, Juba II, Ptolémée etc.

Mais Rome, qui avait triomphé de Carthage à l'issue des guerres puniques, ne pouvait tolérer d'autre puissance que la sienne. Elle divisa les dynasties berbères pour mieux régner.

Au Vᵉ siècle la décadence survint. La Berbérie l'a hâtée par ses soulèvements. Puis l'heure de l'invasion des Vandales, conduits par leur roi Genséric, arriva (mai 429). La Berbérie conquise, Genséric envahit l'Italie et occupa Rome. À sa mort, le 25 janvier 477, il était devenu tout puissant en Méditerranée.

Mais Byzance va remplacer Rome. La Berbérie reprit la lutte. Le général Bélisaireet l'eunuque Salomon se chargèrent de la reconquête de la Berbérie. Les massacres furent terribles. Il s'ensuivit une grande hostilité de la part des tribus berbères à l'égard de cette occupation. Les antagonismes religieux, les violences de l'occupant, attisèrent ces haines. C'est à ce moment que les prédicateurs de l'Islam firent leurs premières apparitions au Maghreb.

*

1 Charles-André Julien : *Histoire de l'Afrique du Nord* (Pion).

L'islamisation de l'Afrique du Nord ne fut pas facile. À ses débuts, elle fut si meurtrière que le Khalife Omar interdit la pénétration du «Maghreb perfide».

Cette islamisation se heurta à deux forces organisées: celle de Byzance et celle des tribus berbères. Byzance, après sa victoire sur les Vandales, avait de nouveau reconstruit ses forteresses et assuré la défense des grandes villes. Quant aux Berbères, ils avaient résisté aux Carthaginois, aux Romains, aux Vandales, aux Byzantins. Il était dans la logique de leur histoire de résister aux Arabes. Surtout lorsqu'on sait qu'ils étaient acquis en particulier au christianisme orthodoxe de Saint Augustin, au donatisme révolutionnaire.

Mais les Arabes ne venaient pas conquérir des terres nouvelles. Ils venaient *islamiser* et répandre à travers le monde la nouvelle religion révélée. On connaît le mot d'Okba à son arrivée sur les rivages de l'Atlantique : *«Mon Dieu, si la mer ne m'avait pas arrêté je serais allé plus loin faire glorifier ton nom.»*

C'est pourquoi ils réussirent là où les Romains, les Carthaginois et les Byzantins échouèrent. Les deux antagonistes sont d'égale valeur. Ils sont déterminés à vaincre. Du côté de l'Islam, l'armée et ses généraux sont organisés et disciplinés sous l'autorité de meneurs d'hommes et de croyants authentiques tels que les généraux Amr, Abdellah Ibn Saad, Moawiya Ibn-Hodaïdj, Okba Ibn Nafi qui fut le fondateur de Kairouan (670), Abou El Mohadjir, Zoubaïr Ibn Kaïs, Hassan Ibn En-Noman El-Ghassani, le vainqueur de la Kahina, Moussa Ibn Nocyr qui islamisa le Maghreb occidental.

Du côté des Berbères, de grandes tribus soutinrent la résistance; d'abord celle de Kossyla : les *Aouraba,* et puis celle de la Kahina ; les *Djeraoua.* Ensuite, entrèrent dans le combat les tribus de l'Ouest, du groupe des Sanhadja : les Ghomara, les Berghouala, les Milnasa, les Masmouda, les Haskoura, les Lemta, les Lemtouna[1].

En se convertissant à l'Islam, toutes ces tribus deviendront le fer de lance de l'Empire Musulman. Elles participeront à la conquête de l'Espagne et arriveront en France jusqu a Poitiers. Elles contribueront à l'islamisation de l'Afrique noire. Elles soutiendront des dynasties berbères: le royaume Kharigite de Tiaret, les Fatimides de Bougie, les Sanhadja de Beni Hamad, les Morabitine et les Mowahidine, connus

1. Cf. Charles-André Julien, ouvrage cité.

en Europe sous le nom d'Almoravides et d'Almohades. L'islamisation s'est ainsi achevée.

Mais sous le règne glorieux des Sanhadja, deux tribus arabes dont le Khalife du Caire a voulu se débarrasser - les Beni-Hilal et les Solaym - envahirent le Maghreb (1050-1052). Si sur le plan linguistique, ces deux tribus contribuèrent à arabiser l'Afrique du Nord déjà islamisée, par contre, sur le plan social et politique, elles firent son malheur. C'était des nomades «*semblables à une armée de sauterelles; ils détruisirent tout sur leur passage*» écrivait Ibn Khaldoun.

C'est donc sous les Mowahidine que la Berbérie connut sa grandeur. La dynastie a duré un siècle et demi. Elle fut l'une des plus glorieuses du Maghreb. Sa décadence coïncide avec la chute du royaume de Grenade en Espagne (1492).

La Berbérie donna alors naissance à trois territoires distincts: le Maroc, le Maghreb central et la Tunisie, gouvernés réciproquement par les Mérinides (capitale Fez), les Abdelwadides (capitale Tlemcen), les Hafcides (capitale Tunis).

L'Espagne chrétienne, libérée de l'occupation arabe, va tenter de reconquérir l'Afrique du Nord. Les guerres religieuses vont reprendre. Ce sont les menaces que ces guerres font peser sur l'Islam nord-africain qui motiveront l'intervention des frères Barberousse au début du XVIe siècle.

Les Barberousse interviendront avec force et énergie. Ils chasseront les Espagnols et réunifieront la Berbérie centrale sous le nom de «Régence d'Alger». Le mot «Algérie» entrera, pour la première fois, dans l'histoire maghrébine.

Les Turcs eurent le mérite d'avoir mis fin aux incursions de l'Espagne. Ils mirent un terme à l'anarchie des nomades et aux guerres intestines des tribus. Ils découragèrent les convoitises des États voisins, ceux de Tunis et de Fez. Mais leur système de gouvernement ne sut pas s'adapter aux conditions humaines et sociales du pays.

Aussi bien resteront-ils *étrangers* à notre peuple. Lorsque la France occupa Alger en 1830, ils optèrent pour le départ, laissant le pouvoir vacant. La France exercera ce pouvoir. Elle le gardera 132 ans. Le temps d'une dynastie, aurait dit Ibn Khaldoun.

Que faut-il retenir de la longue histoire de notre pays? Autant que je puisse en juger, la Berbérie, comme l'Europe d'ailleurs, fut de

tout temps une terre d'invasions et de passages. D'une manière générale, les Berbères ont subi ces invasions beaucoup plus qu'ils n'en ont tiré bénéfice. Exception faite pour l'islamisation. L'étranger a été chassé par un autre étranger. Comme si le Berbère était un simple spectateur. 11 faut attendre les temps modernes pour que les Arabo-Berbères de l'Afrique du Nord chassent à eux seuls, et par leurs propres moyens, l'étranger, en l'occurrence la colonisation française.

Les historiens occidentaux ont la fâcheuse tendance de glorifier l'occupation romaine comme s'ils voulaient justifier les entreprises coloniales de l'Europe. L'universitaire É.-F. Gautier, que j'ai bien connu et qui m'a honoré de son amitié, s'en explique honnêtement. Il écrit:

«L'histoire n'a pas le caractère œcuménique des sciences mathématiques, physiques ou naturelles. Elle connaît des frontières. Nous plaisantons cette sorte d'histoire qui s'écrivait jadis ad usum delphini, *à l'usage du dauphin. Mais au fond, sans méconnaître nos efforts d'impartialité, de critique sévère, nous écrivons toujours l'histoire à l'usage du citoyen, du patriote, ou si l'on veut à l'usage d'un lecteur qui appartient à une patrie déterminée. Il est impossible de faire autrement. Cette "petite science conjecturale" tient à 1 'homme de trop près pour pouvoir se dégager entièrement des passions humaines*[1]*.»*

Et à vrai dire, l'histoire du Maghreb n'a pas encore été entièrement écrite. Pour employer le mot de Gautier, c'est un sujet vierge. C'est donc aux historiens futurs à compulser les archives à déchiffrer et à interpréter les textes pour donner au passé une image véridique. Tripoli, Tunis, Alger et Rabat devraient y songer.

Le Professeur Sahli, dans un petit ouvrage intitulé «Décoloniser l'Histoire»[2], a contesté l'impartialité des historiens occidentaux. Cela est vraisemblable et même vrai. En Occident, les intellectuels sont souvent les auxiliaires du pouvoir. Comme le dit Gautier, l'historien écrit «pour le dauphin». Il faut se garder toutefois de trop généraliser et tomber dans l'erreur inverse.

Pour l'heure, nous avons - entre autres - les travaux de Ch.-A. Julien et de Charles-Robert Ageron. Ils éclairent d'une lumière nouvelle l'histoire de l'Afrique du Nord. Ces historiens s° sont donné pour tâche de faire revivre sans passion et en toute impartialité les siècles

1. É.-F. Gautier : *Les Siècles obscurs du Maghreb* (Payot).
2. Mohammed Cherif Sahli : *Décoloniser l'histoire* (François Maspero).

qui ont fixé le destin du Maghreb et dont les terribles antagonismes sont arrivés jusqu a nous. Ils font autorité en la matière.

Ma génération, née et grandie en plein siècle colonial, a été très sensibilisée par ces problèmes. Ainsi, par exemple, Marçais, arabisant distingué, commence son histoire de l'Algérie musulmane par ces mots: «L'apparition en 647 des *premières bandes musulmanes* dans la province d'Afrique». Dès la première phrase, on s'arrête, choqué. Le mot «bande» est employé à dessein. Il a un sens péjoratif qui ne nous échappe pas. Par surcroît, il ne correspond pas à la vérité.

Quand les musulmans passent en Egypte puis en Afrique du Nord en 647, il y a à peine quatorze ans que le Prophète est mort à Médine. Il n'est pas interdit de penser que les chefs de troupes, et aussi les troupes elles-mêmes passées en Egypte et en Afrique, ont *connu* le Prophète et *entendu* ses prédications. Leur foi est récente, leur prosélytisme rayonnant. Ils ne forment pas des «bandes» mais une élite de missionnaires dont l'entreprise est exaltante.

Nous sommes beaucoup plus près de la vérité historique que ne l'est le professeur Marçais. Sinon, la réussite de l'islamisation serait inexplicable. Là où Carthage et Rome n'ont laissé que des ruines, là où ils n'ont pu faire la conquête de lame populaire, les Arabes ont fait corps avec le corps social de la Berbérie et réussi à conquérir l'esprit et le cœur des populations.

Dans le même ouvrage, Marçais en convient:

«Dans les temps troubles qui suivirent la conquête musulmane, les Berbères purent refuser le paiement des impôts aux gouverneurs arabes, combattre à la fois pour leur indépendance et leur doctrine hérétique, chasser enfin les représentants du Khalife; ils purent fonder des empires qui s'étendirent jusqu'en Egypte et au cœur de l'Espagne. Mais ils ne se séparèrent pas du monde de l'Islam pour entrer dans le monde latin»[1].

É.-F. Gautier exprime la même idée. Il écrit de son côté:

«Après 12 siècles, les résultats de la conquête arabe nous frappent. Le Maghreb a été largement arabisé, totalement et profondément islamisé.»

Le professeur Gautier va plus loin. Il explique le mécanisme de cette réussite:

1. S. Gsell- G. Marçais - G. Yver : *«Histoire de l'Algérie»*.

«Un gouvernement régulier, le gouvernement des Khalifes a envoyé des armées régulières, conduites par des généraux, des fonctionnaires militaires et suivies par le cadre d'une administration. Songeons à ce que cela signifie. Non seulement, comme Ibn Khaldoun le souligne, cette conquête a été la plus simple installation de garnisons et de bureaux dans les villes, mais encore ces Arabes de l'invasion étaient tous pratiquement des célibataires. Les familles qu'ils n'ont pas manqué de fonder furent de sang mixte.»

«Le résultat fut celui qu'on a vu : la conquête non seulement matérielle mais morale de tout de qui avait un cerveau, le triomphe total de l'Islam[1]*.»*

Contrairement à l'opinion de Marçais, la pénétration de l'Islam en Berbérie a été faite par une armée d'élite, par les «Sohabas», ceux qui furent les compagnons du Prophète. 11 existe aujourd'hui en Kabylie des familles de Marabouts, respectées et vénérées par les populations. On peut déduire, en toute logique, que ces familles ont été fondées par ces mêmes «Sohabas». Ils ont islamisé la Berbérie. À leur tour, ils furent berbérisés, sans rien perdre du respect qui les entourait.

Aujourd'hui nous pouvons donc affirmer, sans exagération, que l'Islam est pour le Maghreb l'élément fondamental de l'édifice social. Une politique qui voudrait l'ignorer et ne pas tenir compte de ce facteur humain est certainement vouée à l'échec.

En occupant l'Algérie, la France a mésestimé ce facteur Islam. Elle s'est donné pour objectif la «francisation» du pays, envers et contre tout. Prévost-Paradol parlera de la *«Nouvelle France»*. Quant à É.-F. Gautier, il dira qu'en Algérie *«nous avons voulu occidentaliser un coin de l'Orient»*.

Dans l'élan colonial, personne ne s'est demandé: pourquoi cette européanisation? Et comment la réaliser? Ce fut l'erreur première. Si le maréchal d'Empire de Bourmont, qui débarqua à Sidi Ferruch à la tête du corps expéditionnaire, avait été un fin diplomate, son premier geste aurait été de retenir le Dey d'Alger et de signer avec lui un traité de protectorat. Ce protectorat nous aurait évité bien des confusions. Les rapports de colonisateurs à colonisés auraient été plus simples.

i. É.-F. Gautier : «Les *Siècles obscurs du Maghreb*».

Le Dey était un monarque puissant ayant sous son autorité trois Beys, ceux de Médéa, de Constantine et d'Oran. Un traité de protectorat, comme celui du Bardo qui sera signé en 1881 avec la Tunisie, se comprenait davantage pour l'Algérie, étant donné l'importance de sa population et de son territoire.

Mais en 1830 le Roi Charles X et les hommes qui l'entouraient ignoraient tout de l'Islam, du monde arabo-berbère et du bloc maghrébin. Louis-Philippe et la deuxième République ne furent pas mieux éclairés.

Tous ces régimes s'engagèrent les yeux fermés dans la politique «annexionniste». Transformer en province française un pays habité par des Arabo-Berbères, profondément attachés à l'Islam, était une grande ambition et une lourde entreprise. La France crut pouvoir l'entreprendre en s'appuyant sur trois leviers de commande:

1) le peuplement français réalisé grâce à la contri bution des peuples européens, à la naturalisation rapide des étrangers de confession chrétienne, et à l'accession globale des juifs algériens à la citoyenneté française;

2) la transformation du pays et de son agriculture grâce à une infrastructure moderne;

3) l'émancipation des musulmans dans le cadre des institutions françaises. À cet effet, les musulmans sont déclarés «français».

Le premier volet fut encouragé par des lois appropriées. Si le peuplement ne fut pas à la mesure des espérances françaises, c'est parce que le Français n'aime pas émigrer. Il a toujours été dominé par «l'esprit de clocher».

Le deuxième volet par contre se révéla payant. Économiquement, l'Algérie se transforma. Une infrastructure se développa d'année en année, et donna à l'Algérie la physionomie d'un pays d'Europe.

Quant à son troisième point, il ne fut jamais réalisé. L'émancipation des musulmans dans le cadre de la loi française ne se fit pas. Quoique dit de nationalité française, l'indigène resta en fait «sujet français» «régi et soumis à des lois d'exception». Les projets concernant son émancipation civique et politique s'accumulèrent sans qu'aucun d'eux ne soit adopté[1]. Cette situation de l'»indigène» pesa

1. Voir : *Le Jeune Algérien*, du même auteur.

lourdement sur le statut de l'Algérie. Nous pouvons résumer très brièvement les différentes phases de son évolution.

1830-1834. L'Algérie est confiée à un régime militaire centralisé entre les mains du Commandant en chef de l'occupation.

1834-1848. À la tête de l'Algérie est placé un Gouverneur général pour les «possessions françaises dans le Nord de l'Afrique».

1848-1858. L'Algérie devient territoire français, peuplé de Français, soumis à l'assimilation progressive des institutions républicaines. Mais «l'indigène musulman» reste étranger au bénéfice des lois. Il conserve son statut de sujet.

1858-1860. Création d'un Ministère de l'Algérie. Localement l'administration revient aux militaires c'est-à-dire aux «bureaux arabes».

1860-1870. Politique du Royaume Arabe chère à Napoléon III.

L'empereur dira: «l'Algérie est un royaume arabe, une colonie européenne et un camp français».

1870-1898. La IIIe République inaugure la politique dite de «rattachement». L'Algérie est constituée par «trois départements français» rattachés au Ministère de l'Intérieur. Dans ces départements, les Français sont citoyens, *les indigènes restent sujets.*

1898-1900. Retour à la politique dite de «décentralisation». Paris accorde à la Colonie des franchises algériennes, économiques et financières (Délégations Financières à l'intérieur desquelles la «Section Colons» domine les débats).

1900-1914. Les franchises algériennes sont complétées par la «Charte de l'Algérie», accordant au pays la personnalité civile et l'autonomie financière. L'Algérie devient «un État dans l'État» et échappe de plus en plus au contrôle réel de la Métropole.

1914-1919. L' «indigène» fait la guerre comme les Français. Depuis 1912, il est astreint au service militaire obligatoire, c'est-à-dire à l'impôt du sang. À la fin de la guerre, le Président Georges Clemenceau lui octroie certains droits. Malheureusement, cette petite réforme se heurte à l'opposition farouche des maires d'Algérie.

1919-1939. La colonie française est à l'apogée de sa puissance. Elle fête bruyamment le centenaire de l'Algérie française durant tout le printemps et tout l'été 1930. Elle fait même défiler des soldats portant l'uniforme de l'armée de Bugeaud.

En 1936, elle fait obstacle au projet du Gouvernement Blum-Viollette accordant la citoyenneté française, dans le respect du statut musulman, à 60 000 Algériens.

1939-1944. Le général de Gaulle, chef de la France libre, reprend le projet Blum-Viollette et accorde la citoyenneté française à une catégorie de Musulmans. Mais il maintient la prépondérance du 1er Collège, celui des Européens. La masse des musulmans reste parquée dans un collège spécial dit «deuxième collège» sans influence réelle sur le pouvoir colonial. Il convient de souligner qu a cette époque l'Algérie musulmane a déjà évolué vers le «nationalisme algérien». Elle se heurtera, le 8 mai 1945, aux manœuvres de la colonisation déterminée à lui faire payer cher ce quelle appelait son «séparatisme».

1946-1947. En septembre 1947, malgré l'opposition de l'opinion publique musulmane, un nouveau «statut de l'Algérie» est voté par le Parlement Français. Par certains côtés, ce statut est un retrait sur la loi de 1900. Malgré les droits exorbitants qu'il maintient en faveur des Français réunis dans le premier collège, ce statut est saboté par ces derniers et vidé de son contenu. Grâce à la fraude électorale, élevée au rang d'un système de gouvernement, ils le rendent illusoire. Il convient d'ajouter que ce premier collège avait la bénédiction du Parlement Français et des Pouvoirs Publics.

A la veille de l'insurrection de 1954, «l'Indigène» n'a pas été émancipé. Pour être un Français à part entière, il doit demander sa naturalisation individuelle comme s'il était étranger. Les rares et maigres lois votées en sa faveur à Paris deviennent, le plus souvent, lettre morte en Algérie.

Pour montrer la situation aberrante de cet indigène, on peut citer les réponses faites par un de mes amis - étudiant à Paris - aux questions posées lors du recensement de décembre 1931.

Etes-vous Français ? Non.

Etes-vous Étranger ? Non.

Où êtes-vous né ? En Algérie.

On ne saurait mieux illustrer les contradictions de notre statut.

De son côté, le peuplement européen n'a pas répondu aux espoirs du Pouvoir. Il n'a jamais atteint le 1/10 de la population totale. Il se chiffre à peine à 900 000 Européens, alors que la colonisation espérait implanter 4 à 5 millions de Français. Si l'on tient compte des

efforts considérables qui ont été faits en faveur de ce peuplement, nous pouvons dire qu'il a été dérisoire.

Il faut observer aussi que ce peuplement était en voie de quitter le «Bled» pour se concentrer dans les grandes villes.

Les villages de colonisation, construits et équipés pour les colons, ont été désertés petit à petit.

Pour illustrer ce recul, mon village natal peut servir d'exemple. En 1909, au moment où je suis descendu du douar pour aller à l'école franco-indigène de Taher, les Français étaient au nombre de 350 à 400 âmes.

De mémoire, je peux énumérer quelques noms de familles. Il y avait les trois Blache, les deux Droit, les deux Cantard, Chambon et ses sept enfants, Perrier, Provost, Reynaud, Marille, les deux Bondurand, les deux Caumeille, les deux Leotard, les deux Débat, le Dr Pages, Ambroise, Camara, les deux Chabot, Aubert, les trois Tochon, Bernardot, Ribanier, le Matre, les deux Mathieux, Meignier, Serpaggi, Cambelle, Pargny, Marandon, Terzi, Brun, Picard, Jouve, Kassouley, Gérard, Lalane, Germain, Jacquet, Augier, Suberbielle, les deux Nogaret, Offredi, Ramires, Contrault, etc.

À ces familles, il faut ajouter tous les fonctionnaires de la commune, les forestiers, les gendarmes, les instituteurs, les postiers, les cantonniers, les inspecteurs des tabacs, le receveur des contributions, etc.

En 1950, le village ne comptait plus qu'une cinquantaine de Français. Que s'était-il passé? Les petits lots de colonisation ont été absorbés par la grosse propriété ou rachetés par l'Indigène. Il en est de même de la propriété bâtie. Les jeunes Français préfèrent la ville à la campagne et la fonction publique aux travaux des champs.

C'est par ce processus que les populations françaises des villes enflèrent démesurément. En trente ans, elles ont plus que doublé. Cette population perd contact avec les masses musulmanes. Les graves problèmes qui se posent aux millions de nos paysans échappent à son optique. Elle ne voit plus ni leur misère, ni les lois d'exception qui pèsent sur eux. Et quand la chaudière éclate et que des troubles se produisent, cette population citadine est étonnée et parle de l'ingratitude de l'Arabe. Alors elle en appelle au gendarme et réclame la répression féroce et aveugle.

Et le drame recommence et se perpétue.

Mais la vie est plus forte que le malheur. Elle continue. Notre peuple s'est mis à endurer pour durer. Au temps de la violence succède celui de la sujétion et de l'exploitation.

En France, deux courants d'opinion se font jour. Des Français expriment leur volonté d'exporter les droits de l'homme, d'appliquer aux Algériens les principes de 1789, de respecter la personne humaine et d'émanciper notre peuple. D'autres Français s'en tiennent, au contraire, à la loi du sabre et à l'exploitation de l'homme par l'homme. Pour eux l'indigène doit rester un simple instrument de la richesse de l'Européen.

On retrouve ce dualisme tout au long du siècle de colonisation. Il se situe tout particulièrement au niveau du corps enseignant, qui éduque et instruit, et du colon qui n'aspire qu'à dominer pour mieux vivre.

L'enseignement entrouvre les portes de la science, de la technique et de la vie moderne. La France séduit ceux qui ont la chance d'accéder à cette richesse intellectuelle. Aucun homme, de quelque race qu'il soit, ne peut rester insensible à cette forme de culture scientifique. La science qui conditionne tout le progrès est, en quelque sorte, une «sorcellerie» universelle sur laquelle repose le sort de la civilisation actuelle. À ce titre, elle concerne tous les peuples et particulièrement le nôtre qui illumina le Moyen Âge européen de sa science et de sa culture. Objectivement, notre réveil et notre adhésion à cette science étaient dans la nature des choses.

En Afrique du Nord, et tout spécialement en Algérie, la France «terre des arts, des armes et des lois» pouvait, grâce à l'instituteur, se présenter à nous sous un meilleur jour et nous aider dans notre renouveau culturel, politique et social. La connaissance de sa civilisation et de sa langue pouvait constituer entre elle et le Maghreb des liens autrement plus solides et durables que ceux que l'on tenta de créer par les chaînes et la servitude.

Cela pouvait se faire d'autant plus que les deux guerres mondiales, en faisant traverser la Méditerranée aux soldats algériens, leur avaient fait découvrir la France réelle, si différente du peuplement européen d'Afrique du Nord.

Et même en Algérie, malgré l'impérialisme du colon, et à son insu, des liens indéfinissables s'étaient tissés, au cours des ans entre les deux communautés. On pouvait penser qu'elles avaient en puissance un destin commun. Mais aucune loi n'était intervenue en tant

qu'élément catalyseur pour les souder politiquement et économiquement et consolider leur coexistence pacifique.

Dans le domaine des réformes, les colonisateurs et leurs lobbies à Paris ont toujours eu raison des libéraux. La France démocratique alla de capitulation en capitulation. En mettant sous le boisseau douze siècles de civilisation musulmane, en domestiquant le peuple arabo-berbère, elle a fait naître dans la conscience collective des Français d'Algérie la fiction de la race supérieure, au point que ces Français sont devenus méfiants vis-à-vis de la métropole et enfin ingouvernables.

Le jour devait arriver où l'inégale évolution des deux communautés, face à l'épreuve de la décolonisation, provoquerait leur conflit et réveillerait des haines qu'on pouvait croire éteintes.

Les Algériens ont tout tenté pour éviter ce drame parce que la France leur a beaucoup appris et qu'ils ne nourrissaient contre elle aucune haine. Hélas ! ils se sont heurtés - l'Histoire en portera témoignage - à un mur d'argent et à une barrière d'orgueil racial qui se croyaient infranchissables.

Ainsi l'immobilisme colonial a-t-il fini par provoquer l'incendie.

II

L'ÉTINCELLE ET L'INCENDIE

Effacer le temps du mépris

Alors que j'écrivais, à la fin de 1952, qu'en fermant les voies normales de la légalité à une masse de huit millions d'hommes on les rejetait vers ceux qui aspirent à régler le problème algérien par la violence, Montagne célébrait, en 1953, l'extraordinaire quiétude dont jouit aujourd'hui l'Algérie.

C.-A. JULIEN
L'Afrique du Nord en marche

Je vous ai donné la paix pour dix ans, mais ne vous faites pas d'illusions...

Général DUVAL
(responsable de la répression le 8 mai 1945)

La conquête de l'Algérie par la France fut longue et difficile. Les manuels scolaires ne nous disent pas comment, de 1830 à 1857, sans interruption, l'armée française est arrivée à bout de la résistance de notre peuple. Lorsqu'on soulève le voile sur cette entreprise meurtrière, on comprend pourquoi les historiens ont été avares de détails et de précisions.

Or, voilà qu'en 1930, durant les fêtes du centenaire de «l'Algérie française», les publications sur l'Algérie se multiplièrent. Un de mes amis, aujourd'hui disparu, le Dr Ali Maïza, qui effectuait un stage à Paris, apporta à son retour la «Révolution prolétarienne» où, en deux articles, l'ingénieur Robert Louzon, qui avait vécu en Afrique du Nord, traitait du problème algérien, sous le titre générique de «Cent ans de capitalisme en Algérie.

Dans la première étude, Louzon donnait un aperçu des méthodes utilisées par les généraux pour contraindre notre peu pie à déposer les armes. Il dénonçait aussi ce qu'il appelait la période de «l'accumulation primitive». Je m'étais fait l'écho de ce remarquable travail de démystification, dans le «jeune Algérien», en 1931, alors que les derniers lampions des fêtes du Centenaire de «l'Algérie française» s'éteignaient dans l'euphorie colonialiste.

Dans la deuxième partie, l'auteur exposait les résultats auxquels la colonisation avait abouti après cent ans de brigandage. Il notait également les réactions du peuple vaincu, les moyens qu'il utilisa pour survivre à sa défaite et les perspectives du lendemain.

L'avenir était sombre. Contrairement à ce que pensait «l'Intelligentsia coloniale», Louzon était persuadé que le divorce entre notre peuple et ses colonisateurs se produirait tôt ou tard. Il en donnait pour gage *«la sottise des Français d'Algérie»*.

Après la Première Guerre mondiale et la victoire des Alliés de 1918, un quotidien d'Algérie avait posé la question suivante : *«Dans cinquante ans, que sera lAlgérie, française ou arabe?»* Tous les grands ténors de la colonisation furent unanimes à répondre que l'Algérie était définitivement française.

Seul l'Émir Khaled prédit que dans un demi-siècle, l'Algérie ne serait ni arabe ni française. Elle serait, probablement, sous domination d'une autre nation. Il appuyait sa déclaration sur le fait que la France ne faisait rien pour émanciper les masses musulmanes et que le peuplement européen devenait de plus en plus cosmopolite et de moins en moins français.

Pour Robert Louzon, la question se posait dans un contexte différent. «*Les rapports de la France et de l'Algérie,* écrivait-il, *évolueront certainement. Poussée par les événements, la France voudra modifier la condition de l'indigène. Mais les lois votées à Paris resteront à Alger lettres mortes. Une loi votée n'est rien. Son application est tout.* Or *les "Européens algériens" refuseront d'appliquer ce que la France aura conçu pour faciliter l'évolution des musulmans.*»

Louzon constatait par ailleurs que les masses paysannes et pastorales algériennes étaient restées identiques à elles-mêmes. Après la conquête, le bloc s'était reconstitué selon les vieilles traditions. Mais à côté de ce bloc immobile, une petite fraction devenue élitaire par l'instruction ou la prise de conscience politique (instituteurs,

membres des professions libérales, agriculteurs, ouvriers, etc.) s'était formée.

Le danger pour le peuple algérien était que la fraction avancée allât d'un côté pendant que le bloc pastoral et terrien restait isolé. Ce bloc était incapable d'échapper par lui-même à la domination européenne. Le salut pour les peuples de l'Afrique du Nord n'était possible que par *«l'union»* entre la masse immobile et la petite fraction avancée. L'une devait fournir sa masse et sa capacité millénaire de résistance; l'autre devait y ajouter le ferment. La conclusion de l'auteur était la suivante:

«C'est par la conjonction de ces deux éléments que la Turquie a réalisé son émancipation: la conjonction du paysan d'Anatolie, immobile, avec le jeune Turc de Stamboul.»

«Sous quelle forme se réalisera, en Algérie, cette union? Il est fort difficile encore de le prévoir. L'Émir Khaled l'avait un moment réalisée, mais pour des raisons strictement personnelles.»

«En tout cas, quelle que soit la forme sous laquelle se réalisera cette union, elle se réalisera. Les donatistes et les circoncellions, c'est-à-dire les révolutionnaires nationaux et les révolutionnaires sociaux, n'attendront pas encore deux siècles, comme au temps de Rome, pour apparaître. La politique bornée de l'Européen en est le sûr garant[1]*.»*

Après la première et la deuxième guerres mondiales, les événements en Algérie évoluèrent comme Robert Louzon l'avait prévu.

Le Parlement français avait compris qu'il fallait lâcher du lest. Il avait voté des lois pour sauver son «domaine colonial». Et aussi, pourquoi ne pas le dire, pour «récompenser» les musulmans qui s'étaient bien comportés durant les deux guerres mondiales.

Les Français d'Algérie, par la forte position qu'ils occupaient, s'opposèrent farouchement à tout changement.

En cette année 1954, l'union annoncée par Louzon va se réaliser en Algérie sous forme d'une mobilisation générale provoquée par l'insurrection. Durant plus de sept ans, un brassage gigantesque va s'opérer entre le bloc immobile, paysan et pastoral, et la fraction avancée des villages et des villes. Il permettra leur amalgame et leur résistance.

1. Robert Louzon : *Cent ans de capitalisme en Algérie* (Revue Prolétarienne).

L'appel du FLN, les peurs, les souffrances et les espérances communes serviront de catalyseur à l'Union nationale.

Cette union sera le fer de lance de notre victoire.

Cependant, on ne peut s'empêcher d'élever le débat et de s'interroger sur les événements qui bouleversent la vie des peuples. La volonté des «neuf historiques» et du CRUA a-t-elle suffi pour changer le destin de notre pays? Par ailleurs, de quelle portée fut le refus opposé par le colonisateur à nos légitimes revendications?

À moins que l'Algérie musulmane, qui a tant souffert depuis un siècle, n'ait répondu en 1954 à la voix mystérieuse de l'Histoire que pour reprendre les armes abandonnées par les ancêtres? Fallait-il que le dernier «Khalifat» de l'Islam, qui personnifiait l'unité de l'Empire Musulman, disparaisse pour qu'à l'exemple de la Turquie les peuples musulmans renoncent, les uns après les autres, à la notion d'empire communautaire et adoptent la voie nationale pour défendre leur droit à la vie ?

Qui pourrait répondre à cette question et faire avec exactitude la part des impondérables de l'Histoire? Aussi, en guise de réponse, vais-je simplement rappeler le mot d'un grand monarque musulman qui fut guidé durant son règne par la Parole de Dieu et par sa Foi.

Un soir de novembre 1950, le roi Abdelaziz Ibn Saoud recevait dans son palais de Nasria, à Ryadh, une délégation de l'ONU venue le consulter sur le problème palestinien. On parla de l'avenir.

«Il n'est de pouvoir qu'en Dieu, dit le roi, et je n'ai pas la prétention de connaître ses desseins...»

«Il m'estapparu dans le désert au temps de ma jeunesse et il m'a dit une parole que je n'ai jamais oubliée. C'est elle qui a inspiré tous les actes de ma vie.»

«Et peut-on savoir ce qu'il a dit à Votre Majesté», lui demanda un délégué?

Alors Ibn Saoud resta un moment silencieux. Puis, presque à voix basse, il prononça lentement ces mots : *«Pour Moi, tout n'est qu'un moyen, même l'obstacle*[1]*.»*

Les siècles de colonisation, le XIX[e] siècle en particulier, leurs injustes agressions, les multiples obstacles qu'ils semèrent sur notre

1. Benoist-Méchin : *Le loup et le léopard : Ibn Saoud* (Albin Michel).

chemin, n'ont-ils pas été, entre les mains de Dieu, un moyen pour mettre fin à notre léthargie et contribuer à notre réveil ?

Beaucoup d'enseignants, d'instituteurs, de professeurs militèrent dans les rangs de l'UDMA. En 1954, mettant à profit les vacances scolaires de la Toussaint, nous avions réuni à Alger notre comité central.

À l'ordre du jour figuraient, entre autres, l'examen de la situation matérielle des populations d'Orléansville[1], victimes d'un violent séisme et les conséquences politiques de la scission du MTLD.

C'est au cours de cette réunion que les événements du 1er novembre sillonnèrent, comme un éclair, le ciel algérien. 11 est difficile de dire aujourd'hui quelle fut, chez nous, la part de surprise, d'inquiétude et de satisfaction. Nos avertissements, qui paraissaient dérisoires au pouvoir colonial français, qui faisaient sourire nos collègues français des Assemblées élues, se concrétisaient.

Quelle belle victoire sur les amateurs des fraudes électorales et sur les partisans de la «trique» en matière de «politique indigène» ! L'Arabe, méprisé, humilié, bafoué, passait à l'attaque. Pour nous, la situation était claire. Être ou ne pas être. Déboucher sur la liberté ou renforcer le racisme et courber la tête sous une contrainte coloniale probablement plus lourde. L'alternative se posant, il n'y avait plus à tergiverser.

Sans hésitation, nous prîmes la décision d'être présents dans la lutte en soutenant le FLN, en aidant l'ALN et en engageant nos jeunes militants à rejoindre les maquis.

L'UDMA était forte des classes moyennes, des commerçants, des fonctionnaires, de ceux des paysans qui n'avaient pas encore perdu leurs terres, des ouvriers spécialisés, des artisans attachés à leur métier, etc. Au comité central siégeaient des Algériens sortis de «l'ornière» par beaucoup de travail et de sacrifices. Tous étaient issus de parents pauvres et la majorité venait du «bled». Ils n'avaient jamais voulu se couper de leur communauté que le colonialisme voulait perdre corps et âme.

1. L'ex-ville d'El-Asnam. Depuis le séisme du 10 octobre 1980, elle s'appelle Chlef. *(N.-d.-É).*

L'amertume et l'humiliation avaient souvent habité leur cœur, mais l'espoir qu'un jour ils verraient poindre à l'horizon l'aurore du renouveau avait inspiré leur action patriotique quotidienne.

Effacer le temps du mépris devenait un impératif primordial. Gagner ou perdre avec les siens était la voie honorable. Nous nous y engageâmes.

Nous n'étions pas dans le secret. Le mot d'ordre du CRUA avait été bien gardé. À l'exception de deux ou trois militants, dont Kaïd Ahmed, le futur commandant Slimane, et le pharmacien Ounnoughene, aucun de nous n'était au courant des attentats de la nuit.

Par la suite, Ounnoughene me confia qu'il avait été contacté, sous serment, depuis plusieurs mois, par les maquis de Kabylie, pour leur fournir des médicaments, en prévision de soins à donner aux blessés. Mais il ignorait «l'heure H».

Nous savions, par contre, que quelque chose se préparait depuis déjà plusieurs mois. Durant le printemps de 1954, un petit journal ronéotypé, *«Le patriote»,* était déposé dans ma boîte aux lettres. Il recommandait aux Algériens de toute tendance d'éviter tout engagement regrettable, d'attendre l'heure propice qui ne saurait tarder pour l'union autour d'un même objectif.

En juillet de la même année, une délégation de l'UDMA s'était rendue au Caire pour assister à l'anniversaire de la Révolution égyptienne. Le délégué MTLD, l'ex-député Khider, vint la saluer à l'aérodrome. Deux jours plus tard, il l'invita à un repas de famille.

En tête à tête, nous échangeâmes quelques réflexions sur nos problèmes. En conclusion, Khider me dit : «*Je pense que dans un délai très court, la stratégie des uns et des autres sera dépassée. Une situation nouvelle s'imposera à nous. Nous serons alors attelés au même travail, dans le même parti.»* j'interrogeai : *«Comme au temps des AML ? - Oui, me répondit-il, mais en mieux.»*

L'événement du 1er novembre ne nous surprit donc pas. À la vérité, le peuple 1 attendait. Depuis le 8 mai 1945, depuis les événements de Sétif et de Guelma, des nuages s'étaient accumulés dans le ciel algérien. Les relations entre Algériens et Français d'Algérie s'étaient plus que jamais détériorées sans que les autorités responsables aient jamais fait le moindre geste spectaculaire pour remédier à cette situation.

Pour les colons, nous étions toujours à «l'heure du gendarme».

Ce n'était pas la première fois que les Arabo-Berbères que nous sommes recouraient aux armes pour contrecarrer la colonisation française. La conquête avait été si meurtrière et l'expropriation tellement injuste que les généraux français avaient craint eux-mêmes l'incertitude du lendemain. Les convulsions de la conquête se perpétuèrent à travers le siècle de la colonisation.

«Les *Arabes ont été complètement coulés,* écrivait le général Hugonnet. *Il faudra bel et bien ou mourir ou s'expatrier, ou prendre la blouse et subir, comme salariés, la loi du plus fort et du plus roué. Se réveilleront-ils pour le dernier coup de fusil? Je le souhaite pour leur honneur.»*

Ils se réveillèrent souvent et trouvèrent leur honneur au bout du fusil. Les terribles répressions qui s'abattaient sur eux ne les empêchèrent pas de recommencer.

En 1860, sous le règne de Napoléon III, le Hodna reprend les armes à l'appel de Ben Boukhentache. Deux mille fusils menacent l'occupation française. Il faut un corps expéditionnaire pour «mater» l'insurrection.

En 1864, le Bachagha Si Sliman Ben Hamza, mécontent de l'attitude insolente de certains officiers des bureaux arabes, prêche la guerre. Le Sud Algérois et l'Oranie répondent à son appel. Les insurgés ne déposent les armes que parce que l'armée française, pratiquant la guerre de la «terre brûlée», ne laisse âme qui vive dans toute la région.

La même année, le Hodna se révolte une deuxième fois.

En 1871, c'est toute la Kabyliequi se soulève à l'appel du Bachagha Mokrani et de Cheikh Belhaddad. La guerre dure plus d'un an.

En 1875, ce sont les Zibans qui s'insurgent. Il faut trois colonnes mobiles pour faire capituler les révoltés.

En 1879, les Aurès se soulèvent à l'appel de Mohammed Amziane. Le manque de provisions oblige ce chef à se réfugier en Tunisie.

En 1881, le marabout Bou Amama des Ouled Sidi Cheikh prend les armes et entraîne derrière lui tout le Sud Oranais. La révolte s'étend aux régions de Tiaret, Frenda, Saïda, Aflou.

En 1901, ce sont les troubles de Marguerrite, près de Miliana.

En 1916, c'est le tour des Aurès. Les aurassiens refusent le service militaire obligatoire.

Chaque fois, l'épreuve de force se retourna contre nous parce que jamais l'insurrection ne fut mûrement réfléchie et organisée. Elle était toujours spontanée et ne prenait de l'extension que peu à peu. L'armement des insurgés demeurant archaïque, la puissance de feu de l'armée française finissait par prendre le dessus[1].

Le combat que le FLN déclencha en 1954 pri t, au fur et à mesure de la lutte, un tout autre aspect.

Les Algériens avaient eu sous les yeux l'organisation des maquis français, les durs coups qu'ils avaient assenés à l'armée hitlérienne et à la police de Vichy. Ils avaient aussi l'exemple du terrorisme en Tunisie et au Maroc. Enfin ils connurent, par ceux d'entre eux qui furent envoyés au Vietnam, la stratégie du Viet-minh sur les lieux mêmes des opérations. L'ALN adopta la guérilla, tactique chère à nos aïeux, s'en tint aux embuscades, aux coups de main. Ainsi put-elle durer et demeurer présente à tout moment sur le terrain.

Les coups de feu, tirés ce 1er novembre, avaient surtout pour but de sonner l'alarme, de réveiller le pays de sa torpeur et de provoquer l'élan voulu d'engagement et de solidarité. Les responsables du CRUA étaient alors connus. Malheureusement pour les générations actuelles ils ne sont plus que des noms sans résonance.

Pourtant, par leur initiative et leur foi, ces hommes ont forcé le destin. Ils avaient derrière eux plusieurs années de vie dans la clandestinité. Traqués par les autorités françaises, ils connurent la faim, le froid, les angoisses et la peur.

Il convient à ceux qui profitent de l'Indépendance, à la jeunesse montante, aux cadres de demain, de retenir leurs noms avant d'applaudir les hommes en place. Il est plus méritoire de se souvenir que de jouir du présent.

Dans le groupe initial, celui qui créa le CRUA et lui substitua le FLN, il y avait Didouche Mourad tombé au champ d'honneur; Ben M'hidi Larbi tombé au champ d'honneur; Ben Boulaïd Mustapha tombé au champ d'honneur; Khider Mohammed lâchement assassiné; Krim Belkacem lâchement assassiné; Boudiaf Mohammed, Aït Ahmed, tous deux vivent aujourd'hui en exil; Ben Bella Ahmed chef d'État arrêté et emprisonné par son ministre de la défense nationale, et Rabah Bitat.

1. Mon grand-père disait: «Ce n'est pas nous qui avons été vaincus, ce sont nos fusils.»

En novembre 1954, trois d'entre eux, étaient déjà au Caire. Ils se déplaçaient entre la Suisse, l'Italie et la Libye sans perdre la liaison avec l'intérieur. C'étaient Khider, Ait Ahmed et Ben Bella.

Les six autres étaient en Algérie. Ils se réunissaient clandestinement à Alger pour mettre au point les instructions et la répartition des tâches. Dès le mois de juin, chacun d'eux fut désigné pour diriger une zone territoriale. Au dernier moment, Mourad Didouche qui devait aller en Oranie fut placé à la tête de la IIe zone, dans le Constantinois. Rabah Bitat conserva l'Algérois. L'Algérie fut ainsi structurée:

— les Aurès : Ben Boulaïd Mustapha;

— le Nord Constantinois : Didouche Mourad ;

— la Grande Kabylie : Krim Belkacem ;

— lAlgérois : Rabah Bitat ;

— l'Oranie : Ben M'hidi Larbi.

Ces hommes ne furent pas seuls. D'autres responsables étaient à pied d'œuvre. La plupart d'entre eux venaient de l'Organisation Spéciale (OS). Au cours de la réunion tenue le 25 juillet 1954 au Clos Salembier, leur rôle fut décisif dans le déclenchement de l'action. Les militants assistant à cette réunion, présidée par Ben Boulaïd et appelée la «réunion des 22», étaient les suivants :

Mustapha Ben Boulaïd, Mohammed Boudiaf, Larbi Ben M'hidi, Mourad Didouche, Rabah Bitat, Mohammed Merzougui, Ahmed Bouchaib, Boudjemâ Souidani, Abdelhafid Boussouf, Hadj Ben Alla, Abdelmalek Ramdane, Benaouda Benmostefa, Lakhdar Bentobbal, Youcef Zirout, Mokhtar Baji, Mohammed Méchatti, Abdeslem Habachi, Rachid Mellah, Saïd Bouali, Abdelkader Lamoudi, Othman Belouizdad, Zoubir Bouadjadj.

Le groupe de la Grande Kabylie, absent ce jour-là, mais déjà en place sur les lieux des opérations, avait été présenté à Boudiaf quelques semaines auparavant par Krim Belkacem et Ouamrane. Il se composait de sept hommes: Mohammed Amouche, Ali Zammoum, Saïd Batouche, Ali Mellah, Mohammed Zammoum, Mohammed Yazouren, Guemraoui.

Les moyens du CRUA ne correspondaient pas à son ambitieuse entreprise. Il disposait beaucoup plus de volontaires que d'armes et de munitions. Financièrement, la caisse était vide. Cette faiblesse, reconnue par tous, n'empêcha pas l'unanimité de se prononcer pour l'action immédiate.

Il y avait pour le moins trois raisons qui militaient en faveur de cette décision:

En Egypte, le colonel Gamal Abdel Nasser avait remplacé le général Néguib à la tête du Gouvernement. L'objectif de Nasser était de «coiffer» et de guider la renaissance du monde arabe. Dans cette optique, il avait autorisé l'ouverture au Caire d'un siège pour le «Maghreb arabe» où Marocains, Tunisiens et Algériens disposaient de bureaux. Seulement, l'Egypte n'était pas riche. Elle avait ses problèmes. Le Caire, en cette époque troublée, foisonnait de parasites et d'aventuriers. Si Nasser avait accordé des subsides aux Marocains (Allai El Fassi) et aux Tunisiens (Salah Ben Youssef), c'était parce qu'ils se battaient contre l'occupation française. Par contre, il boudait les Algériens qu'il trouvait inactifs. Leur délégation ne reçut que des promesses et quelques conseils de Fathi Dib et de Azzat, deux agents des services spéciaux chargés des affaires de l'Afrique du Nord: *«Nous vous aiderons quand l'insurrection algérienne entrera en action.»* Tel était le thème. 11 fallait donc s'aligner, et dans les plus brefs délais, sur les deux pays frères.

Par ailleurs, les cadres algériens s'impatientaient. Depuis des années, le PPA-MTLD parlait à ses troupes d'action directe. Mais rien ne s'était produit. Psychologiquement, remettre le combat à une date ultérieure, c'était aller vers la déception sinon vers la démobilisation des esprits forgés à cet effet.

La dernière raison concernait la sécurité directe des militants. La police coloniale, plus vigilante que jamais, surveillait de très près les militants connus. Elle usa de tous les moyens pour s'introduire dans leur milieu et jusqu'au sein de l'organisation elle-même. L'OS avait déjà été victime de ses manœuvres insidieuses. On dit que la police y disposait d'informateurs. Il fallait donc prendre de vitesse toute action susceptible de contrecarrer le but visé.

Les chefs de zone jouissant d'une complète autonomie, chacun avait la liberté et la responsabilité d'organiser, selon ses moyens, l'action sur le terrain et de remédier aux difficultés.

Le groupe des six avait tenté d'obtenir l'appui des deux fractions rivales du MTLD. Leur optique première avait été de les réconcilier et de réaliser l'union tant recherchée. Cette union ne put se faire.

Les centralistes, contactés en la personne du secrétaire général Hocine Lahouel, se récusèrent. Ils n'avaient participé ni à la forma-

tion du CRUA ni à la préparation de l'insurrection. Ils ne savaient rien de l'entreprise projetée. Ils préféraient attendre.

Hadj Messali était représenté à Alger par Mezerna et Moulay Merbah. Lorsque ce dernier fut approché, sa réponse fut sans nuance: «Ne rien projeter sans l'ordre de Messali.» Si une action insurrectionnelle devait se déclencher, elle serait le fait du «Zaïm». C'était donc à Messali que revenait le droit d'organiser et de promouvoir la «Révolution».

Une telle attitude contraignit le CRUA à se passer du concours du PPA-MTLD et de ses partisans.

Cependant, le groupe des six avait senti le besoin de découvrir une personnalité dont le nom aurait assez de crédit dans le pays tout entier. Ferhat Abbas? Je n'avais jamais fait de clandestinité. Je n'étais pas jugé assez «extrémiste», malgré ma coopération avec le PPA clandestin à l'époque des AML. Aussi n'ai-je pas été pressenti.

Restait le D[r] Lamine Debbaghine. Celui-ci, élu du MTLD, avait été député à Paris en 1946 et en 1947. En désaccord avec Messali, il avait donné sa démission de député et de membre du parti. 11 s'était retiré à El Eulma (Saint-Arnaud) où il avait ouvert un cabinet médical.

Le désaccord avec Messali provenait de ce que le D[r] Debbaghine considérait que le MTLD avait atteint son premier objectif, celui de sensibiliser les masses à l'idée d'une Algérie indépendante. Il fallait donc, sans tarder, passer à l'étude de la deuxième phase, celle de l'action directe.

Pour Messali, cette heure n'était pas arrivée. Elle serait révélée par lui et seulement par lui. Le Docteur quitta donc le parti.

Lorsqu'il reçut les hommes du CRUA, il se montra très réticent, uniquement parce qu'il n'avait pas été associé à la création du CRUA, et à ses décisions. Il demanda donc un temps de réflexion.

Dans les derniers jours du mois d'août, le groupe des six se réunit plusieurs fois pour s'informer et communiquer les directives à chacun. Les zones furent coiffées par des «états-majors» choisis par le responsable de chacune d'elles.

En zone I, Ben Boulaïd s'était adjoint Chihani Bachir, Laghrour Abbes et Ladjel Adjoul. En zone II, Didouche Mourad avait choisi Zirout, Bentobbal et Benaouda. En zone III, Krim Belkacem avait comme adjoints Ouamrane et Zammoum. En zone IV, Rabah Bitat

porta son choix sur Bouadjadj, Souidani et Bouchaib. La zone V, celle de Ben M'hidi, était coiffée par un état-major composé de Boussouf, Ben Alla et Abdelmalek Ramdane.

À la vérité, en cet été 1954, les seules zones vraiment structurées et prêtes à ouvrir le feu, étaient celles de lAurès et de Kabylie. Mustapha Ben Boulaïd avait sous la main un matériel humain de premier ordre. Tous les montagnards sont, par tempérament, des baroudeurs. Particulièrement dans les Aurès où les «insoumis» et les «hors la loi» n'étaient pas rares.

Quant à la Kabylie, foyer du PPA grâce à Immigration prolétarienne en France, elle avait été soumise depuis 1950 par Krim et Ouamrane à une intense préparation paramilitaire. Ils avaient recruté un grand nombre d'anciens militaires et les avaient initiés aux règles de la guérilla.

D'autre part, les noms de Ben Boulaïd et de Krim, chacun dans son pays natal, étaient de nature à neutraliser l'influence de Messali lui-même.

Il faudrait peut-être ajouter qu'il y avait dans les deux zones quelques armes et quelques munitions, de quoi engager les premières opérations insurrectionnelles.

Voici venue la deuxième semaine d'octobre. Les six se réunirent pour mettre la main aux derniers préparatifs: donner un nom à leur mouvement, rédiger une déclaration et fixer le jour du déclenchement de l'insurrection.

Le sigle «CRUA» avait été choisi, dès le départ, avec l'espoir de ressouder les deux fractions du MTLD. Cette union ne s'était pas concrétisée, comme on sait. Les centralistes et les messalistes étaient restés, pour des raisons différentes, hostiles à toute action directe.

C'est pourquoi le groupe des six décida d'abandonner le sigle du CRUA et de lui en substituer un autre. Ils s'arrêtèrent sur la dénomination de «Front de Libération Nationale» (FLN) qui traduisait bien la conception nouvelle qu'ils avaient de leur entreprise: effacer le passé, abandonner les anciens partis politiques, faire accéder le peuple à une nouvelle phase de son combat, sans égale dans le passé, lin un mot, faire «peau neuve» pour ne rejeter personne et donner A chacun la possibilité de participer à la libération du pays. Il fallait .iussi abandonner tout sectarisme et ouvrir les portes, toutes grandes, à ceux qui voulaient aider et servir, quel que fût leur passé.

Quant à l'organisme rassemblant les maquisards devenus «moudjahidine», il fut appelé «Armée de Libération Nationale» (ALN). Moudjahidine armés ou sans armes, tous étaient mobilisés pour un même objectif et un même idéal: l'Indépendance de l'Algérie.

Il convenait encore de définir cet objectif par une proclamation sans équivoque, destinée non seulement à notre peuple, mais aux Français d'Algérie, à la France et au monde entier.

Ils pensèrent enfin à la date d'entrée en action. C'est au cours de cette réunion, en tenant compte des délais nécessaires pour mobiliser les commandos et faire parvenir la proclamation à la délégation extérieure en Egypte, que la date de la nuit du 31 octobre au 1er novembre fut retenue. Le 1er novembre à 0 heure, le monde entier devait savoir que l'Algérie avait ouvert les hostilités contre la colonisation française.

La rédaction de la proclamation et de l'appel de l'ALN fut confiée à Boudiaf et à Didouche Mourad. Les textes devaient être prêts dans le courant de la semaine suivante. Ils furent ronéotypés en Kabylie par un ancien militant, Laïchaoui. Ils furent distribués dans la nuit du 31 octobre et diffusés à la même heure à la radio du Caire. Cette concordance fut réalisée grâce à Boudiaf qui quitta Alger, via Genève, vers le 25 octobre. Cinq jours après, il était au Caire.

Sa présence dans la capitale égyptienne fit croire aux Français que la guerre d'Algérie avait été téléguidée de l'étranger. Elle aurait été l'œuvre de Gamal Abd El Nasser et de la Ligue arabe. Cette version des faits ne correspond pas à la vérité. Ce sont les hommes du CRUA, et eux seuls, qui ont conçu l'insurrection algérienne, qui l'ont mise en mouvement et qui ont donné le coup d'envoi. Ensuite le peuple l'a prise en main.

Leur entreprise a été largement facilitée par l'atmosphère créée en milieu musulman par un système colonial sourd, aveugle et satisfait de lui-même.

Sans doute, pour encourager les premiers pas de l'insurrection, le groupe des six lui-même avait-il fait état de l'aide égyptienne. Il fallait bien faire croire aux combattants et au peuple que l'Algérie n'était pas seule et que la victoire était certaine. Mais ce propos n'était, hélas, qu'un pieux mensonge. Il faudra attendre plusieurs mois avant que l'aide du monde arabe se concrétise. Le premier concours financier vint de l'Arabie Séoudite.

Aux derniers moments, les «historiques» sentirent peser sur leurs épaules une lourde responsabilité. Mourir n'est rien lorsqu'on est guidé par la passion de la justice et par l'idéal de la liberté. Mais engager un peuple dans l'engrenage inévitable de la violence et de la répression, sans préparation aucune, sans armes, sans argent, sans appuis, est une terrible décision. Elle est angoissante.

Cette guerre de libération pouvait être étouffée dans l'œuf. Elle pouvait se solder par un échec. Qu'adviendrait-il alors de cette Algérie musulmane qui avait tant payé au cours de son histoire pour secouer les dominations étrangères?

Ces problèmes se sont posés à leur conscience. Ils finirent par être écartés. La conjoncture internationale commandait qu'on agisse. Et tout de suite.

C'est le moment ou jamais. La Tunisie, le Maroc sont en rébellion ouverte. Le Vietnam vient de triompher. Partout dans le monde, les peuples colonisés relèvent la tête.

L'Organisation des Nations unies, liée par la Charte de l'Atlantique et par celle de San Francisco, plaide pour la liberté des peuples, grands et petits. Elle est un tribunal international où se défendent les causes justes.

Et puis, attendre quoi? Que la France se ressaisisse et impose aux tenants de la colonisation, aux Borgeaud, aux Gratien Faure, aux Raoux, aux De Serigny, une nouvelle *«nuit du 4 août»* et un nouveau 1789? Elle n'en avait ni la volonté, ni la possibilité. Face à ce colonat, la France républicaine avait toujours démissionné. La religion et la race avaient constamment déterminé ses inclinations et ses choix.

Ni le Gouverneur général Soustelle, ni les généraux ne pouvaient rien changer aux données du problème. Avant de recourir au nationalisme pour assurer le respect de sa personnalité, le peuple algérien avait revendiqué son affranchissement par légalité des droits dans la cité française. Durant un demi-siècle. Il ne demandait qu'une chose: le respect de l'Islam. Mais en vain!

Ce qui avait échoué avec des hommes éminents comme l'Émir Khaled, Denden, Ben Rahal, Kaïd Hamoud, le Dr Moussa, Cheikh Ben Badis, Hadj Amar, le Dr Bendjelloul, ne pouvait pas réussir avec Soustelle et le général Cherrière. L'intégration allait à contre-courant. Face à l'insurrection, elle devenait absurde et irréalisable.

La vérité est que la diplomatie française, ses hommes politiques et ses généraux voulaient nous faire déposer les armes pour perpétuer

le statu quo colonial. Les Algériens n'étaient rien dans leur propre pays. De ce fait, leur problème était *prioritaire*. Pourtant ce sont les privilèges des Français d'Algérie que l'armée et le pouvoir colonial défendaient et protégeaient.

Évidemment, la situation nouvellement créée dépassait les manœuvres habituelles. Elle ne permettait plus de tricher. Car pour nous, le siècle de colonisation était riche en enseignements. 11 ne nous permettait plus de faire un faux pas, de faire confiance aux promesses, mais seulement aux actes. Et aucun acte ne vint.

Si notre peuple - comme le tunisien, le marocain, le hongrois, le tchécoslovaque - avait fourni de magnifiques soldats à un Empire, le moment était venu d'en fournir pour sa propre patrie et sa propre survie.

Dans la nuit du 31 octobre au 1er novembre, l'étincelle de l'insurrection jaillit. Elle se signala dans les cinq zones à la fois. C'était significatif. Il était prévisible que les objectifs ne seraient pas tous atteints. On ne devient pas un homme de guerre du jour au lendemain. Les actes de sabotage et la guérilla exigent un apprentissage, de l'expérience. Pour les premiers engagements, les résultats furent probants.

Ils furent moins spectaculaires dans l'Algérois et le Constantinois. Dans ces deux zones, Bitat et Didouche enregistrèrent au dernier moment des défections. Certains «centralistes» avaient accepté spontanément de participer à l'action. Mais, d'une manière générale, leurs dirigeants (Lahouel, Yazid, Kiouane, Benkhedda, Bouda), mécontents de tout ce qui avait été préparé sans eux, interdirent à leurs amis, jusqu'à nouvel ordre, de se joindre au CRUA.

Malgré l'intervention pathétique de Boudiaf, les «centralistes» restèrent sur leur position. Nous n'étions pas encore sortis des conceptions partisanes des anciennes formations politiques.

Dans l'Algérois, Bitat suppléa aux défections par un appel à Krim. Celui-ci dépêcha d'abord vingt et un maquisards armés. À Alger, ils furent accueillis par Bouadjadj qui les dirigea sur une ferme de Crescia. Un deuxième contingent, fort d'une centaine d'hommes, arriva dans la région de Boufarik-Blida avec, à sa tête, le futur colonel Ouamrane,

À Alger, tous les objectifs désignés furent attei nts, mais les dégâts furent minimes. Ni les établissements Mory, sur les quais d'Alger, ni l'usine à gaz de Belcourt, ni le central téléphonique du «Champ de

Manœuvre», ni le Studio-Radio de la rue Hoche ne furent détruits. En ce qui concerne l'incendie du dépôt de liège de Belcourt, le préposé à cette tâche fit défection.

ÀBoufarik, legroupe-Souidaniattaquaàcontretemps la caserne. Des bombes placées sur la route, contre un pont, éclatèrent prématurément. Elles précipitèrent l'intervention de qui échoua en partie. Quelques armes furent prises dans la chambrée de garde. Plus loin, les hangars de la coopérative agricole et les dépôts d'alfa de Baba-Ali furent la proie des flammes.

À Blida, Bitat ne fut pas plus heureux. L'attaque de la caserne tourna court. En se repliant sur la forêt de Chréa, ses hommes furent interceptés par une patrouille. Il y eut des morts et des blessés.

En Oranie, Ben M'hidi et Boussouf étaient plus mal nantis encore. Le séisme d'Orléansville avait disloqué certaines cellules. Des armes qui arrivaient du Maroc avaient été interceptées et saisies. Dans le Sud, la police avait découvert une cache d'armes destinées à leur zone.

Il faut ajouter que l'Oranie par son relief géographique était la moins favorable à la création de maquis. Néanmoins, à l'heure prévue, la gendarmerie de Cassaigne et deux fermes de la commune mixte furent attaquées. Un civil européen fut tué et un gardien algérien assommé et dépouillé de son arme.

Dans le Constantinois, la gendarmerie de Condé-Smendou essuya des rafales de mitraillettes. Constantine-Ville, Philippeville et Bône, contrôlées par les deux fractions rivales - messalistes et centralistes - ne bougèrent pas.

Dans la zone III, en Kabylie, les objectifs désignés par Krim avaient surtout un caractère économique. Ils furent tous attaqués. Un peu partout, les dépôts de liège, ceux de tabac, furent incendiés. Des coups de feu furent tirés sur les gendarmeries et les casernes. Les fils et les poteaux téléphoniques furent sectionnés. La Basse Kabylie fut particulièrement visée : Camp du Maréchal[1], Bordj Menaïel, Draa el Mizan, Azazga. Le port deTigzirt, fief du Bachagha Ait Ali, ne fut pas épargné.

Les responsables, entraînés de longue date, furent à la hauteur de leur mission. Ils se comportèrent en vrais combattants. On ne

1. Tadmaït. Le nom colonial lui avait attribué en raison du fait que le maréchal Bugeaud y avait établi son camp. *(N.-d.-É.)*.

déplora qu'un seul accident, la mort d'un gardien algérien dans la commune mixte de Draa el Mizan.

Dans les Aurès, en zone 1, l'action prit plus d'ampleur. C'est dans cette partie du territoire que dans un premier temps l'insurrection se cristallisa. Ben Boulaïd disposait d'un petit armement. Il pouvait compter sur des adjoints aussi bien entraînés que ceux de Kabylie: Chihani, Hadj Lakhdar, Abbes Laghrour, Adjel Adjoul, Bouchemal. Il avait également à sa disposition des «bandits d'honneur» tels Grine Belkacem, Maêne, Messaoud. Pour ceux-là, le conflit avec les gendarmes ne datait pas du 1er novembre!

C'est dans une petite ferme appartenant à Baazi Lakhdar que Ben Boulaïd donna rendez-vous à ses troupes. Les hommes étaient au nombre de 150 environ. C'est là qu'ils reçurent, dans la journée du 31 octobre, leurs armes et leur «tenue» militaire. Ils étaient désormais des «Moudjahidine», ou des «djounoud» de l'Armée de Libération Nationale (ALN).

Ben Boulaïd répartit les tâches. Pour attaquer Batna, il désigna vingt-six hommes sous le commandement de Hadj Lakhdar, Bouha, Messaoudi et de Bouchemal. Deux soldats français tombèrent. Des coups de fusil furent tirés sur la voiture d'un colonel français. Il en réchappa. Les fils téléphoniques furent sectionnés. Hadj Lakhdar me dit : *«J'ai tenu au bout de mon fusil le sous-préfet. Par discipline, je n'ai pas tiré parce que ce n'était pas l'heure[1].»*

À Khenchela, Laghrour Abbes mena les opérations. Le lieutenant Darnault, commandant la place, fut abattu ainsi qu'une sentinelle musulmane. Le commissariat de police fut dépouillé de ses armes, le transformateur électrique détruit.

La petite localité de T'Kout fut bloquée. Les gendarmes, qui avaient entendu une explosion sans en déterminer la nature, sortirent de leur caserne. Ils furent reçus à coups de feu. Ils regagnèrent leurs locaux où ils se barricadèrent. La fusillade dura toute la nuit et toute la matinée.

À Biskra, le commissariat et les locaux de la commune mixte furent attaqués, deux agents furent blessés. Une bombe placée contre la centrale électrique provoqua d'importants dégâts.

Au Khroubs, des coups de feu furent tirés sur des sentinelles.

1. Il s'agissait de M. Deleplanque, sous-préfet de Batna, qui revenait de Constantine, avec son épouse.

Le village d'Arris, bloqué par le groupe de Grine Belkacem, le «bandit d'honneur» rallié au FLN fut coupé de l'extérieur durant toute la journée du 1er novembre.

Le car faisant le service Biskra-Arris était parti au petit jour. Parmi les voyageurs un couple d'instituteurs, M. Monnerot et sa femme, récemment nommés à l'école de Tiffelfel, en plein «bled» chaouïa. Profitant des congés de la Toussaint, l'instituteur voulait faire connaître à son épouse Biskra, la reine des Zibans.

Ils rejoignaient Àrris. L'administrateur de la commune mixte les avait invités à déjeuner. Le caïd du douar de Mechouneche, Hadj Sadok, était du voyage. Assis à côté de Monnerot, il le mit au courant des événements de la nuit, de la proclamation du FLN dont il portait un exemplaire à son administrateur.

Le chauffeur du car était dans le secret du CRUA. L'organisation lui avait ordonné d'arrêter son véhicule au premier barrage de pierres rencontré sur la route. Tout à coup, un coup de freins. Le car stoppa. Il n'était plus qu'à 18 km du village d'Arris.

Chihani et son commando étaient là, exacts au rendez-vous. L'adjoint de Ben Boulaïd monta dans le car. Il fit descendre le caïd et un moment après le couple Monnerot. Les instructions étaient formelles : les civils ne devaient pas être inquiétés.

Le caïd semblait n'avoir rien compris aux événements de la nuit. Les attentats de Biskra et la proclamation du FLN, dont il avait pris connaissance à Biskra par un tract, ne l'avaient pas inquiété outre mesure. Bien au contraire, il resta arrogant, injurieux comme par le passé. Il ne mesura pas les dangers auxquels il exposait les deux Français et lui-même.

Ce qui comptait pour lui, c'était de prouver, devant des Français de France, qu'il était toujours le «chef». Par son attitude, il provoqua le drame. Au moment où il faisait le geste de mettre la main dans la «djébira»[1] pour en tirer son arme, le moudjahed qui couvrait Chihani lâcha sur lui une rafale de mitraillette. Le caïd fut blessé au ventre. Malheureusement Monnerot et sa femme, qui se trouvaient près de lui, furent également touchés, le mari au thorax, son épouse à la hanche.

Chihani ordonna le transport du caïd à l'hôpital d'Arris alors qu'il garda les deux instituteurs. Il les croyait légèrement blessés. Il

1. *Djébira* : Sorte de porte-documents en cuir porté en bandoulière.

était persuadé que l'alerte allait être donnée et que des gendarmes et même des soldats viendraient immédiatement secourir les blessés français. Il se prépara au combat.

Après deux heures d'attente vaine, déçu, il décrocha. Les secours n'arrivèrent qu'à 11 heures, conduits par un civil, l'ethnologue Servier. Monnerot mourut. Sa femme - dont il est faux de dire qu'elle avait été violentée[1] - fut transportée à Arris et hospitalisée. Elle survécut. Le caïd Hadj Sadok mourut à l'hôpital de Batna.

L'homme qui s'était approprié le «nationalisme» et qui en avait fait apparemment son credo et son cheval de bataille, Messali Hadj, n'a pas approuvé l'insurrection du 1er novembre 1954. Tout au contraire. Il commit une première erreur en refusant la présidence du FLN qui lui avait été offerte par les «six historiques» présents à Alger. Il en commit une deuxième en voulant discréditer ces hommes, pour attribuer le mérite de l'insurrection au MNA, autant dire à lui-même. De toute évidence, le groupe des neuf ne pouvait pas tolérer une telle contre-vérité.

Pourquoi ce comportement? J'ai connu Messali en 1930 à Paris. Je revenais de Bruxelles où j'avais assisté à un congrès international d'étudiants. Par mon ami Belghoul, je connaissais l'histoire de «l'Étoile Nord-Africaine». Je lisais le journal *«El Ouma»*, qui m'était envoyé à Sétif.

Je mis donc à profit mon passage à Paris pour aller saluer son président. Il habitait alors un petit appartement du côté du cimetière du Père-Lachaise.

Nous avions bavardé. Notre vision de l'avenir était différente. Lui voyait l'Algérie à travers l'atmosphère parisienne et les lois qui protégeaient les libertés en France. Moi, je la voyais dans le cadre du douar où j'étais né, celui des communes mixtes et des territoires du Sud. Je mesurais le poids des lois d'exception qui pesaient sur les Beni-Afer[2] et leurs semblables.

Messali développa le thème suivant: les colonies pouvaient être libérées par une action menée de Paris même. En ce qui concernait l'Algérie, la présence de nombreux commerçants et ouvriers facilitait

1. Comme l'affirme Alain de Serigny, *«l'Abandon»*, Presses de la Cité, p. 171.

2. Habitants du douar où je suis né.

la tâche. Ces Algériens endoctrinés, protégés par les lois de la Métropole, se transformeraient, dans le pays, en véritables missionnaires de l'indépendance.

11 me demanda de rester à Paris.

Ma conception était toute autre. D'abord, pour s'occuper des masses algériennes, il fallait rester au milieu d'elles, les défendre contre l'arbitraire, les guider, les animer, les éduquer. Étapes par étapes, nous pouvions briser nos entraves et nous retrouver libres, tout en assimilant la technique et les sciences de l'Europe.

«Si nous arrivons, lui ai-je dit, à briser la barrière des lois d'exception, à accéder au droit commun, à l'instruction, à la propriété, à la fonction publique, les masses musulmanes évolueront avec la même rapidité que les masses juives après le décret Crémieux. Nous ne sommes pas moins doués qu'elles. Il suffit de travailler. Émanciper notre peuple c'est le faire accéder à une forme d'indépendance. Évidemment, cette route sera longue. Mais elle offre l'avantage d'être moins dangereuse pour les paysans qui ont déjà payé un lourd tribut à la colonisation.»

Plus tard, je l'ai revu à différentes reprises. Il me parla de son passage au parti communiste français. *«On* y *apprend,* me dit-il, *à manipuler les masses et à duper l'adversaire. Lecole révolutionnaire est une excellente chose.»*

Il avait déjà confectionné son «personnage» : cheveux longs, barbe nourrie, djellabah et fez. Je lui en fis la remarque. Il me répondit que *«cela faisait partie du programme»*.

«Et tu veux, lui répondis-je, que j'adhère à ton parti et que je prenne ta barbe pour programme?» Il se mit à rire.

Nous étions du même âge ou presque. Il était de la classe 18, je suis de la classe 19. Il était incisif, courageux, sachant poser son personnage, et tirer avantage de tout.

Nous avons entretenu de bonnes relations malgré les attaques dont je fus l'objet de la part de ses partisans. Malgré les mensonges et les calomnies déversés sur moi, je l'ai toujours respecté parce que son but était noble. On se souvient qu'en 1943 le gouverneur général désigna une commission pour discuter des réformes réclamées par le Manifeste. Je refusai de siéger à ladite commission tant que Messali n'était pas libéré du bagne de Lambèse. On le libéra. Même attitude en 1946 : les députés UDMA menacèrent de quitter Paris si Messali

était maintenu, contrairement à la loi, en résidence forcée à Brazzaville. Une semaine après, il arrivait à Paris.

C'est également sur son intervention que j'ai obtenu de mon parti, l'UDMA, en octobre 1946, qu'il ne présentât pas de candidats à la députation pour laisser toutes ses chances au MTLD.

L'implantation du PPAen Kabylie s'effectua grâceàl'émigration[1]. La région, pauvre et surpeuplée, envoyait chaque année un lourd contingent d'ouvriers en France. En grande partie, ils adhérèrent au mouvement.

En novembre 1954, ce fut donc à la porte de la Kabylie que les émissaires de Messali vinrent frapper pour négocier un accord. À Paris et à Alger, la majorité du MTLD était restée messaliste. Si la IIIe zone se ralliait au «Zaïm», la partie était gagnée par lui.

Un ami de Moulay Merbah, Hadj Ali, se rendit auprès de Krim et de Ouamrane. «Messali, leur dit-il, est décidé à rejoindre votre insurrection.»

Krim n'en croyait rien et le poussa dans ses derniers retranchements en faisant mine d'accepter son appui. Il ne s'était pas trompé. Ce que voulait l'exilé, c'était inverser la situation: que les Kabyles de Krim abandonnent le FLN et viennent au MTLD-MNA contrôlé par Messali. Le «Zaïm» n'avait pas renoncé, malgré le déclenchement de l'insurrection, à rester «l'Unique». Son émissaire fut éconduit.

À la suite de ce refus, les Messalistes allèrent renforcer le MTLD-MNA. Ce mouvement lutta longtemps contre le FLN, d'abord seul et ensuite avec l'appui des autorités françaises qui l'ont sinon «récupéré», du moins manipulé.

Au cours des premières années de guerre, on trouva partout le MTLD-MNA face à nous en Algérie et en France. Il fut la cause de pertes d'hommes, de luttes fratricides et de gaspillage d'énergies. À cause de Messali, ses disciples manquèrent au rendez-vous de l'Histoire.

Cette dissidence creusa une large plaie au flanc du FLN. Il faut direquelecultedelapersonnalitéaveugleleshommes. Messali Hadj, comme le colonel Mikaïlovitch en Yougoslavie, a trahi par orgueil. Il s'était immobilisé dans un cadre fictif. Il s'embourba dans le culte qu'il se portait à lui-même.

1. Dans l'édition originale parisienne : «l'immigration» qui est normal pour le lecteur du pays d'accueil. (N.-d.-É.).

Il avait cependant souffert dans la prison de Maison-Carrée et au bagne de Lambèse. Il avait été le symbole d'une certaine politique. Il méritait un autre sort que celui qu'il connut dans ses dernières années.

Il est aussi vrai que la politique n'est jamais statique. Elle est mouvante et dynamique. Si les objectifs et les principes restent immuables, les moyens pour les atteindre changent avec les circonstances. Et les circonstances se créent souvent indépendamment de nous.

Messali n'a pas mesuré le poids de la seconde guerre mondiale et les coups mortels qu'elle allait porter aux empires coloniaux. Il conserva l'image du monde d'avant-guerre, d'où son erreur.

On peut espérer que, face à Dieu, il lui sera beaucoup pardonné.

L'attitude de la grosse colonisation est difficilement explicable. En ce 1er novembre 1954, les porte-parole des Français d'Algérie sont les seuls à ne pas comprendre que l'ordre colonial est frappé à mort et qu'il est urgent de lui substituer un autre ordre politique.

Dès les premiers jours de l'insurrection, le ministre français de l'Intérieur dépêche à Alger un observateur: le sous-préfet François Rey. Celui-ci s'informe et contacte tous les milieux politiques. Rencontrant le proviseur de lycée, M. Henri Doumenc, il lui demande ce qu'il pense de la situation. M. Doumenc est un socialiste. Il a été maire de Constantine, président du conseil général et sénateur. Il est, de longue date, acquis à la politique d'intégration. Dans une République «une et indivisible», la loi doit être la même pour tous. Il n'admet pas que l'on chicane aux musulmans le maintien de leur statut personnel, partie intégrante de leur croyance. Après tout, on est en pays musulman.

Henri Doumenc remet un long rapport à M. Rey, destiné au Président du Conseil. Il dénonce les erreurs qui ont conduit l'Algérie au drame du 1er novembre. À propos des causes de ce drame il écrit: *«Ces causes, la Haute Administration les connaît mieux que quiconque. Mais elle ne peut avouer sa carence et ne peut reconnaître ses fautes. Sans courage, elle n'a pas su résister aux appétits insatiables d'une minorité toute-puissante de gros propriétaires terriens et pendant plus de cent ans elle a administré pour le seul bien des colons.*

«Elle aurait pu se libérer de cette tyrannie pendant les trois années qui suivirent la libération. Elle ne l'a pas voulu. Aujourd'hui encore, elle se trouve prisonnière d'hommes dont le cynisme dépasse l'entendement et qu'elle a ramenés, avec l'appui de M. Naegelen, à la direction de la politique algérienne, grâce au truquage des urnes et à la caution morale qu'elle leur a fournie. Si bien que toute manifestation de courage lui serait difficile...

«Quel a été le résultat de cette politique imbécile ?...»

On n'a plus rien à ajouter à ce rapport. 11 situe bien le problème. L'Indigène n'a jamais pesé bien lourd dans l'édification de l'Algérie française. Les propriétaires terriens qui dictaient des ordres à l'administration se sont toujours refusés à l'inclure dans le circuit évolutif.

Les communes mixtes, sous-administrées, sous-développées, vont donner à l'insurrection des dimensions insoupçonnées. Des millions d'indigènes ont vécu là sans écoles, sans routes, sans hôpitaux et quelquefois sans pain. Ils se sont transformés au cours des années en fer de lance de notre combat: dans les Aurès, dans le Nord-Constantinois, en Kabylie, dans l'Ouarsenis, dans les montagnes de Mouzaïa et de Tlemcen.

Ainsi, parce que le musulman a été confiné dans l'analphabétisme et dans l'exploitation, il deviendra un révolté redoutable. Dans une Algérie française riche et puissante, où les trusts et les oligarchies financières faisaient la loi, il aura suffi d'une poignée d'hommes déterminés pour donner le premier coup de boutoir à une citadelle centenaire, pour que le peuple la démolisse. L'étincelle du 1er novembre 1954 provoquera au cours de sept longues années un immense incendie.

Qu'est-ce à dire, sinon que tout ordre social qui ne repose pas sur l'adhésion du plus grand nombre demeure fragile? Le pouvoir des minorités aura beau monter la garde aux portes de ses privilèges, l'heure de la Justice arrive toujours.

Elle ne se presse pas quelquefois. Malgré sa lenteur, elle finit cependant par arriver et par s'imposer. C'est dire que dans le comportement des hommes il n'y a de durable que la Justice. Et, avec elle, la volonté de Dieu.

Et il est heureux qu'il en soit souvent ainsi !

III

LE GOUVERNEUR SOUSTELLE FACE À L'IMMOBILISME COLONIAL

Aucun choc psychologique ne vient ébranler l'ordre établi

> *La responsabilité des fellaghas dans l'immédiat n'atténue en rien celle qui, depuis cent vingt ans, pèse sur nous d'un poids accru de génération en génération. L'horreur de ce qui va se déchaîner doit être tout de suite adoucie par une offensive concertée contre les bas salaires, le chômage, l'ignorance, la misère et* par les réformes de structures qu'appelle le peuple algérien.
>
> François MAURIAC
> «*Bloc-notes*» (dès le 2 novembre 1954)

La naissance du CRUA et la préparation des événements du 1er novembre n'ont pas échappé, comme on pourrait le croire, aux autorités françaises. La sécurité, en Algérie, était une des plus importantes administrations. La police était trop bien organisée pour que cette activité et tout ce remue-ménage se passent à son insu.

La police des renseignements généraux, la PRG, placée sous la direction de Costes[1], avait flairé dès le début de l'année 1954 que l'OS, l'Organisation Spéciale, décapitée en 1950, se reconstituait. Dès que le CRUA prit corps, elle plaça à l'intérieur du nouvel organisme ses informateurs.

De son côté, la DST, police de la défense et de la sécurité du territoire, n'était pas inactive. Enfin, les services des liaisons Nord-Africaines du colonel Schoen et du commandant Tercé, le premier

1. C'est ce même Costes qui m'arrêta à deux reprises: en septembre 1943 et en mai 1945.

à Alger et le second à Constantine, s'intéressaient tout particulièrement aux activités politiques et à leurs répercussions au sein des masses musulmanes.

Au niveau des activités clandestines, chaque police avait ses «mouchards». Dans de telles conditions, il était difficile que la création d'un mouvement, comme celui du CRUA, puisse échapper à leur connaissance.

Et de fait, dès le printemps 1954, le colonel Schoen et M. Vaujour, directeur de la sécurité au gouvernement général, le fameux «G. G.», annonçaient sa création et signalaient quelle était étroitement liée avec la scission du MTLD.

Lorsqu'en septembre et octobre, l'équipe de Zoubir Bouadjadj se mit à fabriquer des bombes en prévision de l'heure H, la police en fut informée. Elle laissa faire. Il lui a suffi de recommander à l'artificier, qui était en relation avec elle, de préparer des bombes inoffensives et peu dangereuses. C'est ce qu'il fit.

M. Vaujour adopta cette tactique avec l'espoir de remonter la filière, de mettre la main sur toute la «bande» et d'arriver ainsi jusqu'aux chefs dont il ignorait l'identité.

Toutes ces indications furent portées à la connaissance du ministre de l'Intérieur, M. François Mitterrand, venu en Algérie à la suite du séisme dramatique d'Orléansville.

Après la visite de la ville sinistrée, le ministre français parcourut le pays, parla devant les maires de l'Oranie, à l'Assemblée algérienne, au Conseil général de Constantine. Il visita enfin Bône d'où il repartit pour la France.

Devant l'Assemblée algérienne, le 19octobre, le ministre français confirma la nécessité de faire triompher les lois de la démocratie:

«Il faut, disait-il, *que la démocratie s'instaure davantage, il faut que le plus grand nombre trouve plus de joie, plus de bonheur et plus de volonté à participer à la collectivité nationale, sans quoi ce que vous dites, ce que je dis, ne signifie plus rien.»*

Effectivement, ce qu'il disait ne signifiait plus rien parce que depuis longtemps les paroles et les actes ne concordaient pas. Ils n'avaient du reste jamais concordé.

M. Mitterrand répondait alors à M. Laquière, président de l'Assemblée Algérienne. Celui-ci venait en effet de nous dire que le ciel de l'Algérie française était au beau fixe et *«qu'il fallait se garder*

à Alger et le second à Constantine, s'intéressaient tout particulièrement aux activités politiques et à leurs répercussions au sein des masses musulmanes.

Au niveau des activités clandestines, chaque police avait ses «mouchards». Dans de telles conditions, il était difficile que la création d'un mouvement, comme celui du CRUA, puisse échapper à leur connaissance.

Et de fait, dès le printemps 1954, le colonel Schoen et M. Vaujour, directeur de la sécurité au gouvernement général, le fameux «G. G.», annonçaient sa création et signalaient qu'elle était étroitement liée avec la scission du MTLD.

Lorsqu'en septembre et octobre, l'équipe de Zoubir Bouadjadj se mit à fabriquer des bombes en prévision de l'heure H, la police en fut informée. Elle laissa faire. Il lui a suffi de recommander à l'artificier, qui était en relation avec elle, de préparer des bombes inoffensives et peu dangereuses. C'est ce qu'il fit.

M. Vaujour adopta cette tactique avec l'espoir de remonter la filière, de mettre la main sur toute la «bande» et d'arriver ainsi jusqu'aux chefs dont il ignorait l'identité.

Toutes ces indications furent portées à la connaissance du ministre de l'Intérieur, M. François Mitterrand, venu en Algérie à la suite du séisme dramatique d'Orléansville.

Après la visite de la ville sinistrée, le ministre français parcourut le pays, parla devant les maires de l'Oranie, à l'Assemblée algérienne, au Conseil général de Constantine. Il visita enfin Bône d'où il repartit pour la France.

Devant l'Assemblée algérienne, le 19 octobre, le ministre français confirma la nécessité de faire triompher les lois de la démocratie:

«Il faut, disait-il, *que la démocratie s'instaure davantage, il faut que le plus grand nombre trouve plus de joie, plus de bonheur et plus de volonté à participer à la collectivité nationale, sans quoi ce que vous dites, ce que je dis, ne signifie plus rien.»*

Effectivement, ce qu'il disait ne signifiait plus rien parce que depuis longtemps les paroles et les actes ne concordaient pas. Ils n'avaient du reste jamais concordé.

M. Mitterrand répondait alors à M. Laquière, président de l'Assemblée Algérienne. Celui-ci venait en effet de nous dire que le ciel de l'Algérie française était au beau fixe et *«qu'il fallait se garder*

jalousement de tous nuages qui pourraient obscurcir sa radieuse ascension».

Les nuages, il va sans dire, ne pouvaient surgir que si l'immobilisme cédait la place au changement et aux réformes de structures. Que les Arabes restent donc ce qu'ils *sont* et tout ira bien!

À Constantine, devant le Conseil général, l'atmosphère fut autre. Le Dr Bensalem, vice-président de l'Assemblée départementale, remplaçant le Président René Mayer absent, réclama des réformes de structures et tout spécialement l'institution du collège unique.

Les «barons» du régime colonial en furent scandalisés. Les Gratien Faure, les Morel, les Lavie, les Bertagna, les Dufour, les Valet, les Lochard, etc., exprimèrent leur opposition en termes violents. Par contre, le ministre français ne fut pas mécontent de la modération des revendications mentionnées.

Il y avait certes divorce, quanta l'avenir du pays, entre les conceptions des Algériens et celles des Français d'Algérie, mais aussi une certaine discordance entre l'optique de la «Métropole» et celle des Français d'Algérie. Malheureusement, cette divergence se refusait à s'exprimer en un langage clair et en actions politiques concrètes et positives.

Quoi qu'il en soit, le jour même où le ministre français s'envolait pour Paris, le 23 octobre 1954, le Directeur de la Sécurité, M. Vaujour, en possession de nouvelles informations, lui faisait parvenir, par la voie la plus rapide, un rapport du gouverneur général Léonard. Celui-ci, très inquiet, s'interrogeait : *«Sommes-nous à la veille d'attentats en Algérie ? Il est impossible de l'affirmer de façon absolue, mais à nos yeux il convient de le redouter.»*

Pour s'informer, la PRG disposait de deux indicateurs, connus tous les deux sous le nom «d'André». Le nom de l'un d'eux a été révélé. Il s'agissait d'Abdelkader Belhadj-Djilali né en janvier 1921 dans la région de Miliana. C'est ce même homme qui, quelques années plus tard, osera organiser un pseudo-maquis dans la région de Duperré[1]. Le FLN finira par l'éliminer et par récupérer troupes et armement. Il était alors connu sous le pseudonyme de «Kobus».

Cet indicateur venait de l'OS. Il avait été arrêté avec toute l'équipe en 1950. Après avoir purgé trois années de prison, on le retrouve dans le MTLD prêt à reprendre son activité révolutionnaire. Mais il

1. Aujourd'hui Aïn Defla. *(N.-d.-É.)*

est déjà un agent double, collaborateur de la PRG. C'est par lui que M. Vaujour et le colonel Schoen suivaient les activités du CRUA.

Quant au second indicateur, la police française n'a pas révélé son nom. Elle indique seulement qu'il est toujours vivant et *«assume* dit-elle *de hautes fonctions au sein du FLN*[1].»

Il est difficile de donner crédit à cette information. Elle peut être véridique comme elle peut aussi avoir été inventée pour s'inscrire dans le système «d'intoxication» qui a si bien réussi en Kabylie durant la guerre.

En la matière, il faut se garder de juger les siens sur une simple dénonciation de l'adversaire.

À partir de novembre 1954, l'Algérie musulmane, par la voix du FLN, porte ses revendications politiques sur le terrain de la violence. Les ponts ne sont pas pour autant rompus.

Durant une longue période, le FLN, qui n'est pas du tout préparé à soutenir une longue insurrection, attend les réactions des autorités coloniales. La balle est dans leur camp. La négociation reste possible.

M. Jacques Soustelle, nouveau gouverneur général de l'Algérie, arrive le 15 février 1955 à Alger. Il compte parmi son personnel deux hommes que les musulmans connaissent : MM. Jacques Juillet et le commandant Vincent Monteil auxquels se joindra une femme dont le courage et l'humanisme sont bien connus, Germaine Tillion.

M. Juillet a été directeur du cabinet du préfet Petibon à Constantine. Il est considéré comme un libéral, un homme consciencieux. Il ne sympathise pas avec les potentats de la grosse colonisation.

Le commandant Vincent Monteil est un arabisant. Il a passé ses premières années au Maroc. Il parle l'arabe, le berbère, le chaouïa. C'est également un libéral, un réaliste qui connaît bien les problèmes. Il veut sauver l'amitié «franco-musulmane», préserver la présence de la France en Afrique du Nord et faire de cette amitié la semence des futures moissons.

Le 14 février 1955, au moment où M. Soustelle se préparait à rejoindre son poste à Alger, il apprend à Paris l'arrestation, à la frontière tunisienne, du chef de la zone de l'Aurès, Mustapha Ben Boulaïd. À cette nouvelle, le gouverneur dépêche le commandant Monteil

1. Claude Paillat : *Dossier secret de l'Algérie* (tome II).

à Tunis. Ben Boulaïd est entre les mains de la DST, dans une villa de la banlieue de la ville.

Omar Ben Boulaïd me narra l'arrestation de son frère et les circonstances de sa rencontre avec le commandant Monteil :

«*Dans lesAurès*, me dit-il, *mon frère était angoissé par le manque d'armes et de munitions. Il rendait la délégation extérieure du FLN, et tout particulièrement Ben Bella, responsable de cette pénurie. Il pensait y remédier en se rendant personnellement à l'extérieur. Il fut arrêté à la frontière tunisienne. Il fut vite identifié et ramené à Tunis. Il ne subit aucune brutalité, mais s'attendait au pire.*

«*Mis en présence du commandant Monteil, il exposa la situation nouvellement créée. Il lui déclara qu'il n'avait pas pris les armes pour des raisons personnelles. Lui et ses enfants ne manquent de rien. Par contre le peuple algérien est dans la misère. Dans lesAurès, les indigènes sont considérés moins que des chiens. Personne ne s'occupe d'eux. Ils sont les éternels oubliés. Sans notre combat, qui pouvait remédier à cette situation?*

«*La France ne le comprend pas. Au lieu de s'informer et d'engager le dialogue avec ceux qui se battent, elle nous envoie des parachutistes et des légionnaires qui violent nos filles et nos femmes. Est-ce ainsi qu'on peut régler le problème algérien?*»

11 lui dit encore:

«*Tout peut s'arranger à la condition que la France s'engage dans la voie des réformes et de la transformation du pays. Donner des preuves de sa bonne volonté en retirant les soldats desAurès, en amnistiant les prisonniers politiques et en supprimant immédiatement les communes mixtes. Il faut fixer des dates et ne plus tromper les Algériens.*»

Porteur de ces déclarations et de la documentation trouvée en possession du prisonnier, le commandant Monteil rejoint Alger.

Ne tenant aucun compte, dans leur aveuglement séculaire, de déclarations aussi raisonnables et objectives qui rejoignaient celles de beaucoup d'autres responsables arrêtés, les «ultras» français se sont mobilisés pour réclamer de leur Gouvernement qu'il mate une fois encore les Arabes. Rien d'autre à faire. Une première manœuvre consistait à faire tomber le gouvernement de Pierre Mendès France, responsable de la nomination de Soustelle. Ni le Président du Conseil, ni son gouverneur général n'étaient en odeur de sainteté chez les colons. Ils accusaient Soustelle - «Bensoussan» - d'être un

juif venant, en accord avec Mendès France, brader l'Algérie française. La manœuvre fut aisée grâce à la complicité de René Mayer.

Le 6 février 1955, Mendès France est renversé. Le 23 février, Edgar Faure le remplace à la tête du gouvernement. Mais, contre l'avis de Borgeaud et de René Mayer, il confirme Jacques Soustelle dans ses fonctions de gouverneur général en Algérie.

L'opinion musulmane est attentive, sans énervement. Elle garde la tête froide. Parmi les 2000 prisonniers dont a parlé Ben Boulaïd, figurent les dirigeants du MTLD, centralistes et messalistes. Quelques-uns étaient les collègues, au Conseil municipal d'Alger, du ministre Jacques Chevallier. Celui-ci avait protesté, en son temps, contre leur arrestation, sachant bien qu'elle avait été en partie dirigée contre lui par le clan Borgeaud.

Jacques Chevallier est d'accord pour que le dialogue reprenne avec ces hommes. Ils représentent l'avenir. Le commandant Monteil se rend à la prison de Barberousse, rencontre des prisonniers. À l'avocat Kiouane, adjoint au maire d'Alger, il pose la question: *«Quelle a été votre inculpation pour que vous soyez en prison?»*

«*J'ai signé,* répond Kiouane, *avec Benkhedda et Bouda une déclaration dans* "Alger-Républicain" *pour protester contre la dissolution du MTLD et contre la répression.»*

Ce que souhaite Kiouane, c'est l'apaisement. Pour l'obtenir, il faut que le nouveau Gouverneur prenne des mesures qui vont «faire hurler» les partisans de la colonisation: quelques libérations significatives, la restauration d'une liberté d'expression suffisante et surtout une détente de l'atmosphère politique par la libéralisation progressive du régime qui sera provoquée par l'application du statut de 1947.

Hocine Lahouel, contacté par le commandant, dit qu'il s'est trouvé en prison sans rien savoir du CRUA.

Quant à Benkhedda, il a été arrêté à la suite d'une lettre ouverte adressée au ministre de l'Intérieur, François Mitterrand:

«Les causes du drame, avait-il écrit, *doivent être recherchées dans la condition faite au peuple. La politique d'assimilation a fait faillite; il faut s'orienter vers une politique d'apaisement, cesser la répression, accorder une large amnistie et surtout que tous les Algériens jouissent des libertés démocratiques.»*

Lorsque M. Vincent Monteil lui demande, à lui aussi, ce qu'il faudrait faire pour que le dialogue se rétablisse, il répond :

«Il faut que trois mesures au moins soient prises immédiatement : d'abord que le Gouverneur donne un indice concret du désir sincère d'appliquer le statut, par exemple en organisant des élections libres. Ensuite, qu'il décide de quelques libérations significatives. Enfin que ion donne l'exemple d'un esprit nouveau dans les rapports entre l'administration et les musulmans.»

Des trois formations d'opposition (MTLD - UDMA - et PCA), seule l'UDMA continue son activité. Depuis l'interdiction du MTLD, le local de l'UDMA, place Cardinal Lavigerie, et celui de «La République algérienne», 2, rue Arago, servent de lieux de rendez-vous aux rescapés de la répression quelle que soit leur tendance. Notre journal continue le combat. Il ne s'arrêtera que lorsque les saisies et la censure le contraindront à se taire.

Devant l'Assemblée Algérienne, les élus de l'UDMA font front contre le déchaînement du racisme, de la peur et de la haine des ultras. Sur la proposition du président de la fédération des maires de l'Algérois, Amédée Froger, un débat sur les «événements» du 1er novembre est fixé au 24 novembre. Le Dr Ahmed Francis dépose une motion qui définit notre position:

«Considérant que des événements extrêmement graves ont endeuillé l'Algérie, faisant de nombreuses victimes innocentes;

«considérant que ces événements ont provoqué une répression brutale qui n'a pas manqué de faire à son tour d'autres victimes innocentes;

«considérant que le drame ainsi créé est la conséquence inéluctable d'une politique anachronique, qui se refuse à tenir compte de l'évolution du monde et de la prise de conscience du peuple algérien;

«considérant qu'il est grave de proclamer des principes et de les trahir dans les actes, de saboter l'application des lois promulguées par la France elle-même, de priver ainsi l'Algérie des quelques franchises qui lui ont été octroyées;

«considérant que cette politique qui ignore les principes républicains et la démocratie, même dans sa forme la plus élémentaire, a été incapable de résoudre les problèmes d'ordre économique, social, culturel et spirituel;

«considérant que les solutions de force venant au secours de l'arbitraire ne régleront rien et que, sans préjuger des institutions futures du pays, il y a lieu de préparer, dès aujourd'hui, par des voies progressistes, un avenir de liberté, de paix, de travail à tous les enfants

d'Algérie, l'Assemblée algérienne, soucieuse de mettre fin aux conflits politiques, sociaux et économiques, demande au gouvernement de la République de promouvoir rapidement des réformes institutionnelles conformes aux aspirations du peuple d'Algérie et aux promesses de la Constitution française...»

Et le lendemain, lors des débats, il passe à l'attaque:

«Après avoir claironné partout, dans la presse et les discours officiels terminant des banquets plantureux : «l'Algérie est calme, lAlgérie , est fidèle» sans se demander par ailleurs si l'on était fidèle à l'Algérie, voilà que l'on se trouve, au grand étonnement de l'opinion publique, sur un volcan...

«La presse, votre presse, ne nous a pas ménagé les titres à sensation, les récits sanglants, les excitations racistes etc. Je lirai la dernière partie d'un tract lancé par avion au-dessus des Aurès. Il y est dit : «Bientôt un malheur terrifiant s'abattra sur la tête des rebelles; après quoi régnera de nouveau la paix française.» Vous me permettrez, mes chers collègues, d'exprimer un souhait, celui que cette paix française ne soit pas la paix des cimetières...

«On a voulu jusqu'ici ignorer le problème politique et ne reconnaître, qu'en paroles seulement, l'urgence des réformes économiques et sociales. Pourtant, chacun sait qu'aucun progrès social ne peut être réalisé sans une réforme politique.»

À son tour, Chérif Ben Hadj Saïd prenant la parole au cours de la séance du lendemain, déclare : *«Il faut trouver des solutions qui permettent aux Français d'Algérie, aux musulmans d'Algérie, une coexistence pacifique dans le cadre d'une Algérie nouvelle, où chacun ait sa place au soleil. C'est pourquoi nous affirmons avec fermeté qu'il faut d'abord et avant tout mettre fin au régime colonial.»*

Au cours des débats, le président Laquière me retira la parole sous prétexte que mon intervention allait porter sur le problème politique.

Un seul homme du 1er Collège, le Dr Solacroup, bien connu à Alger pour ses qualités de cœur, vint dire que l'histoire s'était mise en marche:

«La grande aventure a commencé. Nous le savons tous... Du haut de cette tribune, je le dis comme je le pense : "j'ai peur". Trois générations des miens dorment sous cette terre d'Algérie. Je ne veux à aucun prix les abandonner et je le dis très nettement à qui voudra m'entendre, je préférerais "crever"plutôt que de partir!»

Un autre homme, M. René Mayer, métropolitain et député, juge l'affaire sérieuse. En tournée dans les Aurès avec Jacques Chevallier, secrétaire d'État à la Guerre, et en présence des autorités civiles et militaires, il confesse au général Spillmann, commandant la division de Constantine, après avoir entendu ses explications: *«Tout cela est intéressant, mais à mon avis, l'affaire sera dure, longue et difficile car le mal est profond.»*

M. René Mayer n'a pas d'intérêts locaux. Il a été «parachuté» en Algérie parce que son appartenance au parti radical et son audience au Parlement en font un défenseur de premier choix des privilèges de la colonisation. Il sait donc que l'Algérie souffre d'un mal profond. Mais ses intérêts électoraux lui interdisent de porter le fer rouge à la plaie. S'apitoyer sur le sort des indigènes est une chose, se brouiller avec les Borgeaud et les conseillers généraux qui l'ont porté à la présidence de leur assemblée en est une autre.

On peut donc constater qu'aucun homme politique français, si averti soit-il, ne veut accepter de se «mouiller» et de réclamer pour l'Algérie le traitement de choc. Quant aux premiers intéressés, les Français d'Algérie, ils ne croient qu'aux solutions de force.

Cependant, l'événement du 1er novembre n'était pas une affaire strictement «arabe». C'était une affaire qui se plaçait à l'échelle des deux communautés algériennes. Il s'agissait de la paix ou de la guerre entre les habitants d'un même pays, entre colonisés et colonisateurs, entre peuple musulman et peuplement européo-chrétien. Or ce problème se posait en termes très simples: ou la décolonisation se ferait par des réformes profondes des structures politico-sociales ou par la violence dont le corollaire serait le divorce.

jusqu'au 20 août 1955, la situation ne s'était pas dégradée. Nous vivions la «drôle de rebellion» comme nous avions vécu, en 1939, la «drôle de guerre». Notre peuple, dans son immense majorité, croyait au miracle d'une solution imposée à la colonie européenne par la France. Ben Boulaïd lui-même n'était pas hostile à un changement progressif des structures de l'Algérie. On m'avait souvent posé la question «Est-ce que la France va faire quelque chose?», «Est-ce que les maquisards accepteront de négocier?»

En janvier 1955, j'ai eu un premier contact avec le FLN. Il s'agissait du regretté Amar El Kama. Il m'arrêta dans la rue pour me féliciter des déclarations que j'avais faites et du soutien moral que j'apportais à ceux qui se battent. Il se fit connaître.

J'ai plaisanté:

— «Tu n'as pas peur que je te fasse arrêter?»

— «Tu n'es pas homme à faire cela. Ton passé est garant du présent.»

Je lui ai alors demandé s'il était possible de rencontrer Krim ou Ouamrane pour m'informer.

— «Ce n'est pas possible pour le moment, me dit-il, mais dès que les circonstances le permettront, je te conduirai.»

Et depuis, nous avons maintenu les contacts. C'est lui qui, en mai, conduira deux responsables du FLN à mon domicile de la rue du Dr Trollard.

Pendant ce temps, le commandant Monteil continuait son travail d'information. Il rencontra tous ceux qui avaient une audience auprès de l'opinion publique musulmane. Il obtint du gouverneur général de recevoir secrètement une délégation des anciennes formations politico-sociales. C'est ainsi qu'il conduisit le 28 mars auprès de M. Soustelle le Cheikh Kheireddine de l'Association des Oulémas, le D[1] Francis, de l'UDMA, Hadj Cherchali, centraliste du MTLD. Le Gouverneur reçoit également Maître Ougouag, messaliste du MTLD.

Le Cheikh Kheireddine attire l'attention du Gouverneur sur «l'état d'urgence» qui vient d'être voté et qui pourrait être le point de départ d'injustices nouvelles. Le D[1] Francis précise que l'apaisement ne pourra naitre que de la libération des détenus et du retour à la liberté d'expression. Cherchali fait remarquer que la répression poussera les militants à entrer dans la clandestinité.

Le Gouverneur souligne que «l'état de siège» a été évité. Il aurait été dangereux. L'état d'urgence est au fond un «état de sauvegarde».

Il affirme avoir un plan pour réaliser l'intégration, c'est-à-dire l'égalité des droits et des devoirs. Il demande qu'on lui fasse confiance pour mener à bien cette lourde entreprise.

Soustelle est un grand monsieur. C'est un député de gauche, de grande classe. Il ne manque pas de bonne volonté. Et cependant, il va se briser les reins, parce que les tenants du régime colonial interdisent, à qui que ce soit, de toucher - même d'une main légère - à leur «Algérie française». Ce sujet est un domaine réservé et sacré.

Quand je le rencontre, le 2 avril 1955, je ne dissimule pas mon opinion:

«Nous sommes tous des fellaghas, Monsieur le Gouverneur; ceux qui sont courageux ont pris leurs armes, ceux qui sont moins courageux sont dans votre cabinet et vous font face.»

Et j'enchaîne : *«Vous pensez que la décolonisation se ferait plus aisément et plus facilement par l'intégration que par la création d'un Etat algérien moderne, démocratique, où la loi serait conçue pour protéger les deux communautés? Détrompez-vous. Les porte-parole des Français d'Algérie ne céderont pas un pouce de leur prépondérance. En aucun cas, ils n'accepteront l'égalité avec les Arabes. Ce n'est pas de ce jour que nous la leur avons demandée. Souvenez-vous de l'Émir Khaled exilé pour avoir exprimé cette revendication.*

«Monsieur le Gouverneur, écoutez-moi. Si vous ne m'accusiez pas de cultiver le paradoxe, je dirais que si vous aidiez les maquisards, vous arriveriez plus vite à trouver une solution au problème algérien. Vous trouverez plus de sagesse chez ceux qui se battent que chez les grands seigneurs de la colonisation.

«Vous avez arrêté deux chefs de l'insurrection, Ben Boulaïd et Bitat. Transférez-les à Paris. Dans le secret, discutez avec eux. Mettez en prison, à leur place, les partisans du statu quo, les Froger, les Borgeaud, les De Serigny. Et tout le monde sera gagnant: les Musulmans, les Français d'Algérie, la paix, et la France. Il n'y a pas d'autre voie.»

Mon opinion était ferme. Une révolution, c'est-à-dire une transformation profonde débouchant sur la libre disposition des habitants, devait se faire. Ou bien c'était la France qui la ferait en créant un ordre nouveau ou ce serait les maquisards, après une longue guerre.

Sur ces entrefaites, une campagne électorale s'ouvre pour le renouvellement partiel des Conseils Généraux. Le FLN me donne le feu vert pour présenter des candidats et secouer l'opinion musulmane.

Au cours de mon audience du 2 avril, j'ai demandé au gouverneur général d'être ferme pour faire respecter la liberté de vote et la sincérité des scrutins. Il l'a promis et tient parole, sauf dans les Aurès où Azizi, le candidat administratif, celui de Malpel, maire de Batna et de Delplanque, sous-préfet de la même localité, est élu. Il recueille une forte majorité dans les douars «dissidents», là où la consultation n'a pas été organisée. C'est le comble! Partout ailleurs, les candidats UDMA ou sympathisants l'emportent: Ali Benabdelmoumene à El-

Kseur; Mostefaï El Hadi, sénateur, à Colbert[1]; Seddik Benhabyles à Fedj M'Zala; Nouri Abdelkrim à Souk Ahras ; Djemame El Hadi à Djidjelli.

Durant la campagne électorale, je parcours tout le département de Constantine, ceux d'Alger et d'Oran. Je secoue les électeurs, leur disant que lorsque le sang coule, personne n'a le droit de jouer aux dominos et aux cartes. Personne n'a le droit de se désintéresser de la chose publique.

À Djidjelli, je parle de *«l'Algérie algérienne»* comme base d'une solution à nos malheurs. À Fedj M'Zala, à Ain Beïda, à Souk Ahras, à Colbert, à El Kseur, je ne «jette pas de l'huile sur le feu», comme certains colons l'ont prétendu, mais j'insiste pour qu'une solution soit trouvée le plus rapidement possible.

Les «hors la loi» ne sont pas, comme on pourrait le croire, ceux qui se battent dans les maquis. Ce sont d'abord ceux qui ont piétiné impunément, depuis des années, la loi française pour protéger leurs privilèges, et qui continuent à s'opposer à toute solution de raison.

À partir de Aïn-Beïda, un parent de Laghrour Abbes monte dans ma voiture et me protège. À Batna, notre candidat, Mostefaï Kamel, m'apprend que les élections seront truquées. J'adresse immédiatement un télégramme de protestation au Gouverneur général. Mais la situation ne sera pas redressée et Azizi sera proclamé «élu»! Élu par les douars en révolte!

Au cours de ma tournée, j'apprends que Gratien Faure et Isela, président de la fédération des maires du Constantinois, demandent mon arrestation. Le Gouverneur général s'y oppose.

Le président du Conseil général, le député René Mayer, vient au secours de la féodalité terrienne. Dans un article confié à *«l'Écho d'Alger»*, le journal bien-pensant du colonialisme intégral, il m'accuse de semer le désordre. Je rédige sur le champ, à son adresse, le télégramme suivant:

«Proteste énergiquement contre accusations gratuites et calomnieuses que vous portez contre moi dans Echo d'Alger *du 10 mai. Stop. Le terrorisme n'existe que parce que depuis huit ans les potentats algériens ne connaissent d'autre loi que celle de leurs intérêts égoïstes et de leur appétit. Stop. La dignité de notre peuple bafouée et la loi française violée ne pouvaient nous conduire qu'aux événements actuels. Vous*

1. Aujourd'hui Ain Oulmène (wilaya de Sétif). *(N.-d.-É.)*

avez été un de ceux qui ont couvert cette politique comme député, Garde des Sceaux et président du Conseil. Votre responsabilité est autrement engagée que la nôtre.»

La session du Conseil général s'ouvre le 27 avril à Constantine. Les conseillers généraux ultras déposent immédiatement une motion incendiaire demandant une impitoyable répression.

Le 6 mai, en première commission, j'interviens:

«Votre motion n'est pas de circonstance, dis-je, *l'insurrection que nous sommes en train de vivre est générale. Les soldats ne l'arrêteront pas, parce qu'elle est d'essence politique. Pour éteindre l'incendie, il faut changer de cap. Ceux qui se battent sont ceux qui ont faim. Comment pouvez-vous être indifférents à leur sort alors que vous vivez depuis cent ans au milieu d'eux et qu'ils ont été à la base de votre prospérité?*

Vous voulez revenir à l'année 1830? Faites attention! En voulant tout garder, vous risquez de tout perdre. Vous parlez de haine. Un homme comme moi n'a de haine pour personne, je vous parle en frère, en concitoyen. C'est pourquoi je vous dis que vous n'avez pas le droit d'en appeler à la répression, de vous retrancher derrière l'armée en vous croisant les bras. Il faut jeter les bases d'une nouvelle Algérie. Il faut aller au-devant de l'Avenir. La haine dont vous parlez n'est pas une haine raciale. Elle nous vise tous. Elle vise tous ceux qui portent une cravate et qui couchent dans un lit. Elle est la haine de votre opulence et de leur misère.

Faisons un effort sur nous-mêmes. Essayons de comprendre. Et si nous comprenons le drame de la misère et du mépris, nous ne serons pas loin de découvrir des solutions valables et la possibilité d'arrêter le conflit.»

Je suis vivement félicité, non seulement par mes collègues musulmans, mais encore par des conseillers généraux français dont Gilbert Saramit, Delrieux, André Bakouche, Georges Gaumont, Malpel, Brincat.

Quand la motion «ultra» vient en discussion le 13 mai, elle est repoussée par le Conseil général. C'est une petite victoire du bon sens sur la folie des hommes.

Malheureusement, cette victoire restera sans lendemain.

Le commando qui avait opéré à Alger sous la direction de Zoubir Bouadjadj avait été arrêté dès les premiers jours de novembre. Il ne manquait personne à l'appel. Ils se retrouvèrent tous à la prison de Barberousse.

Revenant des montagnes de Chréa, Bitat s'est trouvé seul. Heureusement qu'avant leur séparation, Bouadjadj lui a soufflé le nom d'une jeune recrue : Yacef Saadi. C'est avec ce jeune militant que le réseau se reconstitue. Car Yacef n'est plus seul. Il a déjà réuni autour de lui une petite équipe.

En Kabylie, Krim et Ouamrane se préoccupaient de leur liaison avec la capitale. Abane Ramdane venait d'être libéré. Il était revenu de France et se trouvait dans sa famille, dans la commune de Fort National. Krim dépêche Ouamrane auprès de lui pour lui proposer de les rejoindre. Abane accepte avec détermination et joie. C'est un militant de la première heure. Il a commencé une carrière administrative qu'il a abandonnée pour se consacrer à la cause nationale: il a été secrétaire-adjoint de commune-mixte à Châteaudun-du-Rummel. Ensuite, il a séjourné à Sétif comme responsable régional du MTLD. C'est un homme lucide, courageux.

On a dit de lui qu'il avait mauvais caractère. Peut-être encore Faut-il tenir compte de sa mauvaise santé[1]. Mais il était loyal, amical, généreux. S'il était excessif, il l'était d'abord pour lui-même. Il avait le culte de l'organisation et de l'efficacité. Il avait la haine de la dictature, sans se rendre compte qu'il cherchait souvent à imposer ses points de vue. Mais c'était un démocrate qui n'aimait pas la «tyrannie».

Arrivé à Alger, il rencontre Bitat. Celui-ci a déjà envoyé un message à Krim et à Ouamrane leur demandant de le rejoindre de toute urgence. Il s'agissait d'une affaire de parachutage d'armes en Kabylie, proposé par un certain «Djouden», l'Adjudant, ancien responsable MTLD de Bouira.

Or l'affaire du «parachutage d'armes» est une affaire montée de toutes pièces par la police. «L'Adjudant» est un traître.

C'est un miracle que les quatre responsables du FLN ne soient pas arrêtés. Quand la souricière se referme, seul Bitat est pris, parce qu'il est seul au rendez-vous donné par le faux-frère. C'était le 22 mars 1955.

1. Abane souffrait d'un ulcère à l'estomac et d'un début de goitre.

L'alerte est donnée. Le chef de la zone III quitte difficilement la capitale et rejoint sa montagne. Bitat arrêté, il faut de nouveau répartir les tâches. Krim confie la responsabilité politique de la capitale à Abane. Ouamrane s'occupera de la zone IV, l'Algérois, dont il devient le chef.

La capitale est reprise en mains. Abane est un excellent organisateur. Il commence par rédiger un tract au nom de l'ALN de manière à mettre le public musulman, de toutes nuances politiques, face à ses responsabilités. «*Venues de France et d'ailleurs,* écrit-il, *des forces militaires formidables servant une mauvaise cause espèrent écraser dans l'œuf ceux que le gouvernement français nomme tour à tour des "hors la loi", des "bandits", des "rebelles" et enfin des "aventuriers". Mais, une fois de plus, le colonialisme français s'est trompé, car il a compté sans la foi, l'esprit de sacrifice et la farouche volonté des meilleurs de tes fils qui ont juré de vivre libres ou de mourir...*

«*Peuple Algérien!*

«*Après avoir remporté plusieurs succès, tu ne dois pas ignorer que la tâche qui reste est titanesque. C'est pour cela que ton Armée de Libération Nationale t'appelle pour lui venir en aide et lui porter secours par tous les moyens. La réussite dépend de la contribution de tous les Algériens aux côtés des forces combattantes décidées à poursuivre le combat jusqu'au triomphe de la cause algérienne!*

«*Algériens! Venez en masse renforcer les rangs du FLN. Sortez de votre réserve et de votre silence. Elargissez chaque jour le champ de votre action, ainsi vous vous acquitterez envers votre conscience et votre pays d'une lourde dette.*»

Parmi la petite équipe organisée par Yacef Saadi figure son beau-frère, H'Didouche. Celui-ci contacte Lebjaoui, commerçant rue Medée, qui est apparenté à Amar Ouzegane, ancien secrétaire général du Parti Communiste Algérien, en rupture de banc avec le parti. Il est donc libre pour s'associer au mouvement. Il y a aussi Laskri Hacéne.

Abane constate que les liaisons avec les zones n'existent pas.

Ben Boulaïd a été arrêté. Le Constantinois se tait. Aucune nouvelle de Didouche. Dans l'Oranie, Ben M'Hidi et Boussouf sont passés au Maroc. Le Caire est muet.

Abane consulte alors Krim sur l'opportunité d'envoyer Yacef au Caire pour rétablir les liaisons. Krim est d'accord. Il doit passer par Paris voir Mahsas qui l'orientera.

Le 8 mai 1955, Yacef prend l'avion pour Paris. Le 13 mai, les dirigeants MTLD emprisonnés depuis la protestation publiée dans «Alger Républicain» sont élargis. Libérés, Benkhedda, Kiouane, Temam, Bouda se mettent à la disposition du FLN. C'est dans les locaux de la «République Algérienne», 2 rue Arago, que je fais la connaissance de Benkhedda et de Aïssat Idir, le syndicaliste.

À Paris, Yacef Saadi trouve une atmosphère empoisonnée. Messali et ses fidèles, croyant gagner de vitesse le FLN, ont lancé le MNA. Ils lui attribueront les actions insurrectionnelles du 1er novembre. Le FLN est obligé de se défendre et d'ouvrir une campagne d'information et d'assainissement au sein de la Fédération de France.

Cette tâche, si utile entre toutes, car il y a à Paris et dans les villes de France plus de 400 000 ouvriers Algériens, est menée par Tarbouche Mourad, rallié au CRUA dès sa création, et un de ses amis, ancien MTLD, Hamimi Boudjema.

Tarbouche, en définitive, est à la base de la «conquête» de la Fédération. Il se déplace sans cesse et rallie à la cause du FLN un grand nombre des anciennes «Kasmas» MTLD.

Il est en liaison avec Boudiaf, via la Suisse.

Au cours de son voyage, Yacef Saadi est arrêté. Les polices Suisse et Belge le dénoncent en effet à la police française. Arrivé à Paris, l'envoyé de Abane rencontre Tarbouche. Et accompagné de Mahsas, il se rend à Zurich pour rencontrer le courrier du Caire, c'est-à-dire Boudiaf en personne.

Et voilà qu'à Zurich la police intervient et les arrête tous les trois, Boudiaf, Yacef et Mahsas. Elle les garde une dizaine de jours et les interroge avant de les expulser. Seulement, elle a saisi leurs papiers. Et ce sont ces papiers quelle transmet à Paris.

Pendant que Boudiaf et Mahsas s'envolent vers le Caire, Yacef n'a qu'un souci: regagner Alger. Il se rend à Bruxelles, mais il est «indésirable» en Belgique. Alors il prend le premier avion pour Alger, via Paris. La police belge avertit Paris de son itinéraire. Il est arrêté à Orly.

Après avoir été interrogé par la DST, il est transféré à Alger. La police d'Alger connaissait déjà son nom qu'elle avait trouvé dans les papiers de Bitat et les «rapports» de «Djouden». Mais excepté le fait d'avoir «logé» Bitat, sous la menace dira-t-il, la police n'a aucune preuve de son appartenance au FLN. Elle le relâche, en nourrissant l'espoir d'en faire un «indicateur».

Au Caire, où Mahsas arrive en compagnie de Boudiaf, la délégation algérienne n'est pas au paradis. Sans rien connaître parfois de l'Algérie, de son statut politique et de l'occupation centenaire de la France, certains dirigeants de pays d'Orient se livrent à des comparaisons désavantageuses pour nous. Sous prétexte qu'en Algérie l'insurrection n'a enregistré aucune action de haute envergure, les pays frères traitent les Algériens en parents pauvres par rapport aux Marocains et aux Tunisiens.

Les Algériens de leur côté sont intraitables. Exigeants, indépendants, ils s'accommodent mal avec les Arabes d'Orient. Autant les nôtres étaient nerveux, impatients, autant leurs interlocuteurs prennent tout leur temps, ne se pressant pour aucune chose.

La délégation extérieure s'était agrandie de deux centralistes : Hocine Lahouel et M'Hamed Yazid. Ils avaient tous deux boudé le CRUA. Mais après la démonstration du 1er novembre, il n'y avait plus à hésiter. Ils rejoignent la délégation extérieure. Il faut dire à la décharge de Lahouel qu'il ne jouissait pas d'une bonne santé. Il souffrait des bronches et d'asthme. Par contre Yazid, plein de faconde et connaissant l'anglais, devient un bon collaborateur de Aït-Ahmed.

Au Caire, ce dernier est responsable des relations extérieures. À ce titre, il ambitionne de faire participer l'Algérie à la conférence de Bandoeng qui doit se réunir en avril 1955.

Pour réaliser son projet, Ait Ahmed doit d'abord se battre contre les services spéciaux égyptiens qui voient d'un mauvais œil cette participation. Les Égyptiens voudraient garder «sous cloche» la délégation algérienne. Par contre Ait Ahmed entend conserver, coûte que coûte, sa liberté de mouvement. La direction de la «Révolution Algérienne» n'appartient qu'aux seuls Algériens.

Avec Yazid, il se rend à Bogor, en Indonésie, où cinq pays devaient préparer la conférence. Ils se heurtent à l'opposition du Président Nehru. Celui-ci évite de déplaire à la France et épouse la thèse de celle-ci, à savoir que l'Algérie est partie intégrante du territoire français.

Ait Ahmed n'abandonne pas la partie. Il renvoie Yazid au Caire mais reste trois mois en Asie. Il effectue un immense travail d'information. Il se rend à Bombay, à Calcutta et développe le point de vue algérien.

Au moment où s'ouvre la conférence, il a en partie retourné l'opinion des États asiatiques. Yazid le rejoint à Bandoeng. À eux deux, et avec l'aide des Marocains et des Tunisiens qui ont accepté

de constituer avec l'Algérie une même délégation, ils remportent une victoire éclatante. La résolution finale parle de «l'appui donné par la conférence asiatique et africaine aux peuples *d'Algérie, du Maroc et de Tunisie*».

Quatrehommesd'Étatdedimensionmondiale: Nehru, Chou En-Lai, Soekarno, Nasser, avaient été convertis à notre thèse. Ait Ahmed, patient et persuasif, avait expliqué la «duplicité» du régime colonial appliqué à l'Algérie et rallié la conférence à notre juste cause.

Avec Yazid, ils avaient ouvert les portes de l'ONU à la délégation algérienne. Une étape d'une grande importance venait d'être franchie sur le plan international.

Fin mai, je me trouvais à Alger. Je revenais de Sétif où j'avais passé la fête de l'Aïd El Fitr. Dans la nuit du 26 mai, Amar El Kama sonna à ma porte. J'avais déjà dîné et j'allais me coucher.

«*Tout à l'heure,* me dit Amar, *deux responsables vont venir te voir. Attends-les.*»

C'est ainsi qu'à 21 heures, Abane et Ouamrane s'introduisirent chez moi. Je n'ai pas eu la présence d'esprit de leur demander s'ils avaient dîné. Personnellement, je dîne tôt. Je leur ai offert néanmoins du café et des gâteaux de l'Aïd. Quand, plus tard, j'ai rencontré Ouamrane à Tunis, il m'avoua que ce jour-là ils n'avaient pas dîné et qu'ils mouraient de faim. «*Par respect, nous n'avons pas osé te l'avouer*», me dit-il.

Ils me parlèrent de leur organisation, des progrès réalisés, des insuffisances et de leurs espérances. Je leur demandai comment ils envisageaient l'avenir immédiat. Abane me dit que si l'ALN avait l'armement nécessaire, elle serait en mesure de jeter l'armée française à la mer.

Je lui fis remarquer que «le problème est politique et qu'il faut rester réaliste. La France défendra longtemps l'Algérie française. Elle sait qu'elle a créé un problème insoluble et une situation inextricable, mais par «amour-propre», pour ne pas perdre la face, elle n'admettra pas une défaite. La seule chose que nous devons espérer, c'est la négociation. Si vous amenez la France à négocier, vous aurez gagné la partie.

Je leur demandai en quoi je pouvais leur être utile, après mes prises de position publiques pour la cause de mon pays désormais en guerre.

«Nous avons besoin d'argent», me dit Abane, *«et de médicaments»*, ajouta Ouamrane. J'interrogeai :

«Aurai-je un contact pour cela?»

«Oui, *le jeune Boukadoum Messaoud»*, médit Abane.

Je posai une deuxième question:

«Je pars à Paris bientôt. M'autorisez-vous à contacter les responsables français pour une éventuelle négociation en vue d'arrêter les tueries?»

Abane me répondit: *«Vous avez notre accord à la condition que la négociation passe par le FLN.»*

C'était bien ainsi que je voyais le problème. La responsabilité de la politique était désormais entre les mains de ceux qui avaient accepté de se battre et de mourir. Nous nous séparâmes.

Dans la premièrequinzainede juin, je me rendsà Sétif. Jecontacte mes amis. De retour à Alger, je remets à Boukadoum la somme de 2 millions et une valise contenant un choix de médicaments.

Dans la deuxième quinzaine de juin, le Dr Ahmed Francis se rend en mission à Paris. Avec Boumendjel, qui est sur place, ils contactent la presse et les milieux politiques.

À son retour, je pars, comme il était convenu, avec un seul objectif: *arrêter la guerre.* Rien d'irréparable ne s'était encore produit. Tout restait possible. Je vois les parlementaires algériens du 1er collège: Marcel Ribere qui fut mon camarade au collège de Philippeville et qui m'invite à déjeuner; Borgeaud; Delerieux; Roger; Chevallier. Je rencontre le Président Mendès France, René Mayer, Michelet, Hamon, Pineau. Je vois le maréchal Juin. Je demande à Michelet de me faire recevoir par le général de Gaulle. Je contacte le parti socialiste et le parti communiste. Je rends visite à *«l'Express»* et à *«Franc Tireur»*. Je rencontre Damas du journal *«Combat»*. Je vois le Président Paul Reynaud, M. Lecourt, M. Pleven, M. Fonlupt Esperaber, M. Maurice Viollette, M. Wagner, M. Maurice Schaman. Sur invitation du préfet Lecornu, je me rends à Tours avec Djemame. Nous rencontrons le sénateur Michel Debré.

De passage à Paris, le Gouverneur général Soustelle me reçoit à son domicile, 8 avenue Henri-Martin. À tous, j'expose ce qui me

paraît nécessaire, suffisant et urgent pour engager l'Algérie dans un dialogue salutaire. Les réformes proposées par le Gouverneur général devant l'Assemblée algérienne étaient nettement insuffisantes; elles auraient été les bienvenues en 1920, ou à la rigueur en 1930ou 1936. En 1955, elles n'avaient aucune résonance en milieu musulman.

L'intégration? Il ne fallait plus en parler. Elle était morte. Elle a toujours été repoussée par les Français d'Algérie. Le Parlement français lui-même, depuis le statut de l'Algérie, lui donne un sens restrictif, en violation de la Constitution[1].

Si la France avait loyalement voulu faire du neuf et du raisonnable, il ne restait pour l'Algérie que le statut d'État associé. Ce qui aurait permis aux trois pays maghrébins d'harmoniser leur position, de tenter un nouveau départ avec la France républicaine.

J'ai essayé tout particulièrement de convaincre le maréchal Juin, de lui faire partager mes craintes et mes espoirs. Je connaissais son poids en milieu colonial. Durant plus d'une heure, textes à l'appui, je lui ai démontré que mon plan était conforme à la loi française.

Je lui ai fait part de l'article 82 de la Constitution. Cet article interdisait toute discrimination, religieuse ou raciale, tant que l'Algérie demeurait dans le cadre de la République française une et indivisible.

Mais dès lors qu'il s'agirait d'un État algérien, tout devenait possible, même le double collège. Or l'article 75 de la Constitution définissait le processus par lequel des départements français pouvaient accéder au statut d'état associé.

«À un mal profond», le mot était de René Mayer lui-même, il fallait des réformes profondes. Et d'abord «casser» le GG, forteresse de la colonisation, d'où venait tout le mal.

Sans violer les lois en vigueur, le président du Conseil pouvait désigner un vice-président qu'il installerait à Alger et auquel il déléguerait ses pouvoirs. Ce vice-président transformerait toutes

1. LAlgérie étant une entité constituée de trois départements, le Parlement ne pouvait y maintenir le double collège sans violer la Constitution de la France. L'article 82 de cette Constitution est explicite: «Les citoyens qui n'ont pas le statut français conservent «leur statut personnel» tant qu'ils n'y ont pas renoncé. Ce statut ne peut en aucun cas constituer un motif pour refuser ou limiter les droits et libertés attachés à la qualité de citoyen français.» Or, le double collège constituait une limitation de nos droits et de nos libertés.

les directions du Gouvernement général en sous-secrétariats d'État. Ceux-ci seraient répartis, à égalité, entre Européens et Musulmans. Les ministres musulmans seraient désignés par le FLN.

Cet exécutif aurait eu pour tâche première de dissoudre toutes les assemblées élues et de procéder à de nouvelles élections libres et sincères.

L'Assemblée algérienne, ainsi renouvelée, aurait été habilitée à jeter les fondements d'un ordre politique nouveau.

Certes, la réforme était «révolutionnaire», mais la légalité républicaine et la Constitution française étaient respectées.

J'ai dit au maréchal Juin qu'il pouvait mettre son bâton de maréchal dans la balance pour épargner la guerre à son pays et sauver la cohabitation de deux communautés. L'enjeu en valait la peine.

Beaucoup de mes interlocuteurs m'ont assuré que mon plan pouvait tenir. Il était valable et méritait un examen sérieux à l'échelle du gouvernement. En particulier Delrieux, sénateur de Constantine, me félicita de me donner tant de peine. *«Penser à ces choses,* me dit-il, *à l'heure où beaucoup d'élus, des deux bords, ne songeaient qu'à tirer leur épingle du jeu était méritoire.»*

Les promesses que je reçus restèrent à l'état de promesses. Personne, parmi les hommes d'État français, ne voulut prendre la responsabilité de dénoncer l'anachronisme du système colonial imposé aux masses musulmanes. Personne n'a eu le courage de rompre avec le style colonial. Personne n'a proposé de solutions réalistes et n'a voulu porter remède au drame que nous vivions.

Cependant, le président Mendès France, avant d'être renversé le 6 février, avait pris contact pour rencontrer secrètement à Rome le groupe des 9. Pressentis, les dirigeants de la Kabylie et d'Alger avaient accepté le rendez-vous. Le gouvernement Mendès France renversé, aucune suite ne fut donnée à son initiative.

L'épreuve de force s'aggrava. Alors le FLN, qui ne savait pas exactement ce qui sortirait de l'événement du 1er novembre, s'organisa pour une guerre longue et difficile. L'affaire déclenchée par quelques-uns devint t'affaire de touc.

À Alger, Krim, Ouamrane et Abane reconstituent le réseau politico-militaire démantelé après l'arrestation de Bitat, Yacef Saadi et de l'équipe opérationnelle. Des hommes nouveaux surgissent: Mokhtar Bouchafa, Benkhedda, Rachid Amara, Chaïb Ahmed, Mustapha

Fettal, Taib Illoul, Debih Cherif, Khenchoul Ali, Mokadem Mohammed, etc.

Mais le FLN n'a pas encore découvert la trahison de Belhadj Djillali, devenu indicateur de la police. Et c'est pourquoi la police arrête facilement certains responsables. Son mouchard, couvert par son ancienne appartenance au MTLD, remplit consciencieusement sa mission. C'est miracle si des militants de premier ordre ne sont pas appréhendés, compromis ou exécutés. Alger repose sur une chaudière.

L'arrestation et la libération de Yacef Saadi a posé un problème au FLN. Comment s'assurer de la loyauté de ses hommes? Car, en fin de compte, Yacef a accepté, devant le juge d'instruction, de collaborer avec la police. C'est à cette condition qu'il a été libéré.

Lui ne pense qu'à l'action. Le premier objectif est de renouer les contacts. Pour l'éprouver, le FLN lui donne rendez-vous en Kabylie. Devant Ouamrane, il s'explique : «Je devais, dit-il, recouvrer ma liberté, à n'importe quel prix. J'ai promis tout ce qu'ils ont voulu. Maintenant, je suis prêt à reprendre le combat.»

Ces imbrications montrent combien il était difficile, dans une ville comme Alger, de savoir qui était «pour» et qui était «contre». Afin de contrebalancer le travail de la police, le FLN s'attache alors à recruter des auxiliaires parmi les «agents de l'ordre». C'est ainsi que l'inspecteur de police Arbane fut amené à devenir un «indicateur» du FLN. Par lui, l'organisation connaîtra les «mouchards» musulmans et les fascistes français devenus des tueurs.

Le problème du MTLD-MNA finit également par se poser à Abane et à Krim. Rihani, Bellounis et Filali, le premier à Alger, le second en Kabylie et le troisième à Paris, continuent leur campagne d'intoxication et de mensonges. Un jour ou l'autre, l'affrontement devra se produire.

Deux chefs de commandos, Bouchafa et Yacef Saadi, vont se charger de nettoyer la ville d'Alger et de transformer la Casbah en forteresse du FLN. Ils vont surtout faire basculer la population musulmane et lui faire prendre conscience des objectifs réels de la Révolution: la fin du régime colonial.

Sous l'influence de Lebjaoui, de Benkhedda, de Lamine Khane, Abane donne son accord pour amener certains Français d'Algérie, connus pour leur libéralisme, à s'associer à l'édification d'une Algérie fraternelle, débarrassée du carcan colonial.

C'est ainsi que de jeunes catholiques parmi lesquels Pierre Chaulet, qui a milité de longue date pour le rapprochement des races et des religions, ne craignent pas d'apporter - sur le plan humain - leur concours et leur participation à la révolution. C'est Pierre Chaulet qui ira chercher, en mai 1955 chez le colonel Ouamrane, un jeune blessé du maquis pour le faire opérer à Alger. Il ne savait pas que son blessé deviendrait un jour le futur commandant Azzedine de la Wilaya IV.

Chaulet n'est pas pour nous un inconnu. Il est le fils d'Alexandre Chaulet, président de l'Association des Familles Catholiques, une belle figure algéroise.

D'autres jeunes intellectuelss'intéressentau mouvement: Daniel Timsit, Georges Hadjadj. Ils se groupent autour de «Conscience Maghrébine».

Le FLN avance lentement et gagne à sa cause des consciences françaises.

IV

L'APPEL DE LA MONTAGNE ET L'ÉCHO DE LA PLAINE

Dans cette forêt d'injustice, que peut faire la cognée du bûcheron? Ce qu'il faut, c'est l'incendie, le grand incendie.

Aristide BRIAND, *Défense des ouvriers grévistes*

Pourquoi sept ans de guerre ? Je ne cesserai jamais de le dire : du 1er novembre 1954 au 20 août 1955 et même au-delà, la négociation pouvait arrêter les combats. Le «groupe des 9» la souhaitait et l'espérait, à fortiori les masses musulmanes. À la condition, cela va certes sans dire, que cette négociation portât sur la modification en profondeur du système politique et fût assortie de garanties réelles.

L'impuissance des hommes d'État français à forcer le destin et à changer la nature du régime, nous accula à la guerre. Et pour comble d'ironie, cette guerre fut confiée à des généraux français qui avaient fait carrière dans les pays arabes (Algérie, Maroc, Tunisie, Syrie, Liban). Ces généraux eurent vite fait de s'engager, selon de vieilles méthodes, dans la «pacification», comme si nous étions revenus aux «meilleurs jours» de l'ère coloniale. D'autres officiers, venant du Viêt-Nam, essayèrent d'appliquer en Algérie les méthodes éprouvées en Indochine.

La décolonisation sans violence, réalisée en Asie et particulièrement aux Indes, ne servit pas d'exemple en Afrique du Nord. Qu'il s'agisse des deux protectorats voisins ou de l'Algérie, il fallut des flots de sang, des victimes innocentes, pour éveiller la conscience française à la réalité des problèmes d'outre-mer.

Faut-il incriminer la France de cet immobilisme? Pas entièrement.

J'ai déjà dit que, dès 1870, les Français d'Algérie et leurs alliés en France, étaient parvenus à une puissance telle que les gouverne-

ments de Paris étaient contraints de se soumettre à leur diktat ou de se démettre.

Au cours des débats sur lAlgérie à l'Assemblée Nationale française, le 6 janvier 1955, malgré les gages et les explications pathétiques qu'il leur donna, le Président Mendès France fut renversé parce que René Mayer, député de Constantine, chambré par son ami Borgeaud, en décida ainsi.

Les intérêts particuliers l'ont emporté, une fois de plus, sur l'intérêt général. Le Président Mendès France pouvait, pour le moins, se consoler en relisant le témoignage que lui adressa le maréchal juin à la suite de la chute de son cabinet:

«Et ceci, écrit cet officier supérieur, *à un moment où la France semble être arrivée à un tournant de son destin. Vous lui aviez imprimé, cependant, un beau mouvement dès les premières semaines de votre gouvernement! Mais le mal est dans la peau, inextirpable et paralysant tout essor... Quoi qu'il en soit, permettez-moi de vous dire que votre passage au pouvoir laissera des traces et qu'à la vérité vous en êtes sorti grandi...»*

L'intelligentsia coloniale étayait son immobilisme sur trois affirmations gratuites. Elle soutenait en premier lieu qu'il fallait d'abord rétablir l'ordre avant de parler de réformes.

Or, le statut octroyé à l'Algérie datait de 1947. De 1947 à 1954, aucun désordre n'a troublé la vie publique. Pourquoi une loi votée par le Parlement français n'avait-elle donc pas été appliquée? Pour bloquer les réformes, pourquoi a-t-on rempli, grâce aux élections truquées, l'Assemblée Algérienne de «beni-Oui-Oui» à la dévotion des grands seigneurs de la colonisation? Que pouvait-on craindre d'un statut voté par René Mayer et Borgeaud lui-même?

Cette attitude négative et aveugle me remet en mémoire une observation du Gouverneur général Maurice Viollette : «Ces *musulmans,* avait-il déclaré devant le Sénat français, *quand ils protestent, vous vous indignez. Quand ils approuvent, vous suspectez. Quand ils se taisent, vous redoutez.»* En d'autres termes, quoi que nous avions fait, nous demeurions des ennemis.

La deuxième affirmation consistait à soutenir qu'il n'existait pas de problème politique. L'inégalité devant la loi française, la répartition des Algériens en deux collèges dont le premier était réservé à un million de Français et le deuxième aux dix millions de Musulmans, l'égalité du nombre d'élus pour les deux collèges, l'interdiction faite

aux musulmans d'occuper des fonctions d'autorité, l'absence de toute promotion des musulmans et le manque d'écoles pour notre jeunesse, les salaires de famine distribués aux ouvriers, tout cela constituait bel et bien un ordre politique et social injuste et précaire qui devait être changé ou détruit. Les colons ont refusé de le changer. Notre révolution l'a détruit.

Le troisième point consistait à ramener le problème politique algérien à de simples dimensions d'ordre économique. Cet argument a été évoqué par De Serigny devant l'Assemblée algérienne réunie le 24 novembre 1954, alors que le feu était dans la maison. *«Il n'y a ici, déclara-t-il, que des problèmes économiques et sociaux, il n'y a pas de problèmes politiques.»*

Faut-il rappeler que les problèmes économiques et sociaux relèvent du budget de la colonie, de ceux des départements et des municipalités? Et c'étaient les amis de M. De Serigny qui détenaient les cordons de la bourse. C'était le premier collège qui gouvernait l'Algérie. Pour les «Arabes», pour le deuxième collège, il n'y avait jamais d'argent.

À partir du 1er novembre, ce même premier collège, en s'adressant à la Métropole française, obtiendra assez d'argent pour «mater» ces mêmes Arabes et tenter de réaliser la «pacification». Les De Serigny exigeront et obtiendront ces crédits. La France arrivera à dépenser pour son armée, durant 7 ans et demi, plus de 60 milliards de francs de l'époque, par mois.

Les De Serigny se trouvaient aux premières loges pour connaître notre situation économique et sociale. Ils pouvaient exiger bien avant le drame cet argent pour supprimer le sous-développement, la sous-administration des communes mixtes, des territoires du Sud. Ils pouvaient équiper l'arrière-pays. Ils ne l'ont pas fait. Si cet argent utilisé pour faire la guerre avait pu être employé pour supprimer les bidonvilles, assurer aux ouvriers un salaire décent, combattre la misère et les injustices et permettre l'accession de l'Algérien au respect et à la dignité de l'homme, la libération de cet Algérien aurait été faite par la voie pacifique et la guerre évitée.

Ben Boulaïd avait déclaré au commandant Vincent Monteil que la guerre n'était qu'un moyen et non une fin en soi. Et quand j'ai posé la question à Krim Belkacem, il était, au début de l'insurrection, dans le même état d'esprit. Les «Historiques», y compris ceux du Caire,

étaient disposés à négocier et à éviter une guerre sanglante, longue et coûteuse.

Mais hélas, les «ultras» d'Algérie refusaient, au fond de leur cœur, notre libération, quelle que fût la voie adoptée pour y parvenir. Ils avaient des yeux pour ne point voir et des oreilles pour ne point entendre. Ils s'étaient trop habitués aux malheurs des Algériens pour les percevoir et encore moins pour les comprendre.

Et quand le cri de révolte de notre pauvre humanité humiliée et souffrante s'éleva dans le ciel algérien, les généraux accoururent pour rétablir l'ordre. L'ordre établi par le riche contre le pauvre, l'ordre du citoyen souverain contre l'assujetti sans défense, l'ordre du «napalm» déversé sur des douars crasseux où la misère, comme la lèpre, dévore à longueur d'années l'homme, la femme et l'enfant.

En vérité, cet ordre devait crever sans tarder. Et il creva.

Dès le 26 octobre 1954, en prévision d'un «coup dur», le Gouverneur général donne au général Cherrière, Chef de la Ve région militaire, le commandement de toutes les forces armées en Algérie.

M. Trémeaud est préfet à Alger, M. Dupuch à Constantine, M. Lambert, un ancien de la Résistance française, à Oran. Le général Spillman est nommé à la tête de la division de Constantine. Il a fait sa carrière au Maroc. Il parle l'arabe. Le colonel Blanche commande la sous-division de Batna où M. Delplanque est sous-préfet. Tout ce personnel se réunit au mois d'octobre à Constantine sous la présidence du Gouverneur général. Le Résident de la France en Tunisie, le général Boyer de La Tour du Moulin, assiste à la conférence. On parle des mesures à prendre à l'échelle des frontières contre les incursions des «fellaghas» tunisiens. Mais n'y a-t-il que des Tunisiens? La question se pose.

À propos des frontières, seul le général Spillman a parlé raison : «*Il ne faut pas se faire d'illusion*, dit-il, *nous sommes en train de calfater une vieille coque percée. Nous ne pourrons rien faire de sérieux si nous n'obtenons pas le concours de la population.*»

C'est là, en effet, tout le problème. Après le 1er novembre, l'armée va agir de telle sorte qu'elle perdra non seulement le concours de la population, mais encore ce qu'il peut lui rester comme respect pour elle. L'escalade de la violence deviendra le meilleur auxiliaire de l'insurrection. Pour échapper aux arrestations, à la répression,

la jeunesse musulmane gagnera le maquis. Seuls les vieillards et les femmes resteront à la merci de l'armée.

Dans les Aurès, ce 1er novembre, le village d'Arris est bloqué par le groupe armé de Grine Belkacem. Le général Georges Spillmann ordonne qu'on le dégage. Il met à la disposition du colonel Blanche les forces nécessaires à cette opération. Arris sera dégagé, sans perte d'hommes.

Le général Cherrière réclame des renforts. Pour l'instant, M. Jacques Chevallier, Secrétaire d'État à la Guerre, met à sa disposition plusieurs bataillons de parachutistes de la 25e DIAP, trois compagnies de CRS et des gardes mobiles.

Pour le général Cherrière, l'essentiel est de sauver les Français. Ensuite la contre-attaque. Dur et Fort. Le Gouverneur général Léonard nourrit d'autres espoirs:

«Outre les opérations de police déjà en cours, j'ai l'intention, dit-il, *de prendre les mesures suivantes: rappel des réservistes de gendarmerie; organisation de petites unités de supplétifs musulmans dans les villages; autorisation aux préfets et administrateurs de communes mixtes de recruter des auxiliaires et de lever sur place des goums. Je vais transmettre immédiatement ces suggestions au ministre de la Guerre.»*

Un seul point chaud : les Aurès. Le Gouverneur général, le ministre Jacques Chevallier, le général commandant en chef, René Mayer, le général Spillmann, le préfet Dupuch, se rendent à Batna dès le 2 novembre. Ils tiennent une conférence à la sous-préfecture en présence de Jean Deleplanque et du colonel Blanche.

Ils se rendent ensuite à Khenchela, avec l'intention d'arrêter le député-maire, le Bachagha El Hachemi Benchennouf. Celui-ci, en éliminant un maire colonialiste, lors des élections municipales du 26 et 30 avril 1953, avait réalisé une sorte d'entente des races autour de sa haute personnalité. À ses côtés, siégeaient un premier adjoint, Stora Élie, un deuxième adjoint, Luccioni Jean, et un troisième adjoint, Madoui Brahim. La colonisation ne lui pardonnait pas d'avoir démontré que l'union des races était possible et qu'un Arabe pouvait être maire d'une cité.

Heureusement, Chevallier est là. C'est son ami: *«je le prends sous ma protection. Qui s'attaque à lui m'en devra des comptes.»* Jacques Chevallier reste fidèle à lui-même. Devant le Conseil Général

d'Alger, il avait répondu dans le même sens à l'hystérie vengeresse des élus français:

«Ce *qu'on voudrait, c'est que des groupes de protection se constituent dans tous les points et qu'on divise à nouveau les deux collectivités, la musulmane et l'européenne, en les faisant se regarder le fusil à la main.*

«Le jour où les uns et les autres nous aurons un fusil à la main, les uns contre les autres, nous aurons beau avoir 170 000 hommes de troupes, une nouvelle affaire d'Indochine sera née et l'Algérie deviendra un nouveau Viêt-Nam...»

Le ministre français avait encore raison. Benchennouf ne savait rien. Pour lui aussi, le secret avait été bien gardé.

Les premières opérations militaires françaises consistent à dégager le village d'Arris. Le colonel Blanche s'y emploie avec le concours des paras du colonel Ducourneau. 11 s'attaque ensuite au douar d'ichmoul, centre de la révolte. L'aviation bombarde les mechtas. Elle utilise du napalm. Elle jette enfin des tracts sur le massif et prévient la population algérienne que *«le feu du ciel s'abattra sur la tête des rebelles»* et *«que ceux qui ne sont pas avec eux, peuvent rallier avec leurs biens et leurs familles des zones de sécurité. Un délai de trois jours leur est accordé».*

Pour préparer ce second bombardement, qui sera d'ailleurs annulé, l'armée ratisse la région. Elle est soumise à l'opération du «peigne fin» qui entre dans l'optique du général Cherrière.

Le résultat est décevant. Le général Spillmann note dans son rapport :

«L'opération d'ichmoul permit d'aguerrir les troupes, de les familiariser avec le pays, de patrouiller dans les ravins sauvages dont les habitants n'avaient pas vu de Français depuis des dizaines d'années, de diriger vers le centre de regroupement de Touffana des familles qui n'avaient pas encore obtempéré aux ordres de l'autorité civile, de saisir quelques armes de guerre dissimulées, d'arrêter une quarantaine d'individus plus que suspects...»

Avec les renforts demandés, l'Algérie a récupéré le colonel Ducourneau, un spécialiste de la guérilla. Le colonel a une réputation bien établie. Il a participé à la guerre de libération de la France. Il a fait ensuite la guerre d'Indochine. Pour lui, la guérilla est une vieille connaissance.

Le 29 novembre, le colonel arrive à accrocher un groupe formé par les «bandits d'honneur». L'un d'eux, Grine Belkacem, est entouré d'une légende. Dans le combat, Grine trouve la mort, mais les paras ont eu des pertes. Ils ont essuyé un combat très dur.

Les militaires ne saisissent pas encore l'importance de l'ALN, sa stratégie, ses moyens. Ils sont à la recherche de méthodes efficaces. Le général Cherrière écrit:

«La *détérioration grave de la situation nous place devant une alternative: soit continuer dans la voie où l'on s'est engagé, laquelle risque d'entraîner un nouveau recours à la métropole, sans empêcher, entre-temps, les musulmans fidèles de rejoindre la rébellion par peur; soit, au contraire, mettre en application les méthodes qui ont fait leurs preuves en des circonstances analogues, tant au Levant qu'au Maroc - c'est-à-dire ne plus hésiter à utiliser pleinement les moyens dont nous disposons, quelle que soit leur puissance - En bref frapper vite et fort. La partie qui se joue actuellement en Algérie peut être lourde de conséquences et il faut, à mon sens, ne pas oublier* qu'en pays islamique, la temporisation et la faiblesse - ou ce qui paraît tel - ne paient jamais.»

Le général s'imagine être revenu au temps des conquêtes coloniales. Il ne se rend pas compte que l'ALN n'est pas dans le combat pour remporter des victoires militaires, mais pour poser un problème, *un problème politique,* qui ne relève pas de l'armée. On peut ratisser un douar. On ne «ratisse» pas une «idée».

En Algérie, comme d'ailleurs dans les autres colonies, le drame de l'armée française, sera d'obéir aveuglément à une autorité civile traumatisée par la défaite de 1940, impuissante à dépasser la «légitimité» du régime colonial et à découvrir un ordre nouveau. La IV[e] République était à ce point paralysée, quelle multiplia inutilement les conflits outre-mer.

En 1946, j'avais rencontré à Paris Hô-Chi Minh. Il a vécu le même drame que nous. Il nous conseilla la fermeté et la modération à la fois.

«Entendez vous avec la France, nous dit-il, *de toutes les nations que j'ai connues, elle est la meilleure. Mon souci est de trouver avec elle une solution digne de nous et digne d'elle.»*

La IV[e] République ne lui en donna pas l'occasion. On connaît la suite. Et voilà que le même engrenage se déclenchait en Algérie.

Le 2 décembre, le général Cherrière suggère un «quadrillage» du pays avec l'installation de petits postes éloignés les uns des autres de 30 à 40 km. Mais il faudrait des centaines et des centaines d'hommes. Le Commandant interarmées laisse entendre qu'il prévoit «une recrudescence du terrorisme sur l'ensemble du territoire».

En cette fin d'année, le général Spillmann, de son côté, est sans illusions. 11 faudra de longs mois pour améliorer la situation.

Il reconnaît qu'il ne faut pas mésestimer la valeur combattante des «rebelles».

«Il faut surtout, dira le général, que les civils, que ce soit la Fédération des Maires et son très réactionnaire président Isella, que ce soient les parlementaires ou même le préfet, cessent de mettre des bâtons dans les roues...[1]*»*

Le 19 janvier 1955, une grande opération française dite «opération Véronique» est lancée contre la zone des Aurès. 5000 hommes, des blindés, l'aviation y participent. Les résultats sont médiocres.

Le 21 janvier, au cours d'une conférence à Batna, le Gouverneur général Léonard note *«qu'il ne faut plus s'attendre à un assainissement complet et définitif de la situation avant plusieurs mois, tant sont grandes les difficultés du terrain et du milieu humain».*

Beaucoup de militaires et de civils ne se rendent pas encore compte de la nature de la révolte. Ils ramènent constamment le conflit aux «pacifications» du temps passé. C'est ainsi que le maréchal Juin lui-même ne comprend pas et écrit à un officier de ses amis:

«On *a fait tout le Moyen-Atlas avec vingt bataillons à peine et c'était une autre dissidence. Il faut employer du léger: des goums et des partisans soutenus par des unités. Ça me rend malade devoir toujours des parachutistes...»*

Il était cependant facile de jauger la situation et de déceler qu'il n'y avait aucune commune mesure entre une dissidence de l'époque coloniale et les actes insurrectionnels d'une peuple berné qui en avait assez de la «souveraineté» des maires et des discours vides et oiseux des Borgeaud et de René Mayer.

Le 18 mai 1955, le maréchal écrit au Président du Conseil, Edgar Faure:

1. Cité dans *Le Destin tragique de l'Algérie française* (Édition de Crémille, Genève).

«La situation est très grave en Algérie. Les derniers renseignements reçus laissent prévoir que nous allons vers une insurrection généralisée sous le signe de la "guerre sainte"; dans l'ensemble du Constantinois...»

Le remède à une situation très grave consisterait donc à s'opposer à la guerre sainte?

Nous sommes là en présence d'un vieux cliché véhiculé depuis l'aube de l'ère coloniale. Quand l'enfant grec de Victor Hugo demande, pour sécher ses larmes, de la «poudre et des balles», tout l'occident chrétien s'extasie devant son patriotisme: celui du peuple grec face à l'occupation turque. Quand les Algériens entrent en lutte contre une colonisation qui ne respecte même pas ses propres lois, on va chercher la «guerre sainte» pour expliquer ce qui s'explique par les seules injustices du régime colonial.

Faut-il aller chercher la même «guerre sainte» pour justifier la violence chez les Basques et chez les Irlandais du Nord?

En Kabylie, le général Beaufre installé à Tizi-Ouzou ne sait pas encore s'il fait la guerre ou de simples opérations policières. Lorsque ses soldats ramènent de «supposés fellaghas», il ne sait qu'en faire. Le procureur du tribunal de Tizi-Ouzou lui fait la même réponse que celle faite, dans les mêmes circonstances, par le ministre de l'Intérieur François Mitterrand: *«Vous n'avez qu'à les tuer.»* On donnera ainsi aux soldats en campagne l'habitude de «liquider» tous ceux qui tomberont entre leurs mains.

En ce printemps 1955, la guerre en Kabylie consistera à monter des embuscades avec des fusils de chasse contre les militaires de Beaufre. Les hommes de la 2e DIM, la division de fer, perdront beaucoup plus d'armes que d'hommes. Les embuscades montées par Krim Belkacem n'ont pas d'autre but que d'armer les maquisards.

Krim avait sérié les questions et s'était mis au travail. Il avait jugé que ce n'était pas l'heure des combats mais de l'organisation. Nous l'avons vu confier la tâche politique à Abane, se réservant avec Ouamrane et Dehilés, les opérations militaires. Ouamrane, placé à la tête de la zone IV, l'Algérois, se partagea entre la surveillance des commandos d'Alger-ville et la structure de son territoire. Il se révéla, lui aussi, un stratège à la hauteur de ses responsabilités.

Pour Krim, comme pour ses collaborateurs, le premier objectif est de gagner la confiance des masses. Ce serait une erreur de croire

que nos masses, malgré toute la sympathie qu'elles lui montrèrent dès les débuts, se jetèrent en bloc et spontanément dans les bras du FLN. Il fallut manœuvrer, plaider, menacer et leur démontrer deux choses simples: 1 " que l'ALN était puissante, déterminée et en mesure de tenir tête à l'armée française. 2° qu'avec la France, les Fellahs ne connaîtraient que ce qu'ils connaissaient déjà, la misère et l'injustice. Sans l'ALN il n'y aurait aucun changement. Seulement des promesses qui ne seraient pas tenues.

À partir de là, les masses, peu à peu, sortirent de leur attentisme et s'engagèrent dans le combat. Leur engagement fut facilité par la répression, la responsabilité collective appliquée aux habitants des mechtas, les interrogatoires «spéciaux», les exécutions sommaires.

Le colonialisme tournait en rond, au sein d'un cercle vicieux.

Pacification égale répression; répression égale renforcement des maquis.

Les chefs de zone étaient avertis de ce processus. Pour démontrer l'efficacité de l'ALN, Krim s'attaque à de grandes familles, connues pour leur attachement à l'ordre établi. Il les amène à coopérer avec les maquisards. Il fait également supprimer des policiers, des gardes champêtres et des caïds trop zélés. Ces attentats sont un sérieux avertissement à ceux qui détiennent une parcelle d'autorité.

C'est par le même mécanisme que des Français - surtout des colons isolés dans le bled - arriveront à cotiser en faveur du FLN, à accorder leur assistance à l'ALN et à bénéficier de sa protection.

Menacé dans ses arrières par le MTLD-MNA, Krim lance contre lui deux hommes de poids: Dehilés Slimane, le futur colonel Saddek, et Ait Hamouda, le futur colonel Amirouche. Les Messalistes se sont implantés en Basse Kabylie et dans le massif montagneux du Guergour, dans la région de Guenzet, sur la rive droite de la Soummam.

La Basse Kabylie est confiée à Dehilés. Un commando de 25 hommes placé sous ses ordres ne tarde pas à rejoindre les hommes du MNA. Il les neutralise après les avoir découverts dans les grottes au douar Beni-Bouadou. Il fait des prisonniers et liquide les irrécupérables.

Amirouche s'occupe du Guergour où le MTLD-MNA fort de 500 hommes est sous le commandement de Bellounis, le futur «général» félon. Le MTLD-MNA bénéficie déjà de la protection occulte des autorités françaises. Amirouche connaît le problème. Il connaît aussi

la région puisque c'est lui qui a été chargé, quelques mois auparavant, de l'amener au FLN.

Avec ses huit cents hommes bien entraînés, Amirouche prend l'initiative de l'attaque. Il inflige aux messalistes une défaite écrasante. Bellounis arrive cependant à s'échapper vers le Sud.

Krim, lui, se dispose à faire attaquer des convois de ravitaillement de l'armée du général Beaufre. Pour la première opération, il adopte une stratégie qui consiste à faire replier ses hommes à proximité du PC du général : «On vous cherchera, dit-il à ses troupes, partout ailleurs sauf là.» La ruse se révéla valable.

Après l'attaque du convoi, l'ALN récupère des armes et s'évanouit dans la nature. Au lieu de s'éloigner, elle se dirige vers Tizi-Ouzou où elle se terre. Pendant trois jours, la «division de fer» fouille la région du Djurdjura. Elle ne trouve rien.

Le prestige du FLN commence à grandir en Kabylie.

Le général Beaufre réagit en faisant parcourir la région par des colonnes et des chars. La politique de «pacification» s'exerce dans les mêmes conditions que dans les Aurès. Elle utilise l'information, le renseignement, l'implantation.

Le soldat français est partout. Il est extrêmement mobile. Mais l'ALN est insaisissable. Alors l'armée française se retourne contre la population civile. Ses exactions valent au FLN de nouveaux partisans.

Malgré la puissance de sa division, le général Beaufre avoue qu'il *«est loin d'avoir l'initiative»*.

Ainsi donc, ni l'armée française qui est dirigée par des officiers supérieurs intelligents, compétents, connaissant parfaitement les causes profondes du conflit, ni les hommes d'État français, qu'ils soient de gauche ou de droite, ni les hommes politiques des deux bords de la Méditerranée, ne veulent analyser les causes du drame et découvrir, avec nous, les moyens d'y mettre fin. Et, par là même ébaucher les conditions d'une nouvelle coexistence des deux communautés.

Lorsque fin novembre 1954 le problème de l'Algérie se pose à Paris devant le Conseil de la République, le sénateur Gatuing, nostalgique, nous révèle le fond de sa pensée:

«Si nous étions en 1917, dit-il, *il y a longtemps que la radio du Caire se serait tue : aux plus mauvais moments de la IIIe République, un de nos destroyers aurait appuyé d'un coup de semonce à blanc la montée de nos couleurs devant Alexandrie, et cette révolution militaire qui se cherche et qui se veut démocratique, aurait fait taire l'indécent micro du Caire...»*

On aurait voulu poser quelques questions à M. Gatuing. Puisque de son propre aveu, on n'est plus en 1917 et que l'équilibre mondial s'est modifié, que pouvait-il faire qui soit en harmonie avec une nouvelle situation? Puisque les destroyers de la France se sont sabordés en 1942 dans le port de Toulon, ne pourrait-on pas substituer une autre solution à la leur? Puisque les temps ont changé, que peut-on faire de nos jours pour mettre fin à nos maux et réconcilier ce qui peut encore l'être?

Au conflit algérien, comme à tous les conflits, il y a certainement une solution issue d'un dialogue loyal et qui ne serait pas celle des destroyers, du napalm et de la torture. Cherchons-la tous ensemble. Pour cela, il ne faut pas avoir peur des mots et encore moins du changement.

Raisonnablement, le pire pouvait être évité. Personne ne songea sérieusement à s'y employer. Chacun s'embourba dans sa tâche quotidienne: le militaire français dans la «pacification», l'autorité civile coloniale dans le «maintien de l'ordre», les hommes politiques français dans leurs calculs électoraux.

Et le pire arriva, impitoyable. Le 20 août 1955, le glas sonna pour les victimes innocentes, de toutes confessions.

Le commandant en chef constate le pourrissement de la situation. Le FLN non seulement se maintient, mais gagne en ampleur. Dans une note au Président du Conseil français, le général Cherrière écrit :

«Cependant la situation ne s'améliore pas. Nous piétinons et n'arrivons pas à bout de trois cent cinquante opposants armés, durs d'entre les durs et se parant du titre de sacrifiés, qu'aident un millier de valets d'armes, guetteurs, indicateurs, ravitailleurs... Il n'est pas douteux que les quelques centaines de rebelles "sacrifiés" de l'Aurès préféreront, pour la plupart, la mort à la reddition.»

Et le général en chef conclut : *«Le temps ne travaille pas pour nous»*.

Le 23 mars 1955, le général Cherrière s'adresse cette fois au Gouverneur général pour lui dresser un tableau de la situation. Elle n'est guère brillante pour la France: La Calle, Tébessa, Les Nementchas, les Aurès (Khenchela, Ahmar-Khaddou, forêt des Beni-Melloul) servent de refuges ou de lieux de passage aux maquisards. Vers le Nord, la région d'Aïn M'iila est très «suspecte». Le Kroubs est une zone de relais et de liaison.

Les administrateurs de communes mixtes d'un secteur défini par Mila, Grarem, El Milia, Fedj M'Zala et Taher, affirment qu'il est sillonné par une cinquantaine de maquisards divisés en petits groupes. A Philippeville, à Bône et à la Calle : actions «terroristes».

L'état d'esprit du peuple algérien est aussi particulièrement sensible à Sétif, à Djidjelli, à Batna, à Biskra, à Khenchela, à Mila. Enfin, le général signale sept zones «particulièrement occupées par l'adversaire».

Dans les autres zones, même situation. L'ALN a conservé l'initiative des actions. En Kabylie, dans l'Algérois, les harcèlements contre l'armée et les autorités se multiplient. C'est dans la zone II cependant que s'organisera l'événement, hors-série, qui ensanglantera le Nord-Constantinois.

Après avoir patrouillé dans les Aurès et donné des coups de boutoirs contre les Chaouia de Mustapha Ben Boulard, lecolonel Ducourneau descend dans la région de Constantine. Sa tactique consiste à prévenir la contagion et à éviter l'extension du «pourrissement». Par un effet contradictoire, il se trouvera que c'est sa présence et celle de ses paras dans cette région qui provoqueront un des plus atroces drames de la guerre d'Algérie.

Il installa son PC à égale distance de Constantine et de Philippeville, à El Arrouch, petit village où bifurquent deux routes, celle de St Charles vers Philippeville et celle de Jemmapes vers Bône.

On se rappelle que la zone II avait été confiée à Mourad Didouche. À la suite de la défection des centralistes et de l'hostilité des messalistes, tous MTLD, le recrutement de l'ALN s'en trouva défavorisé. L'état-major de la zone se sentit isolé.

Cet état-major était composé de Zirout Yoacef, adjoint de Didouche, de Bentobbal, de Benaouda et de Baji, chacun étant responsable d'un secteur.

Didouche et son adjoint s'attaquèrent au recrutement. Malheureusement, dès janvier, lors d'un de leurs déplacements dans la région

de Condé-Smendou, ils sont signalés à la gendarmerie par des indicateurs. Le colonel Ducourneau, alerté, envoie quatre cents paras sur le terrain. Didouche ne dispose que de dix-septdjounoud. Le combat s'engage. Durant toute la matinée du 18 janvier, il se poursuit. Mais les forces sont inégales et le terrain impropre à la guérilla.

Les hommes de l'ALN tombent les uns après les autres. Vers une heure de l'après-midi, Didouche est mortellement touché. Douze de ses hommes sont déjà hors de combat. Les cinq rescapés, parmi lesquels Zirout, se dissimulent. À la nuit tombante, ils peuvent décrocher.

C'est une grave défaite que Zirout n'est pas prêt d'oublier. En s'engageant sur un terrain découvert, il a commis une faute. Il se croit responsable de la mort de son chef. Par ailleurs, il ignore les contacts que le disparu avait avec Alger. Désormais, il est seul face à une situation désespérée. Il est sans armes, sans hommes, sans argent.

Il désigne Bentobbal comme adjoint. Celui-ci est un ancien de l'OS. Il a vécu plusieurs années dans la clandestinité. Les deux hommes ont adhéré au CRUA. Ils ont été parmi les «22» qui se sont réunis le 25 juillet au Clos-Salambier et qui se sont prononcés pour l'action immédiate.

La zone II est très vaste. Elle est montagneuse et recouverte de grandes forêts de chêne-liège et de chênes verts. Si la population des villages a quelque peu évolué, par contre, dans les montagnes, vivent des gens pauvres, frustes. Pas d'écoles, pas de routes. Seulement quelques pistes forestières. Rien n'a été conçu pour ces populations, sinon le régime des communes mixtes et des caïds.

Les mœurs sont rudes, les relations de voisinage entachées de violentes colères et quelquefois de querelles sanglantes. Pour des motifs, souvent futiles, ces fellahs en arrivent aux mains. C'est la poudre qui parle, ou le couteau, ou la hache. Ils sont vindicatifs, versatiles. De l'islam, ils ne connaissent que la «Chahada» et le «Ramadan»[1], quelquefois la prière. Cependant, il n'est pas rare de découvrir au sein de ces douars de «saints hommes», des «pères tranquilles» respectés de tous. Ceux-là prêchent la fraternité, le pardon, la paix.

Ces populations sont hospitalières. Elles partagent volontiers le peu qu'elles possèdent avec l'étranger qui frappe à leur porte. L'hos-

1. L'acte de foi et le Carême.

pitalité est une vertu commune à tous les douars. Rares sont ceux qui repoussent l'orphelin et le passant.

C'est au sein de ce milieu social que l'ALN va évoluer. Ce sont ces pauvres gens quelle doit gagner à la cause de l'insurrection.

Mission délicate, car il faut tout expliquer à ces hommes ignorants, isolés du monde, préoccupés par la besogne de chaque jour.

La tâche est d'autant plus difficile que ces gens de douars sont dépendants du pouvoir colonial français. C'est le caïd qui établit l'assiette d'impôts. C'est de ce fonctionnaire que dépendent les prêts de la Société Indigène de Prévoyance et que dépendra, bientôt, leur ravitaillement alimentaire. C'est le garde forestier qui inscrit les travailleurs dans les chantiers forestiers. C'est le colon qui embauche sur sa propriété. C'est l'administrateur qui distribue les secours aux indigents, etc.

Tant que le FLN n'a pas libéré ces habitants du complexe de «dépendance» et de «peur», il lui sera impossible de progresser. Il s'y emploie. Avec beaucoup de patience, il y parviendra.

Et ce n'est pas son moindre mérite.

Après la mort de Mourad Didouche et l'anéantissement de son commando, la II[e] zone se tait. Elle médite et s'organise en silence. Cependant, en février, un commando de maquisards venu de Condé-Smendou abat le caïd du douar Irdjana, commune-mixte de Taher, un soudard, originaire, lui aussi, de Condé-Smendou et qui se flattait d'exterminer, à lui seul, tous les nationalistes. La mechta où il fut attaqué sera incendiée par l'administrateur de la commune-mixte.

L'anniversaire du 8 mai 1945 est également marqué par des bombes qui éclatent au Casino de Constantine.

Malgré ces actions, la zone reste isolée et muette. Les seules nouvelles qui lui parviennent sont celles que la presse coloniale, la *«Dépêche de Constantine»* et les quotidiens d'Alger veulent bien publier. C'est cette presse qui servira longtemps d'«agent de liaison» entre les différentes zones et les différents secteurs.

Or cette presse ne nous est pas favorable, tant s'en faut. Elle étale les faits d'armes des paras, des tirailleurs, des supplétifs. Il n'est question que de «ratissages», de «répression», d'«exécutions sommaires», de «bombardements», des «miracles» des soldats des

colonels Mayer et Ducournaud, des Généraux Gilles et Spillmann, et, bien entendu, de «l'agonie de la rébellion».

Ce qui est écrit pour rassurer les Français d'Algérie touche au vif et exaspère les maquisards. Pour eux, les civils et les militaires se confondent dans la même haine de l'Arabe. Ils sont responsables, au même degré, des malheurs de l'Algérie musulmane.

Si le «colon» l'avait voulu, nous n'en serions pas là. C'est parce que les Français d'Algérie ont laissé les mains libres aux «hobereaux de villages», qui ont régné de père en fils sur des fiefs où nul n'avait le droit d'élever la voix sans l'assentiment du «maître», que la guerre ravageait le pays. Tacitement, toute la population européenne s'est coalisée contre notre émancipation.

La responsabilité de «l'Algérie française» est indivisible. Nous ne répéterons jamais assez que les Arabes ont été politiquement et socialement «parqués». Quelques-uns ont été instruits; un grand nombre ont été soldats. Mais au regard de la loi française, ces Arabes ne doivent pas oublier qu'ils ne sont que des «indigènes». À cette seule condition, tout le monde sera d'accord.

Mais, voilà qu'en 1955, plus personne n'est d'accord. L'ordre établi par la France coloniale, est contesté. Du fait que les Français d'Algérie se sont refusés à faire la moindre analyse objective, du fait qu'ils se sont contentés de tirer avantage de la position de colonisateurs sans se pencher sur le sort du peuple au milieu duquel ils vivaient, la révolte de ce peuple les surprendra.

Certes, cette guerre n'est pas faite par les colons. Mais ils en sont directement responsables puisqu'elle a été provoquée par la domination qu'ils exerçaient sur le pays.

Je ne cherche pas d'excuses aux tueries du 20 août puisque ma famille a été frappée dans sa chair et qu'au surplus, elles ont été déplorées au Congrès de la Soummam. Je veux seulement comprendre les raisons qui les ont déterminées. J'ajoute que le choix tactique du conseil de la zone II était limité. Zirout a été personnellement traumatisé par la mort de Mourad Didouche. Il se reproche cette mort, car le 18 janvier il lui servait de guide dans une région qu'il connaissait bien (Zirout était originaire de Smendou).

Or, depuis la mort de Didouche, la situation s'est aggravée. Le peuple «boude» l'ALN et se détourne de l'insurrection. Il est gagné par le sentiment de la peur et tend à se rapprocher des tenants du

pouvoir colonial. Le moral des djounoud s'en ressent. L'enthousiasme des premiers jours est en régression.

Zirout est conscient de cet état de chose. Que faire pour sauver l'esprit révolutionnaire et creuser un fossé entre la population algérienne et la communauté des Français d'Algérie? Il pense alors à mobiliser, par tous les moyens, les paysans de la région et à les conduire à l'attaque des habitations, des chantiers et des villages de colonisation. Il accepte de sacrifier *la moitié de ces paysans,* pour rallumer le feu insurrectionnel. Il faut mourir pour faire survivre la Révolution.

L'heure H est fixée au 20 août à midi: cette date coïncide avec l'anniversaire de la déposition de Sa Majesté Mohammed V. L'action devra durer trois jours.

Effectivement, le 20 août à 12 heures, l'attaque contre des Européens et certains Algériens commence. Les objectifs ont été désignés: Constantine, Philippeville, El-Arrouch, Oued Zénati, Aïn-Abid, Le Khroubs, Collo, El-Halia, El-Milia. L'ALN ne sert que d'encadrement. Elle ne participe pas à la tuerie. Ce sont des paysans, sommairement armés, qui sont poussés vers leur destin.

Ces paysans tueront. Mais ils seront tués. La riposte de l'armée française sera horrible. Pour soixante et onze victimes françaises, il y aura plus de douze mille victimes musulmanes.

Les trois jours d'action prévus par Zirout se limiteront à la demi-journée du 20 août. L'armée française est immédiatement sur place. La répression entre en action.

Des civils européens s'associent aux militaires. La chasse à l'Arabe recommence. On tue n'importe qui. L'essentiel est de venger les morts. C'est le terrible engrenage traditionnel.

Le Gouverneur général Soustelle, lui-même, a donné des ordres. Les prisonniers sont fusillés. Les mechtas incendiées ou détruites au mortier.

À Philippeville, les autorités municipales coloniales ramassent au hasard plus de deux cents jeunes musulmans. Conduits au stade, ils sont abattus à la mitraillette par de jeunes Français, assurés de l'impunité. La responsabilité collective a été appliquée. Le nombre de victimes musulmanes démontre l'ampleur de la répression. À Oued-Zenati, le frère du Dr Bendjelloul, pharmacien, est parmi les otages qui seront fusillés. Heureusement, le préfet Dupuch malgré l'opposition des colons, sauvera in extrémis, quelques prisonniers.

Mais Zirout avait désigné quelques «traîtres» musulmans à abattre. A Constantine, mon neveu Allaoua est parmi les victimes. Il est abattu dans sa pharmacie. Il meurt pendant son transfert à la clinique du Dr Guej. On tire sur le Dr Bendjelloul, sur Hadj Saïd, délégué à lAssemblée algérienne, sur son stagiaire, maître Aït-Athcène. Le député Benbahmed, le cheikh Abbes sont sur la liste des «condamnés», ainsi que moi-même.

Pour justifier la mort de mon neveu, Bentobbal avança[1] que la victime avait signé une motion *«qui condamnait la violence d'où qu'elle vienne»*.

Je ne crois pas qu'il faille chercher dans une «motion», sans portée réelle sur la marche des événements, la véritable raison du choix des victimes. D'abord parce que le Dr Bendjelloul, Benbahmed et moi-même étions étrangers à ladite motion. Ensuite, parce que, postérieurement à la publication de cette motion, le FLN et l'ALN avaient maintenu le contact avec le regretté Allaoua. À sa mort, son épouse trouva dans son portefeuille trois reçus de 100 000 francs, chacun signé du responsable FLN. Par ailleurs, toujours après la motion, il avait livré deux cartons de médicaments à l'ALN, L'État-major de la zone était au courant de cette aide.

L'explication est ailleurs. Mon neveu a été tué parce qu'il avait appartenu à l'UDMA, parce qu'il avait gagné en 1953 les élections municipales contre le MTLD, parce qu'il était pharmacien, et parce qu'il était mon neveu et que sa mort pouvait avoir une résonance au-delà de l'Algérie.

Si Zirout s'était placé au-dessus des miasmes du passé, il aurait découvert des «traîtres» dans son propre parti. Les militants MTLD de Constantine qui avaient assisté à la réunion des «22» au Clos-Salembrier ne se sont pas trouvés au rendez-vous du 1er novembre. Avaient-ils «trahi» la Révolution?

À Batna, le centraliste Bouchkioua et le responsable de l'ALN Bouchemal, dénoncèrent spontanément aux autorités coloniales l'organisation FLN de l'Aurès, sans qu'aucune sanction ne fût prise contre eux.

La vérité est que beaucoup de militants du MTLD étaient atteints de sclérose politique. L'esprit de «parti» les habitait comme

1. Déclaration faite à Yves Courrière.

le démon possède les sorciers. Ils voyaient la bosse du voisin, mais jamais la leur.

Bentobbal me révéla aussi qu'il avait pensé me faire abattre parce qu'il avait appris que je faisais des collectes à Sétif pour l'UDMA. Il faut croire que son service de renseignements était mal fait. La seule collecte que j'ai effectuée à Sétif, était destinée à la zone IV du FLN.

Ce même colonel Bentobbal n'a sans doute pas appris que la section MTLD de Sétif avait adhéré au MNA. Il ne fit rien contre elle. Il faudra attendre Amirouche pour la détruire. Beaucoup de crimes ont été commis dans les maquis et sont restés ignorés. En vérité, à cette époque, le FLN n'avait pas encore réalisé une union nationale authentique.

Mais en 1955, l'enjeu était trop grand pour s'arrêter à des deuils personnels.

Surtout que le mien aurait pu être tragique. Voici dans quelles circonstances:

C'est Hakimi Mahmoud, ancien responsable de l'UDMAà Saint-Arnaud, qui m'apprit la mort du pauvre Allaoua. je me trouvais à Alger. En même temps Hakimi avait alerté, à Taher, ma famille. Mes trois frères, Ammar, le père de Allaoua, Ahmed et Mohammed-Salah prirent la route de Constantine. Arrivés à Bordj-El-Ghédir, commune d'El Milia, ils se heurtèrent à un commando de l'ALN qui bloquait la route. L'attente fut trop longue. Mon frère Ahmed protesta auprès du chef du commando: *«Il s'agit,* lui dit-il, *de mort d'homme et de secours à apporter à une femme et à des jeunes enfants. Ce que vous faites est inadmissible.»* La discussion faillit dégénérer. C'est miracle que mes trois frères n'eussent pas été mitraillés.

Au Caire, en 1957, les dirigeants de la Wilaya II m'avouèrent que le 20 août 1955, ils étaient exténués, débordés, et qu'ils commirent des erreurs. Ils me dirent que la mort de Allaoua en était une[1].

Qu'est-ce à dire sinon que la guerre d'Algérie est difficile à conter. Il fallait la vivre avec ses actions héroïques, ses succès, ses drames, ses faiblesses et ses erreurs. Faisant face à un enchaînement d'événements imprévisibles et souvent tragiques, des chefs qui n'étaient pas sortis de Saint Cyr ou de Polytechnique ni d'autres écoles militaires, imposèrent à l'Armée française et aux politiciens leur tactique et leur

1. Allaoua fut réhabilité en 1973 par la Commission supérieure des Anciens Moudjahidine.

stratégie. Ces hommes, convertis en hommes de guerre, sortirent vainqueurs d'une épreuve gigantesque. Ils triomphèrent parce qu'ils surent s'assurer l'appui du peuple et que, malgré quelques bavures, l'Union nationale leur servit de pivot.

Et puis, les temps avaient changé. Le vent de la décolonisation soufflait à travers le vaste monde... Il devait immanquablement souffler sur l'Algérie.

L'histoire humaine était entrée dans un nouveau cycle. L'Emir Abdelkader, ses compagnons, les hommes de sa génération étaient mieux préparés que nous pour défendre, les armes à la main, l'Algérie musulmane. Ils furent cependant vaincus parce qu'ils n'avaient pas su s'unir et parce que le «Pacte colonial» faisait de l'Europe une puissance invincible.

De 1954 à 1962, le FLN, malgré ses insuffisances, a triomphé parce que le système colonial était usé et miné de toute part. Le monde entier savait qu'il devait disparaître.

La résistance de «l'Algérie Française» se faisait donc à contre-courant. Accrochée à un concept mort, elle se refusa d'évoluer. Nous verrons que par ses violences, elle participa, sans le vouloir, à l'accélération de l'Histoire.

V

OBSTINATION ET ÉCHEC DE SOUSTELLE

Son «intégration» ressemble comme une sœur au statut colonial

Il y a lieu de prévoir qu'en un temps plus ou moins lointain, l'Afrique du Nord évoluée, vivant de sa vie autonome, se détachera de la Métropole.

Maréchal LYAUTEY (août 1920)

Aucun peuple n'est jamais éternellement subjugué par un autre peuple.

Pierre Mendès France

Je ne nie pas la part de bonne volonté qui anima le gouverneur général Soustelle. Mais il arrivait avec un demi-siècle de retard. Et serait-il venu plus tôt qu'il aurait subi le même sort que celui de Maurice Viollette et d'Yves Chataignau[1].

Pourtant les mythes ont la vie dure, parce qu'ils relèvent d'une fiction et qu'ils flattent l'orgueil de la Nation coloniale. Si l'on me posait la question suivante : «Qui a gagné la guerre d'Algérie?», je répondrais le plus simplement du monde : *«la logique et le bon sens».* Et si on me demandait: «Qui l'a perdue?», je dirais: *«la mauvaise foi et l'égoïsme. »*

Entre les gagnants et les perdants, il y avait la IV[e] République française qui comptait les morts et ne faisait rien. Il y avait également l'Armée française qui en faisait beaucoup trop dans un domaine qui n'était pas le sien.

1. Gouverneurs libéraux, chassés par les Colons. Maurice Viollette écrivit un livre en 1931 dont le titre était à méditer : *«LAlgérie vivra-t-elle?»*

Par manque d'imagination créatrice, les hommes d'État et les proconsuls s'en tirent à de vieilles formules aussi paralysantes que vide^. *«L'Algérie c'est la France»* répétaient-ils. Mais si l'Algérie avait été la France, la violence aurait été exclue. Les revendications et l'évolution auraient été obtenues par d'autres moyens que les armes.

En réalité, les Français se mentaient à eux-mêmes. Les autorités se comportaient comme si le problème posé, depuis cent ans, avait été réglé et que le FLN Venait déranger une évolution normale qui s'accomplissait dans l'intérêt de tous.

Nous étions loin de cette idylle. Non seulement l'intégration - objectif officiel du colonisateur - ne s'était pas faite, mais tout indiquait qu'elle ne se ferait pas. En posant des problèmes insolubles, elle était devenue une «fausse solution».

Par contre, des règlements valables avaient été et demeuraient à notre portée. Celle par exemple du maréchal Lyautey qui prévoyait l'évolution de l'Afrique du Nord vers son autonomie. Il fallait naturellement changer de cap. La IVe République, pudiquement effarouchée, les avait rejetés.

Au début de l'insurrection, en janvier 1955, j'ai dit que le président Mendès France voulait connaître les hommes du 1er novembre et les rencontrer. Ce que je n'ai pas dit c'est que les responsables du FLN étaient prêts à négocier même sur la base de l'autonomie interne[1].

J'ai déjà mentionné les démarches que j'avais faites à Paris. En juillet 1955, le conflit pouvait se terminer par une réconciliation loyale et générale, à la condition de ne pas le laisser s'embourber et s'éterniser.

Une troisième chance s'est présentée en novembre 1956, lors de la Conférence nord-africaine de Tunis, réunie en accord avec le ministre français Alain Savary, secrétaire d'État aux Affaires étrangères. Le FLN accepta de rechercher, avec la volonté d'aboutir, une solution *dans le cadre de l'Afrique du Nord.* Les intérêts de la France et des Français d'Algérie auraient été étudiés et satisfaits à l'échelle des trois pays. La Tunisie et le Maroc étaient prêts à faire des sacrifices pour faciliter la solution du problème algérien, ce qui n'aurait pas manqué de donner un souffle nouveau à la coopération franco-maghrébine.

1. Déclaration que me fit Krim en 1957 lors de notre rencontre au Caire.

Cette négociation globale n'eut pas lieu, l'avion des négociateurs algériens ayant été détourné de sa destination.

Mais n'anticipons pas sur les événements. L'obstination du Gouverneur général Soustelle se traduit par l'immobilisme alors que c'est le moment d'agir. L'aile gauche de son Cabinet le commandant Monteil, Jacques Juillet, Germaine Tillion enregistre avec angoisse cet immobilisme qui justifie, s'il en était encore besoin, la révolte des opprimés. Le 24 juin 1955, Monteil donne sa démission, suivie par celle de Juillet. Quant à Germaine Tillion, elle se réfugie dans ses études et ses œuvres sociales.

Avant de s'en aller, le commandant Monteil s'explique et écrit au Gouverneur:

«Sur le fond, je crois l'intégration dépassée: nous ne garderons notre présence ici que sous une forme fédérale. Dans la pratique, la situation locale ne me paraît pouvoir se redresser que par des décisions politiques et immédiates, à longue portée, engageant l'avenir...

«J'ai appelé à plusieurs reprises votre attention sur la gravité de la situation. Cependant, d'autres méthodes politiques, dans le régime actuel, vous paraissent seules praticables. Il ne serait pas loyal, pas honnête de ma part, de vous laisser croire que je suis de cet avis.

«Je suis au contraire convaincu que nous allons à la catastrophe...

«En même temps, traquée, réduite au désespoir, la population musulmane se détourne de nous; l'administration, ses chefs en tête, est ouvertement contre nous; l'Assemblée algérienne vous critique avec violence, et des maires vous retirent, explicitement et officiellement, une confiance qu'ils vous avaient toujours marchandée...[1]*.»*

Le départ du commandant Monteil et de M. Juillet sonne le glas de la politique d'égalité, du changement. Nous, musulmans, nous le ressentons comme une nouvelle preuve de l'impuissance de la France à faire entendre raison au peuplement européen qu'elle a installé à grands frais, au milieu de nous.

Dans le passé, ce peuplement européen ne s'est pas gêné pour menacer la France de *séparatisme*, lorsque ses intérêts étaient en jeu. En 1930, devant le Parlement, une commission interministérielle

1. Cité par Yves Courrière : *Le Temps des Léopards.*

préconisa le contingentement des vins d'Algérie pour protéger et sauver la production du Midi de la France. Cette mesure provoqua la colère des vignerons algériens.

«De telles prétentions menacent l'unité nationale» déclare un des leurs, M. Sicard, devant leur assemblée générale. Quant à M. Brière, député, il rappelle que *«l'indépendance américaine est née de ce que l'Angleterre voulait imposer à ses nationaux d'outre-océan»* et parle ouvertement de *«sécession»*.

Au congrès d'Alger, le 19 octobre 1934, les colons, par la voix de leurs députés, de leurs sénateurs, de leurs maires, préconisent la rupture avec l'administration, la démission des élus, le boycottage des marchandises venues de France, et ce jusqu'à ce que *«les vins d'Algérie soient traités sur le même pied d'égalité que les vins de France»*.

«Ils rejettent sur le gouvernement la responsabilité des troubles sociaux et des graves événements qui pourront résulter du maintien des mesures prises dans le but évident de soumettre l'Algérie à un traitement qui la place dans une situation humiliante et entraîne sa ruine.»

Un peu plus tard, le 22 octobre de la même année, les maires des trois fédérations se réunissent à leur tour et prennent l'engagement suivant : *«Je m'engage à rompre, à partir de lundi 22 octobre* 1934, *les relations de la mairie avec l'administration préfectorale et gouvernementale et ce, jusqu'à complète satisfaction...* » 11 est enfin décidé que si ces mesures ne suffisent pas, les colons renverront leurs fascicules de mobilisation.

Que les Français d'Algérie défendent leur vin contre les Métropolitains, c'est leur affaire et peut-être leur droit. Mais là où le bât blesse, c'est lorsqu'ils interdisent à l'Algérien de tenter de sortir de son «ghetto» et de défendre sa liberté. L'Algérie musulmane ne possède pas de moyens de rétorsion et de chantage, Elle ne peut rien, puisqu'elle n'est rien. La voix de ses élus est étouffée. Et le jour viendra où ces élus-là ne seront même plus ses élus.

En 1954, que reste-t-il aux musulmans, comme moyen, pour faire droit à leurs légitimes aspirations, en dehors du recours aux armes? Je pose la question à la conscience de M. Soustelle et de ses amis politiques. Quand les candidats aux élections législatives, à l'Assemblée Algérienne, aux Conseils généraux et municipaux se retrouvent en prison, par le fait du plus fort, ils sont édifiés sur la valeur des lois que la France leur octroie.

Avant de quitter lAlgérie, en mars 1956, pour me rendre au Caire, j'ai obtenu une audience du ministre Robert Lacoste. Dans le calme de son cabinet, nous avons évoqué le problème sous toutes ses faces. J'ai repris en présence de M. Lacoste ce que j'avais dit à M. Soustelle. La solution la plus facile, la plus réalisable, était l'État algérien, parce que l'Algérie française, tournant le dos à l'intégration, avait évolué vers cet État. Seulement, l'État algérien conçu par la colonisation était du type sudiste. Il fallait d'autorité le convertir en État algérien démocratique.

Le problème était de mettre en confiance les populations européennes, d'assurer leur sécurité et surtout de leur faire admettre que le fossé qui séparait, en 1830, le bloc musulman du bloc chrétien, n'était plus le même en 1956, qu'une évolution s'était faite et qu'elle continuerait de se développer lorsque les responsabilités du pouvoir seraient partagées.

M. Lacoste n'était pas loin d'en convenir. *«Si tout le monde était comme vous,* me dit-il, *je dirai tout de suite oui à la «République Algérienne.»*

Je fis remarquer au ministre français que nous étions en plein cercle vicieux. Et qu'il fallait le briser et en sortir. Si les Algériens n'étaient pas allés à l'école en plus grand nombre, c'est parce que le système colonial s'y était refusé. Fallait-il les pénaliser pour une faute qu'ils n'avaient pas commise? Si l'Algérie musulmane n'avait pas avancé, c'est parce que le régime colonial ne voulait pas qu'elle avance.

Au demeurant, les dirigeants du FLN comptaient des hommes cultivés. J'étais prêt à les lui faire connaître, lui dis-je. La connaissance des hommes augmente les chances de la négociation et de la paix.

Le ministre français rejeta ma proposition *«Je ne veux pas être passible de la Haute Cour»,* me dit-il. Cette réponse me mit en mémoire celle que m'avait faite, en 1947, le Président de la République française, M. Vincent Auriol. À propos du Statut de l'Algérie, j'avais demandé au chef de l'État français d'intervenir auprès du Président du Conseil, M. Ramadier, pour que celui-ci aille jusqu'au «Statut d'État associé» prévu par la Constitution. *«Vous voulez que je finisse mon mandat devant la Haute Cour?»* me rétorqua le Président de la République française.

Et cependant?

Nous étions en pleine mutation. Chacun sait que les grandes crises libèrent l'Histoire. Lorsque celle-ci se met en marche, l'homme d'État, «animal politique», doit se libérer des contingences du passé pour ne pas manquer le rendez-vous qu'elle se donne avec une époque différente de la sienne. Ce n'est pas la peine d'occuper la première place si chaque fois qu'on doit prendre des responsabilités, on «ouvre le parapluie».

Il faut dire que le problème algérien n'était pas du ressort d'un proconsul français. Le FLN ne devait avoir pour interlocuteur direct que le gouvernement français. Ni M. Soustelle, ni M. Lacoste, si habiles fussent-ils, ne pouvaient dénouer un conflit dont les racines plongeaient profondément dans le passé.

En novembre 1954, l'Algérie était un corps social secoué par les soubresauts d'une grave maladie. Cette maladie relevait de la grande chirurgie. Le médicament, fût-il à des doses massives, resterait sans effet. Seul le bistouri du chirurgien pouvait extraire les tumeurs mortelles et permettre au malade de se rétablir.

Faire de la France un pays allant de «Dunkerque à Tamanrasset» n'était plus qu'un rêve. Si personne n'avait pensé le réaliser durant un demi-siècle de paix, comment serait-il réalisable en pleine insurrection?

L'intégration se heurtait à l'opposition sous-jacente de la Métropole qui se refusait à se voir «arabiser» et à se condamner à des dépenses excessives. Elle se heurtait à celle des Français d'Algérie qui appréhendaient la loi du nombre et qui s'étaient familiarisés avec un «État algérien» bien à eux. Elle était repoussée par les musulmans acquis au sentiment national et à l'édification de la patrie algérienne et pour qui le tête-à-tête avec «cinquante millions de Français» n'inspirait plus confiance et laissait entrevoir des servitudes nouvelles.

Au demeurant, les autorités françaises n'ont pas manqué de nous en prévenir. Pour rassurer les colons, MM. Soustelle et René Mayer hissaient entendre que l'appartenance de l'Algérie à la République Française n'excluait pas des aménagements destinés à mettre sur les plateaux de la même balance, le million de Français et les dix millions de Musulmans.

Cette menace, suspendue sur nos têtes, était pour le moins un avertissement sans frais. Notre option pour la République algérienne était irréversible parce qu'elle garantissait nos libertés.

Je n'ai pas à condamner systématiquement les hommes politiques français. Depuis l'Indépendance, je me suis trouvé personnellement en présence de situations difficiles. Mais j'ai préféré contester et me retirer plutôt que de faire violence à ma conscience.

J'admets le cas de conscience de M. Soustelle. Mais pas sa passion et son obstination. Sans doute, en juin 1955, s'était-il opposé à l'arrestation du Cheikh Larbi Tebessi et à la mienne. Il s'en est expliqué dans une lettre adressée au ministre de l'Intérieur:

«Le Cheikh Tebessi, qui est un des principaux chefs des Oulamas, s'est également révélé d'accord avec les envoyés de Krim. Il n'y a pas lieu non plus de s'en étonner. Si j'ai donné mon accord à l'arrestation du Dr Lamine Debaghine, j'ai estimé que le cas d'un Ferhat Abbas ou d'un Cheikh Tebessi devait être considéré et traité avec la plus grande prudence. »

Avant cet incident, j'avais revu M. Soustelle. Il me fit part d'une lettre qu'il venait de recevoir du colonel Ouamrane. Celui-ci lui disait en substance qu'il n'était pas l'ennemi de la France qu'il avait servie, mais que le régime colonial était inhumain et qu'il devait disparaître, pour laisser le peuple algérien libre et indépendant.

À partir de la mort de l'administrateur Dupuy et des événements du 20 août, le gouverneur général bascule dans les conceptions des ultras. «*L'Écho d'Alger*» et la «*Dépêche Quotidienne*» ne lui marchandent plus leur soutien. À son arrivée, taxé de sémite au service de Mendès France, il devient le porte-drapeau de l'Algérie Française.

Si graves soient-ils, les événements du 20 aollt et la mort de l'administrateur Dupuy n'ont pas modifié la nature de notre problème. Les Français d'Algérie ont deux patries: l'Algérie et la France. Les Musulmans, eux, n'en ont aucune.

Notre guerre entraînait la mort d'innocentes victimes. C'était inévitable. Dans toutes les guerres, meurent des innocents. Ceux qui tombaient de notre côté n'étaient pas moins respectables. Notre cause n'en demeurait pas moins sacrée.

M. Soustelle ne pouvait s'y tromper.

Cependant, le proconsul qu'il était, ne voyait plus le problème sous cet angle. Dans sa réponse au «*Manifeste des Intellectuels français contre la guerre d'Algérie*», en décembre 1955, il plaide un mauvais dossier. En s'obstinant à ne voir que le côté français du drame, il en fausse les données; il écrit:

«Cette guerre» dit-on, est injuste parce que nous la faisons à des hommes dont «le crime est de prendre à leur compte nos propres principes». Cette affirmation appelle à mon sens deux remarques.

*«D'abord, il n'est pas absurde de rechercher si la situation actuelle a été provoquée par une agression de notre part ou de la part des autres. Deux dates s'imposent à l'esprit, 1*er *novembre* 1954, *20 août* 1955. *Entre elles, et à partir de la seconde jusqu'à maintenant, s'inscrit une longue suite d'attentats, d'assassinats, d'enlèvements, d'incendies. Mais ce qui est certain, c'est que l'agression a toujours été le fait de nos adversaires. Notre action est défensive : c'est même ce que certains milieux nous reprochent.»*

Il est facile de répondre à cette argumentation en rappelant que les rapports du colonisateur et du colonisé ont été, de tout temps, déterminés par l'agression du premier contre le second. C'est l'Algérie musulmane qui a été agressée en 1830. Un ethnologue, doublé d'un sociologue, doit facilement établir que l'origine du conflit découle de la substitution de la *légitimité* coloniale à la *légitimité* inaliénable du peuple vaincu. C'est bien ainsi que les droits à l'existence du peuple polonais, du peuple hongrois, du peuple grec se sont imposés à la conscience universelle malgré qu'ils aient été annexés par l'Allemagne, la Russie, l'Autriche, la Turquie.

Aujourd'hui que la République Algérienne s'est substituée à la colonie française, nous pouvons, en droit, affirmer que l'annexion faite par la France, en 1834, est entachée de nullité par suite de la non-exécution de la loi.

«Il convient, avait écrit notre actuel ambassadeur à Paris, M. Bedjaoui, *de rappeler la différence qui existe, en droit, entre* l'annexion *et* l'occupation. *Contrairement à celle-ci, l'annexion se traduit par une disposition totale du particularisme juridique du territoire annexé, c'est-à-dire par une application totale à ce territoire des lois, règlements et principes qui régissent l'État annexant. Il s'agit donc d'une assimilation parfaite, contrairement à l'occupation qui maintient ou crée un certain particularisme juridique du territoire. La Savoie a été annexée. L'Algérie n'a pu être qu'occupée.»*

«Cette thèse est restée valable tout le long du siècle. Si l'annexion, au sens juridique du terme, avait été effectuée, le général Bugeaud n'aurait pas pu signer en 1837 *le traité de la Tafna par lequel il aban-*

donnait à l'Émir Abdelkader, c'est-à-dire à une puissance étrangère, une «parcelle du territoire national[1].»

Maintenant, cette controverse est de pure forme. Mais nous la rappelons pour dire à M. Soustelle et aux Français de bonne foi, qu'en fait d'agression, le peuple algérien en fut toujours victime. Il le fut en 1830. Il le fut lorsque, après le décret d'annexion, les colons s'opposèrent à l'égalité de droit par l'accession à la citoyenneté. Le fait de repousser en 1887, en 1894, en 1919, en 1936, des projets de lois tendant à améliorer le sort des Algériens, constitue une agression permanente. Nous avons été agressés lorsque la Colonie nous refusa le droit à l'instruction. Nous avons été agressés lorsque la fonction publique nous fut interdite. C'est une agression que de faire travailler l'indigène au prix d'un salaire de famine. Nous avons été agressés lorsqu'on nous imposa le service militaire obligatoire, nous soumettant à l'impôt du sang, tout en nous maintenant à l'état d'assujettis. C'est encore une agression le fait de nous empêcher d'envoyer dans les Assemblées élues des hommes de notre choix capables de traduire nos aspirations.

Le Gouverneur général était du reste parfaitement au courant du processus qui nous a conduits, étape par étape, à l'explosion du 1er novembre. C'est en effet bien lui qui adressa, le 1er juin 1955, au Président Edgar Faure, un rapport où il décrivait ces agressions multiples et la situation sociale à laquelle elles ont abouti.

«Méfiance envers tous les musulmans, écrit-il, *appel à la répression sanglante, refus obstiné de toute réforme, reproches violents au gouvernement et à l'administration soupçonnés ou accusés de faiblesses ou même de complicité, tels sont les thèmes indéfiniment orchestrés par les élus dont M. Gratien Faure est le représentant symbolique...*

«La poussée démographique, dans un pays essentiellement agraire, au sol pauvre et au climat ingrat, a pour résultat le sous-emploi chronique, la désertion des campagnes au profit des bidonvilles, la misère et le désespoir d'une foule croissante d'individus et de familles.

«Tandis que ce sous-prolétariat s'accroît et s'aigrit chaque jour davantage, une petite bourgeoisie musulmane, instruite à notre contact, cherche vainement un débouché non seulement économique mais encore et surtout administratif et politique. Or elle ne le trouve pas. La proportion des musulmans dans l'administration reste

1. Mohammed Bedjaoui : *La Révolution algérienne et le droit.* (1961).

infime, toutes les réformes depuis le projet Blum-Viollette jusqu'au statut de l'Algérie en 1947, ont été systématiquement ou repoussées ou sabotées.

«Il faut avoir le courage de reconnaître que la plupart de nos promesses n'ont pas été tenues. Huit ans après, d'autres sont ouvertement violées, comme ce fut le cas de 1948*jusqu'aux dernières élections cantonales, pour la liberté du suffrage. D'où un double mécontentement : le malaise social de la masse, le malaise politique de l'élite. En se rejoignant, ces deux malaises constituent une force explosive énorme.»*

Et par ailleurs le même gouverneur Soustelle écrit:

«Nous récoltons ici, le fruit d'erreurs accumulées depuis le début du siècle et depuis la dernière guerre. Il aurait fallu ranimer la vie locale et lui donner une impulsion énergique et continue Or on a cru possible d'administrer à moindre frais, en laissant ce peuple d'ombres aux prises avec son destin: conception carthaginoise qui concentre sur l'Algérie dite «utile», donc surtout côtière, les moyens dont une part aurait dû aller au secours des plus déshérités.»

À l'actif de la population musulmane, il convient de rappeler que ses élus, les élus de ce «peuple d'ombres», ont toujours recherché le dialogue. Le MTLD lui-même, le dernier venu, qui avait fait du «nationalisme intégral» son cheval de bataille, accepta de jouer le jeu de la démocratie, de rechercher dans l'évolution des institutions une solution valable au problème de la décolonisation.

Si le dialogue a été interrompu, c'est parce que les partisans du «colonialisme intégral» l'ont voulu. Ce ne fut pas notre fait. Pour nous, la présence de nos élus dans les diverses assemblées était notre seule arme et en même temps une preuve de bonne volonté. Par la faute du pouvoir colonial cette arme était devenue inefficace. Là aussi nous laissons la parole à M. Soustelle. Dans un rapport adressé au Président du Conseil, il devait dire:

«Les pseudo-élus couramment désignés par le terme de "préfabriqués", installés dans leurs sièges grâce à la fraude électorale, le plus souvent illettrés et fréquemment malhonnêtes, ne représentent rien, ni personne, ne jouissent d'aucjne influence dans leurs circonscriptions et ne rendent même aucun service à l'administration qui les a faits. Peu d'erreurs ont été plus tragiques que celle qui a consisté à tourner nos propres lois pour hisser sur le pavois des personnalités discréditées et sans aucune valeur intellectuelle ni morale.»

La pratique des élections frauduleuses cassa, si j'ose le dire, le «thermomètre». Les autorités ne savaient plus si les masses musulmanes avaient la fièvre, si elles étaient bien portantes, si elles préparaient la grande aventure ou si elles étaient résignées. Le pire était à redouter.

Aucune autorité n'a tenté d'améliorer les rapports humains. Les riches géraient leurs richesses, les moins riches travaillaient pour vivre et les pauvres égrenaient leur misère. Un demi-siècle de cohabitation n'avait pas suffi à créer des liens solides entre les deux communautés. La greffe politico-sociale ne s'était pas faite. Ceux qui étaient aux leviers de commande avaient d'autres objectifs en tête que cette réconciliation.

Elle était cependant essentielle.

Maintenant la guerre est là. Elle nous dresse les uns contre les autres. Du côté des ultras, le refus reste inébranlable. Ils veulent garder l'Algérie pour eux seuls - ne rien céder. De notre côté, le combat pour l'indépendance et la liberté est engagé. Cette indépendance est la seule issue à ce combat.

Et comme lors de la conquête, c'est l'Algérie des «petits et des sans grades» qui vit le drame dans sa chair et dans son sang.

Je fais un saut dans le présent, parce qu'il entretient les erreurs du passé. Sous le titre : «Des rapatriés d'Algérie empêchent M&r Duval de prononcer son homélie», le journal *«Le Monde»* du 14 décembre 1976 rapporte:

«Le Cardinal Duval, archevêque d'Alger, devait présider dimanche 12 décembre en l'église de Vauvert (Gard) la célébration du centenaire du chanoine Charles Thioly.

«Environ deux cents rapatriés d'Algérie venus du Vaucluse, du Gard et de l'Hérault ont empêché M§r Duval d'entrer dans l'église de Vauvert. Les gendarmes présents sur les lieux ont dû intervenir pour protéger l'archevêque d'Alger et M&r Rougé, évêque de Nîmes, qui ÏVccompagnait.

«Les manifestants ont distribué sur la place de l'église un tract qui indiquait notamment : *«Nous pensons que l'homélie du Cardinal Duval aura pour sujet le thème qui lui est cher : comment trahir son pays, son Dieu et ses compatriotes...»*

Cet incident est à la fois triste et indignement injuste. Triste parce que vingt ans après, les «rapatriés» n'ont encore rien compris à leur drame et encore moins au nôtre. Je persiste à croire que ces Français pouvaient rester en Algérie. Beaucoup des nôtres le souhaitaient. Leur présence a été rendue impossible par l'attitude agressive des gros possédants, des grosses fortunes, des oligarchies et des banques et par celle de quelques officiers activistes en mal de victoire. C'est également injuste parce que Mgr Duval n'a trahi ni le Christianisme, ni les Chrétiens d'Algérie. Bien au contraire. L'attitude de l'Église et des libéraux avait été la dernière chance de survie de la communauté chrétienne. En liant leur sort à celui de «milliardaires», les Français qui vivaient modestement au milieu de nous ont commis la seule erreur qu'il ne fallait pas commettre.

Parmi toutes les cartes qu'ils avaient en mains, ils ont joué la plus mauvaise - celle du refus et de la haine. Pourquoi ? Parce qu'entre eux et nous, entre eux et l'évolution inéluctable de l'Histoire, il y avait une épaisse fumée de mensonges provoquée par ceux qui régnaient sur notre pays et qui s'imaginaient pouvoir conserver leur domination. Cette fumée leur a caché les voies nouvelles, celles qui conduisent à l'égalité des hommes et à la véritable fraternité.

Le Cardinal Duval mérite le respect des Français d'Algérie. Son attitude était dictée par «l'amour du Christ», celle de ses adversaires par leurs comptes en banque. Aujourd'hui sa présence en Algérie est plus qu'un symbole. Elle est l'espérance en un monde meilleur où le Christianisme et l'Islam se respecteraient et vivraient en paix.

Les Français d'Algérie n'ont pas suffisamment médité leur vérité. Ni ne sont entrés suffisamment en eux-mêmes. Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, la décolonisation était à l'ordre du jour. Personne ne pouvait s'y tromper. Partout à travers le vaste monde, les peuples colonisés relevaient la tête et accédaient à l'indépendance. L'Angleterre avait quitté les Indes et l'Asie, la Hollande l'Indonésie, la Belgique le Congo, l'Italie la Tripolitaine et l'Éthiopie.

L'exploitation coloniale des XVIIe, XVIIIe, XIXe et XXe siècles prenait fin. L'Asie et l'Afrique naissaient à la liberté. Un nouvel équilibre mondial s'instaurait sur tous les continents. Une fièvre gagnait les hommes épris de liberté et de justice sociale.

Fallait-il être aveugle et sourd pour croire que cet immense élan international allait s'arrêter au seuil des possessions françaises? Ce

fut la croyance de la bourgeoisie capitaliste en France. Elle y perdra tout, y compris le prestige démocratique dont son pays bénéficiait dans le monde.

Dois-je rappeler que, malgré la colonisation, le prestige de la France était grand à travers les continents? Je me trouvais à Paris en tant que député à la deuxième Constituante lorsque le président Hô Chi Minh vint en France. Je l'ai déjà, dit mais je le répète. Il vouait une admiration réelle à la France, en fit part à nos députés en leur recommandant la modération et le compromis honorable. C'est dire qu'il fallut l'affaire de la Cochinchine et le bombardement de Haiphong par l'Amiral d'Argenlieu pour l'acculer à la guerre.

Même processus en Tunisie. Le président Bourguiba est assez connu pour que je sois dispensé d'affirmer que la non-violence était dans son esprit et dans sa méthode. La IVe République répondit à ses avances en lui envoyant Hauteclocque et le général Garbay pour «rétablir l'autorité coloniale» par les ratissages du Cap Bon.

On connaît la suite.

Au Maroc, même attitude rétrograde. Le Résident Eirik Labonne, libéral, se voit contester par les prépondérants français. Même des militaires comme le général Lecombe le combattent. À son plan de réforme, ils répondent : «trop, trop tôt, trop vite, trop loin!». Or, derrière ce chapelet de mots, il y a - surtout - la volonté de ne rien faire et de maintenir le concept colonial.

C'est à ce concept que le gouvernement français sacrifia Sa Majesté Mohamed V. Le soir de sa déposition et de son éloignement, le général Guillaume fait venir l'ancien précepteur du sultan, S. E. Mâmeri, un Algérien, et lui déclare:

«Ce *n'était pas plus difficile. L'affaire est terminée!*». Le vieux Mâmeri, averti de la conjoncture marocaine et internationale lui, répond:

«Mon général, vous *commettez une lourde erreur. C'est maintenant que l'affaire commence.»*

Et elle commença, en effet, avec son cortège de larmes et de sang jusqu'au retour du Roi sur le trône de ses ancêtres. Jusqu'au jour où l'ordre colonial céda la place à l'ordre national marocain.

L'Algérie entre à son tour dans le cycle de la violence. S'il fallait s'en tenir à la logique coloniale, celle qui se veut «civilisatrice», notre

pays devait être émancipé en priorité, du fait qu'il «bénéficia» le premier et depuis longtemps de la «civilisation» française.

Seulement, les nations européennes étaient dans les colonies pour les exploiter et non pour les émanciper. Ces nations se comportèrent comme les régimes féodaux du Moyen Âge : servage, ordres sociaux, privilèges de la naissance, etc. Il en résulta que, pour les Français d'Algérie, «l'indigène» était un être inférieur, un serf, imperfectible, ayant besoin d'une tutelle et dont le «bonheur» ne pouvait dépendre que des colonisateurs.

Ceci est un schéma général et j'exagère sans doute. En Algérie et d'une manière générale en Afrique du Nord, il comportait des corrections. Lorsque j'étais au collège de Philippeville, nous étions un petit nombre d'Algériens - peut-être vingt - sous le régime de l'internat au milieu de cinquante à soixante Français. Nous couchions dans les mêmes dortoirs et nous mangions dans le même réfectoire. En classe, dans nos jeux, en ville, nous vivions sans violence, ni racisme avoué. Beaucoup d'Algériens des deux communautés peuvent en témoigner. J'en donne pour preuve la lettre d'un ami du lycée, le Dr G. H. M., un Pied-Noir. Cette lettre est datée du 18 février 1956. La voici dans son intégrité:

«Mon très cher ami,

«J'ai appris, par la presse, les malheurs qui ont frappé les tiens et je n'ai pu manquer d'évoquer dans ma pensée, notre courte rencontre à Sidi-Bel-Abbès et ton récit de la fin de notre malheureux ami commun Deluca[1].

Les tragiques événements actuels viennent malheureusement confirmer nos vues d'il y a bientôt trente ans : rien de solide n'est bâti sur l'injustice.

Comme toi - tu le comprends mieux que quiconque - je souffre de voir notre pays natal à feu et à sang, nos amis musulmans et non musulmans s'entre-déchirer.

Tout cela parce que des intérêts particuliers puissants ont entretenu là-bas le régime des promesses non tenues.

J'espère cependant que Dieu le Tout-Puissant et le Miséricordieux nous donnera la Paix dans la Justice et dans la Fraternité des hommes, que le sacrifice de ceux qui sont morts pour lutter contre la haine et

1. Deluca, maire de Sétif, tué lors des émeutes du 8 mai 1945. C'était un libéral, ami des indigènes.

l'injustice n'aura pas été inutile et que nous verrons, l'un et l'autre, s'installer, vivre et prospérer, cette communauté Franco-Musulmane pour laquelle au temps de notre jeunesse nous luttions côte à côte[1].

je te quitte, ami, sur ces mots d'espoir, en te disant toute ma peine des deuils qui te frappent et en te donnant une chaleureuse et affectueuse accolade.»

Et les Dr M. n'étaient pas l'exception! Quant au corps enseignant, rares sont les professeurs qui nous ont témoigné de l'hostilité ou qui ont fait preuve de haine raciale à notre égard. Cela est aussi un fait positif.

Plus tard, aux facultés d'Alger, un grand problème se posait aux étudiants musulmans: celui du logement. Il est vrai que beaucoup de ménages français ne voulaient pas héberger des étudiants musulmans. Par contre, certaines familles ne faisaient aucune distinction.

Personnellement, j'ai habité chez les Laurent, rue Roland de Bussy; chez les Turin, rue Daguerre; chez Madame Charles, rue de Gueydon, chez les Gonzalés, rue Michelet. Aucun problème ne s'est posé ni pour eux ni pour moi. Je puis dire que ces ménages de Français nous considéraient comme des hommes au même titre que leurs propres enfants.

Les Laurent, les Turin et autres Français d'Algérie traduisaient une réalité sociale évidente, une évolution indéniable des rapports de colonisateur à colonisé.

Le milieu estudiantin n'était pas mauvais. Beaucoup d'étudiants pieds-noirs étaient nos amis. Je ne dis pas qu'il n'y avait pas parmi eux quelques brebis galeuses. Mais, d'une manière générale, l'atmosphère était sereine. Personnellement, j'ai conservé, de mes années de Faculté, un certain nombre d'amis français. En pleine guerre d'Algérie, ils m'ont manifesté leur attachement.

L'enseignement était de la plus haute qualité. L'université d'Alger comptait parmi les plus belles universités de France. Nos professeurs ne nous demandaient qu'une seule chose : le travail.

Je ne connais pas un seul étudiant musulman qui ait été brimé à cause de sa race. J'en parle en toute connaissance de cause, puisque j'ai présidé durant six années consécutives de 1926 à 1932, l'association des étudiants musulmans d'Alger.

1. Le médecin militaire M. militait dans «La Jeunesse chrétienne.»

C'est cette attitude qui a prévalu, chez M[gr] Duval et chez les libéraux. Ils se sont battus pour la faire valoir. J'ai déjà cité le D[r] Pierre Chaulet et son regretté père, Alexandre Chaulet, ces chrétiens pour qui «l'amour du prochain» n'était pas un vain mot: Pierre Popie, Pierre Roche, les animateurs de la revue «Amitiés Algériennes». Leurs relations musulmanes sont Lamine Khène, Omar Lagha, Kadache, Salah Louanchi, etc.

Le groupe «Conscience Maghrébine» du Professeur Mandouze et Malan est aussi important. Germaine Tillion se consacra à l'action sociale. Elle groupa un noyau de jeunes Algériennes des deux confessions, Nelly Forget, Rachel Jacquet, Chafika Meslem.

D'autres hommes, ceux-là mêmes qui invitèrent Albert Camus à venir parler à Alger, œuvrèrent pour limiter les pertes humaines. Ce sont les Poncet, les Simounet, les Chariot, les Miquel, les de Maisonseul. Ils pensèrent qu'un Algérien, de modeste origine comme Camus, pouvait être utile à son pays. Et de fait, il vint prêcher la «trêve civile».

Nous étions nombreux, ce dimanche 22 janvier 1956, au «Cercle du Progrès» aux côtés d'un écrivain de renommée mondiale. Nous tentions de rétablir le dialogue autour d'un thème auquel les tristes événements du 20 août nous avaient sensibilisés.

Albert Camus prit la parole pour développer une idée simple, à la portée de tous:

«De quoi s'agit-il? s'interrogea-t-il. *D'obtenir que le mouvement arabe et les autorités françaises, sans avoir à entrer en contact, ni à s'engager à rien d'autre, déclarent simultanément que pendant toute la durée des troubles la population civile sera en toute occasion respectée et protégée.*

«Pourquoi cette mesure? La première raison sur laquelle je n'insisterai pas beaucoup est, je l'ai dit, de simple humanité. Ensuite, si sombre qu'il soit, l'avenir algérien n'est pas encore tout à fait compromis. Si chacun, Arabe ou Français, faisait l'effort de réfléchir aux raisons de l'adversaire, les éléments, au moins, d'une discussion féconde pourraient se dégager.

«Mais si les deux populations algériennes, chacune accusant l'autre d'avoir commencé, devaient se jeter l'une contre l'autre dans une sorte de délire xénophobe, alors toute chance d'entente serait définitivement noyée dans le sang.

«Il se peut, et c'est notre plus grande angoisse, que nous marchions vers ces horreurs. Mais cela ne doit pas, ne peut pas se faire, sans que ceux d'entre nous, Arabes et Français, qui refusent les folies et les destructions du nihilisme, aient lancé un dernier appel à la raison...

«Mais il y a aussi une communauté de l'espoir qui justifie notre appel. Cette communauté est assise sur des réalités contre lesquelles nous ne pouvons rien. Sur cette terre sont réunis un million de Français établis depuis des siècles, plusieurs communautés religieuses, fortes et vivantes. Ces hommes doivent vivre ensemble, à ce carrefour de routes et de races où l'histoire les a placés. Ils le peuvent, à la condition de faire quelques pas les uns au-devant des autres dans une confrontation libre...»

A ces paroles d'apaisement, la foule des petits Français d'Algérie, groupée sur la place du gouvernement, (groupée par qui ?) trompée par des «salopards», faisait entendre des cris de haine; «Camus à mort», «Mendès au poteau» !

Cependant le FLN était là pour démontrer, par sa présence, que la guerre qu'il faisait n'était qu'un moyen pour se faire entendre. Lebjaoui, Chentouf, Ouzzegane, Amrane, Àïchoune se sont engagés à soutenir toute décision susceptible d'humaniser le conflit. D'autres, par leur présence, réclamaient le respect de la femme, de l'enfant, du vieillard: Aziz Kessous, le Dr Khaldi, l'abbé Tissot, moi-même.

Par quelle aberration les rapatriés veulent-ils, aujourd'hui encore, nous rendre responsables de leur exode ? Aucun de nous, ni Camus, ni les gens de l'Eglise, ni les libéraux, ni les maquisards n'ont pensé un seul instant que l'Algérie allait se vider de ses habitants français. Cet exode résulta d'un enchaînement de violences déclenchées à contre-courant, par des Français d'Algérie eux-mêmes. Des fascistes, des soldats perdus, des racistes congénitaux, des «bouffeurs d'Arabes», se donnèrent la main pour ruiner les dernières chances des populations européennes, dans une Algérie nouvelle.

Mgr Duval fut étranger à cette entreprise. Il a droit, non pas à la haine des Français d'Algérie, mais à leur estime et à leur respect. Le comprendront-ils un jour ?

À côté des Turin, des Laurent, des Gonzalés et de tant d'autres Français rencontrés dans les villes et dans le bled, il y avait les autres, les potentats, les censeurs de l'opinion publique, ceux qui avaient

pignon sur rue, gros comptes en banque. Et il y avait les «moutons» devenus loups qu'ils lâchaient aux trousses des Algériens.

Que représentait l'Algérie pour ces possédants ? Un «domaine privé», géré par eux et pour eux. Un homme comme Henri Borgeaud, capable d'entretenir un lobby à Paris, assez fort pour renverser un gouvernement et chasser un gouverneur, pouvait-il s'abaisser à édifier une Algérie avec les Arabes? Quelle optique de l'avenir pouvait-il avoir en dehors de celle de gagner de l'argent, de l'investir et de le dépenser ? Son journal pouvait-il exprimer autre chose que la satisfaction de lui-même, de sa réussite, de sa puissance ? Était-il qualifié pour parler au nom du Pied-Noir besogneux de Bab El Oued et de Belcourt ? Ou de parler au nom de nos populations ?

La remarque est valable pour De Sérigny. Appartenant à la «noblesse chevaline» il hennissait chaque matin son chapelet de haine quotidienne sans se rendre compte, tant son orgueil était grand, qu'il détruisait systématiquement ce qu'il voulait défendre.

À l'Est, les frères Morel de la «Dépêche de Constantine» accomplissaient la même besogne. En jetant de l'huile sur le feu, ils pensaient que celui-ci n'atteindrait que les masses musulmanes.

Les historiens écriront un jour que «l'Algérie française» a basculé dans le vide parce que, conçue pour les «Européens», elle s'est refusée à se reconvertir au profit de tous. Si les pieds-noirs considéraient l'Algérie comme leur patrie, comment pouvaient-ils nous refuser de la revendiquer comme la nôtre?

Les masses musulmanes n'ont pas eu peur de vivre avec la France chrétienne. Pourquoi les Français d'Algérie auraient-ils eu peur de vivre dans une Algérie à majorité musulmane? Nous n'étions plus au temps de la piraterie ni des guerres de religion. Le monde moderne tend vers son unité. Les moyens d'information sont énormes.

Le 10 mars 1969, le colonel Boumédiène, le moins disposé en faveur des Français, faisait au «Nouvel Observateur» la déclaration suivante:

«Nous avons perdu deux millions d'Algériens: un million de morts et un million de rapatriés.»

Par cette formule frappante, il montrait que l'Algérie considérait les pieds-noirs comme ses enfants.

Un million d'hommes pouvait s'imposer, se faire valoir, travailler au bien commun. Les riches propriétaires qui n'avaient rien à

perdre parce qu'au départ, ils emportaient leurs richesses, ont semé l'épouvante dans leurs cœurs, noirci le tableau, détruit les conditions d'une vie commune.

En niant le caractère multiracial de notre pays, les irréductibles ont donné un semblant d'authenticité à un slogan sorti des officines policières : la valise ou le cercueil.

Certes, le cercueil pour le régime colonial, mais pas assurément pour les Européens qui furent nos voisins, et souvent nos amis.

Ceux qui ont joué le statu quo colonial ont voulu vivre et mourir en «grands seigneurs» des temps anciens. Ils ont perdu. Dans le contexte de la décolonisation, cette défaite était prévisible. Elle était normale et souhaitable.

Ce qui l'est moins, c'est l'appui qu'ils trouvèrent auprès de l'armée française. Les généraux et les officiers qui ont opéré en Algérie n'avaient pas d'intérêts particuliers à défendre, sinon une promotion inespérée. Beaucoup d'entre eux ont été épouvantés par le degré de misère de certains fellahs, de certaines régions. De la même manière, ils ont été offusqués par les richesses que détenaient certains Français d'Algérie.

Cette armée pouvait arbitrer. Le maréchal Leclerc a failli le faire en Indochine. Elle ne le fit pas en Algérie. Elle renforça l'arbitraire au nom d'un slogan : «Nous voulons garder l'Algérie à la France !»

Mais l'Algérie avait-elle jamais été à la France ? N'était-elle pas déjà sous la domination de Borgeaud, de Giatien Faure et autres marchands de vins, d'agrumes et de blé, pour qui la France n'était plus qu'une vieille nation lointaine ?

Passons sous silence les années terribles de la conquête. Arrivons à l'organisation du pays. Après 1847, elle est confiée aux «bureaux arabes», c'est-à-dire aux militaires. Immédiatement, entre militaires et civils, rien ne va plus. Les militaires sont là pour aider les populations vaincues à vivre. Les civils sont arrivés pour spéculer, dépouiller, s'enrichir. Et c'est le conflit.

Les civils finiront par imposer leur point de vue. Au nom de la politique dite du «rattachement», les bureaux arabes seront supprimés et l'Algérie administrée de Paris, par le ministre de l'Intérieur. Alors, peut-on se demander, est-ce l'intégration?

Il n'en sera rien! Au fur et à mesure que la Colonie prend de l'importance, que le peuplement civil devient conséquent par l'apport des Italiens, des Espagnols, des Maltais, des ouvriers des Arsenaux de France, des Alsaciens expatriés en 1871, l'Algérie française descend dans la rue et manifeste contre l'intégration. Elle prend prétexte de son antisémitisme pour conspuer les autorités françaises.

L'agitation ne s'arrêtera que le jour où les colons obtiendront certaines franchises, c'est-à-dire pratiquement le droit à une autonomie, partielle et limitée à leurs intérêts.

Pendant que la France garde à sa charge les dépenses militaires, la colonie s'érige en «État algérien» avec sa monnaie, ses finances, son budget propre où les dépenses pour les musulmans sont réduites à la portion congrue.

Un caricaturiste a représenté cette situation par un dessin objectif. On voit l'Algérie musulmane sous la forme d'une vache, donner son lait aux derniers venus, pendant que la France immobilise l'animal en lui tenant les cornes.

On nous dira que les gros colons furent de bons financiers et qu'ils préparèrent la prospérité de l'Algérie.

Mais ils édifièrent une «Algérie» à eux, pas celle de tous. *«Les Arabes n'ont pas les mêmes besoins que nous»* disaient-ils. Et puis : *«Nous les aimons bien!...»*

Cette réussite fait naître chez eux un séparatisme latent, de tendance «sudiste». Si la France n'absorbait pas leur production et si le danger arabe n'était pas permanent, la «sécession» était dans leurs vœux.

Un fait mérite d'être cité. Le 2 juin 1940 l'armée allemande était aux portes de Paris. Mais à Alger, quels sont les soucis de M. Morel, rapporteur de la commission des finances des Délégations Financières? Il va nous le dire:

«Il faut compter avec l'esprit de la loi de 1900. Les auteurs de cette loi ont voulu nous doter d'un budget d'État, le budget de l'État algérien... En établissant le budget comme il nous est désormais prescrit de le faire, ce sera sur la base certaine de résultats financiers acquis que s'effectuera le travail. Dès lors, les Délégations auront quelques chances supplémentaires de rendre plus clément le "droit de regard" que le pouvoir central et le Parlement se sont réservé et qu'ils exercent, d'année en année, d'une façon qui met à l'épreuve et notre

amour-propre et le sentiment profond que nous avons tous de l'intangibilité des franchises algériennes.»

Une telle pensée aurait pu rester étrangère à un patriote Français. On ne peut s'empêcher de rappeler à M. Morel, gros propriétaire terrien, patron de la «Dépêche de Constantine», que la France, ce 2 juin 1940, avait d'autres chats à fouetter que de s'occuper du respect de *l'autonomie financière* de l'État algérien.

Faisons remarquer encore qu'au Parlement les députés colons de l'Algérie (les musulmans ne sont pas représentés) seront présents pour faire respecter le budget de l'Algérie établi à Alger.

Pour maintenir les privilèges de l'européen sur le musulman, on a interdit à ce dernier de bénéficier de la loi commune. Déshabillé depuis 1830, l'Algérien ne pouvait rester éternellement nu. La citoyenneté française lui ayant été refusée, pour couvrir sa nudité, il a cherché un autre vêtement. Il l'a trouvé dans la citoyenneté algérienne et l'indépendance de son Pays.

Qui peut l'en blâmer? Surtout lorsqu'il s'agit d'un droit naturel.

En juin 1955, quand le général Lorillot remplace le général Cherrière à la tête de la Xe Région militaire, il s'en prend, comme le fit M. Morel, au pouvoir central. Aucune mention des multiples servitudes qui pèsent sur l'Algérie musulmane, ni des prétentions des Morel de vouloir continuer la gestion d'un bien commun, à leur seul profit. Rien de ce qui est essentiel! Rien des causes du drame n'effleure la pensée du général.

«On *nous a fait,* déclara-t-il, *le coup de l'Indochine. Peut-être ne pouvait-on pas faire autrement. Je n'en sais rien. On nous fait le coup de la Tunisie, où il n'y avait que 3000 fellaghas, qui, quelques jours plus tard, auraient mis bas les armes. On nous fait le coup du Maroc. On ne nous fera jamais le coup en Algérie, je vous le jure. Dites-le bien à Paris!»*

Quel gâchis! En 1955, il faut encore «pacifier» l'Algérie, faire courber la tête à dix millions d'habitants et les humilier devant leurs «maîtres». Ce n'est plus une mission, mais une mauvaise action. «Mater» les Arabes, pour le profit de qui?

Après le maréchal Bugeaud, les Généraux Cherrière et Lorillot. Après la conquête meurtrière, le colonialisme mercantile. Nous ne voyons aucune porte de sortie. La France nous a-t-elle condamnés, une fois pour toutes, à subir la loi du plus fort ?

Un officier supérieur est, généralement, un homme cultivé. Depuis la dernière guerre, il a acquis le droit de participer à la vie publique. C'est toujours un soldat. C'est aussi un citoyen.

Le métier des armes ne devrait pas tarir les qualités du cœur et de la raison. Entre une cause juste et une cause injuste le choix est possible. Les militaires sont sur le terrain. Ils voient ce que les gros colons n'ont pas voulu voir: la misère des uns et l'opulence des autres. Le général Massu arrivera à dire - ce qui est vrai - : *«Comment voulez-vous que se sentent Français des gens qui se nourrissent de glands et d'herbes?»* Et, alors, où est la solution mon général? Dans la torture et la fosse commune, sans doute?

L'Algérie française a été mal conçue. On ne construit rien de durable sur l'injustice. L'édifice était en déséquilibre constant. Il n'est pas étonnant qu'il se lézarde avant de s'écrouler.

Et ce n'est pas l'armée française, avec sa pacification, qui pouvait la reconstruire.

Au cours d'une longue conversation que j'ai eue avec le maréchal Juin, un an avant les événements du 1er Novembre, mon interlocuteur finit par admettre, qu'à ma place, il se comporterait de la même manière que moi.

À la vérité, une sorte de malédiction semble peser sur notre pays. L'Algérie n'a pas de chance. Elle n'en a jamais eu. Les choses les plus simples se compliquent à dessein et deviennent, par la malignité des hommes, des problèmes insolubles.

Depuis les «bureaux arabes», la France a eu les mains libres pour répandre en milieu musulman sa langue, sa culture, les sciences modernes. À partir de l'occupation de la Tunisie et du Maroc, elle eut la responsabilité d'un bloc de 20 millions de musulmans dont elle pouvait faire «les musulmans les plus évolués du monde».

Les maquisards de 1954, les Krim, les Didouche, les Ben M'hidi, les Khider, les Ben Bella, n'ont pas refusé d'aller à l'école, de s'instruire, d'occuper des fonctions publiques, de s'associer à la transformation de leur pays, de partager les responsabilités du Pouvoir.

Cette promotion leur a été interdite. On peut se permettre une comparaison. Comment les Berbères du VIIIe siècle seraient-ils devenus musulmans si l'Islam ne leur avait pas été enseigné à profusion?

La France n'a préparé, en l'Algérie, ni l'union, ni l'association, ni l'émancipation, mais seulement une place inconfortable pour les vaincus.

Si les généraux, qui ont opéré chez nous de 1954 au 19 mars 1962, avaient remis leurs épées au fourreau en exigeant *«le changement avant la répression»*, le dialogue aurait été rétabli avec les forces en présence. Et peut-être la guerre aurait-elle pu être arrêtée.

Les colonels et les généraux ont pris fait et cause pour les «hobereaux» responsables de la colère populaire. Ils se sont assis à leur table, ont bu leur vin et écouté leurs sottises et leurs calomnies. Et pendant plus de sept ans et demi, ils nous ont sabrés, ratissés, torturés, sans se rendre compte qu'ils passaient à côté du vrai et seul problème: la liberté de l'Algérien, chez lui, en Algérie.

Au début de l'année 1955, j'avais reçu d'un haut fonctionnaire du Gouvernement général une carte de bons vœux. Je lui fis la réponse suivante: «*Ferhat Abbas* vous *remercie et vous assure de sa ferme volonté de construire une Algérie nouvelle avec la France démocratique et les Français dAlgérie pour le bonheur de tous.*»

C'était, à cette époque, le vœu de beaucoup d'Algériens et même des maquisards. Mais après tout ce que je viens de rappeler, où trouver une France assez démocratique pour admettre, sans tricher, la démocratie en Algérie? Où trouver des Français en Algérie assez libéraux et ayant une claire vision de l'avenir, pour renoncer à leurs préjugés de race et de religion et construire avec nous une Algérie nouvelle?

Nous étions seuls. Nous sommes restés constamment seuls. Nous avons vécu dans le mépris et la méfiance. Les conceptions surannées de l'ère coloniale pesaient sur nous. Personne ne nous a tendu une main loyale.

Nous cherchions un Lafayette, messager de la liberté. Nous n'eûmes droit qu'à des Cavaignac.

Certains officiers ont été plus humains que d'autres. C'est certain. Ils n'étaient pas loin de partager notre indignation et notre révolte. Le général de Bollardière s'insurgea contre l'usage de la torture, contre la répression aveugle. Dans les SAS, d'au très officiers se sont appliqués à défendre honnêtement les populations placées sous leur autorité. Des instituteurs ont enseigné, des médecins ont soigné. Cette résurrection des «bureaux arabes» relevait, pour le moins, de la non-violence.

Parmi les soldats du contingent, beaucoup écrivirent à leurs parents et leur firent part de ce qu'ils venaient de découvrir : la condition de l'indigène et sa misérable place dans un prétendu «département français». Les cahiers de «Témoignage Chrétien» dénoncèrent la mystification du rétablissement de l'ordre sans autre objectif que celui du retour aux errements du passé.

On se rappelle que ces mêmes soldats du contingent eurent une attitude courageuse lors du putsch des généraux, en avril 1961. On peut dire qu'ils contribuèrent à sauver la V[e] République. Ils renforcèrent les chances de la paix. Nos maquisards en ont tenu compte. Souvent, se trouvant en leur présence, ils ont renoncé au combat. Une sorte de trêve tacite et réciproque était ainsi observée.

Indirectement ou directement, le combat des Algériens recevait une aide précieuse. La situation se clarifiait à notre avantage.

Personne n'était cependant capable d'imposer la fin des combats. La négociation avec ceux qui se battaient était un sujet tabou. Un sacrilège. Il fallait négocier avec les hommes de *«l'Écho d'Alger»*.

De mois en mois, d'année en année, la guerre s'installe. Elle est à la fois dans le nombre de morts de chaque jour et davantage dans l'évolution des esprits. Les «forces de l'ordre» deviendront, par les renforts qu'elles reçoivent, un véritable corps expéditionnaire gros de 500 000 hommes.

L'Armée française ne néglige aucun secteur. Elle crée un barrage électrifié aux frontières pour isoler le pays. Elle recrute des «goums» et des «harkis», contracte des alliances avec le MTLD-MNA, intoxique, par sa guerre psychologique, le moral du peuple et celui des maquis.

Ce radicalisme dans l'absurde a pour contrepartie la radicalisation de la résistance populaire. Si l'Algérie musulmane répugnait à une révolte du même type que celle de 1871 ou de 1881, par contre elle accepta la guérilla, plus adaptée à la destruction de l'ordre établi. Les puissants moyens utilisés par l'armée française la contraignirent à sortir de sa réserve. Car l'Armée écrase tout sur son passage. Elle considère que tout Arabe est un «fellagha» en puissance. Et plus elle le considère comme tel, plus il le devient. Réellement.

Le peuple a compris la grandeur de l'aventure.

Le Président Hô Chi Minh a emprunté aux lois de la jungle l'image d'une guerre populaire contre une armée de métier: *«C'est le combat,* dit-il, *du tigre et de l'éléphant. Si jamais le tigre s'arrête, l'éléphant le transpercera de ses puissantes défenses. Seulement le tigre ne s'arrête pas et lentement, l'éléphant mourra d'épuisement et d'hémorragie.»*

L'image se vérifia au cours de la guerre d'Indochine. Elle ne correspondait pas exactement au combat de l'ALN. Il ne pouvait être question pour nos maquis de tuer l'éléphant. Ils n'en avaient pas les moyens. Mais, en essayant de se débarrasser du «tigre» algérien, «l'éléphant» français posa ses lourdes pattes sur des fourmilières. Il rendit folles et dangereuses des myriades de fourmis qui envahirent le champ de bataille, protégeant le tigre, le nourrissant, le cachant, le renseignant, renforçant son style de lutte; ce fut l'alliance des fourmis et du tigre. Entre le peuple et l'ALN, la symbiose, la solidarité se réalisa.

Le vieillard, la femme, l'enfant, eux-mêmes s'offrent et se sacrifient. L'engagement est partout, à l'échelle nationale. Plus l'armée française frappe, plus le peuple se raidit. Et plus la victoire des militaires s'éloigne.

Le commandant Monteil avait averti le Gouverneur général Soustelle. Après le 20 août 1955 et la terrible répression qui s'ensuivit, le commandant écrit dans la revue «Esprit» :

«Jusqu'ici rien n'a été proposé qui dépasse le couplet traditionnel sur 'les foules musulmanes fanatisées". *Alors que la vraie raison d'une pareille explosion de haine n'est autre que le choc en retour des exactions commises et des humiliations subies: le moment est venu où plus personne ne peut les supporter.»*

Le commandant disait vrai. La machine répressive est la seule qui soit en marche. Les ordres viennent d'en haut. Un télégramme officiel adressé à l'armée prescrit que *«toute éclosion rébellion nouvelle doit entraîner aussitôt, d'une part, action brutale contre bandes rebelles et, d'autre part, sanction contre complices en vertu responsabilité collective».*

De telles instructions n'ont pas besoin de commentaire. On est certain que les militaires, les Paras, la Légion Etrangère l'exécuteront et feront payer cher, à la population civile, les embuscades de l'ALN.

Pour l'heure, la seule paix possible est celle des cimetières.

VI

L'ALGÉRIE S'INSTALLE DANS LA GUERRE

Les colons restent hostiles à tout changement

Le Congrès de la Soummam

Il faut éviter de s'enliser dans la guerre.

Général JOUHAUD

Maintenant tout est changé et, en dépit du recours aux armes qui n'est pas l'essentiel et ne peut être que provisoire, la conscience politique emprunte d'autres chemins, agit sur des masses jusqu'ici indifférentes ou négligées, rattrape le temps perdu et donne au problème algérien une audience jamais égalée.

Mostefa LACHERAF
Algérie : Nation et Société

Le Président Mendès France avait été renversé sans qu'il ait pu faire quoi que ce soit pour l'Algérie. Le Président Edgar Faure avait réglé le problème marocain en négociant le retour de Sa Majesté Mohammed V sur son trône. Il confirma M. Soustelle dans ses fonctions de Gouverneur général de l'Algérie, mais, ne fit rien pour arrêter la guerre. Le Président Guy Mollet, contesté et hué par les Français d'Algérie, abandonna son programme axé sur la «paix en Algérie». Le général Catroux, qui devait succédei à M. Soustelle, fut contraint de donner sa démission. Il fut remplacé par Robert Lacoste qui s'installa au Palais d'Été sans bruit, à pas feutiés.

Les élections législatives de janvier 1956, n'apportèrent donc aucun changement. Je le répète: nous avions sérieusement pensé qu'une grande nation comme la France, pouvait décoloniser sans accumuler derrière elle les ruines, les regrets et les larmes.

Le Président Hô Chi Minh a emprunté aux lois de la jungle l'image d'une guerre populaire contre une armée de métier: *«C'est le combat,* dit-il, *du tigre et de l'éléphant. Si jamais le tigre s'arrête, l'éléphant le transpercera de ses puissantes défenses. Seulement le tigre ne s'arrête pas et lentement, l'éléphant mourra d'épuisement et d'hémorragie.»*

L'image se vérifia au cours de la guerre d'Indochine. Elle ne correspondait pas exactement au combat de l'ALN. Il ne pouvait être question pour nos maquis de tuer l'éléphant. Ils n'en avaient pas les moyens. Mais, en essayant de se débarrasser du «tigre» algérien, «l'éléphant» français posa ses lourdes pattes sur des fourmilières. Il rendit folles et dangereuses des myriades de fourmis qui envahirent le champ de bataille, protégeant le tigre, le nourrissant, le cachant, le renseignant, renforçant son style de lutte; ce fut l'alliance des fourmis et du tigre. Entre le peuple et l'ALN, la symbiose, la solidarité se réalisa.

Le vieillard, la femme, l'enfant, eux-mêmes s'offrent et se sacrifient. L'engagement est partout, à l'échelle nationale. Plus l'armée française frappe, plus le peuple se raidit. Et plus la victoire des militaires s'éloigne.

Le commandant Monteil avait averti le Gouverneur général Soustelle. Après le 20 août 1955 et la terrible répression qui s'ensuivit, le commandant écrit dans la revue «Esprit» :

«Jusqu'ici rien n'a été proposé qui dépasse le couplet traditionnel sur 'les foules musulmanes fanatisées". *Alors que la vraie raison d'une pareille explosion de haine n'est autre que le choc en retour des exactions commises et des humiliations subies: le moment est venu où plus personne ne peut les supporter.»*

Le commandant disait vrai. La machine répressive est la seule qui soit en marche. Les ordres viennent d'en haut. Un télégramme officiel adressé à l'armée prescrit que *«toute éclosion rébellion nouvelle doit entraîner aussitôt, d'une part, action brutale contre bandes rebelles et, d'autre part, sanction contre complices en vertu responsabilité collective».*

De telles instructions n'ont pas besoin de commentaire. On est certain que les militaires, les Paras, la Légion Étrangère l'exécuteront et feront payer cher, à la population civile, les embuscades de l'ALN.

Pour l'heure, la seule paix possible est celle des cimetières.

VI

L'ALGÉRIE S'INSTALLE DANS LA GUERRE

Les colons restent hostiles à tout changement

Le Congrès de la Soummam

Il faut éviter de s'enliser dans la guerre.
Général JOUHAUD

Maintenant tout est changé et, en dépit du recours aux armes qui n'est pas l'essentiel et ne peut être que provisoire, la conscience politique emprunte d'autres chemins, agit sur des masses jusqu'ici indifférentes ou négligées, rattrape le temps perdu et donne au problème algérien une audience jamais égalée.
Mostefa LACHERAF
Algérie : Nation et Société

Le Président Mendès France avait été renversé sans qu'il ait pu faire quoi que ce soit pour l'Algérie. Le Président Edgar Faure avait réglé le problème marocain en négociant le retour de Sa Majesté Mohammed V sur son trône. Il confirma M. Soustelle dans ses fonctions de Gouverneur général de l'Algérie, mais, ne fit rien pour arrêter la guerre. Le Président Guy Mollet, contesté et hué par les Français d'Algérie, abandonna son programme axé sur la «paix en Algérie». Le général Catroux, qui devait succéder à M. Soustelle, fut contraint de donner sa démission. 11 fut remplacé par Robert Lacoste qui s'installa au Palais d'Été sans bruit, à pas feutiés.

Les élections législatives de janvier 1956, n'apportèrent donc aucun changement, je le répète: nous avions sérieusement pensé qu'une grande nation comme la France, pouvait décoloniser sans accumuler derrière elle les ruines, les regrets et les larmes.

Dans cette optique, dès 1946, *l'UDMA, qui comptait 11 députés sur 13 à la 2e Assemblée Constituante, crut nécessaire de déposer un projet de loi portant création de la République Algérienne.* Nous pensions qu'il était urgent d'ouvrir de nouvelles voies pour éviter le pire.

Dans ce projet elle fit, en toute objectivité, d'importantes concessions. Ainsi, pour rassurer les Français de France les moins disposés à notre égard, et prouver notre bonne foi et notre réalisme, nous avions accepté que la *Défense nationale et les Affaires étrangères restent communes aux deux Républiques.* En d'autres termes, nous nous contentions de l'autonomie interne.

Quant aux Français d'Algérie, dont les craintes étaient prévisibles, nous leur avions assuré des garanties de trois ordres:

1° Le maintien de la double citoyenneté. Cela voulait dire qu'un Algérien, de toute origine, était Français en France et qu'un Français était algérien en Algérie.

2° Le maintien du double collège pendant une période de vingt ans. Le collège unique ne devait être institualisé que progressivement et sans heurts.

3° Le partage, à égalité, des responsabilités et des postes ministériels pendant la même période de vingt ans.

Vingt ans! Un enfant, celui d'un Ortiz ou d'un Lagaillarde avait le temps de naître, de devenir un homme et de vivre avec nos enfants autrement que n'avaient vécu ses parents avec nous.

Nous n'avons paséte pris au sérieux. Je me souviens de la réflexion que me fit Christian Pineau, en août 1946, et de ma réponse.

« *Vous êtes en avance de 10 ans, M. Abbas*», me dit-il.

«*Je crains que vous ne soyez plutôt en retard de 10 ans*», répondis-je.

Le fait est que l'opinion publique nous fit un procès d'intention. Le Président du Conseil, Georges Bidault, fit appeler en consultation le Gouverneur général Yves Chataigneau et lui ordonna de ne plus nous laisser revenir à l'Assemblée Nationale.

«*Je ne vois,* lui dit le gouverneur, *qu'un seul homme capable de battre M. Abbas. C'est Hadj-Messali.*»

«*Eh bien, faites-le battre par Hadj-Messali*», ordonna le Président du Conseil français.

C'est dans ces conditions que Messali fut autorisé à rentrer en Algérie et à se présenter à la Première Législative sous un sigle autre que le PPA. Il créa le MTLD.

La même opération avait été faite en Tunisie à l'époque de l'entrée en scène de Bourguiba. Pour diviser les Tunisiens, le régime colonial autorisa le retour en Tunisie, de Ali Bach-Hamba qu'il avait exilé.

Pour ne pas faire campagne contre un parti frère et s'opposer au principe de l'indépendance de l'Algérie, les élus de l'UDMA ne sollicitèrent pas le renouvellement de leurs mandats de députés. Dix ans après, les difficultés se sont accumulées. La France n'avait rien fait de substantiel. Elle en était encore aux solutions héritées du siècle de colonisation. Elle s'était enlisée en Indochine, en Tunisie, au Maroc. En Algérie, elle ne s'inquiéta même pas outre mesure de la non-application de sa propre loi. En défendant l'héritage colonial, elle avait perdu de vue qu'il était la cause du conflit. On ne guérit pas une maladie en fortifiant les germes qui l'ont provoquée.

Les jugements du ministre de l'Intérieur, François Mitterrand, restaient en deçà des réalités coloniales : *«L'Algérie, c'est la France!»*. *«La seule négociation, c'est la guerre !»* Ces sentences supposaient le problème résolu. Or, il ne l'était pas. Quand le sang coule, il n'est plus permis de tricher et de débiter des contrevérités grossières. L'Algérie n'était ni l'Auvergne, ni l'Alsace, ni le Dauphiné. Elle était pour tout le monde une colonie, régie, en ce qui nous concernait, par des lois d'exception.

Le fait que les Français d'Algérie la considéraient comme une «seconde patrie» diminuait la situation des Algériens qui ne pouvaient, eux, se réclamer d'aucune patrie. Ni de l'Algérie, ni de la France.

En mettant l'accent sur le «rétablissement de l'ordre», la France et ses généraux nous donnaient la preuve implicite que le changement restait conjoncturel. Selon que le FLN se maintiendra au combat ou sera détruit, la transformation de l'Algérie sera profonde ou superficielle. Pour nous, cela signifiait que la colonisation voulait survivre.

Coincée entre les puissants intérêts coloniaux et la non moins puissante insurrection algérienne, la France s'est mise à «penser au jour le jour», attendant du hasard la solution miracle.

Or le temps ne travaillait pas pour la colonisation; il travaillait pour nous. Le FLN le mit à profit pour consolider ses positions, tisser ses mailles et s'identifier au peuple tout entier.

Il comprit que c'est par l'union de tous qu'il arriverait à infléchir un régime séculaire, à lui faire abandonner ses préjugés, à l'acculer au respect de l'Indigène, en tant qu'homme et citoyen.

L'essentiel du problème consistait en cette reconversion.

Faut-il rappeler que l'impérialisme colonial ne s'est pas contenté d'exploiter l'Asie et l'Afrique ? Il a surtout inculqué aux Européens la notion de race supérieure. Il est arrivé, par ses conquêtes, à les convaincre que, par-delà les mers, ils pouvaient rétablir un ordre féodal à leur profit et le légitimer par la force des armes.

Si les «va-nu-pieds» débarqués chez nous n'étaient pas devenus de nouveaux riches, imbus de leur supériorité de grands seigneurs invulnérables, le FLN aurait pu négocier avec le Président Guy Mollet. La France comme l'Algérie aurait eu tout à y gagner.

Mais que pouvait faire un Président du Conseil à Alger lorsque les maîtres à penser, les tenants de la grande colonisation terrienne le mettaient en accusation et lui interdisaient de toucher, même d'une main légère, à un domaine réservé? Si le Président du Conseil Français était venu pour rétablir l'ordre colonial et détruire le FLN, il aurait été reçu à bras ouverts.

On nous a laissé entendre que Guy Mollet avait été fortement impressionné par la condition modeste du «petit peuple» qui manifestait contre lui. Or, en Algérie - et il faut bien le souligner - le petit peuple n'avait aucun poids. Il était mal renseigné, ne disposait d'aucun journal honnête et suivait aveuglément les mots d'ordre de *l'Echo d'Alger*, de la *Dépêche Quotidienne*, du *Journal d'Alger* et de la *Dépêche de Constantine*. Son opinion était celle de l'oligarchie financière qui exploitait l'Algérie. Celle-ci fit du prolétariat européen une classe privilégiée par rapport au sous-prolétariat indigène. Ainsi, ce prolétariat lia son sort à celui des gros possédants.

Si le Président Guy Mollet pouvait se tromper, le FLN, lui, était parfaitement informé de cette situation. Il connaissait les manœuvres des possédants et les meneurs de jeu. Il ne lui était pas permis de s'arrêter à des considérations pseudo-sociales qui ne résistaient pas à la plus infime objectivité.

La nécessité de la mission de Ramdane Abane apparut plus clairement. Il était urgent de structurer la ville d'Alger pour contrecarrer les manœuvres des féodalistes d'argent et, le cas échéant, répondre à la force par la force.

Abane était un bon organisateur. Ancien secrétaire de Commune mixte, il avait reçu une solide formation. Il l'a mise au service de la cause.

Sa conception du recrutement était différente de celle pratiquée le 1er novembre 1954. Son idée-force était que le FLN devait devenir un «front» dépassant les cadres de l'équipe qui avait allumé la «mèche». Il devait rassembler tout le peuple, mobilisé pour son indépendance. Les anciens partis devaient céder la place à un grand rassemblement. Le succès était à ce prix.

Il ne négligea rien pour aboutir à cette mobilisation. Jeunes, commerçants, fonctionnaires, ouvriers, étudiants, intellectuels, élus administratifs, policiers, Français d'Algérie, tous ceux qui partageaient nos espérances pouvaient venir au FLN et se rendre utiles.

On a dit que pour rallier tant de monde, les responsables utilisèrent la menace, la peur. On a dit et prouvé que des Algériens avaient été sanctionnés pour avoir fumé, consommé de l'alcool. Que d'autres Algériens, partisans de l'Algérie française, avaient été liquidés.

Le fait est exact. Le bât colonial ne blessait pas uniformément la bête humaine. Plus ou moins, des «indigènes» avaient bénéficié de l'ordre colonial. D'une manière générale, ceux des nôtres qui n'étaient pas pour le FLN, ne croyaient pas à sa victoire. L'insurrection leur paraissait sans lendemain : comment vaincre la France? Le mieux n'était-il pas, alors, de rester ce qu'on était?

Un autre facteur intervenait également. Nos responsables commirent de regrettables erreurs. Souvent, ils ont frappé à tort et à travers, sans discernement, poussant de braves gens dans les bras de l'armée et des autorités françaises. Ce fut le cas de nombreux Algériens, devenus des «Harkis» malgré eux.

Ces bavures restèrent cependant limitées. Malgré les grands moyens dont la France disposait, elle ne put rallier à sa cause que quelques brebis égarées. Elle perdit la confiance du peuple. Par son attitude négative, elle facilita l'emprise du FLN sur l'ensemble du pays.

Abane orienta son action vers quatre objectifs:

1° Recruter des équipes opérationnelles pour l'Algérois afin d'avertir les Français d'Algérie que la guerre menée par l'armée de métier et par le contingent contre nos populations pouvait les atteindre à leur tour dans les villes mêmes.

2° Élargir la base populaire du FLN. À la thèse des colonialistes qui prétendaient que l'ALN était isolée, ne réunissant que des «bandits», que la «rébellion» était localisée dans les Aurès et la Kabylie, il fallait opposer la réalité révolutionnaire de l'Algérie musulmane, c'est-à-dire la vérité. Le cas échéant lui donner des appuis recrutés parmi les Français d'Algérie eux-mêmes.

3° Mettre en chantier la charte du FLN destinée à compléter la déclaration du 1er novembre 1954. Rendre intelligible à l'intérieur comme à l'extérieur, le sens de notre combat. Réunir en Congrès, les responsables des maquis, pour faire discuter cette charte, la faire adopter, et lier les combattants entre eux par un contrat accepté de tous.

4° Renforcer la délégation extérieure pour être en mesure de donner une audience internationale à notre combat. Détruire le mythe d'une Algérie «département français» qui ne correspondait pas au pays réel et qui faussait, à l'extérieur, les données du problème colonial.

Dans le cadre du premier objectif, Abane, avec le concours de Krim et de Ouamrane, forma deux équipes de valeur. La première, celle de Bouchafa, Fettal, Taib Illoul, Ramla, Mohammed Z'Yeux bleus, réunissait une trentaine de militants bien structurés. La deuxième, celle de Yacef Saadi, H'Didouche, Ahmed Chaib, Amar Aïdoune, Ali la Pointe, en comptait autant que la première. Elle était cloisonnée et bien organisée.

À l'heure convenue, les deux équipes deviendront redoutables. Elles seront «l'outil» de la bataille d'Alger.

L'élargissement de la base du FLN découla de l'adhésion des «centralistes», des progressistes et, paradoxalement, des événements du 20 août. La répression eut pour conséquence une prise de conscience collective de l'enjeu des combats.

Le Dr Bendjelloul, député et conseiller général de Constantine, avait perdu son frère, pharmacien à Oued-Zenati, fusillé comme otage à l'instigation des colons.

Cette mort détermina la réaction du député. Les Français, toujours prêts à déformer nos actes et à leur attribuer des causes mesqui-

nés, rattachèrent son comportement à la peur du FLN. À la vérité, le Dr Bendjelloul ne pouvait admettre que les colons soient juges et parties et qu'ils puissent pratiquer, impunément, une justice sommaire. *«Avant que le sang de mon frère ait séché, j'aurai dénoncé l'hypocrisie du système»*, déclara-t-il.

Il réunit à Constantine un certain nombre d'élus. Il s'agissait de ceux que l'administration avait fait élire. Après le 20 août, ces «élus» devaient-ils demeurer des inconditionnels entre les mains du Pouvoir colonial ou rejoindre les positions du FLN? Telle est la question que le député de Constantine se posait.

Après un premier sondage à Constantine qui se révéla favorable, rendez-vous fut pris pour une réunion plus large à Alger, avec les élus de l'Algérois et de l'Oranie.

Le 26 septembre nous nous réunîmes dans une salle du sous-sol, boulevard Baudin, l'actuel boulevard Amirouche. Le programme de réformes du Gouverneur Soustelle était à l'ordre du jour. Un choix s'imposait: fallait-il discuter ces réformes et accepter la pseudo-intégration ou rejoindre les positions du FLN?

Le groupe des élus de l'UDMA - Boumendjel, Francis, Bel Hadj Saïd, Sator et moi-même - déclencha contre les prétendues réformes une offensive de grand style. J'avais retrouvé l'atmosphère de 1942-1943, à l'époque où nous disputions au général Giraud les notables musulmans pour les faires adhérer au «Manifeste».

Les élus mesurèrent la gravité de la situation et le poids de leur responsabilité: ils adoptèrent, à une forte majorité, 61 sur 90, une motion qui deviendra la «motion des 61». Elle s'exprimait ainsi :

«26 septembre 1955

MOTION DE POLITIQUE GÉNÉRALE

«Ce jour 26 *septembre* 1955 *en raison de la gravité des événements que traverse l'Algérie les élus du* 2e *collège soussignés appartenant:*

1° à l'Assemblée Nationale,

2° au Conseil de la République,

3° à l'Assemblée de l'Union Française,

4° à l'Assemblée Algérienne, se sont réunis à l'effet de préciser leur attitude:

Ils tiennent tout d'abord à dénoncer et à condamner formellement la répression aveugle qui frappe un nombre considérable d'innocents, appliquant le principe de la responsabilité collective à une population sans défense.

Ils demandent la cessation immédiate de cette répression et le retour à une conception plus saine et normale des règles de la justice.

Analysant les raisons profondes des troubles actuels, ils affirment solennellement qu'elles sont essentiellement d'ordre politique.

Ils sont ainsi conduits à constater que la politique dite d'intégration, qui n'a jamais été sincèrement appliquée malgré les demandes réitérées des élus du 2e collège, est actuellement dépassée.

L'immense majorité des populations est présentement acquise à l'idée nationale algérienne.

Interprètes fidèles de cette volonté, les élus soussignés croient de leur devoir d'orienter leur action vers la réalisation de cette aspiration.

A cet effet, ils donnent mission impérative à tous leurs parlementaires de défendre cette politique devant toutes les instances parlementaires et gouvernementales qu'elles mettront en face de leur responsabilité.

Ils décident de créer un Comité permanent de coordination de l'action des élus à tous les échelons qui aura pour tâche de suivre l'évolution de la situation politique.»

Avant de se séparer, les élus désignent un comité permanent composé du Dr Bendjelloul, Ould Aoudia, Arzour, Benchennouf, Dr Tamzali, Dr Ahmed Francis et Sator. Ce comité devait veiller à l'application des principes énoncés dans la motion. Me Ould Aoudia, avocat, délégué à l'Assemblée Algérienne, assuma les fonctions de secrétaire général du Comité. Le soir même, une bombe éclatait devant sa villa d'El Biar. Les activistes ne faisaient pas de crédit!

La «motion des 61 » eut plusieurs résultats tangibles. À l'Assemblée Algérienne, les élus du 1er Collège sentirent la gravité de la prise de conscience collective de leurs collègues dont beaucoup avaient été désignés par eux. De son côté, le Gouverneur général Soustelle comprit que le train de réformes préparé par ses soins risquait d'être stoppé. Le mieux était d'ajourner la réunion de l'Assemblée. C'est ce qu'il fit.

Enfin, sur un plan plus élevé, la fable selon laquelle le FLN était réduit à une poignée d'hommes, fable largement diffusée par la presse coloniale, appuyée par les déclarations des élus du 1[er] Collège à l'échelon de toutes les Assemblées, reprises et amplifiées par une large partie de la presse en France, était démentie par les faits. L'opinion internationale s'en trouva mieux informée.

Quoi qu'il en soit, la situation se clarifiait. Elle n'évoluait pas en faveur des formules du passé. «L'intégration» devenait une «case vide». Ce n'était certainement pas M. Soustelle, devenu l'ami des ultras, qui pouvait la meubler. Tout ce qui allait dans le sens des convictions nationales de notre peuple était positif.

Le fait de soustraire à l'administration les élus préfabriqués par elle-même, avec l'appui des «hobereaux» du I[er] Collège, était incontestablement un succès.

Ce revirement spectaculaire eut son influence sur les notables des villes et des campagnes. Il aida aussi à letouffement de la propagande calomnieuse dirigée contre la communauté mozabite, par le pouvoir colonial et le MTLD-MNA. De même, il stoppa la manœuvre destinée à faire appel au «berbérisme» pour diviser les maquis et arrêter leur progression.

Cette propagande orchestrée par le général Olié, commandant civil et militaire de la Kabylie, ne put voir le jour. Même les Berbères naturalisés français et christianisés, comme Maître Ould Aoudia, se solidarisaient avec le Front National.

Quant au MTLD-MNA, Bouchafa se chargea de lui donner un sérieux avertissement en abattant Rihani, son chef de file à Alger.

Même opération à Paris. Tarbouche Mourad s'employa à remettre de l'ordre en milieu algérien. Il démystifia l'entreprise du MTLD-MNA qui était arrivée à faire croire que l'insurrection était son œuvre. Il envisagea même de liquider Messali lui-même. Boudiaf l'en empêcha.

En 1957, Lebjaoui fut envoyé en mission à Paris. Tarbouche avait été arrêté et remplacé par un comité composé de Salah Louanchi, Foudil Bensalem, Mechati Mohammed, Ahmed Doum et Guerras Abderrahmane. Ce comité fut arrêté à son tour, à l'exception de Louanchi qui se trouvait à Alger.

Lorsque Lebjaoui arriva, la situation était précaire. Il constitua un nouveau comité composé de Ahmed Boumendjel, Salah Louanchi,

Adnani et Ahmed Taleb. Ils se mirent au travail. L'objectif était de tout remettre en place, de structurer les régions de France et d'arracher au MTLD-MNA les commerçants et travailleurs Algériens. Ils l'auraient sans doute atteint s'ils n'avaient pas été trop prématurément arrêtés, pour la plupart d'entre eux, par la police française.

Les étudiants et leur association, l'UGEMA, reçurent un souffle nouveau. Avec le concours de Boulahrouf, Lebjaoui réunit les responsables de l'association et leur expliqua la politique et la tactique du FLN. Il y avait là Chérif Sahli, Redha Malek, Mohammed Harbi, Benhabylés, Mohammed Khemisti, Bellaouane.

La grève des huit jours permit de supplanter le MTLD-MNA. Celui-ci, pour faire croire à son influence, avait prescrit une grève de trois jours. Mais la grève dura bel et bien huit jours, comme le voulut le FLN. Aux yeux des autorités françaises, la preuve venait d'être faite que le FLN était son seul adversaire et que son audience était réelle.

Méthodiquement et courageusement, les uns et les autres arrachèrent la Fédération MTLD de France au MNA. Ils la transformèrent en une sorte de VIIe Wilaya du FLN.

En dehors de son action politique, son rendement sur le plan financier fut considérable. Sa contribution annuelle fut aussi importante que celle de tous les États arabes réunis.

Abane et particulièrement Ouamrane apprécient la collaboration des éléments français. Les chrétiens et les libéraux ne posent pour le FLN aucun problème particulier. Les libéraux prêchent la réconciliation. Ils publient même des journaux : «Libéraux d'Algérie», «l'Espoir».

Parmi les chrétiens, le type le plus représentatif est sans conteste le Dr Pierre Chaulet. Ce jeune médecin ne se contente pas des formules superficielles. Il pose le problème en fonction du choix de l'heure : *«Je ne suis pas,* dit-il *un Français qui aide les Algériens. Je suis un Algérien qui contribue à bâtir la nouvelle Algérie au même titre que les masses populaires. La colonisation est morte. Ce qui reste, c'est un pays où je veux continuer à vivre. Il ne s'agit pas pour moi de tuer, mais de soigner et d'unir.»*

Ce langage pouvait être celui de la majorité des Européens d'Algérie.

Quelques mois après, un autre Algérois, M. Jacques Chevallier, maire d'Alger, ancien ministre du gouvernement Mendès France, avait évolué. 11 tenait des propos voisins. En 1956, lors d'un entretien avec Lebjaoui, l'ancien ministre s'expliqua en ces termes:

«A *Alger, notamment, je voudrais pouvoir arrêter les attentats, le terrorisme. La guérilla urbaine fait des victimes innocentes, des deux côtés d'ailleurs. Si vous acceptiez de la stopper, je vous promets, moi, de faire tout ce qui est en mon pouvoir pour que la répression ne s'abatte plus, de manière aveugle et systématique, sur les musulmans comme je sais qu'elle le fait. Il faut stopper cet enchaînement.*

«Il faudrait faire d'Alger une ville fraternelle, un lieu de rencontre exemplaire entre Français et Musulmans. C'est à nous, d'abord, de nous comprendre mutuellement, d'apprendre à vivre ensemble, au lieu de nous côtoyer sans nous connaître. Certains officiels «frangaouis» viennent ici faire du tourisme pendant trois jours, puis ils retournent à Paris avec des idées toutes faites et préconisent des solutions qui méconnaissent toutes les réalités du pays. A nous, Algériens, Français et Musulmans, de dégager ensemble une politique réaliste pour notre patrie commune et de la leur proposer. Même les pires colonialistes de chez nous ne pourront alors que s'incliner. D'ailleurs, ils partiront, ceux-là, et ce sera tant mieux[1]*.»*

Lebjaoui rencontra une deuxième fois M. Chevallier, dans la somptueuse villa de Hamma Bengana, à El Biar. Bengana était acquis au FLN. Le maire d'Alger devint, à l'exemple du groupe des Chrétiens et des Libéraux, un fervent partisan de la cause algérienne.

Que n'étaient-ils quatre cent ou cinq cent mille Français d'Algérie à penser ainsi? La guerre d'Algérie aurait moins duré et n'aurait pas compté tant d'innocentes victimes.

Mais Jacques Chevallier et le Dr Pierre Chaulet n'avaient à leur disposition ni *«l'Écho d'Alger»*, ni la *«Dépêche Quotidienne»*, ni la *«Dépêche de Constantine»*.

Et l'épouvantable enchaînement ne fut pas stoppé.

Pour les communistes, le cas se présentait autrement. Au début, leur parti qui recevait des directives du parti communiste français condamna l'insurrection du 1er novembre. Le PCA la qualifia de

1. Mohammed Lebjaoui : *«Vérités sur la Révolution algérienne.»* (Gallimard).

«provocation capable d'apporter de l'eau au moulin du colonialisme». À Oran, l'opinion d'un vieux communiste, le D[r] Larribère, était sans nuance. 11 considérait que le FLN était d'obédience fasciste, manipulé par la réaction colonialiste dans le dessein de rendre illusoire toute amélioration du régime, projetée par la «Métropole». C'était le vieux thème des communistes, développé contre les nationalistes.

On a beau être socialiste marxiste, on peut aussi se tromper dans l'analyse d'une situation donnée. La nature humaine est mouvante et changeante. Les communistes se réfèrent aux événements du 8 Mai 1945, à l'époque où ils traitaient Cheikh El-Bachir El-Ibrahimi et moi-même de fascistes assassins. Mais, en 1945, les émeutes étaient liées aux provocations policières. Elles éclatèrent à l'heure et dans les circonstances choisies par la police.

En 1954, le cas est différent. C'est le FLN qui a provoqué l'insurrection, qui la contrôle et la dirige. Il ne semble pas que le PCA ait analysé objectivement l'événement.

S'étant aperçu de son erreur, il voulut rattraper le temps perdu en s'associant à la lutte engagée. *Mais pour son propre compte.* L'aspirant Maillot, Français d'Algérie, membre du PCA, détourna un camion d'armes et de munitions. Il en abandonna une partie à Ouamrane et conserva la partie la plus importante pour un probable maquis communiste.

Ce maquis communiste fut effectivement créé dans la région de Duperré [1] et de Lamartine[2], dans la vallée du Chélif. On le signala à Ouamrane. Celui-ci laissa faire. Il savait que, sans la protection de la population, le maquis ne survivrait pas. Maillot et Laban, ancien instituteur communiste à Biskra, privés du concours de la population, furent vite neutralisés et tués.

C'est alors que le PCA se tourne vers le FLN pour lui proposer une alliance. Les communistes demandent à adhérer au FLN au titre de leur parti pour sauvegarder leur unité.

Abane se refusa au maintien du parti communiste, en tant que tel, au sein du FLN. C'est pourquoi il confia la négociation à Benkhedda. Celui-ci rencontre le D[r] Hadjéres, mandaté par le Bureau politique du PCA, et entame avec lui une controverse serrée. Il exige

1. Aujourd'hui Aïn Defla. La base du « général » Kobus se trouvait très précisément à Zeddine *(N.-d.-É.)*

2. Aujourd'hui El Karimia. *(N.-d.-É.)*

que le PCA disparaisse. Les communistes devront venir au FLN à titre strictement individuel. Libres à eux de penser marxiste, mais dans le FLN, ils ne seront que des enfants du peuple qui luttent pour l'indépendance de leur pays.

L'accord se fit sur cette formule. Malgré leur petit nombre, les communistes apporteront au FLN une aide appréciable. Certains d'entre eux paieront de leur vie leur participation. Ils mourront courageusement. Ce fut en particulier le cas du professeur Audin, torturé par l'armée jusqu'à ce que mort s'ensuive. On ne retrouva pas son corps.

L'Algérie l'honorera en baptisant de son nom une place de la ville d'Alger.

Sur le plan des masses musulmanes, et pour offrir à chacun la possibilité d'être utile à la libération nationale, Abane suggère la création de l'Union Générale des Commerçants Algériens, l'Union Générale des Étudiants Algériens et l'Union Générale des Travailleurs Algériens.

Son objectif est d'affirmer, dans tous les domaines et dans tous les milieux sociaux, *la personnalité algérienne*.

Les commerçants, avec Abbas-Turqui et Lebjaoui, s'organisent. Il en est de même pour l'UGÉMA avec Rachid Amara, Lounis, Taleb, Abdesselam, Benyabyles, etc. Mais la création la plus importante est l'UGTA.

Officiellement, elle entre en scène le 24 février 1956 avec sept membres du Bureau dont Aïssat Idir, Bourouiba Boualem, Djermane et Tahar Gaïd. L'UDMA leur cède du matériel de bureau et son local, place Lavigerie.

À la suite du quadrillage de la Casbah et des perquisitions, Aïssat Idir et son équipe sont arrêtés en même temps qu'un grand nombre de syndicalistes (24 mai 1956). Aussitôt une équipe de remplacement prend la relève. Elle est composée de Gaïd Mouloud, Flissi Mchammed, Dekar, Lassai. Les perquisitions continuèrent dans les locaux de l'UGTA. Par précaution, Benkhedda l'envoie à l'extérieur. Gaïd Mouloud reçoit les instructions. Il devra rester à Tunis et préparer le dossier de l'UGTA pour son admission à la Confédération Internationale des Syndicats Libres dont le siège était à Bruxelles.

Gaïd Mouloud signa son admission le 7 juillet malgré l'obstruction faite par l'Union des Syndicats des Travailleurs Algériens d'obédience MTLD-MNA et soutenue par Force Ouvrière (socialistes français) et la centrale syndicale belge (socialistes belges). Cette admission n'a été possible que grâce à l'appui de Bouaza (Union des Travailleurs Marocains) et de Bensalah (Union Générale des Travailleurs Tunisiens).

Une manche venait d'être gagnée grâce à l'union des forces maghrébines.

Abane et son équipe ne pouvaient ignorer le côté religieux de l'insurrection. D'autant plus qu'elle se faisait, dans les maquis, au nom de «l'Islam et de la Liberté». Bien entendu, il ne s'agissait pas d'une guerre de religion. Mais il ne faut pas oublier que la colonisation nous a brimés et compartimentés en prenant prétexte de notre appartenance à l'Islam. C'est en qualité de musulmans que le régime colonial nous a mis des entraves aux pieds, comme à des chevaux, pour permettre aux Européens de monter plus facilement sur notre dos.

L'heure est arrivée de briser ces entraves au nom de l'Islam restauré dans sa cité et son authenticité et au nom de la liberté à conquérir dans sa plénitude.

Le Cheikh Larbi Tebessi, vice-président de l'association des Oulémas, qui sera enlevé par un commando anti-FLN et assassiné (on ne retrouvera pas son corps), ordonna aux élèves des médersas libres de rejoindre les maquis. Dans le journal de l'Association *El Bassaïr,* il défend les objectifs du FLN et préconise de substituer à la «colonie» un «État algérien» indépendant, ouvert à la promotion des Algériens de toutes origines et de toutes religions.

De leur côté, Cheikh Kheireddine et Cheikh Abbès Ben Cheikh El Hocine, avant de rejoindre l'extérieur et de représenter le FLN, le premier au Maroc, le second en Arabie Saoudite, se penchent sur les causes de l'insurrection. Elles sont toutes imputables au colonialisme; ils appuient donc le combat légitime du peuple.

Exception faite du MTLD-MNA et de son chef Hadj Messali, aucune force organisée ne s'opposait sérieusement au FLN, malgré l'effort considérable consenti par la France pour l'isoler et le neutraliser.

La guerre se renforçait et submergeait le pays.

Dans le domaine de l'information, l'initiative de publier un journal revient également à l'équipe Abane-Benkhedda. Les tracts ne suffisaient plus pour contrecarrer la propagande mensongère du régime colonial. Il fallait au FLN un journal susceptible d'être lu et conservé. L'équipe s'arrêta sur le titre d'*«El Moudjahid»*, «le Combattant», qui correspondait non seulement à l'effort de guerre mais qui signifiait surtout l'effort que l'homme fait sur soi-même pour se perfectionner, élever sa personne par les sacrifices, l'abnégation et le dévouement quotidien à la cause commune.

Le premier numéro *d'«El Moudjahid»* parut à Alger en juin 1956. Après la «bataille d'Alger», son équipement fut détruit, son personnel dispersé ou assassiné.

Il reprendra sa publication à l'extérieur. Il ne cessera de dénoncer les implications du régime colonial, la guerre injuste qui nous est faite et les exactions de toutes sortes subies par notre peuple.

On a écrit qu'en décembre 1955 j'avais été arrêté, ainsi que le Dr Ahmed Francis, avec l'étudiant Rachid Amara, et conduit au commissariat de police de Kouba.

Le fait est exact. En voici les circonstances: Le 8 décembre, un jeudi, vers 15 heures, je partis avec le Dr Ahmed Francis, au Parc Galland pour y retrouver Abane. Depuis quelques jours le responsable de la ville d'Alger demandait à nous rencontrer. C'est Benyahia, notre actuel ministre des finances, qui m'avertit. Nous nous rendîmes au rendez-vous dans ma voiture. Abane étaitvéhiculé par Rachid Amara. Les deux voitures se dirigèrent vers Kouba et s'arrêtèrent devant le domicile du Dr Francis. Je congédiai mon chauffeur. Amara resta avec sa voiture pour nous ramener.

Je n'avais pas revu Abane depuis j uin. J'évoquai avec lui la mort de mon neveu Allaoua. Abane ne savait rien. Il était coupé du Constantinois. *«C'est une erreur,* me dit-il *Aucune coordination n'existe encore entre les différentes zones. Nous sommes tous des morts en sursis. Il faut regarder haut et continuer.»*

Il nous montra un tract qu'il venait de rédiger pour interdire toute participation aux élections législatives et demander aux élus de démissionner de leur mandat. Je lui fis remarquer que, psychologiquement, la rédaction du tract laissait à désirer. La menace était de trop parce qu'elle enlevait aux intéressés le bénéfice d'un ralliement

raisonné. *«Tu dois t'adresser davantage aux sentiments de solidarité plutôt qu'à celui de la peur.»*

Le Dr Francis et moi-même donnâmes notre accord pour une démission générale des élus, malgré le vide que cela pourrait provoquer parmi les partisans du FLN. Mais l'opération avait son côté positif.

Abane nous fit part des difficultés qu'il avait à coopérer avec l'équipe du Caire. Nous lui conseillâmes d'être patient, d'agir avec prudence. L'Algérie musulmane n'avait pas de grands hommes parce que le nivellement par la colonisation avait été fait par le bas.

D'autres problèmes furent abordés.

Vers 20 h 30, laissant Abane, nous sortîmes, Francis et moi, et primes la voiture de Amara pour rentrer dans Alger-centre. C'est en passant à la hauteur de la mairie que la voiture fut sifflée.

Nous fûmes emmenés tous trois au commissariat, Rachid me confia que la voiture avait servi dans la journée à distribuer des tracts à Maison-Carrée et à la Pointe-Pescade. Il avait encore de ces tracts sur lui. Il les glissa dans la poche de mon pardessus.

Francis et moi-même fûmes libérés la police garda Rachid Amara. Dès mon arrivée, rue du Dr Trolard, je téléphonai au Gouverneur général Soustelle pour le mettre au courant de notre arrestation et de celle de l'étudiant qui nous accompagnait. Je lui demandai d'intervenir auprès de la police pour qu'il soit relâché et surtout pour qu'il ne soit pas torturé.

Le lendemain, son cabinet m'informa que le jeune Amara n'avait pas été torturé et qu'il ne le serait pas.

Amara, libéré, monta au maquis où il mourut avec son ami Lounis, étudiant comme lui.

J'ai revu Abane, toujours avec le Dr Ahmed Francis, après l'installation de M. Robert Lacoste à Alger. C'était dans un petit appartement situé à proximité de la clinique Solal. J'appris par la suite que cet appartement appartenait à Lamine Khene.

Abar.e nous demanda si nous étions disposés à rejoindre, avec Boumendjel et Sator, la délégation extérieure, au Caire. Il n'était pas satisfait du comportement de Ben Bella vis-à-vis du Dr Lamine Debaghine. Il y avait lieu de renforcer la délégation pour la rendre plus «anonyme» et plus efficace.

Pour cela il fallait dissoudre l'UDMA et adhérer publiquement au FLN.

À la vérité, cette mission ne me plaisait qu a moitié. Je fis observer à Abane que la délégation extérieure était composée de jeunes et dirigée par des anciens MTLD. Nous risquions de faire naître un conflit de générations. Ces jeunes avaient leur point de vue, nous avions le nôtre. Est-ce que l'entente serait possible?

Je lui fis une autre proposition. L'UDMA sera dissoute: nos adhérents ont rejoint le FLN dès le 1er novembre 1954. Nous, nous nous retirerons dans un pays neutre pour affirmer que désormais la solution du problème algérien passe par le FLN. Ainsi nous ne porterons ombrage à personne et personne ne nous accusera d'avoir pris le train du FLN en marche.

Abane protesta:

«D'abord le FLN *n'appartient à personne, mais au peuple qui se bat, L équipé qui a déclenché la révolution n'a acquis sur celle-ci aucun droit de propriété. Si la révolution n'est pas l'œuvre de tous, elle avortera inévitablement. Je vais avertir Ben Bella. Personne n'a le droit de vous juger. Il y a place pour tous dans cette guerre de libération.*

«Il y *a une chose sur laquelle j'insiste,* poursuivit-il, *c'est votre appartenance au FLN. C'est autour du FLN que la mobilisation du peuple doit se faire. Votre adhésion au* FLN *donnera un élan nouveau aux forces populaires. Tu dis que tu es vieux. Si j'ai bonne mémoire, les Sétifiens t'ont surnommé le «tigre». Les tigres vivent longtemps. Tu es encore utile au pays.»*

Qui avait raison? Qui avait tort? Quelle était la meilleure voie pour être utile? Comment servir son pays sans être accusé de se servir? Pour couper court à cette controverse, nous nous sommes ralliés au point de vue de Abane.

Une page de ma vie venait d'être tournée. Nous avions été les hommes du dialogue et de l'entente entre Français et Musulmans. Par la faute d'un régime colonial qui s'était refusé à se modifier et à disparaître et qui ne croyait qu'aux solutions de force, nous étions devenus publiquement les hommes du Front de Libération Nationale. Pour le bonheur de notre pays, nous engagions ainsi un pari sur l'avenir. Il n'y avait pas d'autre choix à faire que de lutter avec les siens.

Les événements nous donnèrent raison.

Au cours de cet hiver 1956, la préparation du Congrès de la Soummam absorbait lequipe d'Alger. Abane avait mobilisé Ouzegane, Lebjaoui, Benkhedda, Dahleb, Chentouf, etc. Il restait également en liaison avec Krim, Ouamrane et Ben M'hidi qui donnaient leurs avis.

Au Caire, la délégation extérieure se préoccupait de la même question. Elle avait désigné le D[r] Lamine Debaghine pour la présider. Mais l'harmonie entre les «historiques» était loin d'être parfaite. Ben Bella, inféodé à la «Révolution Égyptienne» et au gouvernement de Nasser, se heurtait chez Khider, Ait Ahmed et Ben M'hidi, à l'esprit démocratique, cher à la tradition maghrébine.

Au demeurant, le problème du Caire était secondaire. Il importait, en priorité, de réunir les chefs de zone qui menaient le combat en Algérie pour coordonner leur action, donner à celle-ci une plateforme, commune à tous les combattants, et l'insérer dans un règlement valable à l'échelle nationale.

Lequipe d'Alger s'en tira honorablement. Le Congrès se tint le 20 août sur la rive gauche de la Soummam, malgré l'armée française qui avait quadrillé la région. Le lieu de réunion fut une maison forestière à proximité de l'habitation des Bouguermouh dont l'aîné était un vieux militant de l'UDMA, instituteur à Sétif et adjoint au maire pour les affaires sociales. Il logea chez lui des congressistes.

La réunion fut positive. Elle créa le Comité de Coordination et d'Exécution (CCE), c'est-à-dire l'embryon d'un gouvernement, et le Conseil National de la Révolution Algérienne (CNRA) ; ce Conseil était virtuellement un Parlement algérien, ayant droit de contrôle sur l'activité du CCE.

Le Congrès transformera les zones en Wilayas, leur donnera un commandement composé d'un colonel et de trois commandants dont un pour l'action politique et le renseignement.

11 structurera l'ALN, fixera les grades, les soldes, les responsabilités des organismes qui s'y attachent: justice, intendance, logistique.

Il déterminera certaines hiérarchies: priorité du civil sur le militaire, de l'intérieur sur l'extérieur, collégialité du pouvoir, interdiction du pouvoir personnel et du culte de la personnalité.

Anticipant sur les événements, il donnera à l'Algérie indépendante un cadre libéral et démocratique, reposant sur les libertés essentielles de l'homme, sans distinction de race ou de religion. Il

affirmera le droit pour tous les habitants, y compris les Français d'Algérie, d'exercer la souveraineté impartie à tout citoyen.

Il prescrira le droit à la propriété, légitimement et honnêtement acquise. Il affirmera que le FLN maintiendra son indépendance aussi bien vis-à-vis des États-Unis que de Moscou. Après l'indépendance, il ne visera qu'à la réalisation de l'union du Maghreb.

Enfin, ayant à examiner l'action des différentes zones depuis le 1er novembre, le Congrès condamnera les événements du 20 août en zone II comme contraires à l'esprit de l'insurrection. Il condamnera aussi l'attaque et la mort d'une fillette au Sakamody, dans la IVe zone; de même la tuerie ordonnée par Amirouche au village Dagen près de Oued-Amizour. Ce village hostile au FLN avait été encerclé de nuit et ses habitants passés par les armes.

Au lendemain de cette triste nuit, appelée la *«nuit rouge de la Soummam»*, un vieux Kabyle en fit le reproche à Amirouche ; *«Nous avons raison de châtier les traîtres,* répondit Amirouche, *Dieu est avec nous.»* Et le vieillard de répliquer: *«Si tu continues dans cette voie, il ne restera, en Algérie, que toi et Dieu!»*

Paroles pleines d'ironie et de bon sens dont tous les dirigeants des maquis auraient dû se souvenir.

Le Congrès fera la part des circonstances atténuantes et absoudra les erreurs du passé. Mais il insistera, par la voix de plusieurs chefs de zones, sur le fait que le rôle du FLN est d'abord d'inspirer confiance, d'attirer les populations à lui, de les protéger et de rassurer les Européens. Dans les limites du possible, il doit convaincre au lieu de brimer.

Le Congrès sera un premier bilan de l'insurrection, une première rencontre entre les dirigeants qui ne se connaissaient pas, un premier pas vers la fraternité d'armes et l'unification des maquis.

À ce seul titre, sa portée sera immense.

Dans les «djebels», la guerre s'installait et progressait. Nos paysans, passé un certain temps d'observation, de crainte et d'attentisme, se réveillaient au combat. Pour celui qui les connaît, ils sont dans la proportion de 70 % des guerriers en puissance. Tenir un fusil et faire parler la poudre est le rêve de nos campagnards.

J'ai été élevé au milieu d'eux. Je les connais bien. Je connais leur courage, leur aptitude au combat, leurs astuces et leurs faiblesses

humaines. Ils naissent et grandissent dans une uniformité monotone. Ils vont à l'école coranique, s'il y en a une dans la mechta[1]. Puis ils mènent les vaches aux champs. Un peu plus âgés, ils s'occupent des chèvres, plus capricieuses et plus difficiles à garder. Entre 20 et 25 ans, ils passent à la charrue et commencent à aller dans les marchés. Puis ils se marient.

Ils se nourrissent de peu. Dans la journée, ils mangent de la galette d'orge avec du petit lait. Le repas du soir est habituellement du couscous aux févettes. L'hiver, le petit-lait est remplacé par l'huile d'olive et le couscous est mélangé aux herbes. De la viande seulement tous les deux ou trois mois, à l'occasion d'un abattage en commun; les plus aisés en consomment une fois par semaine, le jour du marché de la région.

De leur jeunesse, ils héritent la connaissance du pays. La montagne n'a plus de secrets pour eux. Ils vous indiquent le moindre ravin, la place des rochers, celle des ruisseaux, des buissons. Ils restent aussi des marcheurs infatigables.

Ce sont ces connaissances qu'ils mettent au service de l'ALN. Quand ont-ils appris à se servir d'un fusil? Au gré des mariages, des parties de chasse, des battues aux sangliers.

À l'époque où je faisais mon service militaire et mes études, ma grande distraction était de retourner au douar et d'aller à la chasse avec eux. Il suffisait d'en parler pour qu'ils soient prêts. J'ai connu parmi eux de grands chasseurs, des tireurs d'élite. Ils marchaient la journée entière sans fatigue.

La guerre d'Algérie en a fait des djounoud. Beaucoup parmi eux mourront. Mais ils se révéleront de redoutables maquisards, habiles, tirant avantage du relief du terrain. Mêlés aux moudjahidine venus de la ville, ils donneront à l'ALN ses grandes vertus: rapidité dans l'attaque, décrochage, grande marche, nouvelle attaque, etc.

À quelque chose près, ces paysans se ressemblent. Dans les Aurès, le Nord-Constantinois, en Kabylie, dans l'Algérois, l'Oranie, le Sud, ils tiennent tête à une puissante armée. Malgré l'aviation, le napalm, l'artillerie, les chars, la technique des généraux, des colonels et des commandants, ces hommes devenus colonels, commandants, capitaines, djounoud, inventent chaque jour une tactique nouvelle

1. Mechta ou Dachra : hameau.

pour survivre et durer. Ils portent souvent à l'armée française des coups très durs.

Dans les Aurès. Ben Boulaïd, évadé de la prison de Constantine le 4 novembre 1955, trouvera la mort en mars 1956 à la suite de l'explosion d'une radio piégée abandonnée par l'armée française. Il est remplacé par Chihani qui est assassiné à son tour par les siens. Abbas Laghrour prend la relève. Quel que soit le chef, le djoundi garde son fusil et reste à son poste. Il se bat.

Dans le Nord-Constantinois, Zirout trouvera la mort à son retour du Congrès du 20 août. Il est remplacé par Bentobbal. Les combats se multiplient, la guerre s'intensifie. La presqu'ile de Collo devient le théâtre d'accrochages meurtriers.

En Kabylie, Krim, averti de la formation d'un maquis mi-policier, mi-armée monté par l'État-major français, le transformera habilement en ALN en y faisant engager ses propres partisans. Cela lui permettra de se procurer des armes modernes et des munitions. Secondé par Mohamedi Saïd, Amirouche, Mohand Ouel Hadj, il fera de la Kabylie un bastion de la résistance.

Dans la IVe Wilaya, le colonel Ouamrane remportera dans les gorges de Palestro la plus spectaculaire et la plus belle des victoires de l'ALN contre le général Massu. Assisté d'une équipe de commandants et de capitaines remarquables, il fera de sa Wilaya une des plus combattive.

Le commandant Dehiles, connu surtout sous le nom de colonel Saddek, remplacera Ouamrane à la cête de la Wilaya, lorsque celui-ci se rendra en mission en Tunisie. Il y a aussi le commandant Si M'hamed, le futur colonel Bouguerra, le commandant Lakhdar, le commandant Azzeddine, rendu célèbre par sa capture et son évasion, le capitaine Boualem Oussedik, l'aspirant Ali Khodja et son commando, etc.

Dans l'Oranie, le colonel Boussouf a remplacé Ben M'hidi qui s'était rendu au Caire avant d'être désigné par le Congrès, le 20 août, comme membre du CCE. Boussouf, très actif, se révélera grand organisateur. Sa Wilaya truffée de MTLDMNA et d'indicateurs de l'armée française stationnée au Maroc, sera épurée et structurée. Elle passera vite à l'offensive et deviendra aussi redoutable que les autres Wilayas.

Dans le Sud, malgré le manque de chef, la VI[e] Wilaya, après de tristes péripéties, deviendra opérationnelle. Elle tiendra tête au traître Bellounis, qu'appuie l'armée française.

Une guerre organisée par des maquisards et une résistance vécue par le peuple de jour et de nuit, soumise aux initiatives de tous les instants, ne se raconte pas. Pour apprécier son efficacité, il vaut mieux se référer aux réactions de l'adversaire. Voici ce qu'écrit Claude Paillat à propos d'un rapport du général Parlange, adressé au Gouvernement dans les derniers jours de 1955 :

«Le commandant desAurès vient pourtant de rédiger un nouveau rapport qui n'est guère optimiste. Les rebelles n'ont aucune difficulté de recrutement. Ils se font plus aguerris, plus audacieux et une bonne partie des armes dont ils disposent ont été prises sur nos soldats.»

«Ilfaut bien dire, écrit encore le général, *que le temps n'a pas travaillé en notre faveur. La population musulmane suit avec sympathie l'action rebelle. La propagande la présente comme une cause juste et nous n'avons pu créer, par un renouvellement brutal des personnes et des institutions, le choc psychologique susceptible de nous rendre la population favorable. Les Européens, sensibilisés à l'extrême, tendent, pour une grosse part, à confondre dans un même terme musulmans et rebelles[1].»*

Cette situation va se cristalliser. Les autorités françaises attendent le miracle du «dernier quart d'heure», l'armée espère une impossible reddition de l'ALN, et le FLN se bat pour arracher une indépendance certaine et encore lointaine.

Celui qui sait tirer des leçons de chaque chose sait que les hommes et les empires meurent.

Seuls les peuples survivent.

La guerre ou la paix. Cette alternative relève moins de la France et de l'armée que du peuplement français en Algérie. Ceux qui parlent et agissent au nom de ce peuplement commandent le présent. Il aurait suffi qu'ils fassent un pas vers nous pour que la situation se clarifie et que la guerre s'arrête.

Ce pas ils ne le feront pas. Le ministre Robert Lacoste les juge sévèrement. Il dira: *«La connerie de ces types était gigantesque. C'est à croire que le climat d'Alger empêchait de penser et de réfléchir.»*

1. Caude Paillat : *Dossier secret de l'Algérie,* (tome II).

La peur et les angoisses qu'on leur a inculquées étaient sans fondement. Nous ne nourrissions aucune hostilité pour eux. Nous considérions que ces Français étaient des Algériens à part entière. Leur situation était différente de celle des colons de Tunisie et du Maroc. D'abord par le nombre. Ils étaient près d'un million. Ensuite par le rôle que cette masse d'hommes, souvent sans fortune, avait joué en Algérie. Un homme comme Jacques Chevallier l'avait bien compris.

Au sein du FLN, aucune note discordante. Krim, Ouamrane, Abane, Francis, Benkhedda, étaient tous pour leur maintien en Algérie. Ces Français devaient rester dans le pays. Et c'était justice puisqu'ils avaient contribué à sa transformation et que leur place était dans ce pays qui nous était devenu commun.

L'ordre colonial détruit, il n'y avait plus aucun empêchement majeur pour que les lois de la République, le concept démocratique, soudent entre elles les deux communautés pour en faire, dans la diversité et avec le temps, une réalité algérienne vivante, vigoureuse et prospère.

L'égalité et le respect réciproque étaient la condition sine qua non, le ciment de la coexistence. Il ne faut pas oublier que l'Afrique du Nord est à l'orée de l'Europe et que celle-ci par son extension a modifié bien des rapports humains.

Si l'Algérie et, d'une manière plus générale, l'Afrique du Nord, n'était pas en mesure de réaliser la synthèse entre un Orient musulman renaissant et l'Occident chrétien renouvelé, aucune autre partie du monde ne pouvait espérer la réussir.

Depuis l'indépendance, j'ai toujours pensé aux Arabes de l'Andalousie en pensant aux Français d'Algérie. Les Arabes étaient restés huit siècles en Espagne. Contraints de partir, ils eurent le cœur déchiré. Durant plusieurs siècles, ils ne cessèrent de pleurer et de chanter la terre d'Espagne où l'Islam, le Christianisme et le Judaïsme se côtoyaient sans se heurter et controversaient sans haine ni passion.

Seulement au XV[e] siècle nous étions encore au Moyen Âge. La coexistence entre l'Islam et la Chrétienté était difficile. Les musulmans durent s'expatrier pour éviter le pire. Et ceux qui optèrent pour l'Espagne et le Christianisme furent malgré tout contraints de s'exiler ou de mourir.

Une telle éventualité était impensable en Algérie. La mentalité médiévale s'était modifiée. L'intolérance religieuse n'était plus aussi

virulente. Dans le «bled», en pleine guerre, un certain réflexe de survie avait joué. Certains Français, colons et non colons, s'étaient rapprochés du FLN, avaient admis le bien-fondé de l'insurrection. Ils l'aidaient financièrement et continuaient à vaquer à leurs propres affaires. Durant les années difficiles, la coexistence a été une réalité.

Pourquoi, alors, avoir douté de l'avenir?

Mais, habilement, les gros possédants sacrifièrent les petits colons à leur cause. Ils surent utiliser les masses urbaines au profit de leur propre politique. Ils surent faire vibrer la corde patriotique pour les mobiliser contre nous.

Or, les citadins français ignoraient souvent qu'après cent vingt cinq ans de présence française, les musulmans demeuraient soumis à un régime spécial de répression, privés de leurs droits politiques. Ils ne connaissaient pas notre drame, qui était séculaire et autrement plus douloureux que le leur.

Ils étaient arrivés en Algérie, sans fortune venant de France, d'Espagne, d'Italie, de Malte, de Suisse, bien après les années de conquête. Après le déferlement sur nous de l'apocalypse. Pouvaient-ils soupçonner les malheurs que nous avions endurés durant un demi-siècle de «pacification?»

Les généraux de cette époque furent impitoyables, cruels, inhumains.

Certains rapprochements peuvent être faits avec notre guerre. En ce temps-là, l'armée française envoyait les Arabes au «café maure». Depuis novembre 1954, elle les envoie à la «corvée de bois». Le résultat est le même: la mort les happe.

Après tant de malheurs, ces Français pouvaient-ils, en toute justice, nous marchander, le droit d'être chez nous en Algérie?

Dans la balance de Dieu, notre sang n'avait-il pas le même poids que celui des victimes européennes d'El-Alia, de Aïn Abid? D'une guerre à l'autre, notre peuple a toujours été une victime. Connaîtra-t-il un jour le bonheur de vivre en liberté et en sécurité, de labourer son champ, de «cultiver son jardin», d'élever et d'instruire ses enfants, sans avoir, au-dessus de sa tête, le sabre du conquérant et sans subir la loi du plus fort?

Et voilà qu'en 1954 tout recommence et que les mêmes malheurs surgissent.

Mon grand-père, né à la fin du XVIII[e] siècle, connut la guerre de la conquête. En 1852, il fit le coup de feu contre l'armée de Saint-Arnaud. Il vit brûler toutes les dechras de son douar. Il assista à la confiscation du bétail et du grain. À la population essentiellement agricole, il ne restait que les yeux pour pleurer.

En 1871, malgré les premiers malheurs de 1852, notre douar fit cause commune avec la révolte de Mokrani. Grand-père reprit le fusil. Le douar fut vaincu et dépouillé, cette fois-ci, de ses terres.

L'État s'appropria les forêts. Les terres cultivables furent attribuées aux colons. Le douar appauvri essaya de survivre et vécut misérablement.

L'autorité militaire lui attribua des terres de compensation dans la commune de Fedj M'Zala. Les gens du littoral s'adaptent mal sur les Hauts-Plateaux. Les uns après les autres, ils revinrent louer leurs bras sur les terres qui leur avaient appartenu. Mon père m'a confié qu'il avait été employé à raison de 1,50 franc la journée de 15 heures de travail.

Puis les années passèrent. Notre région ne connut plus de troubles. La haine de l'étranger s'estompa. Il fallait travailler pour vivre. Mon père avait cinq frères et une sœur. Il s'occupa de tout ce monde... C'était un travailleur infatigable. Il était d'une intelligence au-dessus de la moyenne. Inculte, il apprit à parler le français. Il fréquenta les Oulamas, discuta religion et fut un croyant pratiquant.

En 1880, il fit la connaissance d'un homme politique français, Conseiller général de Djidjelli, propriétaire d'une ferme dans notre douar: Dasnière de Vigie. Il devint son ami. Ils s'associèrent dans le commerce du bétail. C'est dans ces conditions que mon père put racheter deux lots de terre de 40 et 20 ha. Le premier fut acheté en association avec sa sœur. Quant au second, il y plaça ses frères[1].

Grâce à l'amitié de Dasnière de Vigie, mon père, dans un premier temps, devint caïd de la mairie du petit village de Strasbourg, l'actuel Émir Abdelkader. Dans un deuxième temps, il fut nommé caïd au douar Beni Siar, dans la commune mixte de Taher. En 1889, il fut nommé à la tête du douar Chahna qu'il administra jusqu'à sa retraite en 1928.

1. Mes cousins et petits-cousins, au nombre d'une centaine, vivent toujours sur cette terre. Mais ils travaillent surtout à Alger et en France.

Par un penchant naturel, mon père demeura durant sa longue vie un agriculteur. À 85 ans, il travaillait encore sur des terres qu'il louait depuis 1914 à un colon de Oued Seguin. C'est grâce au travail de la terre qu'il put élever sa nombreuse famille et aider ses frères.

Mon père ne savait ni lire ni écrire. Il était cependant un chaud partisan de l'instruction. Il envoya tous ses enfants, filles et garçons, à l'école coranique. Les garçons continuèrent leurs études à l'école primaire de Taher, puis dans les médersas, les collèges et les facultés. Il avait coutume de nous dire: «*Le seul héritage valable que je veux vous laisser et que personne ne pourra vous enlever, c'est l'instruction. Le meilleur ami de l'homme est le livre.*»

Le soir, dans les veillées, nous retombions sous la dépendance de ma mère. Elle connaissait un grand nombre de contes. Elle nous les racontait. Quelquefois, elle nous parlait de l'arrivée des Français, des combats livrés par les Beni-Amrane[1], de l'expropriation, de la misère qui s'en suivit. Et aussi de la prospérité d'autrefois. Elle nous disait que Dieu avait frappé les musulmans parce qu'ils ne respectaient plus l'Islam alors que les Chrétiens et les juifs observaient leurs religions.

Grand-père vécut chez elle. Elle prit soin de lui. Elle enregistra ses longues conversations. Sa mémoire était une vraie bibliothèque. C'est ainsi qu'elle nous rapporta l'intervention de Grand-père, en 1881, lors de l'établissement de l'état civil pour «Indigènes». Mon père lui proposa de donner à notre famille, comme nom patronymique, le nom de «Bendaoui», sous lequel nous étions connus dans la région.

Grand-père s'y opposa et dit à son fils: «Notre famille portera le nom de mon grand-père, Abbas. Il a été un homme de bien, pieux, courageux et juste. On le citait comme exemple de loyauté. Tu sais que mon père a trouvé la mort dans une rixe. Grand-père nous interdit de le venger. «C'est à Dieu de juger» nous dit-il. C'est son nom que notre famille portera.»

Ainsi fut fait. Grand-père mourut en octobre 1890, mon père en novembre 1945. Avant eux, mes aïeuls Mohamed, Abbas et Braham vécurent dans le même douar. Braham était né vers 1680.

Leurs descendants sont toujours là, au même douar. La colonisation, comme un cyclone, les a plusieurs fois ruinés et dispersés. Ils

1. Notre tribu d'origine, dont les terres se situent entre Djidjelli et le village de Taher, ces terres deviennent «terres de colonisation».

sont revenus. De nouveau ils se sont implantés. C'est au milieu d'eux que je me rends souvent pour retrouver les souvenirs des parents disparus, les images de mon enfance et les racines qui m'y attachent.

J'ai écrit ces dernières pages et fait ce retour en arrière à l'adresse des Français d'Algérie. Je voudrais tant qu'ils comprennent et qu'ils nous comprennent. Ils parlent de leurs «cimetières» et des «trois générations» qu'ils comptent en Algérie. Ils affichent une fâcheuse tendance à oublier nos propres ancêtres et nos cimetières. Les racines de notre peuple s'enfoncent beaucoup plus profondément dans le sol algérien que les leurs. L'Algérie, c'est d'abord notre terre, notre pays.

Je l'ai fait aussi, ce rappel, parce que en cette fin d'année 1955, tout semblait recommencer pour nos paysans. Le «bled» était au centre du nouveau drame. Les événements du 20 août, ceux des Aurès et de la Kabylie, avaient clairement démontré que nos fellahs étaient particulièrement concernés, comme le fut Grand-père.

L'Histoire recommençait. En 1852 et en 1871, les hommes de sa génération avaient déjà été les victimes innocentes de la plus grande injustice du XIX[e] siècle. Avec la conquête française, le malheur frappa tous nos foyers, de la frontière marocaine à la frontière tunisienne. Partout, la résistance de notre peuple ne fut brisée que par les armes d'un adversaire plus puissant.

Mais la jeunesse française d'Alger qui manifestait rue Michelet, ces «cocardiers de trottoirs» comme les désignait le général Massu, avaient-ils la moindre idée, non seulement de nos droits, mais de ce que nous subissions depuis quatre générations? Celle de Grand-père, de mon père, la mienne et celle de mon fils ?

Faute d'analyser objectivement la situation, ils en arrivèrent à nous effacer de leur vision, et même du pays. Ils firent de nous un simple panneau décoratif, un panneau réclame pour touristes, sans droit sur le destin du pays.

Aversion pour une France libérale, accusée de «brader» les colonies; répugnance pour une Algérie algérienne, à laquelle ils prétendaient appartenir, ils n'acceptèrent aucun changement jusqu'au jour où ils se retrouvèrent seuls, abandonnés de tous, et surtout de leurs «conseilleurs».

Ainsi ont-ils scié l'arbre qui les nourrissait par peur qu'il pût nous nourrir, nous aussi. En s'opposant à la transformation et à la

décolonisation, ils se sont exclus d'une terre où ils pouvaient vivre comme tout le monde.

Une décolonisation qui se faisait par les armes ne pouvait être détournée de son objectif par les manifestations des femmes et des enfants. L'Algérie française, de création récente, ne pouvait survivre sans l'appui de sa métropole. Sans la France, aucune armée ne pouvait assumer cette défense.

Dès l'instant où les Français d'Algérie n'avaient plus confiance dans les Guy Mollet, les Catroux, les Robert Lacoste, les Pflimlin, il ne leur restait, en toute logique, que la solution de s'entendre avec nous, de nous faire confiance.

Or, exception faite d'une petite minorité de chrétiens, de libéraux et de communistes, la perspective de se tourner vers notre peuple leur est restée absolument étrangère. Hors du concept colonial, la vie en commun leur apparut comme un cauchemar, une déchéance. Ils étaient bien algériens mais à la condition de le rester seuls.

Ils firent preuve d'un ostracisme aberrant. Ne tenant compte ni des années passées côte à côte sur les bancs des écoles, ni des guerres que nous avions subies ensemble, ni de l'évolution enregistrée durant les dernières décennies, ils s'enfermèrent dans une attitude aussi agressive que rétrograde. À telle enseigne qu'on peut dire sans se tromper, que l'avènement du 1er novembre 1954 est surtout une conséquence de leur «non» perpétuel.

Qui pouvait les suivre dans ce défi à la raison et au bon sens?

Vers la fin de novembre 1955, un ami catholique, très croyant, Lucien Angeli, vint m'apporter quelques informations. *«Tu es,* me dit-il, *en danger de mort. Les élus du 1er Collège de l'Assemblée algérienne se sont réunis secrètement. Ils répondent à votre «motion des 61» en exigeant du gouvernement la liquidation physique de cent otages musulmans pris parmi les élus. Ils préconisent dans le bled la répression collective et l'exécution sommaire de tous les maquisards arrêtés.*

«Tu figures parmi les otages désignés. Il y a autre chose, poursuit-il. *La police chargée de la protection du Gouverneur est entrée en relation avec celle du Maroc et de la Tunisie. Cette police a établi une liste de 300 personnes (240 Français et 60 Algériens) à arrêter à une*

heure convenue par un commando formé de quelques hommes du 8 *novembre* 1942[1], *regroupés sous les ordres d'Achiary.*

«Parmi ces hommes, on m'a signalé la présence d'un Atlani (Auberge de la forêt) *et d'un Temime* (Les 100 000 Chemises). Ces *deux hommes auraient recruté deux agents de "l'Irgoun", spécialistes des coups durs.»*

«Le commando disposerait de 50 mitraillettes entreposées à la mairie de Saint-Eugène, avec la complicité du maire, le président Laquière. Il ne tardera pas à faire parler de lui.»

J'ai dit à Angeli que le mieux était d'en parler au Gouverneur général lui-même. Ce que je fis. M. Soustelle se contenta de m'écouter, de prendre note. La participation des Juifs m'inquiétait tout particulièrement. Le FLN venait d'éviter de justesse un conflit avec les mozabites. À aucun prix, il ne fallait se laisser manœuvrer pour tomber dans un antisémitisme qui n'avait chez nous aucun fondement. Il n'aurait pas manqué de se retourner contre nous.

Cette information me revint en mémoire le 28 janvier 1956, alors que j'étais assis à côté d'Albert Camus au «Cercle du Progrès». Les mitraillettes allaient-elles entrer en action contre un enfant de Belcourt qui venait prêcher la concorde et tenter de sauvegarder la vie des femmes et des enfants? On pouvait le croire en entendant les cris de haine qui montaient vers nous de la place du gouvernement.

Camus avait-il partie liée avec l'insurrection? Pure dérision! Alors, qui avait réuni cette foule d'Européens, incapables de réfléchir aux événements en cours et encore moins à l'avenir?

Je l'apprendrai plus tard. Ce travail était précisément l'œuvre des amis d'Achiary, de ce fameux commando chargé de défendre «l'Algérie française». Pas l'Algérie dont j'ai parlé plus haut, celle des travailleurs, des pères de famille, des petites fortunes acquises par le labeur, mais celle des antagonismes religieux, du racisme des nantis, celle des années de la conquête, des Vuillermoz et des Max Régis[2].

Il n'y avait rien de nouveau sous le soleil algérien. Les mêmes réflexes surgissaient au moment où il fallait conserver la tête froide.

1. Français qui avaient préparé le débarquement allié en Algérie.

2. Vuillermoz : Il mobilisa les foules européennes en 1870, à la chute de l'empire, chassa le gouverneur général et voulut prendre le pouvoir en Algérie.

Max Régis: Il fut l'âme du mouvement anti-juif de 1896 à 1900.

Achiary n'était pas un inconnu pour nous. Je l'avais connu à la Faculté. Je l'ai revu en 1944 à Guelma, comme sous-préfet. Il fut le responsable du massacre des jeunes Algériens au lendemain du 8 Mai 1945.

Il connaissait le Gouverneur général Soustelle, ayant appartenu, en 1942, au service du contre-espionnage. Depuis, il était devenu surtout un agent électoral au service des ultras. Ace titre, il connaissait le «milieu» de la Casbah. Il avait fait des repris de justice ses hommes de main.

C'est ce monde qu'il utilisera pour tenter de noyauter le FLN et empêcher Albert Camus de tenir sa conférence. Les défenseurs du régime colonial, comme des rats, prenaient le chemin des égouts pour empoisonner l'atmosphère et intoxiquer l'opinion publique.

Pour détruire «l'Arabe», tous les moyens étaient bons. L'essentiel était de réussir.

Mais peut-on réussir à chaque époque de l'Histoire? Cette fois-ci les complots des Achiary montés contre la France et le FLN, étaient voués à l'échec. La France et le FLN étaient les seules forces réelles en présence. Si la France, avec une armée de cinq cent mille hommes, ne parvenait pas à ramener l'Algérie au statu quo ante, aucune autre force ne pouvait le faire. Encore moins celle qui s'appuyait sur le désordre de la rue.

Quant au FLN, il tenait sa puissance de la légitimité de son combat. La patience d'un peuple a des limites. De 1830 à 1954, cela fait plus d'un siècle. Une grande nation comme la France avait eu le temps de faire beaucoup de choses. Elle aurait pu découvrir et imposer des solutions valables.

Cela n'a pas été fait. En 1954, nous ne voulions plus être les «sujets» de qui que ce soit, ni de Borgeaud, ni de De Serigny, ni de Boyer-Bause, ni de Gratien Faure, ni de Soustelle, ni encore moins d'un Achiary. Nous libérer de toute espèce de tutelle, assurer la liberté à nos enfants, redevenir des hommes vivant la tête haute, tel était l'enjeu de la guerre d'Algérie.

Si les Achiary pouvaient s'appuyer sur une brochette de fascistes, nous aussi nous avions des alliés : Valmy, la Marseillaise, le chant des partisans français, le combat des Vietnamiens, celui des Indes, de l'Indonésie, du Maroc, de la Tunisie, tous étaient avec nous. Ils nous assuraient que l'avenir appartient aux causes justes.

Quand le sang coule, on ne s'arrête pas aux vaines menaces sans trahir les morts. Il faut tenir, refouler ses larmes, serrer les dents et espérer.

Espérer et accepter de mourir.

Le 2 décembre 1955, l'Assemblée Nationale française avait été dissoute par le Président Edgard Faure. Les élections législatives eurent lieu le 2 janvier 1956. Le Front Républicain en sortit partiellement vainqueur. Le nouveau Président du Conseil est Guy Mollet, assisté de Mendès France qui ne tardera pas à démissionner, et du gaulliste Chaban-Delmas.

Ces élections n'ont pas eu lieu en Algérie. Les députés algériens ne siègent plus à l'Assemblée française. Le «lobby» colonial vient d'être amputé de quelques-uns de ses partenaires. Le mandat du Gouverneur général Soustelle n'a pas été renouvelé. Il devra quitter Alger, son train de réformes en panne. Il a pu, par un arrêté illégal, maintenir l'état d'urgence. Mais il faut bien le dire, sa mission se termine sur un échec.

Une certaine évolution s'est déclenchée en Algérie et en France. Le maire d'Alger, Jacques Chevallier, on l'a vu, n'est plus d'accord avec l' «intégration». Il la dénonce comme une solution caduque. Un journaliste, Robert Barrat, a eu le courage de se rendre au maquis, de rencontrer Ouamrane, de lui poser des questions. Le reportage a paru dans «France Observateur». Robert Barrat est arrêté. Il sera relâché.

Un écrivain de talent et son épouse, Francis et Colette Jeanson, publient un livre qui fait grand bruit: «l'Algérie hors la loi». Les contradictions de l'Algérie française sont mises à nu, analysées et dénoncées. Les crimes de la conquête sont relatés avec objectivité et fermeté. Ce livre arrive à son heure.

L'hebdomadaire *«l'Express»* de Jean-Jacques Servan Schreiber et de Françoise Giroud, avec la collaboration de l'académicien chrétien François Mauriac, préconise la négociation et la paix en Algérie. Les journaux *«Témoignage Chrétien», «La Croix», «Libération», «l'Humanité»,* prennent position contre le régime colonial et demandent que la paix soit négociée avec ceux qui se battent.

Dans sa déclaration d'investiture, le Président du Conseil; Guy Mollet, qui a fait sa campagne électorale sur le thème: «Paix en Algérie» parle *«d'élections libres en Algérie, au Collège unique».*

Cela suffit pour provoquer à Alger la colère et l'indignation. Les journaux donnent le ton. *«L'Echo d'Alger»* écrit, sous la signature de son directeur De Serigny :

«L'immense majorité des Français d'origine de ce pays ne peut qu'être hostile à une mesure dont l'application consacrerait leur déchéance totale.»

On ne peut mieux condamner la politique dite d'intégration alors que, par ailleurs, on s'accroche au proconsul Soustelle qui la personnifie. Ce n'est pas la moindre des contradictions du régime! On le comprend. L'intégration serait une excellente politique à la seule condition de ne pas l'appliquer. De la laisser à l'état d'un perpétuel projet, d'une promesse! Déchéance pour déchéance, le mieux est que les «Français musulmans», convaincus de la leur, s'y maintiennent comme par le passé.

Pour soutenir le raisonnement de ses maîtres, Achiary va de nouveau se manifester. Il saisit l'occasion du départ de Soustelle pour alerter la population française et transformer les rues d'Alger en «forum politique». C'est la réédition, en plus grand, du chahut organisé contre Albert Camus.

Les réactionnaires de tous les horizons, les attardés du système colonial, les activistes de tout genre, les chrétiens inquisiteurs échappés du temps des croisades, ceux qui ne veulent rien comprendre aux impératifs de la deuxième guerre mondiale, tout ce monde se donne rendez-vous pour «pleurer» le départ d'un gouverneur *qu'ils avaient bel et bien empêché de gouverner.*

À son arrivée, il était «juif». Par quel miracle et par quelle réforme majeure était-il devenu le sauveur de l'Algérie française?

En vérité, la manœuvre visait plus haut et plus loin. Derrière ces adieux intempestifs, téléguidés par des apprentis sorciers, il y avait la volonté de barrer la route d'Alger au général Catroux nommé à la place de Soustelle. Il y avait la non moins ferme volonté d'empêcher la France de s'immiscer dans les affaires de l'Algérie, sinon d'écraser le FLN et rétablir l'ordre ancien, cher au cœur des grands colons.

Pour donner quelque poids à leur folle entreprise, ils arrachent à leurs foyers, femmes, enfants, vieillards, et les poussent dans un «débat politique» qui les dépasse. Et voilà ces Français d'Algérie, hier pleins de joie de vivre, engagés dans un processus truffé de noirs périls. Ces pauvres gens ne se doutent pas qu'ils sont piégés par une

minorité de millionnaires qui, le moment venu, les abandonneront en emportant leur fortune.

Identique à celle qui fut dirigée contre Camus, cette deuxième manifestation résonnait, tel un glas, dans le ciel d'Alger : le glas de la présence en Algérie de ces Français qui y étaient nés. À vouloir faire durer un ordre social en décomposition, à vouloir empêcher la naissance d'un ordre nouveau où ils avaient assurément leur place, ces Français ont préparé pour eux-mêmes l'irréparable.

Ils récidiveront le 6 février, manœuvrés par les mêmes puissances occultes et encadrés par les mêmes meneurs. Cette fois la manifestation a franchi un autre échelon. Elle est dirigée contre le Président du Conseil lui-même. Autant dire contre la France et les «50 millions de frangaouis».

Le FLN pourrait en rire s'il n'était pas engagé dans une guerre autrement difficile. Il doit en tirer pour le moins une leçon. La France, en Algérie, demeure prisonnière de l'ordre établi. Il ne faut rien attendre d'un gouvernement qui se soumet aux désordres de la rue et aux manœuvres des puissances d'argent.

Durant cette période je me trouvais à Paris. Après la manifestation dont le gouverneur Soustelle avait bénéficié, je me rendis pour m'informer à «l'office de l'Algérie», rue des Pyramides. Là se trouvaient un grand nombre de délégués de l'Assemblée algérienne, entourant le Président Laquière.

Je demandai à l'un d'entre eux, M. Battestini, les raisons de cette réunion.

«*Nous constatons,* me dit-il, *que la violence paye. Alors nous organisons la notre.*»

Je l'ai prié de mecouter. «*Je ne vous comprends pas,* lui dis-je. *Je ne vois pas où vous voulez en venir. Vous avez été administrateur de commune mixte, puis préfet. Aujourd'hui, vous êtes maire de Tébessa et délégué de l'Assemblée algérienne. Vous connaissez le problème. Ce n'est pas à vous que je ferai un dessin.*

«*Notre violence est celle des va-nu-pieds, des gueux, des parias. Elle est née de nos malheurs et aussi parce que les lois que la France nous a octroyées, déjà bien chichement, n'ont pas été appliquées. Vous vous êtes entendus pour nous laisser sur notre soif de justice. Vous le savez mieux que tout autre.*

«Vous vous "rebellez" à votre tour ? Avec quel objectif ? À quoi peut ressembler la révolte des nantis ? Quelle signification peut-elle avoir ? Garder l'Algérie telle quelle est ? Consolider les structures coloniales? » Vous n'avez pas voulu que nous soyons des Français comme vous et vous refusez d'être des Algériens comme nous ?

«Faites attention! Ne jetez pas de l'huile sur le feu. La vie en commun est possible. Cherchons à lui donner un cadre nouveau. Il n'est pas question de vous jeter à la mer. «La valise ou le cercueil» est un slogan sans valeur sorti des officines policières. Faisons un effort sur nous-mêmes pour découvrir des voies nouvelles. Vivre ensemble sous de nouvelles lois est une chose réalisable et souhaitable.»

Mais était-il encore temps de raisonner? Les élus du 1er Collège pouvaient-ils se rendre compte qu'ils étaient dépassés, qu'ils n'étaient plus seuls à déterminer l'avenir?

En durcissant leur position, ils apportaient de l'eau au moulin d'un conservatisme borgne. En cautionnant les manifestations de la rue, en faisant conspuer le Président du Conseil, ce 6 février 1956 à Alger, en empêchant le général Catroux de rejoindre son poste, de la même manière qu'ils avaient chassé, en 1871, le gouverneur par intérim, le général Walsin-Esterhazy, ils donnaient la preuve irréfutable qu'ils étaient imperméables à tout changement, à toute évolution.

Et la France, lointaine, acceptait ce défi, lancé à elle-même. La philosophie qui se dégage de cette succession «d'abandons» arrachés à la France peut se résumer de la manière suivante: des enfants gâtés, élevés par leur mère au milieu de serviteurs en livrées, accepteront-ils que leurs «domestiques» soient él evés à leur rang? Ou bien s'opposeront-ils à la volonté de la mère pour continuer à vivre d'égal à égal, au milieu de leurs serviteurs?

Tout le problème algérien est enfermé dans cette interrogation. Désormais, le drame algérien se joue à quatre personnages. D'abord la France et ses cinquante millions d'habitants, arbitre virtuel de la situation. Ensuite un peuple de dix millions d'habitants qui s'est soulevé pour gagner sa place au soleil. Viennent après un million de Français d'Algérie dont la principale revendication est que le décor de la scène reste identique. Et enfin, des ^officiers perdus» qui veulent faire payer au peuple algérien leur aventureuse défaite en Indochine.

Si le rideau peut tomber sur un dénouement acceptable par les deux premiers acteurs, les deux autres sont là pour s'y opposer. Ils se refusent à admettre que «l'Indigène» ait des droits dans son pays.

Outrageant l'avenir, ils nous ont imposé une longue guerre. C'est le seul résultat auquel ils aient pu parvenir.

J'avais quitté «l'Office de l'Algérie» avec la certitude que le rideau venait à peine de se lever sur une tragédie, et que la guerre serait longue, difficile et meurtrière.

Avec qui parler ? Où sont nos camarades de lycée et de Faculté, nos camarades de jeux, nos professeurs, nos collègues des différentes assemblées? Où sont les officiers français qui nous ont fait payer l'impôt du sang en conduisant les tirailleurs algériens à la mort, sur les champs de bataille où le sort de la France était engagé?

La folie s'était emparée des têtes les plus solides. Le groupe humain le plus fort, celui des Pieds-Noirs, qui pouvait être juste et généreux envers ceux qui n'étaient rien, s'enfermait dans sa tour d'ivoire avec la ferme volonté de faire capituler non seulement le FLN, mais la France elle-même.

Le train algérien avait été stoppé par la colère légitime d'un peuple qui n'occupait pas la place qui lui était due. Aucun mécanicien ne s'était présenté pour le débloquer et le remettre en marche.

Encore moins pour y faire monter les deux communautés réconciliées et les transporter vers de nouveaux horizons. Hélas! Une guerre d'Algérie que personne ne voudra arrêter ravagera le pays et nos cœurs. Elle dressera les habitants les uns contre les autres, jusqu'à l'acte final: le divorce et l'exode de la communauté européenne.

On peut reprocher aux Français d'Algérie d'avoir sous-estimé la force du FLN et la détermination de notre peuple de sortir d'une situation humiliante. On peut leur reprocher d'avoir contribué au pourrissement d'un problème qui aurait pu, avec un peu de courage et de réflexion, se régler à l'amiable.

À leur décharge, il convient de rappeler que la France a la plus grande part de responsabilité. Depuis Charles X jusqu'à la IV[e] République, en passant par Louis Philippe, la II[e] et la III[e] République, l'État de Vichy, elle n'a jamais rien fait pour faire comprendre aux colons qu'à côté de leurs droits il y avait ceux des Arabes, ni pour leur ouvrir les yeux sur la situation de leurs voisins.

Seul le second Empire, celui de Napoléon III, a tenté de rappeler à la colonie européenne que les Arabes existaient et qu'ils avaient droit

à sa considération. Malheureusement, sa conception du «royaume arabe» n'eut pas de lendemain. Elle fut étouffée dans l'œuf. Peut-être était-elle illusoire et irréalisable du fait qu'elle juxtaposait deux systèmes étrangers l'un à l'autre: un royaume autonome pour les Arabes et l'Algérie, un département français pour les Européens.

Cet épisode dépassé, la France républicaine et colonialiste, celle des Gambetta, Waldeck-Rousseau, Jules Ferry, Delcassé, encouragea les Européens d'Algérie à supplanter les Arabes, à se substituer à eux dans tous les domaines, et à les refouler vers la rocaille et les montagnes stériles.

S'appuyant sur l'apport d'un sang européen, sur la foi chrétienne, sur la civilisation occidentale, une propagande à sens unique se développa durant des décennies, faisant naître, chez les bénéficiaires de ce système, une barrière de privilèges et de préjugés infranchissable entre eux et nous. De là, la politique de «prépondérance» et de «prédominance» du Français sur l'Arabe.

En aucun cas, l'Arabe ne devait occuper la place d'un Européen, ni s'élever à son niveau. Jusqu'en 1954, ce postulat avait valeur de loi.

La France, enfermée égoïstement dans les problèmes de l'Hexagone et dans ceux de l'Europe, a laissé se développer une fausse sociologie fondée sur le conflit des races. Elle n'a rien fait pour rappeler la communauté française aux réalités algériennes. Si, en même temps qu'elle imposait le décret Crémieux aux Européens d'Algérie, elle avait imposé, par des lois autoritaires et successives, le respect de l'Arabe, son droit à la vie et à l'égalité, les Français d'Algérie n'auraient pas pu établir une cloison étanche entre leur communauté et la nôtre. Pas plus qu'ils n'ont pu maintenir celle qui les séparait des juifs algériens.

Mais la France a si peu fait dans ce sens. Elle s'est contentée d'applaudir le «racisme» de ses ressortissants jusqu'au jour où la tragédie se substitua à une «réussite» de façade, sans assises valables. Elle a voulu alors, par des réformes hâtives et improvisées, rattraper le temps perdu. Le mal était fait, profond et sans remède. Ces réformes arrivaient trop tard. Les Français d'Algérie ne les acceptèrent pas. Ils poussèrent la contradiction jusqu'à détruire à notre place le Gouvernement Général, cette «Bastille algérienne», cette «caverne

d'Ali-Baba» où nul Arabe, à l'exception de Bouakouir, n'avait le droit d'occuper un poste, et d'où sont sortis tous nos malheurs[1].

Quant à l'Algérie musulmane, elle ne se battait pas pour le «Collège unique», ni pour une *«citoyenneté française à part entière»*. Ce temps était révolu.

Elle visait plus haut: couper le cordon ombilical qui la reliait à une «Métropole» qui avait ignoré ses souffrances, l'avait humiliée et ne s'était nullement préoccupée de ses légitimes revendications.

Je le dis comme je le pense. Ses hommes d'État ont oublié que la Berbérie a dévoré bien des empires et qu'elle a donné naissance à des hommes illustres. Au départ, leur choix était entaché d'injustice et d'incertitude. En cours de route, ils n'ont pas fait les corrections nécessaires. L'Algérie française est morte de leur imprévoyance, entraînant la mort d'un million d'Algériens musulmans et l'exode d'un million de Français d'Algérie.

Que reste-t-il à dire aujourd'hui?

L'ère coloniale a donné à l'Europe une fausse vision du monde extérieur. Le mercantilisme a remplacé l'humanisme. La France qui débarqua, en 1830 à Sidi Ferruch, n'était pas la France de 1789. *La Révolution Française,* les Droits de l'Homme, l'hymne à la liberté, ont été balayés devant les impératifs de l'industrialisation et la course aux matières premières. Les rivalités des nations européennes et la concurrence firent le reste.

Les droits des peuples conquis et la volonté de puissance des peuples conquérants se sont trouvés constamment en conflit. La voie de la justice fut obstruée jusqu'au jour où l'Europe elle-même fut menacée et à moitié asservie par l'Allemagne hitlérienne. Ce jour-là, les Européens redécouvrirent, à leurs dépens, que la force n'est pas le droit.

On se souvient de la prédiction de Hitler : *«Si* je *tombe,* avait-il dit, *j'entraînerai dans ma chute l'empire britannique.»* Il tomba et la deuxième guerre mondiale précipita la fin de l'ère coloniale. L'empire britannique, plusieurs fois séculaire, s'effondra.

1. Bouakouir n'a été admis à Polytechnique que sur intervention de son professeur, le Président Painlevé. Il occupait la direction des Affaires Économiques au Gouvernement Général de l'Algérie. Celle-ci ne s'en porta que mieux.

«L'Algérie Française», construite arbitrairement contre les droits d'un peuple, devait s'écrouler, elle aussi, à son heure. Il me revient en mémoire un proverbe de chez nous : *«Quand la bonne fortune vient, il suffit d'un cheveu pour la tirer. Quand elle s'en va, elle brise des chaines.»*

En brisant les amarres qui les maintenaient sur la terre algérienne, on peut se demander si les Français d'Algérie ont répondu à la voix insondable de leur destin ou si, au contraire, ils ont été victimes de la malignité et de la sottise des hommes.

De ceux qui prétendaient les défendre et qui ne défendaient, en fait, que leurs fortunes et leur haut rang social.

VII

L'INTERNATIONALISATION DU CONFLIT

La mission de la Délégation Extérieure

Conséquences de la torture et de la bataille d'Alger

Les paras hésitent à relâcher les hommes torturés. Ils les estiment dangereux. Alors on les liquide quand ils ont tout dit. On est au courant jusqua Paris, jusqu'au gouvernement, de ce qui se passe dans les camps. Personne n'intervient.

Bernard MICHAL
Le destin tragique de l'Algérie Française

Le pays se réveille aveuglé par la colère et plein de ressentiments. Une force confuse monte en lui doucement. Il en est tout effrayé encore, mais bientôt, il en aura pleine conscience. Alors, il s'en servira et demandera des comptes à ceux qui ont prolongé son sommeil.
Mouloud FERAOUN *Journal*

La guerre d'Algérie s'intensifiait. Mais pour les gens avertis, la force ne pouvait rien régler par elle-même. Ni l'armée française et ses généraux, ni l'ALN et ses colonels ne pouvaient, chacune seule, régler un problème d'essence politique.

Les officiers français qui opéraient chez nous avaient tendance à confondre la guerre d'Algérie avec celle du Viêt-Nam. Rien de commun entre les deux guerres, sinon que le réflexe des colonialistes fut identique ici et là : ne rien céder. Ils acceptaient de tout perdre plutôt que de faire droit aux légitimes revendications des deux peuples colonisés. Pour eux, il valait mieux abandonner le pays que d'accepter l'égalité avec les «bougnoules».

Dans un de ses ouvrages, J. R. Tournoux nous fait assister à un conseil des ministres tenu sous la présidence de Vincent Auriol; Ramadier était Président du Conseil et Marius Moutet ministre de la France d'Outre-mer. Il s'agissait de l'Indochine. Nous étions fin août 1947. M. Bollaert, Haut-commissaire, était revenu à Paris soumettre au gouvernement le texte d'un discours qu'il se proposait de prononcer, sans délai, à Hadong en écho aux manifestations de New Delhi.

Le 15 août 1947, l'Angleterre avait accordé l'Indépendance aux Indes. Elle fit mieux. Elle chargea Lord Mountbatten d'aider le nouvel état à réduire les conséquences sanglantes qui surgissaient à la suite du partage du territoire en un État pakistanais et un État indien.

Dans le texte de Bollaert, figurent les mots clés: «indépendance de l'Indochine». Le mot, «indépendance», certains ministres veulent le rayer du vocabulaire français. Ils font valoir la résonance qu'il peut avoir en Tunisie et au Maroc.

Mais le Haut-commissaire tient au sens et à l'essentiel de son discours : *«Je suis responsable de l'Indochine,* dit-il. *Il ne m'appartient pas de préjuger les initiatives susceptibles d'être prises, d'autre part, dans les différents territoires d'Outre-mer et dans les protectorats. Si je ne puis prononcer le mot "indépendance", mieux vaut supprimer le discours que de le caviarder.»*

Une discussion s'engage. Elle durera plusieurs heures. Elle n'a pas pour objet d'accorder ou non l'indépendance à l'Indochine. Mais comment la lui refuser tout en ayant l'air de ne pas s'y opposer. Un ministre astucieux et charlatan soufflera la réponse adaptée aux circonstances:

— «Ce *mot "indépendance",* dira-t-il, *pour éviter des résonances à travers toute l'Union Française, eh bien, ne le dites pas en français.»*

— *«Comment cela?»*

— *«C'est simple: dites-le en vietnamien. Seuls les autochtones comprendront...»*

Voilà comment M. Bollaert, qui a autant de compétence, d'intelligence et de richesse de cœur que Lord Mountbatten, a prononcé le 10 septembre 1947 un discours qui ne pouvait rien régler. Il laissa la porte ouverte à l'aventurisme colonial pour la seule raison qu'un président du Conseil «socialiste» se prêta aux manœuvres machiavéliques des hommes de «droite», de ces hommes pour lesquels les plantations de caoutchouc et les champ de riz ont plus de poids dans la balance de l'histoire que la liberté des peuples.

On ne sait plus que penser. Ces hommes, réunis sous la présidence de M. Vincent Auriol, étaient-ils des ministres capables de gouverner et de prévoir l'avenir ou de simples collégiens qui s'amusent à déchiffrer une charade?

Par des procédés aussi enfantins, sans commune mesure avec le drame humain qui se jouait à travers le monde, les Français ont fini par se faire une mauvaise réputation. En 1959, lors d'un voyage que la Délégation FLN effectuait à Hanoï pour saluer le Président Hô Chi Minh, le général Giap la mettait en garde:

«Faites attention. Les Français, si corrects par ailleurs, sont capables de déplacer une virgule pour changer le sens d'une phrase sans que vous vous en aperceviez. Et seulement pour le plaisir de «se payer la tête» de leur interlocuteur.»

Dans le cas de l'Algérie, Paris ne prendra au sérieux l'insurrection que lorsque les conditions du divorce seront réunies. C'est-à-dire lorsque le conflit aura fait des dizaines de milliers de morts, dressé les communautés l'une contre l'autre et pris, sur le plan international, une place de plus en plus importante.

L'impact international se produisit pour la première fois à la Conférence Internationale de Bandoeng où nous avons vu Aït Ahmed faire preuve de ténacité et d'habileté. Durant des mois, il alla prêcher en Asie et il parvint ainsi à vaincre les hésitations du président Nehru, du Premier ministre Chou En-Laï et du Président Nasser. Avec l'appui de ces trois hommes d'État, la partie était assurée d'être gagnée.

Le même travail fut entrepris à New York devant l'assemblée générale de l'ONU. La victoire sera remportée par les représentants du FLN, Aït-Ahmed, Yazid et Chanderli. En septembre 1956, la question algérienne est inscrite à l'ordre du jour de la session de l'Assemblée générale des Nations unies. Le ministre des Affaires étrangères de la France, M. Antoine Pinay, réagit en s'abstenant de participer aux travaux de l'Assemblée. La manœuvre réussit. Beaucoup de délégations, qui soutenaient le FLN, ne voulaient pas priver l'ONU de la coopération de la France. Ces délégations reviennent sur leur position première et la délégation française reprend sa place.

Cette manœuvre ne changea rien au résultat. La question algérienne était bel et bien posée devant l'Assemblée générale. Et elle se reposera chaque année, jusqu'au jour où l'Algérie accédera à l'indépendance.

L'internationalisation du conflit était acquise, sans, pour autant, que notre confiance en l'ONU soit aveugle et totale.

Pour ma part, j'ai quitté Alger dans les premiers jours du mois d'avril 1956. Après avoir installé ma femme et mon fils à Saint-Denis, dans la banlieue de Paris, j'ai continué mon voyage vers Genève puis Le Caire en compagnie du Dr Francis.

Auparavant, j'avais revu, pour la quatrième fois, Abane, en haut de la Casbah, dans la villa de Kaïd Hamoud. j'avais été conduit à ce rendez-vous par une jeune fille qui m'attendait dans sa voiture, près du marché de la Lyre. J'ai appris, par la suite, que cette militante n'était autre que Néfissa Hamoud[1], étudiante en médecine.

Abane me parla surtout de la charte d'un congrès qu'il préparait avec Ben M'hidi, Krim, Ouamrane, Lebjaoui, Ouzegane, Benkhedda, Dahleb, Chentouf, etc. À ses yeux, elle apparaissait comme la première coordination de l'insurrection et les premières bases de l'édifice de l'Algérie de demain.

Nous étions tous deux soucieux de donner à notre révolution un contenu strictement «algérien», c'est-à-dire arabo-berbère, authentiquement islamique et enrichi par l'apport de la civilisation française. L'Algérie libre devait rester étrangère aux idéologies qui se partageaient le monde: le capitalisme apatride et oppresseur et le marxisme athée et totalitaire.

Je lui parlais de notre mission à l'extérieur. Nous partions seulement à deux, le Dr Francis et moi-même. Sator était malade. Ahmed Boumendjel, retenu à Paris par d'autres obligations, devait nous rejoindre beaucoup plus tard. Abane définit notre mission de la façon suivante:

1° Internationaliser le problème algérien, réfuter les arguments des Français, détruire le mythe de l'annexion et de l'Algérie française.

2° Procurer de l'argent, des armes et des munitions à l'ALN. Le moral des moudjahidine doit rester intact, et il le restera si l'ALN ne manque pas d'armes et de ravitaillement.

3° Maintenir la solidarité et l'unité de la Délégation Extérieure pour assurer sa représentativité et son efficacité. Éviter les luttes

1. Militante montée ensuite au maquis.

intestines et les divisions entre militants venant d'horizons différents. Créer la mentalité «FLN», en détruisant l'esprit de parti.

4° Ne permettre à personne de s'identifier avec la Révolution ou de la personnifier. Celle-ci doit rester l'œuvre exclusive du peuple souverain. Sinon ce peuple passerait d'une «colonisation» à une «autre colonisation», d'une servitude à une autre servitude.

Je dis «Au revoir» à l'Algérie, car j'avais la certitude d'y revenir. À Genève, nous rencontrâmes le Cheikh Tewfik El-Madani et le Cheikh Abbes Ben-Cheikh El-Hocine de l'Association des Oulamas. Ils se rendaient au Caire au même titre que nous. C'est à Genève, le 11 avril, que nous avons appris la dissolution de l'Assemblée Algérienne. Un pan du statut colonial venait de s'effondrer. C'était de bon augure.

À Rome, le D[r] Lamine Debaghine et Ben Bella, revenant d'une mission en Espagne, nous attendaient. Je connaissais le D[r] Lamine. Par contre, je n'avais jamais rencontré Ben Bella. Les premiers contacts furent cordiaux et fraternels. Arrivés au Caire le 20 août 1956, notre première visite fut pour le Cheikh El-Bachir El-Ibrahimi, le Président de l'Association des Oulamas d'Algérie. C'est avec une grande joie que je retrouvais celui dont j'avais été le compagnon de cellule à la prison militaire de Constantine, de fin septembre 1945 au 16 mars 1946.

C'est dans son bureau, au siège de l'Association, 36, rue Chérif Pacha, que je préparais la conférence de presse tenue à l'hôtel Sémiramis le 25 avril.

Khider et Ben Bella nous réservèrent un accueil fraternel. *«C'est un des plus beaux jours de ma vie»,* me dit Ben Bella. Quanta Khider, il nous invita le soir même à un dîner familial. Il me rappela la conversation de juillet 1954 : «J'avais raison, me dit-il, de te prévenir que bientôt nous serions attelés à la même tâche.»

Oui, nous étions attelés à la même tâche, celle de soutenir l'ALN, de défendre une juste cause et d'arriver, le plus tôt possible, aux négociations et à la paix.

Je connaissais Le Caire. Je l'avais visité une première fois, en 1953, à l'époque du général Neguib; puis une deuxième fois, après l'avènement du colonel Gamel Abdel Nasser. Avec Ben Bella, nous rendîmes visite à ce dernier. Nasser était convaincu de sa mission. Il avait de réelles qualités de chef d'État. Mais je le trouvais trop entier pour rassembler le «monde arabe». Cette tâche exigeait plus de sou-

plesse, de diplomatie et d'adresse que d'autorité. 11 nous parla de la Palestine.

je me suis permis de lui rappeler le mot de Georges Clemenceau à propos de l'Alsace-Lorraine : «y penser toujours, n'en parler jamais.»

La Délégation Extérieure était bien organisée. Des hommes dévoués avaient été placés à la tête de nos missions auprès des gouvernements arabes et musulmans. Ils faisaient bien leur travail. Mehri Abdelhamid avait été chargé de centraliser et de contrôler les finances. Il résidait le plus souvent à Damas.

Le Dr Lamine Debaghine, malgré une nette tendance au pessimisme et un caractère inquiet, dirigeait avec autorité et intelligence le bureau central du Caire. Déjà, son entente avec Ben Bella et les «Historiques» laissait à désirer. Il me mit en garde contre ce qu'il appelait une «amitié de façade» et des déclarations «entachées d'arri ère-pensées».

j'appris, par la suite, qu'entre les «Historiques» eux-mêmes l'harmonie n'était pas parfaite. En dehors de Khider et de Ben Bella, je n'ai rencontré aucun autre dirigeant. Aït Ahmed était à New York, Boudiaf au Maroc et Ben M'Hidi en Algérie.

Dans les pays d'Europe, même présence du FLN. Là, nos militants étaient en guerre ouverte avec le contre-espionnage français. La vigilance était de rigueur. Il y avait autant de périls à représenter le FLN en Europe qu'à monter dans un maquis. Un de nos représentants, Abdelkader Aïci, en ouvrant un colis piégé, perdit les deux mains. Un autre, Hadj Yala, dans un train, échappa de justesse à l'attaque d'un commando.

L'Orient a toujours exercé un certain attrait sur les Nord-Africains. Incontestablement, cet Orient est le berceau de la pensée islamique. Il a vu les géants de notre histoire: des philosophes, des hommes de science, des généraux victorieux.

En cette année 1956, il est en pleine ébullition. Des intérêts contradictoires se heurtent avec violence. Les séquelles des colonisations anglaise et française subsistent ici et là. Des intrigues se nouent et se dénouent au gré des circonstances et d'intérêts le plus souvent inavouables.

Le Caire est une immense métropole. On y découvre les germes d'une renaissance noyés dans un «agglomérat» de pensées médiévales. Le monde musulman en général, et «El-Oumma-El-Arabia» en particulier, sentaient la nécessité de changer de «peau». Ils étaient le théâtre de différents courants de la pensée moderne et se heurtaient aux intrigues des grandes puissances.

Il en résultait que chaque État musulman avait ses propres problèmes. Mais, sans aucun doute, chacun avait la volonté d'aider l'Algérie et l'Afrique du Nord tout entière à se libérer d'une colonisation plus que centenaire. Tous ne le firent pas avec la même détermination et la même liberté d'action.

De la Syrie au Liban, l'aide est différente. Même différence entre la Jordanie et l'Irak jusqu'à la révolution du 14 Juillet 1958 et la disparition, à Bagdad, de Nouri Saïd.

L'appui le plus précieux fut celui de l'Arabie Saoudite. Les premiers subsides qui nous parvinrent, venaient de Ryadh. Mais sur le plan de la propagande, de la radio, des informations, des contacts humains et des rapports avec les États asiatiques et africains, Le Caire a été pour nous la capitale la mieux placée.

À cet égard, l'Égypte est pour le monde musulman un pays irremplaçable.

À l'exemple des Italiens et des Grecs, les Arabo-Musulmans vivent encore à l'ombre de leur glorieux passé. Mais ils conservent des siècles de colonisation européenne et de décadence une sorte de «servilité» qui reste une tâche sombre au milieu d'une «renaissance», s'efforçant d'éclairer un présent ténébreux.

«L'argent» essaie de maintenir son pouvoir de corruption.

Tout s'achète et tout se vend, malgré les tentatives de quelques jeunes désireux de créer un monde nouveau.

Se contentant de «copier» d'autres systèmes, ces jeunes musulmans pensent découvrir la clef de l'avenir dans un «socialisme marxiste-léniniste», qu'ils débarrassent de son athéisme, de son «matérialisme historique» et de sa dialectique, le déformant ainsi et le mutilant.

Ce socialisme marxiste-léniniste n'est pas un remède pour nous. Il est impensable que le monde musulman puisse être régénéré par autre chose que par l'Islam. Tant que l'Islam n'aura pas *«redonné»* un

sens civique à la vie des croyants et un contenu moral et social à la foi musulmane, il se débattra vainement pour sortir de sa torpeur et combler son retard.

Israël n'a pas eu besoin de «socialisme» pour assurer son existence. La foi judaïque, le sens du devoir et la solidarité de la race lui ont suffi pour asseoir sa force et sa grandeur.

Au Caire, nous sommes harcelés par les journalistes. Deux Français, Jean Lacouture et Marcel Niedergang, rapportent objectivement nos propos. Après un déplacement à Tripoli pour rencontrer le Président du Conseil, Abderrahmane Benhalim, nous nous rendons, le Dr Ahmed Francis et moi-même, à Damas. Nous y retrouvons Abdelhamid Mehri qui nous accompagne chez le Président de la République et chez le ministre des Affaires étrangères, Salah Bittar, un homme calme, mesuré et d'un total dévouement à la cause algérienne.

Rappelés en Suisse, nous recevons des Délégations du FLN. Ce sont surtout les anciens cadres de l'UDMA et quelques responsables de l'Organisation à Paris. N'ayant pas été informés de notre départ au Caire, ils venaient aux nouvelles. C'était Ahmed Boumendjel, El - Hadi Mostefaï, le Dr Benabid, Benguettat, le D1 Taleb Ahmed fils de Cheikh El-Ibrahimi, Djemame, Ounnoughéne, Hadj-Saïd, un ami tunisien, Ahmed Ben Salah (il patronnera l'adhésion de l'UGTA à la CISL), Yalaoui Abderrahmane, Boukli-Hassen Omar, etc.

Un député de la Mauritanie, Hama Ould-Babana, nous contacta avant de se rendre lui aussi au Caire. À Berne nous étions logés, Francis et moi, dans une modeste et discrète pension de famille située hors de la ville où nous pouvions parler librement avec les militants, les journalistes et les visiteurs.

Le Dr Lamine Debaghine nous chargea de deux missions: nous rendre à Bruxelles au moment où le Congrès du parti socialiste français se tenait à Lille et répondre au discours du Président Guy Mollet. Ensuite suivre la Conférence de Brioni, en Yougoslavie, où il nous rejoindrait avec Yazid.

Le 26 juin 1956, nous étions à Bruxelles. Malheureusement, le ministre de la Justice belge interdit notre conférence de presse. Faute de mieux, nous en avons distribué le texte aux journalistes. Cela a suffi pour être expulsés. Consignés dans nos chambres d'hôtel durant

la journée et la nuit, nous fûmes conduits le lendemain à l'avion qui nous déposa à Genève.

À Bruxelles, Gaïd Mouloud nous rendit visite. Il venait défendre, avec le concours des Tunisiens et des Marocains, l'adhésion de l'UGTA à la CISL. Il y parviendra malgré l'appui apporté à l'USTA, (Union Syndicale des Travailleurs Algériens) syndicat MNA, par les socialistes français et belges.

Nous nous rendîmes à Brioni le 20 juillet. Comme convenu, nous y fûmes rejoints par le Dr Lamine et Yazid. Après la Conférence, qui réunissait Nehru, Nasser et le maréchal Tito, nous nous rendîmes à Belgrade pour y rencontrer des responsables yougoslaves et des spécialistes français.

La question algérienne, débattue à Brioni, prenait de nouvelles dimensions.

En août, nous sommes de retour à Damas. Mehri, Mohamed El-Ghassiri nous facilitent les contacts avec les dirigeants syriens et libanais. Nous conférons avec Salah Bittar. Les Syriens suivent avec passion les événements d'Algérie. Ils épousent notre cause et mettent le meilleur d'eux-mêmes pour la défendre.

Au Liban, l'accueil est fraternel, mais différent de celui de Damas. À Beyrouth, la France est quasiment présente. Nous y rencontrons Abdellah Yafi, Président du Conseil, Salim Lahoud ministre des Affaires étrangères. Nous n'avons pas la chance de saluer le Président de la République, Camille Chamoun.

Malgré la nationalisation du canal de Suez, l'Égypte reste favorable à une négociation du FLN avec le gouvernement de Guy Mollet. En avril, deux conseillers de l'Assemblée de l'Union Française, Gorse et Begarra, ont pu rencontrer Mohamed Khider au Caire. Ces contacts sont repris à Rome, le 2 septembre, par le même Khider assisté de Francis, Yazid et Kiouane. Commin et Herbant représentent le gouvernement Français.

En mars, Christian Pineau, le ministre français des Affaires étrangères avait rencontré le Président Nasser. Mais rien de constructif n'était sorti de leur entretien, sinon l'affirmation du gouvernement égyptien qu'il était étranger à la préparation des événements d'Algérie.

Ce qui était vrai.

Les pays d'Amérique du Sud devaient être informés du problème algérien. Kiouane et moi-même devions remplir cette mission. Un Tunisien parlant l'espagnol nous accompagne. C'est Hocine Triki, un militant sympathique, intelligent et dynamique.

Nous restons en Amérique latine du 10septembreau 15 novembre 1956. Nous parcourons l'Argentine, l'Uruguay, le Paraguay, le Chili, le Pérou, la Bolivie.

C'est le 14 octobre, alors que nous nous trouvons encore au Pérou, que nous apprenons l'arraisonnement du navire «Athos». La nouvelle ne nous surprend pas. Ce bateau transportait le premier chargement d'armes destinées à l'ALN. 11 venait d'Alexandrie et se rendait au Maroc, en zone espagnole.

Au Caire, l'ambassade de France en avait été informée. Fathi Dib, qui dirige le 2e bureau égyptien, section de l'Afrique du Nord, veut à la fois être utile aux Algériens sans déplaire aux Français.

Son comportement consiste à soutenir Ben Bella, accusé déjà de défaillance par ses pairs, sans compromettre les relations de l'Egypte avec la France. Il en arrive à faire engager sur l'»Athos» un agent français, Nicolas Cocavessis, en qualité de radio. C'était la seule chose à ne pas faire.

Imprudence ou risque calculé? Quoi qu'il en soit, le convoi est compromis avant de quitter Alexandrie. La position du navire sera régulièrement signalée aux Français. Arrivée au large d'Oran, la sécurité militaire française intervient et met fin à son odyssée.

Notre travail d'information se fait dans les meilleures conditions. Les peuples de l'Amérique latine, si dissemblables et si ressemblants à la fois, nous accueillent partout avec sympathie. Les étudiants, la presse, les partis politiques, l'Église nous aident activement dans notre tâche.

Quels hommes dynamiques, si heureux de vivre et si malheureux à la fois! La terre est riche, vaste, pleine d'avenir. Ces peuples aux sangs divers cherchent, tous, des voies nouvelles pour secouer un capitalisme trop pesant et remédier à une misère trop visible.

On souhaite pour ces populations, dont la foi en Dieu est égale à la nôtre, une Révolution qui respecterait les libertés de l'homme, ses croyances, et capable de maîtriser le pouvoir de l'argent et celui des militaires. Quoi qu'il en soit, elles sont assurées d'un brillant avenir. La richesse de leur terre et leur attachement à la foi religieuse en sont les plus sûrs garants.

Nos audiences auprès des autorités furent empreintes de cordialité et de sympathie. À l'exception du Guatemala d'où nous fûmes expulsés et de Cuba où la police de Battista nous retint prisonniers durant 12 heures, les dirigeants, quoique de droite, firent preuve d'une large compréhension.

De notre côté, nous avions limité nos critiques au seul régime colonial. La France n'était pas en cause. Notre insurrection était dirigée uniquement contre une colonisation qui voulait perpétuer sa domination sur notre pays.

Les tenants de cette colonisation sont allés jusqu'à humilier à Alger le Président du Conseil Guy Mollet, à récuser le général Catroux comme représentant de la France en Algérie et à injurier l'écrivain Albert Camus, pourtant l'un des leurs. Comment, dès lors, ces colons pouvaient-ils respecter les Arabes? Telle était notre argumentation.

La présence de fortes colonies arabes (libanaise, syrienne, irakienne, palestinienne) et les ambassades des pays frères nous furent d'un grand appui. Par sa connaissance de la langue espagnole, parlant bien sûr l'arabe, Hocine Triki fit preuve d'un réalisme et d'une intelligence dignes d'un homme politique. Il sut tirer avantage pour nous de toutes ses relations. Les ambassades d'Égypte, de Syrie, du Liban, de la Jordanie, de l'Arabie Séoudite facilitèrent nos contacts avec les hommes influents de chaque pays.

Les invitations privées, les meetings, les conférences de presse, les réunions d'étudiants, nos rencontres avec la presse locale, furent, dans la majorité des cas, le résultat de ses démarches et de sa débordante activité.

Le 23 octobre, nous nous trouvions à Quito, capitale de l'Équateur, quand la radio nous apprit l'arrestation de nos dirigeants. L'avion qui transportait de Rabat à Tunis, la délégation algérienne à la Conférence Nord-Africaine, avait été détourné sur Alger: Khider, Boudiaf, Ben Bella. Ait Ahmed, et le professeur Lacheraf étaient aux mains des Français.

Nous étions indignés. Un immense espoir de paix était né à l'annonce de cette conférence qui devait rechercher une solution au problème algérien à travers la création d'un ensemble franco-nord-africain. Elle avait été préparée par le roi Mohammed V, le Président Bourguiba et le ministre français Alain Savary, Secrétaire d'État aux Affaires nord-africaines.

Nos négociateurs s'étaient d'abord retrouvés à Rabat, afin d'y conférer avec le roi. Pour se rendre à Tunis, le souverain mit à leur disposition un DC 3 de «Royal Air Maroc». L'appareil devait, pour éviter de survoler l'Algérie, virer au-dessus d'Oujda et faire escale aux Baléares. L'équipage était français. Dès que les autorités d'Alger et d'Oran apprirent la nouvelle, elles ordonnèrent par radio au commandant de bord de se poser à Alger.

Le pilote hésite, maintient le cap. La radio se fait plus autoritaire. Il cède, trahissant la confiance du roi, et atterrit à Alger. Ce n'est pas en son honneur.

Les «héros» de ce «glorieux» kidnapping sont les généraux Frandon et De Marecourt, le colonel De La Source, approuvés par Max Lejeune, Sous-Secrétaire d'État aux Armées.

Informé des ordres donnés par son Secrétaire général Chaussade et les membres de son cabinet, les colonels Ducourneau et Branet, le ministre Lacoste a donné son accord et s'est écrié:

«C'est formidable! Quelle histoire ! C'est une affaire du tonnerre de Dieu[1].»

Robert Lacoste confirme ainsi les propos du général Giap, cités plus haut. Par la suite, il tentera de se justifier en déclarant que l'avion avait violé l'espace aérien de l'Algérie. Puéril mensonge. Car pour aller de Rabat aux Baléares et des Baléares à Tunis, la voie aérienne ne passe pas par l'Algérie.

Le Président de la République, René Coty, ne partage pas la jubilation du ministre résident et des généraux : *«Celui qui a ordonné cette connerie nous fera perdre la guerre d'Algérie»*, dira-t-il au ministre des Affaires étrangères Christian Pineau[2]. Il préconise la libération des prisonniers.

Christian Pineau est du même avis. Il fait suivre la déclaration du président Coty du commentaire suivant : *«L'arrestation de Ben Bella et de ses compagnons a été, en effet, le tournant décisif de la guerre. La France, jusque-là avait pu conserver l'espoir de trouver un accord avec le FLN. Elle était désormais condamnée à obtenir une victoire militaire totale, à laquelle de nombreux officiers de l'État-major ne croyaient déjà plus, ou à abandonner l'Algérie...[3].»*

1. J. R. Tournoux : *Secrets d'États.*
2. Christian Pineau : *1956, Suez* (Robert Laffont).
3. Christian Pineau : Ouvrage cité.

Quant au Secrétaire d'État chargé des Affaires nord-africaines, Alain Savary, il donnera sa démission, en signe de désapprobation.

Du point de vue FLN, cet acte de piraterie est la démonstration du refus de la France de nouer le dialogue. La paix n'intéresse ni l'armée, ni les ultras, ni la majorité des ministres. Ce détournement signifie également que «l'affaire algérienne» échappe, de jour en jour, à l'autorité du Pouvoir Central. De «démission» en «démission», ce pouvoir en arrivera à être complètement discrédité. À couvrir des irresponsables, il finira par en recevoir des ordres.

Ainsi la conférence de Tunis n'aurait pas lieu.

Les partisans de la guerre à outrance, tel Robert Lacoste, croyaient avoir réalisé un grand exploit. Ils pensaient avoir «décapité» notre insurrection. Rêve ridicule! Pour nous, qui étions loin du théâtre des opérations, nous savions que rien n'allait changer. L'arrestation ou la mort des chefs de la première heure ne pouvaient, en aucun cas, modifier la détermination de tout un peuple.

La mort de Didouche Mourad, celle de Mustapha Benboulaid, l'arrestation de Rabah Bitat ont été enregistrées comme des coups très durs. Elles n'ont pas pour autant changé le cours des événements. Quand des combattants tombent, d'autres les remplacent. À nos yeux, le détournement pirate du 22 octobre était un simple incident de parcours. Nous étions révoltés, mais sans inquiétude.

Laissant le ministre Lacoste à ses illusions, nous poursuivîmes notre tournée en passant par la Colombie, le Venezuela, le Panama, les Républiques de l'Amérique centrale (Salvador, Costa-Rica, Nicaragua, Guatemala, Honduras) et enfin par le Mexique.

Mexico, comme Buenos-Aires, est une grande métropole. Des avocats, des étudiants, un grand nombre de sympathisants se firent un devoir de faire connaître nos problèmes. Ils se mirent à notre disposition et facilitèrent notre tâche. Comme partout ailleurs, le combat des Algériens souleva l'admiration du peuple mexicain. Celui-ci nous assura de toute sa sympathie et de son concours.

De Mexico, nous nous rendons à Cuba. Notre arrivée à la Havane fut agrémentée par un séjour de douze heures au siège central de la police. Nous n'avions plus notre ami Triki, et nous ne pouvions pas nous expliquer. Arrivés à 16 heures, nous ne fûmes libérés qu'à 4 heures du matin.

Après notre libération, nous avons tout de même été reçus par le ministre des Affaires étrangères. Le 15 novembre, nous arrivons à New York où Yazid et Chanderli nous attendaient. Le soir même, nous rendîmes visite à Madame Ait Ahmed. Nous la trouvâmes triste, mais courageuse et déterminée. Elle nous retint à dîner.

Yazid nous conduit dans le sanctuaire des Nations unies. La question algérienne a été inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée générale. Elle bénéficie de la sympathie de beaucoup de délégations et de l'appui de quelques-unes. L'Inde, l'Iran, le Pakistan, l'Indonésie, la Birmanie sont à nos côtés. Les délégués des États arabes, et tout particulièrement ceux du Maroc et de la Tunisie, mènent un grand travail d'explication.

Mais il faut compter avec les impératifs internationaux et leurs répercussions sur les petits États. Malgré son manque de moyens, l'ONU n'est pas une institution inutile. Elle a l'importance d'une large tribune, d'un immense forum international. Par contre, elle ne peut faire triompher la vérité. Et quand, par hasard, elle y parvient, elle ne dispose d'aucun moyen pour imposer ses décisions.

Tiraillés par les deux grandes puissances - États-Unis et URSS - les États membres, dans leur ensemble, sont manipulés dans les coulisses, au gré des intérêts de chacun. Il en résulte que l'ONU peut résoudre des problèmes mineurs, mais demeure incapable de «moraliser» le monde et encore moins de le normaliser.

Face au problème algérien, elle ne cessera de louvoyer, ménageant, tour à tour, les uns et les autres jusqu'au moment où le problème trouvera sa solution en dehors d'elle.

Faudra-t-il un jour désespérer de cet aréopage où les intrigues et la diplomatie secrète ont beaucoup plus d'audience que la justice et le droit des peuples? En tout état de cause, j'ai le sentiment que l'ONU s'oriente vers le même triste destin que la Société des Nations. Si elle n'a pas la volonté de se réformer, elle finira par être complètement paralysée par le jeu des «Grands», ou par disparaître sous un cataclysme qu'elle n'aura pas eu la sagesse de prévenir et d'éviter.

Durant notre séjour à New York, nous faisons feu de tout bois. Les États-Unis venaient d'élire, le 6 novembre 1956, leur Président. L'arrivée, le 16 novembre, du Président Bourguiba, suivie le 23 novembre de celle du Prince Moulay Hassan, nous valurent des appuis supplémentaires.

Le Président Bourguiba nous invita à le suivre à Washington. Il obtint pour nous des audiences auprès des fonctionnaires chargés des affaires nord-africaines. Il nous permit ainsi de reprendre devant lè gouvernement des États-Unis notre campagne d'explications et d'exposer les différents aspects de notre problème.

La position des USA était à mi-chemin de nos revendications.

Il nous donnaient raison sans pour cela rompre leurs liens d'amitié et de solidarité avec la France. Il fallait, selon eux, agir en souplesse et faire avancer le char algérien sans blesser l'amour-propre de la France.

Nous sommes invités par différentes délégations, dont celles du Soudan, de la Tunisie, du Maroc, de la Yougoslavie, de la Syrie, de l'Égypte. Des citoyens américains s'intéressent à nos problèmes et nous aident: Mme Page Morris, MM. et Mmes Malley, Hahn, etc.

Notre mission terminée, Kiouane accompagne Mme Ait Ahmed et ses enfants en Espagne. Le 4 décembre 1956, je retourne en Suisse.

L'arrestation de nos dirigeants a créé au Caire un vide que le Dr Lamine Debaghine et le Dr Ahmed Francis, combleront en prenant en main la direction de la Délégation extérieure.

Durant les sombres jours de la guerre de Suez, le Caire conserve sa sérénité. Les chants d'une femme - Oum Keltoum - diffusés à longueur de journée, contribueront beaucoup à soutenir le courage de tout un peuple.

La dernière tentative colonialiste de l'Europe s'est achevée par un échec.

À mon retour de New York, Boumendjel me rejoint à Berne et me met au courant des réserves faites par les prisonniers de la Santé, et particulièrement par Ben Bella, sur la prise en main de la Délégation Extérieure par le Dr Lamine Debaghine.

J'écris à Ben Bella pour lui exprimer mon sentiment. Je dis en substance qu'il n'est pas possible à des détenus de diriger, de leur cel • Iule, notre combat et de parer à toutes les éventualités.

Ben Bella me répond que si, personnellement, j'ai la confiance totale des prisonniers de la Santé, il n'en est pas de même pour le Dr Lamine, et qu'ils ne désirent pas le voir à la tête de l'organisation.

Le Dr Lamine, venu me rejoindre en Suisse, m'expliqua que c'est le congrès de la Soummam et le travail de Abane qui sont visés à travers sa modeste personne.

Ce différend n'est que la première escarmouche d'un grave conflit qui couvait déjà et qui se soldera par l'élimination de Mahsas, partisan de Ben Bella, de la base de Tunis et de la Délégation Extérieure.

En Algérie, après le départ théâtral et tapageur du Gouverneur Soustelle, le ministre résident Robert Lacoste découvrira l'insurrection algérienne, en même temps qu'il héritera d'une situation difficile et contradictoire.

Difficile, parce qu'en capitulant le 6 février 1956 devant le désordre de la rue et les injures des partisans de l'»Algérie française», le Président du Conseil a rendu le plus mauvais service à ceux qui ont organisé ces bruyantes manifestations. Ceux-là vont s'imaginer qu'ils ont remporté une nouvelle victoire contre la France et qu'ils pourront désormais lui dicter sa politique algérienne. De ce fait, ils deviendront de plus en plus exigeants, de moins en moins respectueux de la loi. Les conséquences de leur intransigeance aideront, sans conteste, à «l'internationalisation» du problème algérien.

Contradictoire, parce que, disposant des pouvoirs spéciaux établis par la loi du 16 mars et succédant à un gouverneur général «intégrationniste» qui fut acclamé comme tel par les ultras, le ministre Lacoste croit pouvoir faire de l'intégration son cheval de bataille. Il met en application certaines dispositions du statut de l'Algérie de 1947 : décentralisation, suppression des communes mixtes, allégement du pouvoir du gouvernement général.

Mal lui en prit. C'est le prétexte choisi par les étudiants et les organisations dites «patriotiques» pour huer le représentant de la France. Le 8 mai, lors de la cérémonie au Monument aux morts, la foule hurle à son adresse : «Lacoste démission», «Mendès dans les Aurès», «Chevallier au poteau» !

Pas plus que Guy Mollet, le ministre résident ne résistera aux invectives des fanatiques de la colonisation. Les mesures qu'il a prises pour démontrer aux masses musulmanes que Paris est encore en mesure de commander en Algérie sont ternies et noyées dans le sang de deux malheureux combattants de l'ALN : Zabana et Ferradj.

Malgré de multiples interventions, dont celle de Mme Lacoste elle-même et des membres du clergé d'Alger, Lacoste, par peur des ultras, refuse la grâce et fait guillotiner le 19 juin les deux condamnés à mort. Cette double exécution sera le point de départ de la bataille d'Alger. Cette bataille qui fera couler tant de sang innocent et qui durera jusqu'au 8 octobre 1957.

À la vérité, le drame de l'Algérie, joué par quatre personnages, à la fois, la France, le FLN, l'armée et les ultras, est devenu pour la IVe République un problème qu'elle n'arrivera pas à résoudre et qui, finalement, entraînera sa chute.

Ni l'autorité civile, ni les généraux n'arriveront, sur place, à faire une analyse saine de la situation pour pouvoir proposer une solution valable. Ils agiront en désordre et apporteront de l'eau au moulin de l'insurrection.

Quant au pouvoir central, il avait en ce mois d'octobre 1956 des préoccupations d'un autre ordre qui dépassaient nos frontières. Il préparait, en secret, la guerre contre l'Égypte de Nasser. Le socialiste Guy Mollet pensait qu'en allant au secours des actionnaires du canal de Suez et de l'État d'Israël, il frapperait du même coup l'insurrection algérienne en la coupant de ses arrières et en la privant de sa logistique.

Peut-être avait-il envisagé, après sa victoire sur l'Égypte, de reconquérir le Maroc et la Tunisie. C'est en prévision, sans doute, de cette triple action, que Robert Lacoste, en ce temps-là, rejetait toute espèce de négociation et parlait du «dernier quart d'heure».

Cette hypothèse n'est pas à écarter. Car de son côté, le ministre de la Défense, M. Bourgés-Maunoury, révèle au Prince héritier du Maroc, Moulay-Hassan, que *«le règlement de l'affaire algérienne arrivera à son tournant décisif, fin octobre ou début novembre»*[1].

Nous savons aujourd'hui comment l'expédition franco-britannique de Suez a été préparée et comment elle avorta. Les ministres et les techniciens des trois pays - Angleterre, France et Israël - se réunirent en secret à Sèvres et signèrent un «protocole».

La comédie et le machiavélisme présidèrent à l'établissement du scénario de cette nouvelle aventure coloniale: Israël attaquera l'Égypte. À ce moment, la France et l'Angleterre interviendront, non

1. J. R. Tournoux : ouvrage cité

pour condamner l'agresseur et l'arrêter dans son agression, mais pour «arbitrer le conflit», en faisant la guerre à l'Égypte.

Comprendra qui voudra! On connaît le reste. Ce plan s'écroule devant la menace de l'URSS, l'opposition des USA et l'indignation des peuples.

Non seulement ce crime colonial n'a pas été payant, mais ce qui a été conçu pour affaiblir le FLN le fortifie dans sa lutte.

La propagande de la Délégation Extérieure était alimentée par ce qui se passait à l'intérieur. Ce que le régime colonial entreprenait contre le FLN nous coûtait fort cher certes, mais se retournait finalement contre lui. C'était vrai pour le détournement de l'avion transportant nos négociateurs, c'était vrai pour l'expédition de Suez. Il en sera de même de ce qu'on a appelé «La bataille d'Alger».

Les attardés du système colonial se sont accrochés aux plus ignobles pirateries pour sauver leur «empire». J. R. Tournoux révèle qu'en 1954 Georges Bidault sollicita des Etats-Unis l'utilisation de la bombe atomique au Viêt-Nam pour sauver le corps expéditionnaire et maintenir la domination coloniale de la France en Extrême-Orient.

Le Président Eisenhower et Churchill, consultés, s'opposeront à cette criminelle entreprise.

En Algérie, il ne sera pas question de bombe atomique, mais de «torture», c'est-à-dire d'une pratique infamante, empruntée au Moyen Âge et au nazisme.

Le ministre résident, débordé par les terrorismes du FLN et des «Pieds-Noirs» qu'il a lui-même provoqués, par l'exécution de deux prisonniers, abandonne ses pouvoirs civils à l'Armée. Le socialiste se sent vaincu. Il se transforme en proconsul, gardien de la colonie et de l'empire.

Il donne l'ordre à l'armée de *«gagner par tous les moyens, sans se soucier du carcan des lois»*. L'armée a carte blanche. Elle mettra le paquet: six bataillons de parachutistes sont transformés en policiers, sans scrupules et sans conscience.

Le général Massu, qui commande l'opération, s'entoure d'un personnel de choix: colonel Godard, Lt-colonel Brothier, colonel Jeanpierre, Lt-colonel Mayer, Chateau-Jobert, Fassey François, colonel Toulouse, Lt-colonel Bigeard, Trinquier, Ducasse, Coustaux, commandant Navarro, Henri Lemire, Bernard Raffin, etc.

Il a également à sa disposition le capitaine Sirvent et ses hommes du 9e Zouave.

Le général Massu gagnera, mais à quel prix? Sa victoire sera sans gloire. L'usage de la torture est une déchéance pour quiconque la pratique.

Toute cette élite de l'armée française va au «renseignement» comme le boucher va à l'abattoir: pour tuer. Le suspect musulman, arrêté, doit parler même s'il ne sait rien. Et s'il ne parle pas, il est torturé jusqu'à ce que mort s'ensuive. Mais quand le suspect parle et dit quelque chose, il meurt également.

«Les Paras hésitent à relâcher les hommes torturés. Ils les estiment dangereux. Alors on les liquide quand on estime qu'ils ont tout dit[1].»

Ainsi moururent Ali Boumendjel[2], Maurice Audin et tant d'autres innocents. Ce qui fera dire au colonel Bigeard que la bataille d'Alger, «c'est du sang et de la merde».

En face des six bataillons de paras, deux commandos FLN, ceux de YacefSaadi et de Mokhtar Bouchafa, rendent coup pour coup. L'un et l'autre sont entourés d'hommes et de femmes déterminés à servir et à mourir. J'en cite quelques-uns, sachant bien que leur nombre était plus élevé: Debbih ChérifditSi Mourad, Ali la Pointe, Petit Omar, Djamila Bouazza, Djamila Boupacha, Djamila Bouhired, Rachid Amara, Mustapha Fettal, Boualem Oussedik, Daniel Timsit, Rachid Kouache, Taleb Abderrahmane, Sarnia Lakhdari, Hassiba Benbouali, Zohra Drif, Danièle Mime, Zoubida Fadila, Dr Bouayad, Abdeltif Bentchicou, Brahim Chergui, Boudriès, Zahia Kherfallah, Alilou, Evelyne Lavalette, Yahia Briki, Guerroudj, Sifaoui Omar, Farida Hablal, Safia Bazi, Touileb Mohamed, Fatima Hadj Ahmed, Bachagha Boutaleb, etc., etc.

À ces hommes et à ces femmes, il convient d'ajouter les noms des membres du CCE : Krim, Ben M'hidi, Abane, Benkhedda et Dahleb.

Du 7 janvier au 8 octobre 1957, les commandos résisteront aux parachutistes. La torture ne suffira pas à les faire capituler. Il faudra que la «Trahison» s'installe au sein des réseaux pour que ceux-ci

1. Bernard Michel : *le destin tragique de l'Algérie Française.*

2. Le général Paul Aussaresses *(Services spéciaux, op. cit.*, p. 173-178) raconte par le menu comment il a assassiné Me Ali Boumendjel. *(N.-d.-É.)*

soient identifiés et détruits. Lorsqu'on est trahi de l'intérieur, il n'y a aucun démérite à être vaincu.

Mon propos n'est pas d'ailleurs de conter les péripéties et les crimes de la bataille d'Alger. Je renvoie le lecteur aux auteurs qui ont traité ce sujet[1]. Cependant, certaines affirmations du général Massu méritent d'être relevées.

1°) La «bataille d'Alger», comme la guerre elle-même, aurait pu être évitée si la «négociation» n'avait pas été exclue de l'optique des autorités civiles et militaires.

C'est pourquoi le général croit suspecte l'initiative de Germaine Tillion. Or cette femme de cœur, aussi courageuse que lucide, en rencontrant Yacef Saadi et Ali la Pointe, était sur le point d'arrêter le terrorisme aveugle, si du côté des autorités françaises on avait suspendu les exécutions des condamnés à mort. Ce qui aurait rendu l'intervention des paras inutile.

2°) En affirmant que Larbi Ben M'hidi s'est suicidé, le général accrédite une contre-vérité grossière. Ben M'hidi était un combattant valeureux et un croyant authentique. Il n'avait aucune raison de se supprimer. En Islam, le suicide équivaut au meurtre. Il est exclu qu'un combattant de la trempe de Ben M'hidi commette ce meurtre.

Alors, pourquoi le général Massu insulte-t-il sa mémoire? Ben M'hidi a été fusillé. Est-ce ridicule de le dire? C'est le colonel Bigeard en personne qui en fit le rapport au ministre Robert Lacoste[2].

3°) La bataille d'Alger a corrompu, en les politisant, un certain nombre d'officiers parmi les auxiliaires du général. Nous retrouverons ces officiers parmi les «soldats perdus» lorsqu'ils voudront faire de la politique en s'insurgeant contre la Ve République.

4°) Cette bataille donna, pour leur malheur, aux «Pieds-Noirs» un faux espoir dans la victoire militaire et une confiance aveugle dans

1. Yacef Saadi : *Souvenirs de la bataille d'Alger* (Julliard). Général Massu: *La Vraie Bataille d'Alger.*

colonel Bigeard : *Contre-guérilla* (Baconnier, Alger). Yves Courrière : *Le temps des Léopards* (Fayard).

2. Dix-sept ans après la première édition du présent ouvrage, le général Paul Aussaresses publiait un livre où il faisait des révélations sur le « suicide » de Mohamed-Larbi Ben M'hidi, qu'il affirme avoir pendu avec l'aide de ses sbires, sur ordre de la hiérachie civile et militaire. Voir Paul Aussaresses, *Services spéciaux. Algérie 1955-1957*, éd. Perrin, Paris, 2001, p. 161-171. *(N.-d.-É.)*

la solution imposée par l'armée. Le contre-terrorisme et les «ratonnades» qu'ils exercèrent par la suite contre les foules musulmanes avaient pour motivation l'assurance de la victoire, l'impunité et l'appui, sans réserves, de la police et de l'armée.

Le jour viendra où leurs yeux s'ouvriront sur une autre réalité.

5°) L'issue de la bataille d'Alger donna des «idées» aux ultras d'Alger et de la Mitidja. Elle fit revivre un «romantisme» guerrier, hérité des Croisades. Elle donna naissance à des groupuscules civils et militaires qui se mirent à intriguer chacun pour son propre compte. Tous s'imaginaient détenir la solution infaillible pour maintenir l'Algérie dans le giron de la France, avec tout ce que cela comporte de privilèges pour les européens et de «Gloire» pour les fascistes de l'Armée.

S'emparer du Pouvoir par tous les moyens devint l'objectif de tous. C'est la bataille d'Alger qui fit germer le coup d'État du 13 mai 1958.

Elle fit mieux. Elle transforma un certain nombre de soldats et leurs chefs en vulgaires tueurs. La plus illustre des expéditions punitives fut celle du Ruisseau. Un commando du FLN ayant abattu deux soldats, les paras cantonnés chemin Polignac se rendent sur les lieux. Ils font sortir de pauvres musulmans d'un bain maure et les exécutent. Des locataires sortent de leurs immeubles pour se rendre compte de ce qui se passe. À nouveau, c'est le massacre. Plus de 100 cadavres restent sur la chaussée. Il faudrait aussi parler des morts de Médéa écrasés par les chars ou dévorés par les chiens policiers.

On n'est plus rue de Thèbes dans la Casbah avec le contre-terrorisme organisé par des Pieds-Noirs. Au ruisseau et à Médéa, ce sont des soldats en uniforme qui assassinent aveuglément.

Et on appelait cela... «la pacification».

6°) Le pourrissement s'aggrave. Un groupuscule dirigé par un certain Kowacs décide de se débarrasser du général Salan, récemment nommé à la tête de la Xe Région militaire à la place du général Lorillot. Parce qu'il a été en compétition pour ce poste avec les généraux Cogny et Boyer de la Tour, les Français d'Algérie ne l'apprécient pas. Ils l'accusent de «républicanisme» et lui préfèrent un des deux autres généraux. De là à vouloir l'exécuter, il n'y a qu'un pas.

Le 16 janvier 1957, ce pas est franchi. Deux coups de bazookas sont tirés contre le bureau du général à partir de la terrasse de l'immeuble qui fait face au siège de la Région militaire. Le général Salan est absent; son directeur de cabinet, le commandant Rodier, est tué.

À Paris, quand le ministre de la justice, M. François Mitterrand, ouvre le dossier de cet attentat, il découvre derrière Kowacs tout un groupe de députés, de sénateurs et de généraux. Prudemment, il le referme[1].

L'attelage Robert Lacoste-général Massu a quitté la voie humaine pour s'engager dans celle des Pélissier, des Rovigo et des Saint-Arnaud de triste mémoire. Les enfumés des grottes du Dahra ont dû s'agiter dans leur tombe collective, réveillés par les martyrs du Ruisseau. L'Algérie est irrémédiablement engagée dans une guerre sans merci. Quand le soldat français arrête qui il veut, tue qui il veut sans que l'autorité civile se manifeste, l'Algérien n'a plus que la ressource de serrer les dents et de se battre.

Si le général Massu a brisé la grève des 8 jours, s'il a gagné la bataille contre les commandos du FLN, s'il a obligé le CCE à quitter l'Algérie, il a par contre, en semant la terreur en milieu musulman, fermé la porte à tout dialogue. Les cris de douleur qui se sont élevés des villas, des caves, des quartiers de la Casbah, ont retenti comme le glas de la coexistence des deux communautés.

L'Algérie musulmane déchirée, blessée, humiliée, définitivement engagée dans la guerre, cesse de respecter ce qui n'est plus respectable. Elle se soude à ceux qui meurent avec la volonté de lui assurer le droit à la liberté.

Certes, l'ALN, en cours de route, a commis des erreurs. La tuerie de Melouza, du 28 mai 1957, est du même ordre que celle du douar Dagen. Ce règlement de comptes entre FLN et MTLD-MNA est une faute de nos maquis. Mais quelle est la révolution qui est restée pure et sans reproches?

Une chose est certaine. Au milieu de la tempête qui déferle sur l'Algérie musulmane, celle-ci restera solidaire de son armée jusqu'au jour où elle sortira triomphante d'un combat, pourtant inégal.

La Délégation Extérieure suivait attentivement les événements de l'intérieur, qui venaient galvaniser son activité. Sa diplomatie exploitait l'abus, les crimes de l'armée et des ultras.

L'excès en toute chose est nuisible. La torture, les exécutions sommaires nous rallieront une grande partie de l'opinion française et internationale. Au-dessus des contingences partisanes, la voix de la France traditionnelle, de la France de 1789 et des Droits de l'homme,

1. Claude Paillat : *Dossier secret de l'Algérie.*

celle de la France réelle, s'élèvera pour protester et condamner la guerre d'Algérie et ses méthodes.

La France, anesthésiée jusque-là par ce que lui ont enseigné les manuels scolaires, se mit à repenser le problème. D'abord, il y eut, je l'ai dit, le livre de Colette et Francis Jeanson *«L'Algérie hors la loi»*. Ce livre vulgarisa les données du problème algérien et rendit explicable, à la conscience du peuple français, l'insurrection du 1er novembre 1954.

La France commence à s'interroger. Des hommes rompent la «politique du silence» et désavouent. François Mauriac, René Capitant, Régis Blachère, Henri Marrou, Jacques Berque, Charles-André Jullien, Louis Massignon, André Philip, Pierre Henri Simon, l'auteur du livre *«Contre la torture»*, le doyen de la faculté de droit d'Alger, Jacques Peyrega, l'abbé Pierre, l'Abbé Mamet, le Révérend-Père Boudouresques, le pasteur Boegher, l'ancien député Aujoulat, Jules Roy, Pierre Vidal-Naquet et tant d'autres hommes illustres prennent partie et protestent contre la guerre menée en Algérie. Ils préconisent la négociation et la paix.

Après l'assassinat d'Ali Boumendjel, un jeune et brillant avocat torturé jusqu'à la mort, René Capitant, ancien ministre, professeur à l'Université de Paris, écrit au ministre de l'Éducation nationale une lettre si digne qu'elle mérite d'être connue:

«Ali Boumendjel a été mon étudiant à la faculté de droit d'Alger, à l'époque où je dirigeais le mouvement de résistance «Combat» en Afrique du Nord. La nouvelle de sa mort, survenue dans ces conditions, me bouleverse. Elle confirme de façon tragique ce que j'ai lu il y a quelques jours dans le livre de P. H. Simon : «Contre la torture». Tant que de telles pratiques - auxquelles, même en pleine guerre, nous n'avons jamais soumis les prisonniers allemands - seront prescrites ou tolérées contre les Algériens par le gouvernement de mon pays, je ne me sentirai pas capable d'enseigner dans une faculté de droit française.»

Ahmed Boumendjel, frère du regretté Ali, qui est toujours en mission à Paris, écrit de son côté au Président de la République:

«Si le gouvernement avait le respect de la dignité humaine, non seulement dans les mots, mais aussi dans les faits, il aurait donné satisfaction à la requête légitime que j'avais présentée dès le 12 février 1957. Il aurait arraché mon frère aux paras pour le diriger effectivement sur un camp d'internement ou, au moins, pour le confier à un juge d'instruction. Mon frère serait encore vivant et il

n'y aurait pas, sur la terre d'Algérie, quatre orphelins de plus dont l'aîné n'a que sept ans.»

Le drame d'Ali Boumendjel, c'est le drame d'un grand nombre de suspects. Il a été arrêté pour avoir conduit son frère à un rendez-vous. Or *le lieu du rendez-vous, Ali ne pouvait pas le révéler parce qu'il ne le connaissait pas.*

Des journalistes, malgré les dangers qui pèsent sur eux, mettent leur plume au service de l'Algérie et plaident pour la décolonisation. Ce sont Robert Barrat, Jean Daniel, Claude Bourdet, Albert-Pierre Lentin, Jean-Jacques Servan-Schreiber, Jean-Marie Domenach, Jean Lacouture, Marcel Niedergang.

Des journaux prennent position : *l'Express, Libération, Témoignage Chrétien, La Croix, le Monde, France-Observateur.* Notre cause gagne du terrain au fur et à mesure que l'armée adopte des méthodes policières et barbares.

Malgré la politique du mensonge permanent, la vérité se fait jour. À travers des rapports confidentiels, le Président du Conseil sait que la situation se dégrade, qu'elle n'est pas à l'honneur de son ministre résident et de son Gouvernement.

Il essaie d'y parer en créant le 5 avril 1957 la Commission de sauvegarde des droits et des libertés individuelles. Des ministres, comme Defferre et Mitterrand, expriment leurs inquiétudes. Les rapports de deux membres de la commission d'enquête, le Bâtonnier Maurice Garçon et le Gouverneur Robert Delavignelle sont particulièrement accablants.

En Algérie même, parmi ceux qu'on appelle les «Pieds-Noirs», des hommes lucides tentent de parer au «suicide» de leur communauté. Ce sont Jacques Chevallier, Jean-Marie Tiné, Maître Popie.

Dans l'armée et dans l'administration, le général Paris de La Bollardière, le colonel Barberot, le Secrétaire général de la Préfecture, Paul Teitgen, se refusent à garder le silence alors que les responsables du terrible engrenage terrorisme-répression agissent comme s'ils voulaient élever un mur infranchissable entre les deux communautés. La «pacification» a pris le visage d'une véritable reconquête coloniale, avec son cortège d'abus et de crimes.

L'Europe libérale s'émeut à son tour. En Suisse, Charles Henri Favrod met sa plume au service de la décolonisation de l'Algérie et

de l'Afrique. En Italie, en Angleterre, en Belgique, en Allemagne, en Espagne, une partie de la presse prend parti et justifie notre lutte.

Aux États-Unis, si le gouvernement reste discret parce que lié à la France par le traité de l'OTAN, l'opinion publique, par contre et dans sa majorité, condamne tout système colonial. Elle se prononce pour l'indépendance de l'Algérie qu'elle ne dissocie pas du Maroc et de la Tunisie.

À deux reprises, le jeune et dynamique sénateur John Kennedy exprime hautement ce que les Américains pensent tout bas : *«L'Algérie a cessé d'être exclusivement un problème français»*, déclare-t-il, dans un premier temps, devant le Sénat.

Dans un deuxième temps, il dépose devant la même assemblée une résolution demandant *«l'intervention du gouvernement américain en faveur de l'indépendance de l'Algérie»*.

Ces déclarations valurent une protestation véhémente du ministre Robert Lacoste, qui donnait ainsi plus de publicité aux propos du futur Président des États-Unis.

L'URSS n'est pas en reste. Recevant à Moscou le Président Guy Mollet et son ministre des Affaires étrangères, Khrouchtchev aborde le problème algérien. Le communiqué final en fait mention en ces termes: «*Les ministres soviétiques ont exprimé l'espoir que, luttant dans l'esprit libéral qui l'anime, le gouvernement français saurait donner à ce problème si important, la solution appropriée, dans l'esprit de notre époque et dans les intérêts des peuples.*»

Devant l'inaction du gouvernement français et les intrigues paralysantes des lobbies et des groupuscules déjà mentionnés, l'Algérie, tel un navire poussé par le reflux, quittait les rivages de la France et pénétrait ostensiblement dans les eaux internationales.

En Angleterre, l'évolution de l'opinion publique est sensiblement identique. L'Angleterre ayant accordé l'indépendance à la Libye, les Anglais ne comprennent pas que la France veuille rester en Afrique du Nord, malgré l'évolution inéluctable de l'histoire. Le Président Bourguiba avait été reçu à Londres. Il parla à la BBC. Signe des temps?

En novembre 1957, le gouvernement anglais envoie à la Tunisie un chargement d'armes. Les Américains font de même. Cette double décision est significative quand on sait que le Président Bourguiba est devenu l'un des meilleurs soutiens de l'insurrection algérienne.

«L'Observer» écrit : «À choisir entre Paris et Tunis, l'Angleterre a choisi Tunis.»

C'est-à-dire la libération des colonies.

Nous étions depuis un mois, avec le Dr Ahmed Francis en mission à New York. Nous apprenons que le CCE a quitté Alger. «La Grève des 8 jours» a été brisée sauvagement par l'armée. Malgré la brutale intervention des Paras, la preuve a été faite de la solidarité totale du peuple avec le FLN. Le peuple a en effet répondu unanimement au mot d'ordre de grève.

Nous utilisons cet argument devant les délégués à l'ONU. J'ai déjà exprimé mon opinion sur cette Assemblée. Sans être inutile, elle demeure inefficace et étrangère aux malheurs de notre pays. Entre le droit des petits peuples et la puissance des grandes nations, le compromis est toujours boiteux. Il laisse toujours chez les petits un arrière-goût d'amertume et de tristesse que nous avons souvent ressenti.

Le 15 février 1957, les débats de l'ONU prennent fin par le vote de la résolution suivante : «L'Assemblée générale, ayant entendu les déclarations des diverses délégations et *discuté la question algérienne,* considérant la situation en Algérie, qui cause beaucoup de souffrances et de pertes de vies humaines, exprime l'espoir que, dans un esprit de coopération, une solution pacifique, démocratique et juste sera trouvée par des moyens appropriés, conformément à la charte des Nations-Unies.»

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des 77 votants. Notre but est atteint.

Entre-temps, nous assistons à la réception donnée par le Roi de l'Arabie Séoudite en visite aux États-Unis. Nous rencontrons toutes les délégations. Nous les entretenons de nos problèmes sans tenir compte de leur position personnelle vis-à-vis de la France.

Le Président Guy Mollet mit à profit les débats de l'ONU pour évoquer, dans un grand discours, la question algérienne. Yazid me demanda de lui répondre[1].

Dans l'hôtel où nous étions descendus, nous rencontrons l'ancien ministre Edmond Michelet. Nous nous serrons la main. Il nous

1. Voir *El Moudjahid :* n° 4 spécial.

invite à dîner. Nous déclinons l'invitation, dans son intérêt et dans le nôtre.

Nous avons croisé aussi dans les couloirs de l'ONU MM. Soustelle et Pinaud. Nous nous sommes ignorés les uns les autres.

Tous les Français ne se ressemblent pas.

À mon retour à Genève, j'adresse un message au Vatican. Je demande au Saint-Père d'intervenir au nom de la morale chrétienne pour arrêter la guerre d'Algérie, dans le respect du droit des peuples colonisés à leur indépendance. Je parle de la réconciliation du christianisme et de l'Islam.

En mars 1957, la Tunisie fête son indépendance obtenue depuis un an. Le Dr Lamine Debaghine me donne rendez-vous à Tunis pour le 19 mars. Le 18, je suis à Rome l'hôte de l'ambassadeur tunisien Mondher Ben Amar. Je m'envole pour Tunis le lendemain.

Nous assistons aux différentes cérémonies organisées à Tunis. Nous rencontrons le Président Bekkaï du Maroc et un certain nombre de délégations. Nous sommes invités par le Président Bourguiba, par les ambassadeurs arabes, par l'Assemblée Nationale. Tout se passe à la satisfaction de tous.

Mais nos ennuis étaient ailleurs. Mahsas a la prétention de s'opposer, au nom de Ben Bella, au CCE. Il conteste les décisions prises au Congrès de la Soummam. Avant notre arrivée, il avait mis à profit les dissensions qui existaient à la frontière entre Aurassiens, Némemchas et Constantinois, pour essayer d'asseoir son autorité et propager le culte de la personnalité de Ben Bella. Il alla jusqu'à faire imprimer et distribuer un portrait de son acolyte.

En s'appuyant sur deux chefs aurassiens, Abdelhaï et Abbès Laghrour, il avait fait exécuter, sur le territoire tunisien, des Algériens par d'autres Algériens. Ces meurtres et ce désordre ne plaisent pas à Bourguiba. Il fait arrêter les responsables et tout spécialement Abbès Laghrour, Abdelhaï et les Soufis placés sous leurs ordres. Les deux chefs furent fusillés.

Mahmoud Chérif, ancien lieutenant de l'armée française, ancien membre du Comité Central de l'UDMA, rallié au FLN, blessé au combat dans le maquis des Aurès, est désigné par le CCE pour faire cesser l'anarchie qui s'est établie dans la Wilaya I. Il prend contact

avec les commandants Benaouda et Mezhoudi chargés du ravitaillement en armes des Wilayas III et IV. Il fallait mettre fin aux agissements de Mahsas.

Sur ces entrefaites, le colonel Ouamrane arrive à Tunis, nous précédant de quelques jours.

Alors les choses allèrent très vite. Ouamrane invita Mahsas à plus de discipline.

En vue de réaliser une large confrontation, le Dr Lamine organise le 23 mars, une réunion à laquelle assistent Ouamrane, Mahsas, Mahmoud Chrérif et moi-même.

J'interviens personnellement pour convaincre les uns et les autres que l'Algérie est en guerre et que leurs querelles de préséance sont pour le moins secondaires.

Mahsas fuit la discussion. Il donne l'impression d'être au service de Ben Bella et non de l'Algérie. Il engage l'épreuve de force, misant sur la division des Aurassiens, des Némemchas et des Constantinois.

Face au colonel Ouamrane, il perd la partie. Il ne doit la vie sauve qu'à l'intervention de la police tunisienne qui le renvoie par le premier avion en Suisse. Il restera en Europe - où il se maria - jusqu'à la fin de la guerre.

Le directeur de la sécurité tunisienne, Driss Guigua, facilita ce dénouement. Il avait la confiance du Président Bourguiba. Il avait fait ses études à la faculté de droit d'Alger et s'était marié à une Algérienne, alors étudiante comme lui. Il fut d'un secours constant pour le FLN et un conseiller avisé.

Durant notre séjour à Tunis, le commandant Hadj-Ali, sous les ordres du colonel Mahmoud Chérif, assura notre sécurité. Nous fûmes logés, le Dr Lamine et moi-même, dans unevilla hors de la ville. Nous rencontrâmes d'autres responsables : le commandant Brahim Mezhoudi, le commandant Kaci, Maître Aït-Ahcène, membre de la Délégation Extérieure, etc.

Après l'arrestation à Alger de Ai'ssat Idir, un responsable de l'UGTA, Gaïd Mouloud, dit Rachid, avait été envoyé à Tunis par le CCE.

J'ai rencontré également à Tunis le futur colonel Amirouche. Il était venu pour ravitailler en armes et en médicaments la Wilaya III. Il rentrera en Algérie avec le Dr Laliam.

J'ai profité de cette rencontre pour essayer de faire préciser les conditions dans lesquelles mon beau-frère, le Bachagha Benab delmoumène, avait été assassiné le 14 février 1956. «Il avait tout son douar en main, me dit Amirouche, et je ne voulais pas de cette influence.» Je lui fis observer que cette influence ne pouvait pas nuire au FLN et que les djounoud trouvaient le gîte et le couvert chez lui. Mais pour Amirouche, un fonctionnaire, qui avait tant de poids, était un danger pour la révolution. Raisonnement spécieux[1]!

À la vérité, j'ai jugé Amirouche comme un combattant courageux, actif, mais psychologiquement sans nuances.

De retour à Rome, nous recevons, le Dr Lamine, Aït-Ahcène et moi-même, le sénateur Ourabah, le Dr Benabid et mon neveu Bousdira Tahar, venus spécialement nous mettre au courant de l'évolution de la situation en Algérie.

Le Dr Lamine et Aït-Ahcène se rendent à Madrid, appelés par Messaoud Boukadoum, notre représentant en Espagne. En route pour le Caire, je dois m'arrêter à Athènes pour y contacter le gouvernement grec. Je suis introduit auprès du ministre des Affaires étrangères grâce aux bons offices des ambassadeurs syrien, égyptien et libanais.

Les Grecs ont connu des occupations étrangères. Ils comprennent nos problèmes. À défaut de leur appui, ils nous assurent de leur sympathie.

Mettant à profit la présence du colonel Ouamrane, le Dr Lamine Debaghine réunit la Délégation Extérieure au Caire du 7 au 13 avril 1957. Il y a là Yazid, Ahmed Francis, Tewfik El Madani, Kiouane, Benguettat, Benyahia, Lahouel, Bouraghda, Cheikh Abbes. Beaucoup de questions sont à l'ordre du jour. Nous en discutons.

Sur ces entrefaites, le commandant Mouloud Iddir de l'armée française arrive au Caire. Il est le premier officier français d'origine algérienne à rejoindre le FLN. Il sera bientôt suivi par un grand nombre d'autres: Benabdelmoumène, Zerguini, Bencherif, Hoffmann, Chabou, Allahoum, Saâdi, et d'autres encore.

1. Un autre beau-frère, le Caïd Fadel avait été arrêté dans la Commune de Taher. La Wilaya II le relâcha.

Psychologiquement, ces ralliements ont un effet considérable sur le moral des soldats français d'origine algérienne et également sur l'ALN.

Au cours de la réunion, la Délégation Extérieure renforce ses moyens d'action. Elle devient plus exigeante et réclame de ses responsables plus d'activité et du monde arabe plus de solidarité.

La Ligue Arabe et son secrétaire Salah Hassouna sont alertés. Le Caire et la radio «Saout-El-Arab», Baghdad, Damas, Ryadh, Tripoli, Beyrouth, Amman, Khartoum, Tunis, Rabat, doivent multiplier leurs efforts financiers et diplomatiques en faveur de l'Algérie.

Des hommes comme le Président Choukry El-Kouatly estiment que les peuples arabes ne font pas assez pour leurs frères algériens. *«Laisser ces Algériens en tête à tête avec une puissante nation comme la France est une trahison de la part d'une prétendue "Oumma-El-Arabia". L'Algérie devrait être le problème de tous.»*

Le Président Choukry ne pouvait souffrir aucune défaillance ni aucune faiblesse, quand il s'agissait de la lutte du peuple algérien.

En France, l'Union Générale des Étudiants Musulmans Algériens (UGÉMA) et l'Union Générale des Travailleurs Algériens (UGTA) mènent un combat plein de mérite et de courage. Elles ont bousculé l'influence de Messali, du MTLD-MNA et de son syndicat, l'USTA. Malgré les multiples arrestations, les deux organisations demeurent mobilisées. Elles bénéficient du concours des Français libéraux, en particulier du réseau Jeanson.

Entre les organisations FLN et la police française, le duel est féroce. Police et MTLD-MNA se liguent contre nous. La Seine charrie des cadavres FLN. Les agressions sont nombreuses. C'est dans ces conditions que Ahmed Benzadi, ancien rédacteur en chef de «La République Algérienne» est assassiné en plein jour dans un restaurant parisien et que Amazit, ancien responsable UDMA à Paris, est gravement blessé. Ses agresseurs le poursuivent jusque sur son lit d'hôpital. L'impunité rend le MTLD-MNA audacieux.

Louanchi, Taleb, Lebjaoui, Yaker, Ahmed Had-Ali, Mustapha Francis, Boumaza, Kebaili, Bensalem, etc., sont arrêtés et emprisonnés à Fresnes. Nos cadres, aussitôt reconstitués, sont de nouveau appréhendés. Mais en ce temps-là, le FLN était riche de dévouement, d'abnégation et de sacrifices.

Pour défendre les «rebelles», les «fellaghas», les «bougnouls», des avocats constituent un collectif et rivalisent de dévouement. Ils restent ainsi dans la tradition française: celle d'assurer la défense des proscrits.

Certains parmi eux seront arrêtés.

Dès le 8 novembre, Rabah Bitat, responsable de la zone algéroise, charge Maître Amar Bentoumi de s'occuper des inculpés. Les arrestations massives, opérées dans les rangs du MTLD en décembre 1954, imposent rapidement la nécessité de regrouper les avocats susceptibles de se consacrer à défendre les détenus politiques devant les Tribunaux et particulièrement devant la Cour d'Appel d'Alger. À cette époque, sa compétence s'étendait à tout le territoire algérien.

C'est dans ces conditions qu'au début de l'année 1955 fut fondé le premier Collectif des Avocats. Outre Maître Amar Bentoumi qui fut chargé de le créer, il se composait de Maître Ali Boumendjel, Ghaouti Benmelha, Nefa Rabbani et Hadj Hamou. Y participèrent également des avocats français comme Louis Grange, Guedj et Smadja du Barreau d'Alger. Devant le nombre des affaires, Bentoumi fait appel à Maîtres Thuveny d'Oran, Ait Ahcène de Constantine et Ould Aoudia de Paris, ainsi qu'à de nombreux avocats français du Barreau de Paris comme Maîtres Stibbe, Braun, connus pour leurs sympathies pour la cause algérienne. De plus, de jeunes avocats algériens, nouvellement inscrits, s'intégrèrent au collectif, tels Maîtres Hamad, Bouzida, Zertal, Tayebi et Menouer.

L'activité intense des avocats algériens du Premier Collectif devait attirer sur eux l'attention du pouvoir colonial.

En janvier-février 1957, au début de la «bataille d'Alger», pour supprimer des témoins gênants de la généralisation de la torture et priver les victimes de la répression de toute assistance, tous les membres du Collectif furent arrêtés et internés dans les camps de concentration, y compris les trois avocats français d'Alger. C'est ainsi que Maître Ali Boumendjel fut assassiné par les parachutistes et Maître Ould Aoudia abattu devant son cabinet parisien par les ultras de la «Main Rouge».

Malgré les dangers, la relève fut assurée d'abord par les rares avocats algériens qui restaient en liberté, tels Maîtres Hacène, Bourebia, Sidi Moussa et Arezki du Barreau de Sétif, Abed d'Oran. Les avocats parisiens du collectif, dont le nombre s'était accru, organisèrent une navette entre Paris et les villes algériennes, notamment Alger.

Mais la répression avait atteint un tel niveau, tant en Algérie qu'en France, que s'imposa la nécessité de recréer un nouveau collectif d'avocats du FLN, à partir de Paris. Ce fut la tâche à laquelle se consacrèrent Maîtres Mourad Oussedik et Benabdellah en liaison avec la fédération de France du FLN. Ils firent appel aux rares avocats algériens encore libres et à de nombreux avocats français de Paris comme Maîtres Vergés, Matarasso, etc. et de province, comme Maître Schiano de Marseille, Fenaux de Nancy, etc.

Les avocats algériens ont accompli leur devoir pendant la guerre de libération nationale. Ils connurent l'exil, les geôles et les camps de concentration, les tortures. Six d'entre eux ont payé de leur vie leur dévouement.

En France, les affaires ne vont plus. Le problème algérien est au centre des difficultés. Le désordre financier provoqué par la guerre a été plus ou moins colmaté par l'emprunt Ramadier. Mais l'opposition au gouvernement se précise et se renforce. Guy Mollet est renversé le 22 mai 1957.

Le gouvernement Bourgès-Maunoury le remplace. Il sera renversé à son tour le 30 septembre, à l'issue du vote sur la loi-cadre pour l'Algérie, que Robert Lacoste et ses conseillers avaient préparée.

Cette loi-cadre sortait d'un «laboratoire» de pur style colonial. C'était un amalgame d'assemblées, de ministères, de collèges électoraux dont l'application était pratiquement impossible.

Dans ce second semestre 1957, la Délégation Extérieure, dans sa conception première, vivait ses derniers jours. Elle achevait ses travaux en participant au mois d'avril à la Conférence Internationale Anticolonialiste réunie à Athènes. Au mois de juillet, elle assiste à Tunis aux travaux de la Confédération Internationale des Syndicats Libres (CISL).

Invitée par Sa Majesté Mohammed V, elle délègue à Rabat le Dr Lamine, le colonel Ouamrane et moi-même. À Tétouan, nous descendons chez le colonel Boussouf, dont je fais connaissance. Il nous accompagne à Rabat.

L'audience accordée par le Roi nous réconforte et nous encourage. Sa Majesté donne tout son soutien à l'Algérie combattante. Le Roi est direct, loyal, de bon conseil.

Il le restera durant tout son règne.

Le 12 juin 1957, une autre mission nous conduit à Madrid. Il s'agissait de rencontrer le Général Valinot et les autorités espagnoles. Nous déjeunons à l'ambassade de Syrie avec le ministre espagnol de l'Agriculture et le colonel Grigori.

Ouamrane se préoccupe de la formation des jeunes cadres de l'ALN, dans l'aviation et dans l'armée de terre. Il a placé près de 40 élèves à Athènes et en Yougoslavie. Il demande le même service à l'Espagne.

C'est au cours de ce voyage que je rencontre, pour la première fois, Krim Belkacem. Accompagné de Aït-Ahcène, il revenait du Maroc. Il me retrace les derniers événements d'Alger. Nous déjeunons chez Hadj Madani Kabbadj avec Allai El-Fassi, le Dr Hafadh, Boukadoum et Maître Aboulaix, un marocain de la zone espagnole, avocat à Madrid.

L'Espagne nous est favorable. Beaucoup d'avocats, de jeunes étudiants, des militaires nous assurent de leur concours. À cette époque, l'Espagne, après la Yougoslavie et la Suisse, était pour nous le pays le plus hospitalier.

Au Caire, nous nous réunissons avec le CCE à partir des premiers jours de juillet. Le 4 juillet, le CCE donne sa première conférence de presse. C'est Dahleb qui prend la parole en langue française. Yazid et Mehri assurent respectivement la traduction en anglais et en arabe.

Cette conférence obtient un grand succès, particulièrement auprès du monde arabe qui est impressionné par l'âpreté de la lutte, la puissance de l'armée française et les multiples sacrifices de notre peuple.

L'Orient se rend compte que la guerre d'Algérie dépasse de beaucoup ce que fut la résistance au Maroc et en Tunisie.

L'Égypte réagit très favorablement. Elle organise dans l'immédiat la «semaine de l'Algérie» avec la participation de nombreux artistes. L'illustre Oum Keltoum donne une grande soirée au profit du FLN.

En cet été 1957, la Délégation Extérieure allait subir les «retombées» de la bataille d'Alger. Le CCE avait quitté Alger. Il s'était éloigné, donc, des secteurs opérationnels de l'ALN. Le pays allait en souffrir. Il risquait, désormais, d'être abandonné à lui-même.

Et de fait, les décisions arrêtées au Congrès de la Soummam allaient aussitôt être remises en cause, notamment celles concernant la priorité du pouvoir civil sur le militaire et de l'Intérieur sur l'Extérieur, priorités qui avaient été dictées par une analyse objective et une vue saine de la situation dans le pays.

Diriger la guerre du Caire ou de Tunis était une erreur. La présence du CCE en Algérie, même s'il était condamné à une action limitée, valait mieux que son absence du territoire national.

La Délégation Extérieure, dont la mission était précise, n'était pas préparée pour exercer de nouvelles responsabilités. La vie des wilayas, leurs combats, leurs d ifficultés échappaientà sa connaissance. Tous ces problèmes relevaient des conseils de wilayas. La conduite de la guerre, dont la gravité et la priorité s'imposaient chaque jour davantage, était menacée par l'éloignement. C'est cet éloignement des lieux de combat qui permit tous les «grenouillages». Il était difficile de jouer aux «diplomates» et de multiplier les intrigues tout en coiffant les combats de l'ALN.

Quant au conflit qui opposait, à l'intérieur, Abane à Krim, nous n'allions pas tarder à en connaître les prolongements tragiques.

Une seconde mission en Amérique du Sud me fut confiée. J'étais accompagné de Aït-Ahcène et de Triki.

Nous étions arrivés le 22 juillet à Rio de Janeiro. Nous avions parcouru le- Brésil et donné des conférences de presse, obtenu des audiences des gouvernements, contacté la presse, les syndicats, les étudiants, les colonies arabes, les ambassades.

L'état de santé d'Aït Ahcène m'obligeait à ménager ses efforts. Le Dr Ahmed Francis avait diagnostiqué chez ce jeune et dynamique militant les premiers signes d'une grave maladie. Je veillais sur sa santé. Nous nous trouvions à Buenos Aires lorsque, le 17 août, je fus rappelé au Caire.

Je devais les retrouver le 12 septembre à Caracas.

Au Caire, la crise étaii: ouverte. Le conflit Abane-Krim se révélait insoluble. Il était certes engendré par l'opposition intransigeante de deux caractères, aussi entiers l'un que l'autre. Mais aussi, et peut-être surtout, par deux conceptions différentes de l'exercice de l'autorité et des vues également différentes de l'avenir.

L'un et l'autre exposèrent leurs griefs. Abane décelait chez les colonels une tendance à l'exercice d'un pouvoir absolu. «Ce *sont,* me dit-il, *de futurs potentats orientaux. Ils s'imaginent avoir droit de vie et de mort sur les populations qu'ils commandent. Ils constituent un danger pour l'avenir de l'Algérie.»*

Il me révéla qu'Amirouche, l'homme de Krim, avait voulu le liquider au cours de la réunion du Congrès de la Soummam. Sa conclusion était sans nuance : *«Ce sont tous des assassins,* me dit-il. *Ils mènent une politique personnelle contraire à l'unité de la nation. C'est ainsi qu'à mon passage au Maroc, j'ai appris que la wilaya Vdisposait de plus d'un milliard de francs, alors que dans la IV et la III nous n'avions pas le moindre sou. Et quand j'en ai fait le reproche à Boussouf, il s'est rebiffé. Il ne comprend pas que cet argent est à l'Algérie et non à sa seule wilaya.*

«L'autorité qu'ils ont exercée ou qu'ils exercent rend ces colonels arrogants et méprisants. Par leur attitude, ils sont la négation de la liberté et de la démocratie que nous voulons instaurer dans une Algérie indépendante.

«Je ne marche pas pour un tel avenir. L'Algérie n'est pas l'Orient où les potentats exercent un pouvoir sans partage. Nous sauverons nos libertés contre vents et marées. Même si nous devons y *laisser notre peau.»*

Je lui fis remarquer qu'il faisait chevaucher les problèmes et qu'il convenait, au contraire, de les sérier et de les évoquer chacun à son heure. «Pour l'instant, dis-je, il faut amener la France à négocier. Nous y arriverons si nous restons unis. Tout doit reposer sur notre union. Tu trouves des défauts aux colonels. Ils en ont certainement. Mais ils ont des qualités. Ils ont tenu tête à l'armée française. C'est à leur honneur. Et puis ce sont «nos» colonels. Nous n'en avons pas d'autres. C'est avec eux que les militants sans armes que nous sommes pourront arriver à l'Indépendance.»

Abane était loyal. Il en convint et me donna raison. À sa décharge, je dois dire qu'il était sorti de prison avec un goitre. Sa maladie était en pleine évolution.

Krim m'a tenu un autre langage. Il reprochait aux membres du CCE de s'être coalisés contre lui : *«Dahleb et Benkhedda sont toujours de l'avis de Abane. Il en résulte que je suis seul. Tout ce que je propose est rejeté. C'est vexant et arbitraire.»* Et il tirait de ces affirmations sa propre conclusion: la composition du CCE doit être modifiée.

Il reprocha ensuite à Abane ses écarts de langage: «*En disant que je suis devenu nationaliste parce que la France m'a refusé la fonction de garde champêtre, il revient 20 ans en arrière, à l'époque de ma jeunesse. Depuis j'ai fait* 15 *ans de maquis. J'ai mobilisé la Kabylie pour faire la guerre. J'ai formé des militants. Ce sont lesAurès et ma Kabylie natale qui ont mis le feu à l'Algérie Française. Cela, Abane le sait et ne le dit pas.*

«Je sais que Abane est un patriote et qu'il a des qualités et des connaissances, mais il y *a une limite à tout. Je n'accepte pas qu'il me donne des leçons et qu'il me marche sur les pieds.»*

je dis à Krim que Abane était fraternel, et qu'il était malade. Ses colères venaient de sa maladie. Par ailleurs, il avait été menacé par Amirouche. Krim ne le nia pas. Les actes de violence étaient dans la nature d'Amirouche. Il le lui avait souvent reproché.

Je repris mon exposé: «*Aucun chef militaire ne doit se faire justice. Si les militants armés retournent aujourd'hui leur armes contre d'autres militants, autant dire qu'ils les retourneront demain contre le peuple et contre ses libertés. Dans ce cas quelle nation et quelle patrie aurions-nous si la fraction armée imposait au peuple sa dictature ?*» Krim accepta mes observations. Il me confirma qu'il était pour la liberté, la collégialité et contre le pouvoir personnel. Mais il tenait à modifier la direction du FLN. Il proposait que les membres du CCE soient portés à neuf: cinq colonels et quatre civils: Abane, Dr Lamine, Mehri et moi-même. Krim était vindicatif. Quand je lui proposai de maintenir Benkhedda et Dahleb, mieux préparés que nous pour assurer cette fonction, il me répondit qu'ils avaient commis des fautes et qu'il fallait qu'ils les paient.

Ni le Dr Lamine Debaghine, ni Mehri, ni moi-même, n'étions enthousiasmés par sa proposition. En toute honnêteté nous déclinions cette responsabilité. Notre mission à l'extérieur était d'une autre nature.

En dernier ressort, je me suis rendu chez le Cheikh El-Bachir El-Ibrahimi prendre conseil : « *Ta mission est de concilier Krim et Abane,* me dit-il. *Le reste est sans importance. Quand deux Kabyles sont en conflit, il arrive que l'un d'eux meurt. C'est cela qu'il faut éviter.*»

Le 24 août, après plusieurs réunions avec les colonels, nous donnons notre accord de principe pour entrer au CCE. Le Dr Lamine Debaghine tient cependant à ce que l'on consigne par écrit ses réserves.

«Ta déclaration et ton adhésion publique au FLN en avril 1956, me dit Abane, *a donné un regain à la révolution.»*

«Tu me dis cela, lui répliquai-je, pour prouver que ton point de vue était le bon.»

«Mais c'est la vérité, répondit-il, *demande à Krim et à Bentobbal.»*

Je n'étais un «rival» pour personne. Je pouvais parler de l'union et de la fraternité sans que ni les uns, ni les autres ne mettent ma parole en doute. Je n'avais qu'une seule ambition: aider ceux qui se battaient à terminer la guerre, à sortir l'Algérie du joug colonial, et peut-être - pourquoi ne pas le dire? - à la réconcilier avec la France.

Je m'envolai pour Caracas beaucoup plus rassuré sur la solidité de l'union que nous venions de réaliser. Il est'juste de dire que Benkhedda et Dahleb jouèrent un rôle positif. Les éléments «civils», Mehri, Yazid, Ahmed Francis, Benyahia, etc., s'employèrent à rapprocher les thèses en présence.

Leur activité modératrice porta ses fruits. Mais pour combien de temps?

VIII

LE MAQUISARD SE BAT ET MEURT DEBOUT

L'assassinat de ABANE Ramdane

À Alger l'orage approche

Je le répète, il n'y a que deux orientations possibles: celle qui repose sur l'entente, sur le progrès, sur les réformes et celle, quelle que soit la sincérité de ceux qui la prônent, qui repose en réalité sur la répression, sur la force et, finalement, sur le sang.

Pierre MENDES-FRANCE

Tout en maintenant l'effort militaire, le Gouvernement choisira, si l'intérêt de notre pays lui paraît commander une telle initiative, le moment le plus favorable pour offrir des pourparlers en vue d'un cessez-le-feu.

Pierre PFLIMLIN (Déclaration d'investiture)

La direction du FLN s'est donc installée à l'extérieur. Elle a drainé derrière elle des chefs militaires expérimentés et redoutés de l'armée française. L'ALN pouvait en pâtir. Mais en cette année 1957, elle est déjà une machine rodée et aguerrie. Elle se bat et peut infliger des pertes sévères à l'adversaire. Lorsqu'elle subit des revers (et cela, hélas, lui arrive souvent), le maquisard défend chèrement sa peau. Il meurt debout. Le fusil à la main.

Nous étions loin des années 1954 et 1955. À cette époque, l'insurrection organisée par les hommes du CRUA manquait de tout. Elle n'avait ni troupes en nombre suffisant, ni armes, ni argent, ni ravitaillement. Les «Historiques», on s'en souvient, n'avaient pris qu'une seule responsabilité: «allumer la mèche» pour employer l'expression de l'un d'eux.

Sur le plan militaire, le rapport de forces n'avait pas été pris en considération. Personne ne savait ce qu'il adviendrait après le premier coup de feu. Ni comment la partie évoluerait et pourrait être gagnée.

Mais instinctivement, chacun savait quelle serait gagnée. Cependant, la lutte se ressentit de ce manque de préparation. L'insurrection piétina. Les premiers moudjahidine montèrent dans la montagne avec leur seul courage et leur foi. Au nom de l'Islam et de la liberté.

Vers la mi-janvier 1955, un médecin militaire de mes amis pratiquant l'autopsie sur des djounoud tombés dans la région de Pasteur, près de Batna, constata qu'ils n'avaient pas mangé depuis quarante heures.

«Ces gars, me dit-il, *avaient le ventre vide, seulement des résidus de glands. Ils étaient légèrement vêtus, alors que nous étions en plein hiver. Comment pouvaient-ils se battre dans de telles conditions?»*

Depuis, l'ALN avait progressé. Elle avait rallié à elle la population, intelligemment, en avançant pas à pas. Elle entrait en contact avec les douars en faisant vibrer deux cordes, celle de l'Islam d'abord et ensuite celle du retour à la terre, à la liberté, à l'auto-administration.

En 1956, elle était virtuellement acceptée par l'ensemble de notre peuple. Alors, elle fut mieux nourrie, mieux habillée, mieux armée, efficacement protégée dans ses déplacements. Elle disposa de complicités de tous ordres. Elle avait ses «choufs», ses guides, ses «moussebeline», ses volontaires de la mort.

Le commandement français se heurta à sa combativité. Les généraux savaient que la partie serait difficile. Ils commencèrent à douter des résultats de la «pacification». Ils n'étaient plus à l'époque où ils «pacifiaient» les tribus du Sud du Maroc. Le combat en Algérie était aujourd'hui différent.

L'ALN, riche de l'expérience de la Résistance française, de celle du peuple indochinois, avait adopté la stratégie de la guérilla. Exception faite de la bataille d'Alger où nos commandos se laissèrent déborder par les paras, l'ALN se garda bien de constituer de grandes formations et de combattre de front. Elle s'en tint aux embuscades. Ainsi, elle garda l'initiative: après le coup de main, elle décrochait et s'évanouissait dans la nature.

Beaucoup d'officiers français témoignèrent de sa bravoure. J'en citerai un auquel le colonel Bigeard rendit un hommage mérité. Aux prises avec l'ALN dans la Wilaya IV, il avait préparé contre elle une embuscade où le commando d'Ali Khodja, sous le commandement de Azzedine et de Si Lakhdar, devait succomber. Le commando subit des pertes, certes, mais ne fut pas anéanti. Voici ce qu'en dit Bigeard :

«Regardez s'ils ont été obstinés. C'est le Nord-Nord-Ouest qui était leur objectif n° 1. C'est là qu'ils nous ont fait le plus de mal. Et c'est par là qu'ils ont fui. Chapeau! Un adversaire qui tombe dans une pareille embuscade réagit vite et courageusement, contre-attaque - et a pendant trois jours - et reste discipliné sous le feu de l'aviation,
· amoufle les armes de ses morts et se révèle capable de faire payer chèrement sa peau après quarante-huit heures d'isolement, au milieu d'un ennemi victorieux qui le frappe, on doit le respecter! Pas étonnant que cet Azzedine et ce Lakhdar n'aient eu jusque-là que des victoires sur les troupes du secteur. Voilà des chefs énergiques. J'aimerais bien les avoir chez nous[1].»

Si les chefs de l'ALN sont devenus de vrais «baroudeurs» il en est de même des simples maquisards. J'ai cité le colonel Bigeard. Je peux citer un autre témoignage qui rapporte comment nos djounoud étaient déterminés à vaincre ou à mourir.

Surpris, un groupe de maquisards est décimé par les paras. Mais il en reste un ou deux. Un para rend hommage à leur combativité:

«Une balle passe à quelques centimètres de mon corps. C'est d'un rocher sur lequel on est déjà passé au moins dix fois. J'envoie une quatrième rafale. Un grand silence. Un moment, je crois mon tireur touché... Mais le canon se redresse, reprend, en hésitant, des mouvements giratoires. Je remets un chargeur...

« Un sergent, adroitement, me lance une grenade incendiaire. Ce n'est pour ainsi dire qu'un bloc de phosphore. «Et crame-le, me crie-t-on de partout, vas-y tout de suite, ou il finira par t'avoir.»

«Effectivement le rebelle a profité du moment où j'attrapais la grenade pour me tirer encore deux coups de fusil, imperturbablement. Je prépare donc mon incendiaire, sans lâcher pour cela mon P.M. Bien que n'étant pas tenu de le faire, je crie : «Rends-toi ! c'est fini! Tu es pris, jette ton fusil devant toi et sors!»

1. Yves Courrière : *L'heure des colonels,* (Julliard).

«L'interprète traduit - mais de sous la terre ne sortent que daprès vociférations - "Il ne veut pas se rendre - Jamais qu'il dit - il ne veut pas qu'on le prenne vivant", m'explique le traducteur...»

«Pour mieux la lancer, je laisse dépasser la tête. Le canon du rebelle se relève aussitôt. Mais la grenade elle-même le détourne. Hop! Elle tombe exactement dessus...

«Et c'est fini - Tout de suite, en effet, de sous la dalle, un effroyable brasier de flammes rouges, blanches, noires jaillit. Et un cri épouvantable. Un seul, mais terrible. La figure brûlée vive, le rebelle tordu de douleur se glisse enfin hors du trou. Mais le feu est sur lui et ses yeux fondent, noyés de sang - cramponné à son fusil, il tire encore instinctivement...

«Une dernière rafale ! Et le voilà étendu à jamais dans la mort qu'il s'est choisie. Je me sens inondé de sueur[1]*.»*

Un tel combattant force l'admiration et le respect de chacun, et d'abord de l'adversaire. Quel est son nom? Où est sa tombe? Et combien de maquisards sont morts dans les mêmes conditions !

En vérité, l'ALN se bat. Elle se bat bien et partout. Les djounoud font payer cher leur peau. Ils couvrent tout le territoire. Ils sont en Kabylie, dans les Aurès-Nementchas, dans le Constantinois, en Oranie et même dans le Sud où le colonel Si Haouès a pris le commandement de la Wilaya VI.

Le maquisard est secondé par l'organisation politico-administrative, l'OPA, qui se charge de la prise en main des populations civiles. Cette OPA fait un travail en profondeur. La grève des étudiants lui a fourni les cadres dont elle avait besoin. Des professeurs, des médecins, des étudiants et des étudiantes, menacés par la répression, montent au maquis. La bataille d'Alger a vidé la ville de ses militants. L'OPA peut s'occuper maintenant de l'état civil, des mariages, des naissances, des divorces; et aussi de la justice, des impôts, du ravitaillement, etc. Sa raison d'être est de soustraire le peuple à l'autorité du régime colonial, de perturber ce dernier en créant des services parallèles aux siens.

Pour contrecarrer l'OPA, le régime eut recours aux SAS (Sections d'Action Sociale) et à l'initiative de quelques personnalités qui tentèrent de créer des «régions pilotes». À la vérité, les SAS et d'une manière générale la soi-disant «Défense des populations rurales»,

1. Pierre Leulliette : *Saint Michel et le Dragon* (Éditions de Minuit).

leur promotion sociale par l'école, par l'hygiène et par une meilleure alimentation, aurait été une excellente entreprise, si ça n'avait été, en fait, une nouvelle forme de guerre. Pourquoi avoir attendu l'insurrection pour l'entreprendre ?

Si elle avait été conçue en 1900.au momentoùjules Ferry accordait à l'Algérie des colons son autonomie financière, cette œuvre de promotion humaine aurait pu sauver «l'Indigène» de la misère et de l'ignorance. Elle lui aurait démontré, dans les faits, que la France voulait effectivement son évolution et son bien. À défaut de 1900, deux autres dates auraient pu servir de point de départ à une politique sociale en profondeur: celle de la victoire de 1918 et celle des fêtes du Centenaire en 1930. En 1957, les SAS agissaient avec un demi-siècle de retard et en pleine insurrection. Les tentatives du capitaine Combette dans le fief des anciens caïds Chibane, aux «Portes de fer», celle du professeur Servier dans la région de Miliana, celle du capitaine Henri dans le fief du Bachagha Boualem, d'Orléansville, quel que pût être leur succès initial, moururent d'asphyxie.

Il en fut de même des «regroupements» constitués à la suite de la création des zones interdites et du recrutement des harkis, supplétifs musulmans. L'OPA ne restait pas sans réaction devant cette nouvelle forme de guerre. Elle eut ses agents dans les nouveaux villages et sa propagande ne fut jamais interrompue. De la même façon, elle envoya de faux harkis au milieu des hommes recrutés par l'armée française pour connaître leurs objectifs et scruter leur moral.

L'ALN était parfaitement informée de ce qui se tramait dans le camp adverse. Elle pouvait parer à toute éventualité, tout en préparant ses propres actions.

L'opération «bleuite», mise au point par le capitaine Léger et le colonel Godard, qui décima la IIIe Wilaya et déborda sur la IVe, n'a été possible que parce que d'une part elle a fait suite à la bataille d'Alger et que d'autre part, la IIIe Wilaya n'était pas commandée par ses authentiques chefs: Krim, Ouamrane, Dehilès.

Le mécanisme de l'opération était fort simple. Un agent de Yacef Saadi, Ghandriche, a trahi. Il coopère avec la sécurité militaire française. Mais Yacef ne le sait pas. Il le croit toujours fidèle. Avant son arrestation, il le désigne à la Wilaya III comme son successeur. Il donne à la Wilaya III son adresse. C'est donc avec lui que Kamel, chef zonal en Kabylie, entre en relation. Il lui envoie des armes et de nouveaux renforts. Il lui indique les adresses des militants d'Alger et

les noms d'hommes sûrs, ne sachant pas qu'il était passé du côté de l'armée.

Armes, renseignements, adresses, vont entre les mains du capitaine Léger. En fait, ce capitaine devient le «chef» des commandos FLN d'Alger.

11 lui arrivera de se rendre avec son équipe de faux patriotes (Ghandriche, Hani, Ourdia) au PC de la zone I de la IIIe Wilaya. À la fin de l'opération, il fera prisonnier tout le conseil de la zone, soit onze djounoud.

Léger fera mieux. Dans une deuxième opération, il aura recours à l'intoxication. Étant entré en relation avec une militante irréductible, Zohra de Belcourt, il la compromet en se promenant publiquement avec elle. Et puis, sans avoir l'air de rien, il lui laisse entendre qu'elle n'est pas la seule à «travailler» pour lui. Et il lui montre la lettre et la signature de Kamel, avec le cachet de la IIIe Wilaya. Évidemment, cette lettre a été adressée à Ghandriche, mais Zohra l'ignore. Elle tombe dans le piège.

Elle réagit vite. Croyant la IIIe Wilaya en danger, elle monte en Kabylie pour prévenir les chefs. Le commandant Mahyouz la fait arrêter. Tout le monde avait vu Zohra en compagnie du capitaine Léger.

Accusée, elle se défend. Elle révèle qu'elle vient mettre la Wilaya en garde contre les traîtres à la solde des Français. Elle parle de la lettre de Kamel. Le terrible engrenage est en marche. Les plus purs parmi les maquisards sont suspectés, torturés et liquidés.

Mahyouz est à la fête. Il n'aime pas les jeunes cadres instruits, car il appartient à cette catégorie d'analphabètes qui voue à ceux qui savent lire et écrire, aux gens de la ville, aux intellectuels, aux «communistes», une haine instinctive. Ce type de responsables se révolte contre celui qui a pu apprendre à lire. Cette jalousie animale était répandue surtout dans les régions arriérées, particulièrement dans les Aurès. L'esprit obtus d'individus attardés fera des ravages. On donna au commandant Mahyouz le nom de «Mahyouz la torture». Dans son ignorance, il sema le doute chez le colonel Amirouche. L'épuration à contresens, ordonnée par celui-ci, fut cruelle, injuste, meurtrière. Elle s'échelonna sur plusieurs mois et provoqua la contagion dans la Wilaya IV.

Elle fit plus de trois mille victimes parmi les meilleurs combattants, désignés par le colonel Godard et le capitaine Léger à la colère vengeresse et aveugle de Mahyouz et de son colonel.

L'un et l'autre étaient trop simples pour déjouer le «piège» et découvrir le système d'intoxication psychologique dont ils étaient les victimes. Dans une lettre adressée au colonel Godard, Amirouche confirme naïvement sa croyance en la trahison de ceux qui n'avaient point trahi. C'est dire à quel point il était loin de la réalité.

Quand la nouvelle de cette épuration à rebours arriva au CCE, je me trouvais près de Krim. J'avais déjeuné chez lui. Il habitait au Kram, faubourg de Tunis. Lorsque l'ancien chef de la Wilaya III ouvrit le courrier de la III, la liste des maquisards exécutés était jointe au rapport du colonel. Après lecture, Krim se tut et resta pensif.

Après un moment de réflexion, il me dit : *«Il se passe quelque chose qui n'est pas normal. Il est impensable que des hommes que j'ai bien connus, que j'ai formés, qui se sont battus à mes côtés et dont le patriotisme est au-dessus de tout soupçon soient devenus des traîtres.»*

Après délibération, le CCE prit la décision d'interdire toute exécution dans les Wilayas III et IV. Tout suspect devait être neutralisé et envoyé, sain et sauf, en Tunisie.

Cette décision mit fin aux ravages de ce qu'on a appelé la «bleuite».

Face à notre insurrection, le ministre Robert Lacoste avait bonne conscience. Comment pouvait-il croire que l'ère coloniale était close? Il croyait à la notion d'empire, comme les proconsuls romains croyaient en l'immortalité des «dieux romains». Rome pouvait-elle prévoir, un seul instant, l'avènement du christianisme et la mort de ses dieux?

La colonisation européenne avait également ses «dieux». Ils avaient pour nom le racisme, le capitalisme, l'impérialisme. Le ministre résident, à l'exemple des gouverneurs généraux qui l'avaient précédé, ne pouvait échapper à l'influence de ces «dieux».

Ceux-ci faisaient des oracles depuis des siècles. Ils avaient dit, et cela a été inscrit sur des tablettes et enseigné à des générations d'Européens : *«Il y a des races supérieures et des races inférieures. La loi du plus fort est la seule source du droit. Il est légitime que les dominateurs imposent leurs lois aux peuples dominés. Il y a des hommes imperfectibles qui relèvent éternellement du paternalisme. La liberté est une vertu pour les peuples d'Europe, une calamité pour les peuples colonisés.»*

Robert Lacoste, comme d'ailleurs Jacques Soustelle, est un métropolitain. Sa formation politique s'est faite loin des concepts coloniaux. Son appartenance au parti socialiste était, semble-t-il, une garantie supplémentaire en faveur de la promotion en Algérie d'une ère de liberté et de justice sociale. Hélas, son socialisme ne lui a pas servi de rempart pour le protéger de l'influence raciste et malsaine des milieux colons et ultras.

Il s'est laissé enfermer dans des slogans qui ne signifiaient plus rien. Il semblait regretter que les musulmans instruits ne soient pas plus nombreux.

Seulement, il ne s'était pas posé la question suivante: «Pourquoi la majorité des Algériens n'était pas passée par l'école? Nous étions, en 1956, une vingtaine de pharmaciens, 75 médecins, 400 instituteurs, 3 ingénieurs. Par contre, il y avait un million d'ouvriers agricoles, 500 000 khammès[1], deux millions de chômeurs.

Le régime colonial avait été hostile à l'instruction de l'indigène. Il préférait former des «bergers», des «domestiques», etdes«fatmas». Pour briser le cercle infernal dans lequel étaient enfermés les Algériens, il fallait ou bien faire appel à la probité et à la clairvoyance du législateur français ou bien à la violence. Après la défaillance du législateur, l'insurrection du 1er novembre était donc dans l'ordre normal des choses.

Le terrorisme algérois stoppé par l'armée, Robert Lacoste crut le moment venu de faire de nouvelles lois pour l'Algérie. Il accoucha d'une «loi-cadre» votée par le parlement le 29 novembre 1957. Cette loi fut «mort-née». Des dispositions spéciales prévoyaient qu'elle n'entrerait en application que trois mois après le retour au calme. Autant dire, jamais.

Mais dans cette loi, il est question du «collège unique». Cela a suffi pour que le ministre résident devienne la bête noire des Français d'Algérie. Il ne fallait pas toucher, même d'une main légère, aux privilèges de la communauté européenne.

Au cours de la cérémonie traditionnelle du 11 novembre, il fut malmené par les étudiants. Il réagit violemment en... supprimant quelques sursis. Et sans l'intervention de l'armée, les anciens combattants eux-mêmes seraient descendus dans la rue pour conspuer le représentant de la France.

1. Ouvriers agricoles payés en nature à raison du 1/5e de la récolte.

Le ciel algérien restait plein d'orages. Ni Soustelle, ni Lacoste n'avaient pu désamorcer la situation et rapprocher les deux communautés. En faisant le jeu des «ultras» contre les libéraux français et contre le FLN, les représentants du pouvoir central avaient éloigné l'heure de la réconciliation et de la paix.

Ils ont recherché une 3[e] «force» du côté de Abderrahmane Farès, de Benhabylès, de Tahar Imalhayene, de Mesbah et de quelques autres.

Le problème algérien était désormais posé en des termes nouveaux par ceux qui se battaient. Maintenant la solution de raison, la solution valable, devait obligatoirement être recherchée avec eux.

L'objectif de l'armée consistait sans doute à faire capituler l'ALN, à lui faire déposer les armes. Cette solution n'en était pas une. Car même si les maquis étaient détruits, le problème n'en était pas pour autant réglé. Sans consensus populaire, il n'y avait aucun remède à la guerre d'Algérie.

Pourquoi ne pas nous rendre justice? Notre peuple a été l'un des derniers à lever l'étendard de la révolte. Il a été patient. Il a fait longtemps confiance au législateur français pour changer sa condition, alléger son fardeau. Les promesses qu'il a reçues ne furent jamais tenues. On a toujours triché avec lui: et quand des réformes lui ont été octroyées, le régime colonial a repris d'une main ce que le législateur avait donné de l'autre.

Alors l'amertume a fait place à l'indignation et à la colère.

Notre deuxième tournée en Amérique du Sud s'est terminée à Mexico le 12 octobre 1957. Nous avions auparavant parcouru toutes les républiques de l'Amérique Centrale. Avec Aït Ahcène, je retournai en Suisse. Le CCE était convoqué pour une réunion en Tunisie. Le 24 octobre, je me trouvais à Tunis.

Le soir même, Rachid Gaid m'annonça la visite de Abane. Celui-ci vint à l'hôtel où je me trouvais et me mit au courant de la situation nouvellement créée par les colonels. Abane avait été exclu de leurs réunions.

«*Krim*, me dit-il, *qui se plaignait à Alger du comportement de Benkhedda et de Dahleb, n'avait jamais été exclu de nos délibérations. Les colonels eux sont allés trop loin. Ils ne respectent plus les décisions du CNRA.*»

«Pourquoi, lui ai-je demandé, les colonels ont-ils ce comportement? Qu'as-tu pu faire contre eux?» Abane n'avait rien fait, sinon critiquer ce qui était critiquable. *«Je ne peux pas les approuver quand ils débitent des âneries»* me dit-il.

Je lui fis le reproche de manquer de générosité et d'oublier les recommandations que je lui avais faites au Caire. Je lui rappelai le mot de Vauvenargues: «Quand mon ami est borgne, je le regarde de profil.» «Le travail en commun, lui dis-je, réclame de l'intelligence et du savoir-faire. Mais il réclame aussi des qualités de cœur. La guerre a réuni des hommes venus de toutes les couches sociales. *Et tu veux que ces hommes aient la même opinion et les mêmes vues sur nos problèmes ?»*

Abane était mortifié et ulcéré. 11 me dit : *«Je te demande d'arranger encore cette affaire. Sinon je prends une mitraillette et j'en des cends quelques-uns.»*

Je réplique:

«C'est pour me dire des sottises de cet ordre que tu m'as envoyé à l'extérieur? Veux-tu mon sentiment? Tu as besoin de repos. Nous allons t'envoyer en Europe te soigner et te faire opérer le cas échéant. Et quand tu reviendras, bien des choses auront changé. La Délégation Extérieure est en train de jouer à la grenouille qui veut se faire aussi grosse que le bœuf. La guerre d'Algérie sera réglée par le combattant de l'intérieur s'il garde son fusil à la main ou ne le sera pas.»

Abane rejeta ma proposition. Le travail était pour lui un besoin. Le pays avait besoin de toutes les bonnes volontés. Pour lui, il ne s'agissait pas de «dominer» la révolution mais d'apporter sa pierre à l'édifice commun. Il vivait pour cela.

Je lui fis la promesse de m'informer et d'en discuter. Il était plus calme. Il me parla de sa femme qu'il attendait et de son fils. De l'avenir aussi. Mais cette nuit-là l'avenir me parut plus sombre que jamais.

À 9 heures du matin, une voiture me conduisit dans une villa hors de la ville. Les colonels étaient là avec le Dr Lamine Debaghine et Mehri. Avant l'ouverture de la séance du CCE, je m'étonnais de l'absence de Abane. *«Nous ne l'avons pas convoqué»*, me répondit Krim. Je fis remarquer que dans ces conditions nous ne pouvions pas délibérer valablement. Le bavardage traîna en longueur.

Vers 11 heures, nous nous sommes installés autour de la table de travail. Je refusai la présidence. Je suis resté étranger aux délibéra-

tions. L'atmosphère était lourde. Le Dr Lamine et Mehri adoptèrent la même attitude que moi.

La machine était bloquée. Rien ne fut discuté. Dans l'après-midi, les colonels revinrent à de meilleurs sentiments. Dès le lendemain, Abane fut convoqué et reprit sa place parmi nous. Nous siégeâmes jusqu'au 30 octobre. Le plus normalement du monde et sans grincements de dents.

Le Président Bourguiba nous reçut à la fin de nos travaux.

Nous visitâmes les camps de djounoud à la frontière. Le 1er novembre, Rachid Gaïd invita à dîner Abane, le commandant Kaci, Boumendjel, le Dr Lamine, Mehri et moi-même. Krim s'était fait excuser.

Le 2 novembre, je prenais l'avion pour Rome, je ne devais plus revoir celui qui m'avait fait adhérer au FLN et qui était devenu un de mes amis les plus chers.

Une nouvelle mission nous conduisit au Maroc. J'arrivai à Rabat le 8 novembre 1957. Krim, Boussouf et le Dr Lamine Debaghine m'y avaient précédé. Le Roi nous reçut le samedi 9. Nos demandes étaient nombreuses. Le Roi avec sa compréhension habituelle nous donna satisfaction.

Les jours suivants, nous avons conféré avec Lazhari, ambassadeur du Maroc à Paris, avec Laghzoui, directeur de la sécurité. Le Cheikh Kheireddine, notre représentant à Rabat, entretenait avec la Maison Royale et les ministres marocains des relations cordiales. Il s'employa à maintenir de bons liens entre les deux pays.

Nous prîmes plusieurs repas avec différents ministres. Beaucoup de questions furent étudiées, de décisions arrêtées. L'atmosphère était sereine et les frères marocains faisaient le maximum pour nous aider, sans toutefois oublier leurs propres difficultés.

À cet égard - et je tiens à le souligner - c'est du Palais Royal que nous venait le soutien le plus efficace et le meilleur. C'était souvent la «gauche» marocaine qui nous créait et soulevait des problèmes.

Le Cheikh Kheireddine, bien introduit chez les dirigeants, a joué un grand rôle. Il savait frappera la porte qu'il fallait et à l'heure qu'il fallait.

Un autre Algérien, gros propriétaire terrien et ami du Roi et du Prince héritier, Si Mohamed Khettab, installé de longue date au

Maroc, nous rendit d'inestimables services. Tant par ses conseils que par son aide financière, il contribua au renforcement du FLN et à l'établissement des bons rapports avec les Marocains. Originaire d'El Milia, il avait été avant la guerre le mécène de l'association des Oulémas et l'ami de l'UDMA. Il devint l'ami d'un grand nombre de responsables du FLN et particulièrement de Boussouf. Son frère, Si Rabah Khettab, interprète-défenseur à Fez, se mit également à notre disposition.

Le 13 novembre, Le Dr Lamine-Debaghine et moi-même quittions Rabat pour Tétouan où nos places dans l'avion de Madrid avaient été retenues.

À 80 km de Tétouan, nous fûmes victimes d'un accident. Notre voiture entra en collision avec un camion militaire espagnol. Le choc fut si violent que le camion se renversa sur la chaussée alors que notre voiture était précipitée dans le ravin. C'est miracle que nous nous en soyons sortis.

Nous continuâmes le voyage. À mon arrivée à Montreux, je fus dirigé sur l'hôpital pour examens et radios.

J'avais deux côtes cassées. Deux vertèbres cervicales étaient rentrées l'une dans l'autre, «en accordéon», me dit le médecin. Heureusement sans déplacement.

Il m'a fallu garder le lit durant 3 mois, couché sur une planche, et éviter le moindre effort. J'en étais là, lorsque, de Tunis, Abane me téléphona pour s'inquiéter de ma santé et m'apprendre qu'il se rendait en mission à Rabat.

Je lui ai demandé de passer par Montreux pour m'entretenir avec lui. Il me répondit que tout allait bien et qu'il viendrait me voir à son retour.

Hélas! Il ne revint jamais.

C'est Mehri qui m'apprit la fin tragique de notre pauvre ami. J'en fus bouleversé, révolté. Nos colonels seraient-ils, comme Abane ne cessait de me le répéter, de vulgaires assassins?

Abane s'était rendu au Maroc sur leur demande pour régler un prétendu différend avec Sa Majesté Le Roi. Il avait été appelé par un message du colonel Boussouf, message qui était un faux, établi avec l'accord des autres colonels, membres du CCE. Il voyagea accompagné de Krim et de Mahmoud Chérif.

Il faut croire qu'il y a eu préméditation. Avant le départ de Abane pour le Maroc, deux de ses amis qui auraient pu manifester le désir de l'accompagner avaient été éloignés de Tunis. Le premier, le commandant Hadj-Ali, fut envoyé en mission au Maroc d'où il ne revint pas. Le second est le colonel Saddek. Deux semaines avant le départ de Abane, Krim lui avait confié une mission au Caire où il séjourna six mois et où il apprendra la mort de son ami.

À Tétouan, les assassins d'Abane l'attendaient dans une villa appartenant au FLN. Le colonel Boussouf, en accord avec Krim, avait préparé son exécution. Monté dans une voiture en compagnie de Krim et de Chérif Mahmoud, Abane s'en alla tout confiant vers son destin. La perfidie et la mort étaient au rendez-vous. Pour le malheur de notre pays.

Ma première réaction a été de mettre fin à mes responsabilités, de me retirer de la Délégation Extérieure, comme je l'avais proposé à Abane en mars 1956. Je pouvais aider le FLN en restant en dehors du CCE. Mais au fur et à mesure que les jours passaient, je me rendais compte que se retirer dans sa tente était un abandon. Ma place était auprès des dirigeants, au milieu d'eux, à leurs côtés, pour, au moins, éviter le pire.

Je n'ai repris mon activité que le 12 février 1958, en me rendant au Caire. J'avais été appelé par le Dr Lamine Debaghine. Ma première visite fut pour le Cheikh El Bachir El Ibrahimi. Il était parfaitement renseigné sur les causes et le déroulement du drame qu'il avait prévu. En fin d'analyse, le Cheikh me conseilla de rester à mon poste: «*La guerre d'Algérie,* me dit-il, *sera longue. D'autres événements risquent de se produire. Le mieux est que tu sois là.*»

Nous avons longuement conféré, le Dr Lamine, le Dr Francis, Mehri et moi-même. Abane était tombé dans un guet-apens tendu par ses «frères», alors que nous étions en pleine guerre.

Était-ce la fin de l'«Union Sacrée» et l'impossibilité pour l'Algérie de se gouverner elle-même? Notre devoir était d'y réfléchir.

La première réunion du CCE avait été fixée au 14 février. La mort de Abane était au centre de nos délibérations.

Les colonels n'étaient pas fiers de ce qu'ils avaient fait. Ils s'enfermèrent dans un mensonge enfantin. «*Abane,* disaient-ils, *est rentré en Algérie.*» Nous savions qu'il n'en était rien. Alors nous décidâmes de ne plus nous réunir jusqu'à ce que la lumière soit faite sur le sort de l'absent.

Quelques jours après, le 19 février, Krim vint me voir. *«Abane est mort,* me dit-il, *et je prends la responsabilité de sa mort. En mon âme et conscience, il était un danger pour notre mouvement, je ne regrette rien.»*

«Qui t'a autorisé à être juge? ai-je répondu. Et qui te jugera à ton tour? Ne crains-tu pas que la mort de Abane retombe un jour sur ta tête ou sur celle de tes enfants? Je ne puis admettre que Abane ait été coupable de trahison. Au cours de nos réunions que pouviez-vous lui reprocher? Il était objectif, correct, fraternel. À quel moment a-t-il montré qu'il voulait dominer notre insurrection et imposer sa dictature?

«Où allons-nous? La question dépasse aujourd'hui la personne de Abane. Voilà une direction du FLN constituée par neuf personnes désignées par le CNRA. Cinq se réunissent et décident de se débarrasser de l'un d'entre eux. En avaient-ils le droit? En agissant ainsi, ils ont créé un précédent dangereux. C'est le retour pur et simple aux moeurs du Moyen Âge. Si vous continuez à agir ainsi, vous finirez par créer non pas une Algérie libre, mais autant d'Algéries qu'il y a de colonels.

«Ai-je besoin de le rappeler? Nous avons accepté d'entrer dans le CCE par devoir. Si nous ne devons pas être consultés dans les décisions graves, pourquoi nous avoir associés à cette direction? Personnellement je donne ma démission.»

Bentobbal et Benaouda vinrent à leur tour exposer leur point de vue. La mort de Abane avait posé un grave problème. Je leur déclarai : «L'Algérie est un pays qui n'a pas de chance. Ses enfants se jalousent, manquent d'esprit de discipline et de sacrifice. Ils se plaisent dans l'intrigue. Ils oublient l'essentiel pour le futile. L'avenir me paraît incertain. Les imposteurs, les malins risquent d'imposer leur loi Quelle légalité, quelle liberté pouvons-nous attendre de telles mœurs? La liberté se gagne sur les champs de bataille. C'est entendu. Mais elle se gagne aussi lorsque le citoyen domine ses mauvais instincts et ses mauvais penchants. Et surtout lorsqu'il respecte la loi.»

Au colonel Mahmoud Chérif, je fis d'amers reproches. Il avait cautionné inconsciemment et par sa seule présence un crime odieux, un crime fratricide. *«Jetais,* me dit-il, *de bonne foi. Je pensais qu'il s'agissait d'un simple "éloignement".* Je répliquais : «Eloignement ou liquidation, la mesure était illégale et dépassait la compétence du CCE. Tu le sais.»

Jusqu'où risquions-nous d'aller? Serions-nous vraiment dignes, un jour, de la liberté pour laquelle notre peuple luttait? Où étaient les vertus civiques, le désintéressement, le respect des lois, fondements d'un état démocratique?

Allions-nous rester les héritiers des Beni Hilale, de ceux pour qui la légitimité se fonde sur la raison du plus fort? Le banditisme politique qui se pratiquait en Afrique sera-t-il au rendez-vous de notre indépendance?

Le doute s'empara de moi. Notre conflit traînait en longueur. Je voyais souvent le colonel Saddek. Il avait été un ami personnel de Abane. Nous parlions souvent du disparu.

Le Dr Lamine Debaghine proposa la convocation du CNRA. *«Nos discussions,* dit-il, *resteront vaines, tant que le CNRA n'aura pas été réuni. Cet organisme peut seul remettre de Tordre là où les colonels ont semé le désordre. »*

Pour des raisons diverses, la mort de Abane nous avait tous traumatisés. Mais la guerre d'Algérie avait des impératifs. La frontière algéro-tunisienne réclamait la présence de deux membres du CCE. Krim et Mahmoud Chérif partirent pour Tunis. L'affaire de Sakiet Sidi Youcef venait d'entrer dans l'histoire.

Personnellement, je me rendis à Genève pour régler certaines questions avec le Dr Bentami et Boulahrouf. Le jeune Aït Ahcène avait été hospitalisé. Boulahrouf était chargé d'assurer notre représentation en Suisse. Lui aussi était fatigué et avait besoin de repos. Le CCE l'avait déchargé des responsabilités qu'il assumait à Paris.

J'avais également rencontré, sur sa demande, M. René Payot du *«Journal de Genève»*. Nous évoquâmes le bombardement de la frontière tunisienne. Mon avis était que l'affaire de Sakiet aurait des prolongements et qu'elle se retournerait contre l'armée française. Le Président Bourguiba était concerné et l'indépendance tunisienne remise en jeu. Or Bourguiba n'était pas homme à se laisser faire.

L'armée française ne comprend pas - ou comprend trop - que l'unité nord-africaine est une réalité vivante. Il est exact qu'au siècle de la colonisation la France ne pouvait pas se maintenir en Algérie sans occuper le Maroc et la Tunisie.

Or nous sommes en 1958. La décolonisation est en marche. Le «Maghreb» existe toujours. Et l'indépendance du Maroc et de la Tunisie doit fatalement être suivie par celle de l'Algérie.

Ce n'est que le 13 mars 1958 que les réunions du CCE reprirent au Caire. À la première séance, je renouvelai mon réquisitoire: nos colonels n'avaient aucun droit à délibérer sans nous et encore moins à se constituer en juges. Ils n'avaient pas le droit de vie ou de mort sur les hommes du FLN, et encore moins sur un membre du CCE. Leur attitude était d'autant plus condamnable quelle ouvrait la voie à l'anarchie. Si chacun de nous s'érigeait en juge quand bon lui semblait, la vie en commun n'était plus possible. L'Etat algérien ne verrait jamais le jour.

Il ne faut pas oublier qu'historiquement l'Algérie a été constamment gouvernée par l'étranger. Et pourquoi? Il y a une réponse à cela. Notre peuple a une tendance profonde à rester au stade de la tribu : Il ne veut pas que la loi soit l'expression de la volonté de tous. Il s'en tient à la société de type féodal, au culte de la personnalité et accepte facilement le fait du prince. Il décapite son élite au fur et à mesure de sa formation. Ainsi repart-il toujours à zéro. Cette conception médiévale de l'État est un handicap certain.

Si le CCE, composé de neuf militants, n'est pas en mesure de travailler au coude à coude, où irons-nous demain quand nous serons 12 millions d'Algériens indépendants? Le respect de la liberté de chacun et la garantie de la liberté d'expression sont le fondement de la démocratie. Elle n'en a pas d'autre. Que signifie aujourd'hui la «direction collégiale» si ses membres ne bénéficient pas du même droit?

je n'avais pas pu réconcilier Krim et Abane. Cet échec m'avait découragé. À quoi pouvais-je servir désormais? Je ne comprenais pas qu'une lutte si noble puisse faire naître des haines aussi tenaces. J'ai exprimé l'espoir de ne plus voir le CCE s'exposer à de tels déchirements.

Nous siégeons jusqu'au 14 avril. Un nouvel incident se produit au cours d'une séance de travail. Krim et Boussouf se dressent l'un contre l'autre. Ils en arrivent aux menaces. Alors, je m'indigne et déclare:

«Je ne supporterai plus vos rivalités. S'il arrivait encore quelque chose à l'un d'entre vous, je me retirerais en Europe et je vous dénoncerais publiquement pour que l'Algérie, des villes, des douars et des

montagnes, connaisse votre comportement. Vous oubliez peut-être que le sang coule en Algérie? Que signifient vos querelles face aux sacrifices de notre peuple?»

Ce jour-là, j'ai eu droit aux compliments de Bentobbal. L'atmosphère se détendit et le travail en bénéficia. L'affaire de Sakiet Sidi Youcef avait été examinée et nous enregistrions avec satisfaction ses conséquences. Le Président Bourguiba n'a pas manqué d'alerter l'opinion internationale sur la présence en Algérie d'une armée qui menaçait l'indépendance de la Tunisie.

Sur proposition de Krim, le CCE procéda à la promotion de nouveaux colonels: Amirouche à la Wilaya 111, Boumediène à la V, Kafi à la II, Lamouri à la I, Haouès à la VI. Benaouda et Amara Bouglèze étaient aussi promus au rang de colonels.

En prévision de la conférence de l'Unité du Maghreb qui devait se tenir à Tanger, nous fûmes invités par les ambassadeurs du Maroc et de Tunisie. Au cours de ces deux dîners, nous arrêtâmes les grandes lignes de la conférence et son ordre du jour.

Les Égyptiens, qui s'attendaient à l'éclatement du CCE (et probablement le souhaitaient-ils à cause de l'annonce de la conférence de Tanger, qu'ils désapprouvaient), revinrent à de meilleurs sentiments. Nous avions été invités à une des réceptions du Président Nasser. Nous fûmes reçus par le Général Fathmi Smaïl et nous avions dîné, le 7 avril, chez Fouad Galla, vice-président du parlement.

Le CCE clôtura ses travaux le 14 avril après avoir désigné les membres de la délégation du FLN devant se rendre à Tanger.

En passant par la Suisse, je m'inquiétais de la Santé de Aït Ahcène. Je lui rendis visite à l'hôpital en compagnie de Boumendjel, Tayeb Boulahrouf et du Dr Bentami. L'ex-président de l'Assemblée Algérienne, M. Sayah Abdelkader, qui résidait en Allemagne, vint nous voir, accompagné de son fils. Il se plaçait sous la protection du FLN dont il approuvait les objectifs.

La conférence de Tanger répondait à une nécessité politique et stratégique du FLN. Elle répondait particulièrement à notre ambition d'ériger le grand Maghreb, de Tanger à Tobrouk. À notre époque, les grands ensembles pèsent mieux que la multiplication de petits États qui deviennent souvent les jouets des influences étrangères.

Pour l'heure, la conférence de Tanger resserra les liens entre l'Algérie combattante, le Maroc et la Tunisie. Le FLN était reconnu comme le seul interlocuteur valable, l'Algérie avait droit à l'indépendance. Le soutien du Maroc et de la Tunisie s'officialisa. L'Algérie combattante était invitée à constituer un gouvernement provisoire siégeant à l'étranger, etc.

Boumendjel, Mehri, Boussouf, Ahmed Francis et Cheikh Kheireddine firent preuve de beaucoup de dynamisme et de hauteur de vue. Les délégations tunisienne et marocaine, conduites respectivement par Bahi Ladgham et Allai El Fassi, donnèrent la mesure de leur compréhension et de leur solidarité.

La conférence, ouverte le 27 avril clôtura ses travaux le 30 avril. Les membres se rendirent à Casablanca où ils furent reçus par Sa Majesté Mohammed V.

Le 1er mai, le Roi après avoir prononcé un important discours, nous réunit pour une séance de travail. L'agression éventuelle de la Tunisie par l'armée française fut évoquée. Si cette éventualité se produisait, l'ALN se replierait sur la frontière Libyenne. Quant au Maroc, il mobiliserait et reprendrait la guérilla et le terrorisme urbain. Sa Majesté porterait cette agression devant le conseil de sécurité de l'ONU.

Nous devions retourner en Tunisie pour rendre compte de nos travaux au Président Bourguiba. Celui-ci nous reçut le 7 mai et nous retint à dîner. Le gouvernement Libyen devait être également informé. Le décès de Ali Belhouane, maire de Tunis, retarda notre départ. L'Algérie combattante venait de perdre un ami.

Le 12 mai, nous étions reçus à Benghazi par le Président du Conseil et le 13 mai par le roi Idriss dans sa résidence de Tobrouk. Le roi s'associa sans réserve aux conclusions de la conférence et nous assura de l'appui de son peuple.

Le bombardement de Sakiet Sidi Youcef allait avoir son prolongement. La Tunisie avait déposé une plainte devant le Conseil de Sécurité des Nations unies. Elle avait rappelé Masmoudi son ambassadeur à Paris.

Devant le Conseil de Sécurité, la plainte de la Tunisie pose un problème aux amis de la France. S'ils se rangent du côté de la France, ils autorisent par là même l'armée française à user du «droit de suite»

et probablement à faire la reconquête de la Tunisie. Par contre, s'ils soutiennent la Tunisie, ils portent un coup à l'Alliance Atlantique.

Pour contourner cet obstacle, les États-Unis et l'Angleterre proposent leurs «bons offices». Ainsi MM. Robert Murphy et Harold Beeley, au nom des USA et de l'Angleterre, se rendent en Tunisie et à Paris et tentent de trouver un terrain d'entente entre le Président Bourguiba et le gouvernement de Félix Gaillard.

Alger avait manifesté contre l'exécution de deux soldats français à la frontière tunisienne et contre l'intervention déguisée de l'Amérique et de l'Angleterre dans les affaires de la France. La guerre d'Algérie va, une fois de plus, peser sur la politique de Paris. Le gouvernement de Félix Gaillard tombe le 15 avril.

M. Soustelle a joué là un rôle déterminant. Cet humaniste s'est converti au colonialisme. *«La France,* dit-il, *est allée jusqu'à la limite des* concessions. *Elle doit désormais dire non aux humiliations et aux abandons.»*

Voilà le mot clef: les abandons. Pour le dernier carré des partisans de l'héritage colonial, la justice et la liberté pour les peuples colonisés, qui avaient tant fait pour la France et les Français, étaient synonymes d'abandons! Les droits de l'homme ne sont pas, pour l'Europe, un article d'exportation.

Alors, l'engrenage des complots se déclenche à Alger et à Paris. M. Robert Lacoste a quitté l'Algérie le 10 mai en refusant son appui à M. Delbecque, c'est-à-dire à ceux qui voulaient ramener le général de Gaulle au pouvoir. Il était reparti comme il était venu, les mains vides. Son directeur de cabinet, M. de Maisonneuve est pessimiste. Il déclare:

«Lacoste a empêché depuis deux ans l'explosion du baril de poudre sur lequel il était assis. Robert est parti. Plus personne ne maintient le couvercle. Surtout, n'approchez pas l'allumette.»

Mais trop de gens avaient intérêt à approcher l'allumette. Les activistes d'Alger prennent prétexte des derniers événements pour monter à l'assaut du système et de la République.

Ainsi les Français d'Algérie vont-ils, à leur tour, se rebeller contre la France. Mais poui d'autres causes que les nôtres.

IX

LE 13 MAI 1958

La main de la Providence et L'Épée du Général de Gaulle

Proclamation du Gouvernement Provisoire
de la République Algérienne (GPRA)

Quant à la «Fraternisation», simple alibi, c'est une de ces parures dont il sera toujours facile de se débarrasser une fois acquise et consolidée la reconquête militaire.

Pierre LAGAILLARDE (Après le 13 mai 1958)

Dès les premiers jours, je dus redresser des mesures vexatoires visant les musulmans au sein même du Comité de Salut Public. S'il n'y avait pas eu les militaires le 13 mai aurait tourné à la «ratonnade».

Général Vanuxem[1]

Soyons objectifs et prudents. De 1940 à 1945, le malheur avait frappé durement la France. Les problèmes qui se posèrent à la IVe République étaient nombreux et difficiles. Qui pourrait le nier? À la Libération, en 1945, la France dévastée par la guerre et pillée par les Nazis eut du mal à se redresser. Le ravitaillement, la reconstruction, la remise en marche de l'industrie et sa modernisation, la reconstitution de l'armée, la décolonisation, la promotion d'une société nouvelle étaient autant de problèmes qui demandaient de nouvelles conceptions politiques et beaucoup de travail.

Malheureusement, ils n'ont pas été abordés, tout au moins, pour certains d'entre eux, avec le sérieux qu'ils exigeaient. La IVe Républi-

1. Déclaration faite à Yves Courrière : *L'heure des colonels,* (Julliard).

que emprunta à la I IIᵉ ses mœurs et son vocabulaire comme si le cataclysme de 1939-1945 n'avait pas mis fin à une époque de l'Histoire humaine.

Les hommes d'État, comme «au bon vieux temps», s'embourbèrent dans des querelles de clocher et des rivalités de partis. Ils perdirent de vue les changements qui s'imposaient. On ne triche pas indéfiniment avec la marche de l'Histoire. Le problème qui n'est pas réglé à son heure pèse sur les autres problèmes et retarde leur règlement.

A telle enseigne que les difficultés, en s'accumulant, perturbent l'activité de la nation et engendrent l'inertie ou le désordre.

On se souvient, par exemple, des étranges palabres qui précédèrent, en 1954, l'élection de René Coty à la Présidence de la République. Le Congrès de Versailles s'offrit en spectacle, non seulement aux grandes nations, mais aussi et plus particulièrement aux peuples dont la France avait la charge.

En 1958, la guerre d'Algérie avait affaibli davantage le régime. Elle coûtait cher. Plus de 1000 milliards par an. La lutte pour le pouvoir avait déclenché beaucoup d'appétits et alimenté de multiples ambitions. Bonne fille, la République ne se défendait plus. Elle honorait et protégeait ses propres adversaires.

C'est ainsi qu'un officier supérieur, le général Faure, put aller exposer son plan d'organisation de l'insurrection à M. Teitgen, Secrétaire général chargé de la Police à la préfecture d'Alger, sans être nullement inquiété. Par contre, le général Paris de La Bollardière, pour avoir protesté contre l'usage de la torture, se vit infliger deux mois d'arrêts de rigueur.

La République sanctionnait ceux dont la conduite l'honorait et protégeait ceux qui voulaient la détruire.

Depuis le 15 avril, la France est sans gouvernement. Le Président de la République mesure le danger qui menace le pays. Il juge nécessaire de donner à la France de nouvelles institutions. C'est dans cet esprit que le 5 mai, il fait demander discrètement, au général de Gaulle dans quelles conditions il reviendrait au pouvoir.

Entre-temps, la fièvre monte et l'inquiétude gagne l'ensemble du pays. Pour former un gouvernement, le président appelle successivement Georges Bidault et René Pleven. Les deux députés échouent dans leur tentative.

Aux yeux des Français, le Parlement devient de plus en plus impopulaire. La foule n'est pas loin de conspuer les députés.

Après avoir fait appel à Maurice Faure qui s'est récusé, le président désigne M. Pflimlin comme président du Conseil. Celui-ci prévoit son investiture pour le 13 mai.

Le député d'Alsace est un honnête homme, loyal, courageux, direct. Il travaillera au grand jour et n'aura de secret pour personne. Il dira:

«Lorsqu'on prend le pouvoir, j'estime qu'on n'a pas le droit de déguiser sa pensée, de traiter de ses intentions par prétérition. Il faut proclamer sa doctrine. C'est une question d'honnêteté. On ne conduit pas des hommes sur le champ de bataille avec des restrictions mentales.»

Le courage du président Pflimlin ne sauvera pas pour autant la IVe République. Deux organisations, entre autres, vont provoquer la fin du régime. À Paris, ce sont les Gaullistes groupés autour d'Olivier Guichard, de Chaban-Delmas et de son homme de confiance Léon Delbecque, de Michel Debré, de Soustelle, de Foccart, de Roger Frey, de Biaggi, etc.

ÀAlger, c'estlegroupedes«sept», entraînépar Pierre Lagaillarde, un révolutionnaire audacieux et réactionnaire. Il a autour de lui Martel, Crespin, le Dr Lefebvre, Ortiz, Goutailler, Baille. Ce groupe est anti-gaulliste. Son objectif est d'imposer à la France un gouvernement de salut public, du type franquiste, seul capable, selon eux, de mater le FLN et de restaurer le régime colonial dans sa puissance.

Historiquement, c'est ce groupe qui provoque, le 13 mai, l'insurrection d'Alger en prenant d'assaut les bâtiments du gouvernement général et en saccageant les bureaux de l'administration centrale. Face à cette émeute, les généraux Massu et Salan, responsables de l'ordre à Alger, jugent la situation très grave. Ils interviennent, en coiffant le mouvement pour le contrôler. Et lorsque le général Massu accepte le fait accompli et passe à la constitution du comité de salut public de la ville, Léon Delbecque est là. Il place ses hommes au nom de Soustelle.

À Paris, cette émeute a pour conséquence l'investiture immédiate du président Pflimlin. Les députés croient qu'ils peuvent encore légiférer. Ils ne savent pas que la IVe République se meurt.

Du 13 mai au 1er juin 1958, les péripéties se succèdent, ballottées alternativement par le vent chaud du coup d'État et du «pronunciamiento» et par la légère brise de la légalité républicaine. Deux déclarations arrêtent les activistes sur le chemin de la violence. L'une, du général de Gaulle le 27 mai, l'autre du président Coty le 29.

Le premier fera une sorte de semonce aux militaires qui ont débarqué en Corse et qui se préparaient à investir toute la France, en ces termes:

«J'ai entamé hier le processus régulier nécessaire à l'établissement régulier d'un gouvernement républicain capable d'assurer l'unité et l'indépendance du pays. Je compte que ce processus va se poursuivre et que le pays fera voir par son calme et sa dignité, qu'il souhaite le voir aboutir. Dans ces conditions, toute action, de quelque côté qu'elle vienne, qui mette en cause l'ordre public, risque d'avoir de graves conséquences. Tout en faisant la part des circonstances, je ne saurais l'approuver.

«J'attends des forces terrestres, navales et aériennes présentes en Algérie, qu'elles demeurent exemplaires sous les ordres de leurs chefs: le général Salan, l'Amiral Auboyneau, le général Jouhaud. A ces chefs, j'exprime ma confiance et mon intention de prendre incessamment contact avec eux.»

L'armée obéit, car elle reconnaît, là, le langage d'un chef. Le Président Coty, de son côté, fait sa déclaration sous la forme d'un message adressé au Parlement. Il est lu à l'Assemblée Nationale par le Président du Conseil, Pierre Pflimlin, et au Sénat par le Garde des Sceaux. Le Président de la République rappelle les difficultés de son mandat et la situation présente:

«Nous voici maintenant au bord de la guerre civile. Dans le péril de la patrie et de la République, je me suis tourné vers le plus illustre des Français, vers celui qui, aux années les plus sombres de notre histoire, fut notre chef pour la reconquête de la liberté et qui, ayant réalisé autour de lui l'unanimité nationale, refusa la dictature pour rétablir la République...

«Je demande au général de Gaulle de bien vouloir venir conférer avec le Chef de l'État et d'examiner uvec lui ce qui, dans le cadre de la légalité républicaine, est immédiatement nécessaire à un gouvernement de salut national et ce qui pourra, à échéance plus ou moins proche, être fait ensuite pour une réforme profonde de nos institutions.»

Ainsi le Président Coty et le général de Gaulle ont-ils épargné à la France une guerre civile qui n'aurait pas manqué de ruiner sa position dans le monde.

Pour la majorité des Français, ce fut une heureuse issue. Par contre, pour ceux qui avaient organisé et commandé «le coup du 13 mai», qui étaient montés à l'assaut du Gouvernement Général de l'Algérie, le fameux «GG», ils restèrent sur leur soif de dictature. Si l'on se rappelle que c'est dans ce gouvernement général qu'étaient élaborés et signés les textes et règlements qui ont ruiné l'Algérie musulmane et asservi notre peuple, on peut mesurer notre joie de voir ce «sanctuaire de la réaction» réduit au silence.

Lagaillarde et Ortiz avaient travaillé pour nous. Le savaient-ils? Aucune institution ne pouvait être plus nuisible que ce GG où deux mille fonctionnaires, pieds-noirs pour la plupart, racistes et réactionnaires, conspiraient en permanence contre nos libertés et notre droit à la vie.

«L'Algérie Française» était un «dominium» à double tête, Paris et Alger. À partir du 13 mai, devant deux insurrections, celle du FLN et celle des «ultras», l'une des deux têtes tombe. Contrairement aux espoirs des néo-fascistes, c'est Alger qui est décapitée[1].

Désormais Paris gouvernera. Il imposera silence aux colonialistes attardés, aux généraux en mal de reconquête et de victoire. Le général de Gaulle choisira sa voie. Il avancera vers le renouveau en calculant les risques. Il finira par imposer sa solution qui était celle du bon sens.

Il est vrai que, sur le terrain, les choses ne seront pas aussi simples. Les gaullistes d'Alger et de Paris (Delbecque, Neuwirth, colonel Pouget, Ribeaud, Soustelle, Chaban-Delmas, Michel Debré) auront la joie de réaliser leurs desseins. Mais tous ne resteront pas dans la caravane de De Gaulle. Par sa hauteur de vue, sa détermination et son autorité, le chef de la France libre suppléera aux défaillances des uns et des autres. Tel un Richelieu, il sortira son pays du bourbier et le dotera des assises d'un État moderne.

1 Pour le 13 mai voir :

a) Merry et Serge Bromberger : *Les 13 complots du 13 mai;*

b) Yves Courrière : *L'heure des colonels;*

c) Pierre Lagaillarde : *On a triché avec l'honneur.*

De toute évidence, le 13 mai était dirigé à la fois contre la France libérale et contre nous. En ce qui nous concerne, et durant ces jours d'émeute, les militaires Trinquier, Sirvent, Léger eurent la présence d esprit d'orienter la foule vers la fameuse et illusoire «Fraternisation Franco-Musulmane», pour éviter une nouvelle «ratonnade». L'opération réussit et ne manqua pas de créer une pseudo-espérance durant quelques semaines, des gens de bonne foi crurent au miracle. Pour eux, le 13 mai 1958, nouvelle «nuit du 4 août», allait faire tomber les barrières sociales et politiques qui séparaient les Français des musulmans et promouvoir une société nouvelle.

Le 20 août, revenant d'Alger, deux gaullistes, le général de Benouville et M. de la Tour du Pin, s'arrêtèrent à Montreux pour me communiquer leurs impressions et me faire partager leur enthousiasme. La «fraternisation», selon eux, était un fait nouveau, réel, irréversible. Une Algérie nouvelle était en train de naître.

Il va sans dire que je restai sceptique. Ce qu'ils prenaient pour un «miracle» n'était qu'un «mirage» dont notre pays était coutumier.

En Algérie, maintes occasions s'étaient présentées pour la réconciliation des deux communautés, mais rien n'avait jamais été fait. Ni en 1918, après une victoire à laquelle nos tirailleurs participèrent, ni en 1930, à l'occasion des fêtes du Centenaire. Même indifférence ou inconscience en 1941. La défaite et les malheurs de la France n'incitèrent pas davantage à la réflexion.

Pour dégriser mes deux interlocuteurs, je leur donnai rendez-vous dans quelques mois. Avant que le coq de l'Évangile n'ait chanté trois fois, l'Algérie française serait revenue au statu quo ante.

La déclaration de Pierre Lagaillarde et sa franchise brutale sur la prétendue fraternisation, *«simple alibi dont il sera toujours facile de se débarrasser, une fois acquise et consolidée la reconquête militaire»*, vint confirmer mon opinion.

La question du retour du général de Gaulle au pouvoir se posait. De mon point de vue, le général était en mesure de régler notre problème. Son épée pouvait se transformer en glaive de la Justice et imposer silence aux bavardages stériles des parlementaires de gauche et au conservatisme aveugle des hommes de la droite.

À Paris, en 1946, lorsque je siégeais comme député, à la deuxième Assemblée Constituante, je m'étais rendu compte que les problèmes politiques et humains qui se posaient outre-mer n'intéressaient en

réalité qu'une minorité de spécialistes, ceux qui avaient des liens avec les lobbies coloniaux.

Au général de Benouville et à M. de la Tour du Pin, j'ai dit ce à quoi je croyais. Également à l'envoyé de «l'United Press», à M. Favrot de «La Gazette de Lausanne», à M. Wolf, journaliste belge, à M. Roger Paret, à M. Erich Ollenhauer, Président du parti social-démocrate allemand, à M. René Payot. Personnellement, j'accordais le préjugé favorable au général de Gaulle. Il était certes de tradition de dire que la «droite ne veut» et que «la gauche ne peut», mais le général de Gaulle n'était ni de droite, ni de gauche. Il était la conscience de la France.

Le 1er juin 1958, l'Assemblée Nationale lui accorde l'investiture. Le 4 juin, le général se rend à Alger. Du haut du GG, devant le fameux forum, il parle. Et c'est la phrase percutante devenue historique : *«Je vous ai compris.»* Le nouveau chef du gouvernement va au-delà de ce qu'a pu déclarer le président Pierre Pflimlin - *«Tous les habitants de l'Algérie sont des Français à part entière, dans un seul et même collège, tous égaux, etc.»*

Les Français d'Algérie et les officiers fascistes avalent ces couleuvres. Ils se taisent ou applaudissent. Le train algérien est débloqué. Le voilà en marche. Mais personne ne sait encore dans quelle direction il avance et quelle sera sa destination.

Cependant, les nouvelles parvenues de Paris ne sont pas mauvaises. Selon Jean Amrouche et Abderrahmane Farès, venus me voir à Genève, le général était disposé à nous rencontrer, à la condition que nous lui facilitions la tâche, en faisant un pas vers lui. Il aurait déclaré au journaliste Rosenberg : «L'Algérie sera indépendante.»

La fin de la tourmente, serait-elle proche?

La 2e conférence Maghrébine allait s'ouvrir en Tunisie. Une délégation, composée de Krim, Boussouf, Francis et moi-même, allait y participer. Le Président Bourguiba et le Premier ministre Bahi Ladgham firent bien les choses. La Délégation marocaine était présidée par Si Ahmed Belefredj. Nous nous rendîmes à Monastir, à Mahdia, à Sousse. Partout les réceptions étaient empreintes de fraternité.

L'examen attentif de la situation révéla l'identité de vues des trois pays. Le général de Gaulle pouvait régler notre problème. Il pouvait réussir là où les gouvernements précédents avaient échoué.

En cas d'échec, il fallait s'attendre à ce que la France bascule dans l'inconnu.

Les travaux du CCE reprirent au Caire le 4 juillet. Ils se poursuivirent jusqu'au 1er août. Une mauvaise note nous parvint le 11 juillet. Les agences de presse annonçaient que la Tunisie venait de signer avec les compagnies qui exploitaient le pétrole d'Algérie, un contrat permettant l'évacuation du pétrole par le port de Mahdia.

Le CCE était mécontent à double titre. Premièrement, il n'avait pas été consulté conformément aux accords tripartites signés à Tanger. Deuxièmement, l'évacuation du pétrole algérien par la Tunisie et sa commercialisation étaient un encouragement pour les compagnies françaises. Elle nous privait d'un moyen de pression pour le règlement de notre problème. Sans doute le Président Bourguiba avait-il obéi à une raison d'État!

Le 14 juillet 1958 une révolte éclate à Bagdad. Le Roi Fayçal et son Premier ministre sont assassinés. Le général Kassem proclame la République Irakienne.

Le FLN ne regretta pas Nouri Saïd. Inféodé aux intérêts britanniques, celui-ci ne lui accordait qu'une aide symbolique (l'équivalent de 250 000 F par an). Le général Kassem forma le gouvernement de la République. Son premier geste fut de porter à 2 milliards l'aide de l'Irak au FLN.

Le 16 juillet, un autre problème surgit. Les États-Unis intervenaient au Liban en débarquant des troupes à Beyrouth. Heureusement, notre délégation fut préservée.

Ces événements ne manquèrent pas d'attirer au Caire un certain nombre de journalistes. Le CCË reçut jean Daniel, Albert-Paul Lentin, Favrot. Ces journalistes, amis, nous informèrent et s'informèrent.

Boukadoum, notre délégué à Madrid; arriva à son tour. Nos relations avec l'Espagne commençaient à se détériorer. Madrid se rapprochait de Paris. Nos compatriotes étaient menacés. L'Espagne envisageait de les refouler sur la France. Les locaux de notre délégation avaient été perquisitionnés, notre personnel espagnol congédié. La presse, elle-même, avait changé de ton. Les «nationalistes algériens» devenaient des «rebelles».

En compagnie de Boukadoum, je pris l'avion pour Madrid. Le gouvernement espagnol siégeait alors à San Sébastian. Introduits par Driss Bendjeloun, premier secrétaire de l'ambassade marocaine, nous exposâmes nos doléances à M. Eduardo Ibannez, Directeur des affaires nord-africaines au ministère des Affaires étrangères, et à M. D. Ramon Sedo, Directeur de la politique extérieure.

Nous reçûmes des assurances. Cependant, le rapprochement de la France et de l'Espagne étant à l'ordre du jour, nous jugeâmes utile de faire intervenir Sa Majesté Mohamed V. L'Espagne avait encore beaucoup d'intérêts au Maroc.

Nous nous rendîmes donc à Rabat. Le roi nous reçut le 12 août 1958. Le 19, nous étions de retour à San Sébastian. Une audience du ministre des Affaires étrangères fut obtenue pour nous par Bennouna, ambassadeur du Maroc. L'intervention de Sa Majesté le Roi du Maroc avait porté ses fruits.

Une réunion du CCE était prévue au Caire. Boussouf m'attendait à l'aéroport. Il m'apprit que le colonel Ouamrane s'était rendu en Europe pour raison de santé et que Lamine Debaghine était en congé de maladie. Le 28 août, nous nous mîmes au travail.

Entre-temps, le 2 juillet, le général de Gaulle avait effectué un voyage en Algérie. Nous notons avec satisfaction que dans le discours qu'il prononce à cette occasion aucune référence à «l'Algérie française» n'est faite.

Pendant qu'en France et en Algérie, le général prépare le référendum du 26 septembre, le CCE étudie le dossier de sa transformation en gouvernement provisoire de la République Algérienne. Le 9 septembre, il prend la décision de la réaliser.

Mehri en avertit Fethi Dib. Le Dr Lamine Debaghine et le colonel Boussouf se rendent au Maroc pour en informer le Roi. Krim et Mahmoud Chérif se chargent de la même mission auprès du Président Bourguiba.

Pour la répartition des ministères, Mehri avait préalablement été chargé de procéder à des consultations individuelles auprès de chaque membre du CCE. Personnellement, j'avais indiqué que les quatre formations qui se trouvaient au sein du FLN devaient être représentées: le CRUA, le MTLD, l'UDMA et les Oulémas. Quant à la présidence du Conseil, j'avais proposé qu'elle revienne à Krim ou au Dr Lamine Debaghine. L'un était un «historique» et l'autre avait présidé la Délégation Extérieure.

Ces deux candidatures se heurtèrent à deux oppositions. Pour Krim, l'opposition vint de Bentobbal et de Boussouf. Ni l'un ni l'autre ne voulait donner à Krim une autorité au-dessus de la sienne: «Pour la bonne marche des affaires, disaient-ils, nous devons être à égalité.» Quant au Dr Lamine Debaghine, il fut écarté de la présidence à la suite du refus manifesté par les détenus de la Santé. Autant dire par Ben Bella.

C'est dans ces conditions que les frères me désignèrent, à l'unanimité, à la présidence du premier Gouvernement Algérien.

Ce gouvernement était ainsi composé:

Président du Conseil :.. Ferhat Abbas
Vice-président du Conseil et ministre des forces armées :............................
....Belkacem Krim
Vice-Président du Conseil:...Ahmed Ben Bella
Ministres d'État:.. Hocine Aït-Ahmed
....Rabah Bitat
....Mohamed Boudiaf
.... Mohamed Khider
Ministre des Affaires extérieures :................ Dr Lamine Debaghine
Ministre de l'Armement et du Ravitaillement :.. . Mahmoud Chérif
Ministre de l'Intérieur:...Lakhdar Bentobbal
Ministre des Liaisons Générales et des Communications :............................
....Abdelhafid Boussouf
Ministre des Finances:..Dr Ahmed Francis
Ministre des Affaires nord-africaines :.........................Abdelhamid Mehri
Ministre de l'Information:..M'Hamed Yazid
Ministre des Affaires Sociales :...................................Benyoucef Benkhedda
Ministre des Affaires Culturelles:.................................... Tewfik-El-Madani
Secrétairesd'Étatrésidantàl'intérieur:.......................Lamine Khane (W. II)
.... Omar Oussedik (W. IV)
....Mustapha Stambouli (W. V)

Le premier État qui reconnut ce gouvernement à l'heure même où j'annonçais sa formation fut la République d'Irak. Son ambassadeur au Caire, présent à la cérémonie, nous remit sur le champ un télégramme de Bagdad.

La reconnaissance de notre Gouvernement par les États arabes ne posa pas de problème. L'activité de nos organismes à l'extérieur s'en trouva accrue.

Je chargeai Mohammed Benyahia, licencié en droit, ancien MTLD, fils d'un ami de Djidjelli, et Brahim Mezhoudi, membre de l'Association des Oulémas, d'assurer la double direction de mon cabinet.

Le GPRA réunit le Comité Permanent de la Révolution, compléta le CNRA et nomma les membres de l'Assemblée Consultative Maghrébine. À l'intérieur, la constitution du premier gouvernement algérien souleva l'enthousiasme. L'ALN était fière de ce pas en avant, le considérant comme le premier résultat de son héroïque combat. Je lui rendis hommage en déclarant :

«Depuis quatre ans, notre peuple est au combat. Il fait face à une des plus grandes armées du monde. Plus de 600 000 victimes algériennes jalonnent la longue et glorieuse route de la liberté. Livré par la France au pouvoir discrétionnaire des colonialistes et des colonels, notre peuple est chaque jour torturé et massacré. Mais malgré ses souffrances et ses milliers de morts, il reste inébranlable dans sa foi et dans la certitude de sa libération prochaine.

«Notre invincible Armée de Libération Nationale, avec des moyens limités, tient tête victorieusement à une armée française dotée d'un matériel moderne et puissant.»

Au lendemain de la formation de notre Gouvernement, l'ALN entra en action. Sur tout le territoire algérien, les embuscades et les accrochages se multiplièrent. Un souffle nouveau animait nos combattants.

Nous reçûmes beaucoup de messages de félicitations. En particulier des pays asiatiques : Corée du Nord, Viêt-Nam, Indonésie, Chine nouvelle. Le Président Mao Tsé-toung invitait notre gouvernement à envoyer une délégation à Pékin.

En décembre, nous répondîmes à son invitation. Une délégation, conduite par le colonel Mahmoud Chérif et comprenant Benkhedda et Dahleb, se rendit d'abord au Viêt-nam. Elle fut reçue par le Président Hô Chi Minh. Du 19 au 22 décembre, ellevisita les champs de bataille, l'université, les écoles.

Elle arriva à Pékin le 23 décembre. Elle y séjourna jusqu'au 30. L'accueil fut chaleureux. Elle obtint une aide matérielle importante. Cette visite scella l'amitié de la Chine et de l'Algérie.

Moralement et matériellement notre combat se fortifiait. Mais la ligne de défense française, dite «ligne Morice», restait encore infranchissable.

Elle barrait le passage de la Tunisie à l'Algérie. Le même barrage séparait l'Algérie du Maroc. Ce blocus avait engendré de graves désordres, particulièrement à la frontière algéro-tunisienne. Les bataillons de l'ALN, en stationnement forcé, devinrent des «milieux de culture» et des centres d'agitation et de rivalités tribales. Si l'on ajoute que les djounoud étaient mal nourris, mal logés et mal équipés, on comprend les difficultés auxquelles le CCE d'abord et le GPRA ensuite durent faire face.

Pour pallier cette situation, le CCE avait créé le 10 avril 1958 deux commandements opérationnels militaires (COM). L'un à l'Est, confié au colonel Mohammedi Saïd assisté des colonels Benaouda, Boughlès et Lamouri, l'autre à l'Ouest confié aux colonels Dehilés Slimane dit Saddek et Boumediène.

La formule échoua. Particulièrement à l'Est. Les collaborateurs de Mohammedi Saïd tiraient à hue et à dia, créant le désordre de la surenchère. Aucune coordination ne fut possible.

Devant ce désordre, Krim prit des sanctions. Il retira les colonels de la frontière et les envoya en résidence forcée: Benaouda à Beyrouth, Amar Boughlès à Bagdad et Lamouri à Djeddah.

De passage au Caire, les trois colonels me rendirent visite. Les deux premiers s'exécutèrent et rejoignirent leur lieu d'affectation. Quant à Lamouri, touché dans son amour-propre, il se plaignit amèrement. Il reprocha au ministre de n'avoir pas sanctionné Mohammedi Saïd : «Il l'a épargné, me dit-il, parce qu'il est kabyle comme lui!»

Il refusait de se rendre à Djeddah. Je le raisonnais: à Djeddah, il ne resterait pas longtemps, il aurait l'occasion de visiter les Lieux Saints de l'Islam, de vivre à proximité de la tombe du Prophète. C'était un sort que beaucoup d'Algériens pouvaient lui envier. Je lui promis d'intervenir auprès de Krim pour que la sanction soit levée dans les plus brefs délais.

Il me quitta, en apparence satisfait. Je ne le revis plus.

Je me trouvais en mission en Europe lorsque Lamouri se rendit clandestinement à Tunis. Avait-il eu l'accord de la sécurité militaire du Caire? Nous nous sommes posé la question, À Tunis, Lamouri prépara dans la nuit du 14 au 15 novembre 1958, avec de nombreux partisans, le coup d'État qui devait renverser le GPRA au profit d'un

nouveau gouvernement qu'il pensait présider. Il fut dénoncé par un jeune militant, Guerram Amar, originaire de Oum El Bouaghi.

La déposition de ce dernier mérite d'être connue, car elle révèle l'état d'esprit des officiers de l'ALN stationnant aux frontières, les insuffisances et les difficultés du commandement, les intrigues qui se nouaient et se dénouaient autour du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne.

Devant le juge d'instruction Guéram fait son exposé, que je reproduis textuellement:

«Etant en contact étroit avec certains responsables de la Wilaya I, j'ai été chargé par eux d'aller chercher secrètement le colonel Lamouri Mohammed qui se trouvait à Tripoli. Je déclare ce qui suit au sujet du complot qu'ils ont préparé contre le Gouvernement Provisoire de la République Algérienne:

«Avant son départ pour Le Caire, le colonel Lamouri Mohammed a placé tous ses hommes de confiance dans des postes clés à la Wilaya I, en vue de renforcer sa position. Ses collaborateurs chargés de constituer la tâche entreprise sont: Nouaoura, Belhouchet, Mellouh, Salah Goudjil, Amar Bellagoune, Belhadj, Boulkhras etc.

«En l'absence de Lamouri, les responsables dont les noms figurent ci-dessus, correspondaient avec lui et attendaient impatiemment son retour.

«Au cours de leurs discussions, leurs projets étaient les suivants: le renversement du régime actuel, l'écrasement des éléments kabyles, la désignation d'un autre gouvernement dont ils seraient membres. Ils prétendaient que l'intérieur était avec eux et qu'ils avaient l'appui total des zones I et II et du colonel Amirouche de la Wilaya III. Ils tenaient constamment des réunions et en transmettaient les comptes rendus à Lamouri au Caire. Ils ont une position ferme contre le gouvernement.

«Lors de l'arrivée de Lamouri et de Mustapha "le Noir", une première réunion s'est tenue au Kef sous la présidence du colonel Nouaoura. Parmi les assistants figurent principalement : Belhouchet, Mellouh, Salah Goudjil, le commandant Chérif de la Base de l'Est et Boukhras. Ils étaient enchantés de ce retour triomphal. Nouaoura se plaisait à lui montrer le double des correspondances qu'il avait échangées avec lui ainsi que le talon d'un mandat de 300 000 F que Lamouri avait échangé contre 240 Djenih.

«Au cours de la réunion, le colonel Nouaoura a soulevé la solidarité qui existe entre les responsables de la Wilaya I et ceux de la Base de l'Est et a rendu hommage au colonel Aouachria et ses commandants pour leur ferme position.

Consulté par ces responsables sur la position du Gouvernement égyptien envers le nôtre, le colonel Lamouri a répondu qu'il y avait un différend entre nos ministres, par exemple:

Mahmoud Chérif Krim Belkacem et Boussouf Abdelhafd faisaient bloc.

Mehri, Tewfik el-Madani et Bentobbal formaient un autre. Abbas Ferhat et Ahmed Francis un troisième.

Quant à Lamine Debaghine, il aurait démissionné, ne pouvant partager leur politique. D'ailleurs, il prétend avoir pris contact avec lui, que Lamine lui aurait déclaré : «Je vous connais les Chaouias, il n'est pas dans vos habitudes de vous laisser écraser.» Lamouri lui aurait répondu que mes hommes feront le nécessaire et ne tarderont pas à passer à l'action.

Lamouri leur disait que les Égyptiens critiquaient le Gouvernement actuel dont ils disent qu'il ne représente pas le Peuple Algérien.

Au sujet de sa mutation au Caire ainsi que les autres membres du COM, il prétend que Amar Benaouda qui était très "sale", «s'il l'a échappé, c'est grâce à l'appui de Bentobbal. Quant à lui etAmara Bougiez, n'ayant aucun ministre pour les défendre, ils furent sanctionnés sévèrement.»

Sachez mes amis, leur dit-il, que notre ennemi immortel est Mahmoud Chérif qui collabore avec les autres ministres pour éliminer tout notre cadre et livrer le commandement de votre Wilaya aux Kabyles. Nous ne pouvons admettre cette injustice. Sachez également que c'est Bentobbal qui a fait exécuter Zirout Youcef pour lui succéder. C'est déplorable qu'ilyait un tel ministre dans notre Gouvernement. Admettriez-vous d'être commandés par de tels incapables? «D'autre part, j'ai protesté auprès du Gouvernement contre l'exécution de Abane Ramdane qui a été décidée sans la réunion du CNRA. Vous voyez comment sont piétinés les principes de notre Révolution.»

«Belhouchet Abdellah leur a répondu qu'il avait refusé d'obéir à l'ordre de convocation du ministre de la Guerre sous prétexte qu'il n'avait plus confiance depuis le coup du Caire contre les membres du COM, Belhouchet prétend avoir déclaré à Krim Belkacem qu'au cas où il ne rappellerait pas les membres du COM actuellement en résidence

forcée, il n'y aurait pas d'entente possible et si quelqu'un parmi les ministres venait aux frontières, il le mettrait en prison.

«Au cours de la réunion, Mellouh a été questionné sur ses fonctions actuelles. Il leur a déclaré que c'est Zerguini qui lui a succédé: Belhouchet a répondu que si, à l'avenir Zerguini se présentait aux frontières, il le ferait arrêter. S'adressant à Mellouh, Belhouchet lui a dit : «A partir de ce jour, tu ne te conformeras qu'à nos ordres.»

«N'ayant pas assisté aux autres réunions, voyant leur attitude ferme contre notre Gouvernement, j'ai décidé de prévenir les membres du Gouvernement sur leurs mauvaises intentions.»

Dénoncé, le complot tourna court. Avec l'appui de la sécurité militaire tunisienne, les conjurés furent tous arrêtés. Le 21 novembre, le ministre des Forces Armées déposa son rapport et les renvoya devant un tribunal présidé par le colonel Boumédienne. Celui-ci était assisté de deux assesseurs (le colonel Saddek et le commandant Slimane) et de Ali Mendjeli dans la fonction de procureur. Bouderba, Oucharef et Bendiab Youcef assurèrent la défense des accusés.

Le colonel Lamouri sera condamné à mort et exécuté. Les autres accusés seront condamnés à des peines de prison,

Tout cela n'était pas nouveau. Faut-il rappeler que les chefs successifs de la Wilaya I, exception faite de Mustapha Benboulaid, sont tous tombés sous les balles de leurs propres frères. La méfiance des uns vis-à-vis des autres était la règle.

Tout au long du siècle de colonisation, les Aurès sont restés une sorte de «forteresse impénétrable». Les Aurassiens, demeurés solitaires et miséreux, ont cultivé les vertus des ancêtres: courage, culte de l'honneur, orgueil tribal, etc.

La guerre d'Algérie les trouve tels qu'ils ont toujours été: combattants valeureux mais très attachés aux mœurs tribales et au particularisme régional. Il faut ajouter qu'aux frontières de l'Est comme de l'Ouest, le désordre est presque permanent. Des fautes ont été commises par les différents commandements.

C'est pourquoi les insurgés pouvaient bénéficier de circonstances atténuantes. Je demandai donc aux ministres de tenir compte de l'atavisme et de prononcer l'amnistie des condamnés.

Ce qui fut fait.

Pour le général de Gaulle, le problème algérien s'imbrique dans des problèmes beaucoup plus importants: la restauration de l'État, la place de la France en Europe et dans le monde, l'unité de l'armée.

Alors, il se hâte en besogne. Le 28 septembre 1958 par voie de référendum, la constitution de la Ve République est adoptée. À l'exception de la Guinée, la France, l'Algérie et l'Afrique ont répondu par un OUI massif. Le 3 octobre, le chef du gouvernement lance le «Plan de Constantine» destiné à transformer économiquement l'Algérie.

Le 14 octobre, il ordonne aux militaires de quitter les Comités de salut public. L'armée n'a pas à se mêler des affaires qui ne sont pas les siennes.

Le 23 octobre, il offre aux combattants de l'ALN la «paix des braves».

Les 23 et 30 novembre, les élections législatives lui donnent une forte majorité parlementaire. Pour la première fois, l'Algérie élira 67 députés au scrutin de liste et au collège unique. Parmi les élus, Pierre Lagaillarde, un des hommes du 13 mai.

Début décembre, le général revient en Algérie. Dans le Constantinois, il s'entretient avec le sous-préfet Belhadad qui administre, sous l'autorité du préfet IGAME, Maurice Papon, l'arrondissement de Ain-Beïda. Belhadad est contesté par les militaires et les colons.

Mutilé de la guerre 1939-1945, le sous-préfet a son franc-parler. Devant le général, il expose avec franchise la situation présente et sa vision de l'avenir. Le général l'écoute. Il n'est pas loin de partager l'analyse que Belhadad développe devant lui. C'est pourquoi il l'impose aux militaires.

Le 19 décembre il rappelle en France le général Salan qui cumulait, depuis le 13 mai, les pouvoirs civil et militaire. Il le remplace par Paul Delouvrier comme délégué général de la France en Algérie et par le général Challe qui devient commandant en chef des forces armées en Algérie.

Le 21 décembre, le général est élu Président de la République.

En Algérie, le général Challe applique une nouvelle stratégie. Il est acquis à «l'Algérie française» sans se demander si cette formule peut être réalisée.

Il préconise une tactique qui correspond à celle de l'ALN. Il l'explique en ces termes à son état-major :

«Il ne suffit pas, dit-il, *d'effectuer un bouclage, de ratisser et de partir. Il faut rester. Et dans une très grande zone, car le fellagha marche très vite dans une région qu'il connaît bien. Il faut donc le pousser vers l'inconnu. Si nous restons longtemps, si nous prenons le djebel, si nous l'occupons jour et nuit, le rebelle va se cacher. Or il faut qu'il vive. Surtout dans une guerre pareille. L'ennemi a besoin de contact avec la population sinon celle-ci se désintéresse de lui et du combat qu'il mène. Si chaque fois qu'il sort, quelle que soit la région, il tombe sur une zone alertée, sa vie va devenir impossible. C'est ce que nous devons réussir: lui rendre la vie impossible.»*

Seulement le général Challe est conscient des limites de son action. En février 1959, il déclare devant le Comité de la Défense:

«Si ce qu'on attend de moi est que je puisse dire : la moitié de l'Algérie est totalement pacifiée, il ne s'y produit plus d'attentats, il n'y existe plus ni OPA ni bandes rebelles : je ne peux pas garantir au gouvernement un tel bulletin de victoire...»

«Mais, et ce sera ma conclusion, dans cette guerre où les frontières pèsent physiquement et moralement sur l'intérieur d'un poids considérable, il ne pourra finalement être question d'un nettoyage total tant que l'ennemi sera aux portes.»

Le général dispose de grands moyens en hommes et en matériel. Il a sous son commandement près de 600 000 soldats dont des régiments de paras, spécialistes de la guérilla. Il a sous ses ordres des officiers supérieurs, Généraux et colonels d'une valeur militaire incontestable, qui sont en Algérie depuis longtemps et connaissent leur métier. Ce sont les colonels Buis, Bigeard, Trinquier, Broizat, Ducasse, Girard, Costaux, Godard, Gardes, Ceccaldi, etc., et les Généraux Allard, Gracieux, Gambiez, Olié, Massu, Coste et d'autres encore.

L'Algérie est quadrillée. Et, région par région, l'armée passe comme un «rouleau compresseur» sur un peuple martyr, mais qui ne désespère pas. Nous en sommes revenus au temps de Bugeaud, de Saint-Arnaud, de Pélissier. La chasse à l'Arabe est organisée avec raffinement.

Pour déloger l'ALN, il faut d'abord s'attaquer aux populations civiles, les contraindre à basculer dans le camp des Français et à fournir à l'armée des «collaborateurs», c'est-à-dire des «supplétifs» et des «harkis».

À travers les opérations «Courroie», «Ouarsenis», «Pierres précieuses», «jumelles», «Étincelle», «Artois», etc., le «plan Challe» est d'une terrible efficacité. Jamais l'ALN n'a senti le poids de la guerre comme au temps du général de Gaulle. Et jamais la population civile n'a connu autant d'exactions.

Le DOP[1] est à son affaire. Il applique à l'ensemble de l'Algérie les méthodes qui ont fait leur preuve lors de la «bataille d'Alger». Les bastonnades, les tortures, les «délits de fuite», les «corvées de bois», les exécutions sommaires, les déportations sont monnaie courante. La fin justifie les moyens.

Pour que l'Algérie française, celle des Français d'Algérie, vive, il faut que l'»Arabe courbe l'échine».

Mais une insurrection générale et une espérance collective peuvent-elles être vaincues ?

L'ALN est terriblement secouée. Elle plie sous le déluge qui tend à l'abattre, mais demeure invaincue. Devant l'offensive du général Challe, les katibas éclatent. Par petits groupes, les djounoud se dispersent. Il faut éviter un combat inégal, se cacher pour survivre, attendre pour reparaître.

L'ALN subit de grosses pertes. Elle n'abandonne pas pour autant le terrain. Dans certaines régions, elle garde l'initiative. C'est ainsi que dans la vallée de la Soummam, elle inflige des pertes sérieuses à l'armée française.

Son handicap ne provient pas seulement de la supériorité de l'adversaire. L'ALN est malade de la «bleuite». Elle souffre également du manque d'armes et de munitions.

Rappelons que la «bleuite» avait atteint le moral des djounoud. Elle avait décimé les meilleurs cadres. Le colonel Amirouche n'ayant pas pu discerner le faux du vrai, était tombé dans le piège monté par le capitaine Léger et le colonel Godard. La suspicion pesait alors sur tout le monde, et particulièrement sur les cadres anciens, ceux qui avaient fait leur preuve. Le colonel Godard avait intérêt à faire compromettre les meilleurs des nôtres. La Kabylie était devenue un véritable charnier.

1. Dispositif opérationnel de protection.

Or les cadres constituent l'ossature de l'ALN. Le colonel Bentobbal me disait que la perte des cadres posait le plus grave problème à notre insurrection. Plus la guerre durait, plus nous nous appauvrissions en hommes expérimentés. C'est ainsi que Didouche Mourad était jugé supérieur à Zirout. Celui-ci avait été mieux que Bentobbal et, à son tour, Bentobbal valait mieux que ses successeurs.

Avec la «bleuite» d'un côté, le barrage électrifié de l'autre, nos moudjahidine étaient enserrés dans un étau. Les armes et les munitions manquaient. Le peu qui échappait à la surveillance des frontières n'allait pas bien loin. Les convois s'arrêtaient dans les wilayas I et II, faute de pouvoir courir les risques d'un trop long parcours.

Au cours de cette gigantesque bataille, deux faits importants se produisirent. Ils firent couler beaucoup d'encre.

Le premier se situe le 17 novembre 1958 dans la Wilaya IV.

C'est l'affaire Azzedine.

Le commandant Azzedine, qui s'était rendu célèbre avec le «Commando Ali Khodja», avait été blessé et fait prisonnier. Le général Massu pensa l'utiliser pour rallier la wilaya. On était à l'heure de la «paix des braves».

Azzedine accepta. Pouvait-il récupérer sa liberté par un autre moyen? On lui fit signer une déclaration sur l'honneur et on le renvoya dans le maquis. Il y retournera à plusieurs reprises, emportant avec lui équipements et médicaments.

Au dernier voyage, il ne revint pas. Il avait pris la route de la Tunisie.

Le second, beaucoup plus grave, a lieu dans le courant du mois de mars 1959. En route pour la Tunisie, les colonels Amirouche et Si El Haouès, chefs de la Wilaya III et VI, arrivent au djebel Tsamar, dans la région de Bordj l'Agha.

Le 28 mars 1959, le colonel Ducasse et le capitaine Gallot-Lavalée, sur dénonciation, dirigent une action sur le djebel. Au lever du jour la bataille s'engage. Plus de deux mille soldats encerclent quarante moudjahidine. Le combat est inégal. Les maquisards succombent. Il y a 30 tués et 5 prisonniers.

Le capitaine Gallot-Lavalée reconnaît le corps du colonel Si El Haouès. L'adjoint de ce colonel, Amor Driss, est fait prisonnier. Il est grièvement blessé. Il refuse de donner le moindre renseignement. Il

se contente d'indiquer que l'homme tombé à ses côtés n'est autre que le colonel Amirouche.

Il ajoute, très digne, à l'adresse de ceux qui pourraient s'en réjouir : «Cela ne change rien à notre combat. D'autres prendront notre place.» Dans la nuit, Driss succombe à ses blessures.

Beaucoup plus que l'ALN, les populations civiles étaient vulnérables. Les interrogatoires effectués par les spécialistes, les déportations, les exécutions sommaires avaient fini par atteindre le moral du pays. La lassitude était évidente. La guerre était entrée dans sa cinquième année. Si elle frappait les djounoud, elle n'épargnait pas les habitants des douars. En dehors de l'aviation et du napalm déversé sur les «mechtas», il y avait surtout les hélicoptères, engins d'une grande efficacité.

Les populations devenaient craintives et méfiantes. De peur de se trouver en face des harkis, elles fermaient leurs portes à tout le monde. Le Dr Benabid, qui fut longtemps le médecin d'Amirouche, me dit: «Certaines mechtas nous chassaient comme si nous étions devenus des pestiférés.»

De son côté, le colonel Mohand Ouel Hadj avouait qu'il ne pouvait plus distribuer à ses djounoud que deux figues par jour. Lui-même ne disposait, en tout et pour tout, que de huit cartouches. «Dans nos réunions, expliqua-t-il, certains maquisards parlaient de se rendre. Alors les plus vaillants détournaient la conversation et affirmaient que notre sort était entre les mains de Dieu.»

À qui perd ses forces, Dieu reste le grand soutien.

Avant sa mort, le colonel Amirouche, victime à son tour de l'intoxication exercée par les services psychologiques français, se croyait trahi par les «intellectuels» et noyauté par les «communistes».

Cette doubleerreur lui en fera commettre unetroisième. Il rendra le GPRA responsable de la pénurie de ravitaillement. Les armes et les munitions n'entraient en Algérie que par très petites quantités pour ne pas dire pas du tout. Ce que le colonel Amirouche attribuait à la carence du GPRA était en réalité le résultat du barrage électrifié et de l'impuissance de letat-major.

Amirouche nourrissait probablement d'autres ambitions. Début décembre 1958, il prit l'initiative de conférer avec les autres

chefs de Wilaya. 11 réunit autour de lui les responsables: les colonels Hadj-Lakhdar (Aurès), Si M'Hamed (Algérois), Si El-Haouès (Sud). Le Constantinois, par l'intermédiaire du colonel Ali Kafi, se récusa en condamnant ce travail fractionnel; l'Oranie ne répondit pas.

Amirouche tenta de communiquer aux autres chefs de Wilaya «l'espionnite» qui le hantait et de leur faire partager sa détermination *d'assurer la direction de la guerre de l'intérieur et non de l'extérieur.* «Nous sommes, aurait-il dit, les véritables» chefs de la révolution. On ne saurait accepter un État-Major qui ne soit pas au combat à nos côtés.»

Avant de prendre la route pour la Tunisie, Amirouche aurait confié à ses intimes qu'il partait pour mettre de l'ordre des deux côtés des frontières. La Délégation Extérieure devait être réduite à une seule personne, Ferhat Abbas, et lui, Amirouche, prendrait la haute direction du FLN à l'intérieur, avec le grade de général.

Le reste de la Délégation devait rentrer à l'intérieur pour se battre au lieu de «grenouiller» autour du GPRA.

Quelle est la part de vérité dans les propos qu'on lui prête? Personne ne peut le dire. Il est certain qu'Amirouche sous-estimait l'efficacité de la ligne Morice. L'asphyxie de l'ALN ne venait pas de la carence du GPRA, mais de la quasi-impossibilité pour l'ALN de franchir les frontières.

Dès la formation du GPRA, les ministres furent à pied d'œuvre. Ma conception de la présidence était de coordonner et d'unir tout en laissant le maximum de liberté et de responsabilité à chaque ministre.

Le Président Nasser me reçut dès les premiers jours d'octobre. Il me fit rencontrer les délégations étrangères qui se succédaient au Caire. C'est ainsi que le 26 octobre, je dînai à la Présidence à l'occasion de la visite du Chef du Gouvernement indonésien et le 5 novembre avec une délégation Irakienne.

Dans le cadre de mes visites aux Chef? d'État, je me rendis le 23 novembre au Maroc. Le Roi me reçut le 25 novembre.

Au retour, je m'arrêtai en Suisse pour des contacts avec les délégués de la France et rencontrai des journalistes et des personnalités européennes.

Le 4 décembre, le Dr Lamine Debaghine partit pour New York. La question algérienne allait revenir, une fois de plus, devant l'Assemblée générale.

À mon retour au Caire, le 15 janvier 1959, le Gouvernement libanais m'informait qu'il reconnaissait le GPRA et qu'il m'invitait à me rendre en visite à Beyrouth.

À deux reprises, les 2 et 11 février, le Président Nasser nous accorda des audiences au cours desquelles nos problèmes furent débattus. Recevant Madame Nehru, il nous ménagea une rencontre avec elle. Celle-ci nous invita à nous rendre aux Indes.

C'est le 10 février 1959 que se place le suicide de Amira Amar. Ce jeune militant avait été envoyé en mission au Liban. Il n'était pas satisfait de l'activité des colonels auxquels il reprochait l'assassinat du regretté Abane. Par contre, il faisait l'éloge de Messali et regrettait qu'il ne fût pas le grand dirigeant de notre guerre de libération.

Il faut dire qu'Amira avait appartenu à la section MTLD de Sétif. Or cette section, au début de l'insurrection, s'était convertie au MNA, jusqu'au jour où Amirouche liquida ce groupuscule dans la région de Guenzet.

Interrogé, Amira comprit qu'il était allé trop loin. Il refusa de se rendre à Tunis et préféra se supprimer. Contrairement à ce qui a été dit, les services de sécurité dirigés par Boussouf restèrent complètement étrangers à ce drame.

Mon programme comportait la visite de la Libye. Accompagné de Boussouf, Bouda, Francis, je me rendis le 12 février à Benghazi, siège du Gouvernement et du Parlement. Le Roi nous reçut à Tobrouk. Le Président du Conseil, le Président du Sénat, celui de la Chambre des Députés, les populations de Benghazi, de Beida, de Darna, de Barka nous accueillirent avec un élan de fraternité qu'il est difficile d'oublier. Le Comité de Soutien s'employa à nous faciliter la tâche et à nous aider financièrement.

Le peuple libyen s'apparente beaucoup au nôtre. Par ses mœurs et ses coutumes, il appartient au Maghreb Arabe. Son hospitalité fut à la mesure de sa fraternité.

Après la Libye, une délégation se rendit le 6 mars en Arabie Saoudite. Elle était composée de Krim, Ahmed Francis, Cheikh Abbas, notre représentant à Djeddah, et de moi-même. Après une visite aux Lieux Saints de l'Islam, Médine et La Mecque, nous nous rendîmes à Ryad où nous fûmes reçus par le Roi Saâoud, entouré des membres de sa famille. Le ministre des Finances et des Affaires étrangères, le Prince Fayçal, étudia nos problèmes. C'était un homme avisé, conscient de ses responsabilités, soucieux des biens de l'Etat.

Il ne ménagea pas son appui à l'Algérie. Il avait une haute conception de la mission de son pays pour créer l'harmonie entre pays musulmans.

L'Arabie Saoudite a été le premier pays arabe à financer la guerre d'Algérie. Son appui dans tous les domaines a été constant et important.

Notre rencontre avec les dirigeants de Ryad fut réconfortante et pleine de promesses.

Le GPRA se réunit le 12 mars 1959 pour entendre Omar Oussedik qui venait, avec le commandant Azzedine, de la Wilaya IV. La situation à l'intérieur était catastrophique. Son exposé nous donna une juste dimension de ce que fut la «bleuite», la torture, les égorgements qui s'ensuivirent. Il parla de l'importance de l'offensive de l'armée française après le déclenchement du plan Challe.

De Gaulle faisait la guerre. Une guerre qui passait les maquis au «peigne fin» et qui pourchassait l'ALN dans ses derniers retranchements.

De telles nouvelles inquiétèrent les anciens chefs de Wilaya. Comme pour la «bataille d'Alger», les retombées de l'offensive française ne tardèrent pas à perturber la Délégation Extérieure et le GPRA.

Des incidents, heureusement sans gravité, eurent lieu au cours de nos réunions. L'heure des grands affrontements entre ministres n'allait pas tarder à sonner.

Une mission importante conduisit Krim, Boussouf et Bentobbal à Damas. À leur retour, Krim fut rappelé à la frontière algéro-tunisienne. Le Dr Francis, Yazid et Mahmoud Chérif l'accompagnèrent. Les relations avec les Tunisiens s'étaient détériorées.

À mon tour, je pris la route de Tunis. Le 22 mars, le Président Bourguiba nous reçut, Krim et moi-même. La conduite de nos djounoud en Tunisie laissait à désirer. Elle relevait quelquefois de la provocation et de l'inconscience. Le Président explosa en amers reproches. Quant à moi, je devais m'armer de patience, laisser passer l'orage et m'expliquer calmement.

Le Président est aussi coléreux que généreux et fraternel. Tous nos problèmes furent réglés. Notre entretien s'acheva dans une atmosphère de compréhension réciproque.

Après avoir rencontré le Président Nasser, en compagnie de Benkhedda et du Dr Francis, je me rendis le 7 avril en mission aux Indes. Notre délégation était composée de Benkhedda, Benyahia et de Cherif Guellal notre représentant à New Delhi.

Contrairement à ce que nous craignions, le Président Nehru fut sensible à notre cause. Il apprécia notre exposé, très modéré dans la forme mais ferme sur les principes.

Le parlement, le Parti du Congrès, nous accueillirent avec sympathie. La guerre d'Algérie, exception faite des partisans de la non-violence, trouva de fermes appuis. Nous nous rendîmes sur la tombe du Mahatma Gandhi.

C'est à New Delhi que je rencontrai inopinément Salah Bouakouir[1]. Il revenait, si je m'en souviens, du Japon. Nous étions au même hôtel. Il m'informa de ce qui se passait en Algérie. Il était préoccupé surtout par les problèmes économiques. Il souhaitait que la guerre finisse le plus vite possible pour que l'Algérie prenne rang dans la course vers le modernisme et l'industrialisation. Notre pays ne devait pas être le dernier à se transformer.

À l'indépendance, Bouakouir n'était plus. Il était mort au cours d'une sortie en mer, au large d'une plage d'Alger. Cette mort est restée suspecte.

De l'Inde, nous sommes allés au Pakistan. Le 13 avril, nous étions à Karachi. Même réception et même enthousiasme qu'en Inde pour la lutte du peuple algérien. Le Président de la République nous reçut. Les étudiants et l'association «Djamal El Islam» organisèrent

1. Secrétaire général-adjoint pour les affaires économiques au gouvernement général de l'Algérie.

des réunions et des conférences de presse, où nos problèmes furent exposés.

Avant de quitter Karachi, nous nous rendîmes en pèlerinage sur la tombe de Djinnah, le père du Pakistan.

Krim, ministre de la Défense, soupçonnait les services secrets égyptiens d'avoir trempé dans le complot organisé par Lamouri. Aucune certitude, certes, mais beaucoup de présomptions. De retour au Caire, il me confia ses soupçons et souhaita une rencontre avec Fethi Dib.

La rencontre eut lieu. Krim, Boussouf, Tewfik El-Madani et Bentobbal posèrent des questions : 1° Comment le colonel Lamouri avait-il pu quitter Le Caire sans que les services de sécurité égyptiens l'en aient empêché? 2° Combien de fois avait-il rendu visite à ces mêmes services? 3° Avait-il reçu des encouragements pour conspirer contre le GPRA? Pourquoi Fethi ne nous avait-il pas fait part des griefs que Lamouri soulevait contre nous, en sa présence?

Fathi Dib semblait être à son aise pour répondre. À aucun moment il n'avait été informé que le colonel Lamouri était en résidence forcée au Caire. Il ne pouvait donc pas lui interdire de quitter le territoire égyptien. Il minimisa le nombre et l'importance de ses rencontres avec Lamouri. Il nia l'avoir encouragé dans son entreprise. Il n'avait aucune raison pour le faire, jl fit état des bonnes relations qui existaient entre son gouvernement et les ministres algériens. Il nous prit tous à témoins de sa bonne volonté et rappela les services rendus.

De toute évidence, nos relations avec Nasser n'étaient pas mauvaises. Mais les services secrets pouvaient faire valoir des raisons qui n'étaient pas toujours celles du gouvernement.

La conversation s'orienta vers l'avenir, laissant au passé ses ombres et ses incertitudes.

Avec le complot Lamouri, l'unité insurrectionnelle me parut menacée. Je demandai aux ministres responsables une large amnistie en faveur de ceux qui avaient été condamnés.

L'Algérie avait besoin de la mobilisation de tous. L'emprisonnement ne corrige pas les erreurs. Effacer le passé par un nouveau départ était la solution la meilleure.

L'Irak venait de faire sa révolution. La lune de miel entre Bagdad et Le Caire était close. Les deux capitales s'injuriaient mutuellement à longueur de journée. Après avoir eu un long entretien avec le Président Nasser, nous nous rendîmes à Bagdad le 21 avril. Notre délégation comprenait Krim, Boussouf, le Dr Francis et moi-même.

L'ancienne capitale des Abbassides nous accueillit avec ferveur et même avec délire. La voiture où je pris place fut soulevée à bout de bras. Le peuple était déchaîné.

Le Conseil de Souveraineté, le Président, le général Abdelkrim Kassem, les ministres, firent le maximum pour nous. L'Irak devint le deuxième financier de la guerre d'Algérie. L'aide était importante, loyale et inconditionnelle.

Le Gouvernement nous fit visiter l'antique Babylone, la ville de Koufa où succomba le Khalife Ali, la ville de Nadjef où il fut inhumé, la ville de Karbala où reposent son fils El Hocine et ses enfants.

De Bagdad nous nous rendîmes au Koweït. Entouré des membres de son gouvernement, l'Émir nous accueillit à l'aérodrome. Notre représentant dans l'Émirat, le Cheikh Mohammed El-Ghassiri, avait alerté la population. Celle-ci avait constitué un comité de réception où siégeaient les propres frères de l'Émir. Ce comité était chargé de collecter des fonds pour l'Algérie.

On nous fit visiter les installations du port, les gisements pétroliers. Un grand effort avait été fait pour l'enseignement, les sports, l'habitat, l'hygiène et la santé publique.

je n'ai pas besoin de dire que l'aide du Koweït fut substantielle.

À notre retour au Caire, nous apprîmes que des incidents graves s'étaient produits à la frontière de l'Est. Des éléments de l'ALN et de l'Armée tunisienne s'étaient affrontés. Le rapport faisait état de morts.

Nous partîmes, Krim et moi, pour Tunis. Nous nous rendîmes le 6 mai chez le Président Bourguiba. Il nous reçut, entouré de ses ministres. Le Président était mécontent. Il ne pouvait tolérer que les Algériens fussent à ce point ingrats. La petite Tunisie faisait le maximum pour eux. Et voilà qu'ils tiraient sur des soldats tunisiens.

Ma tâche était lourde. Les hommes qui étaient à l'origine de cet affrontement étaient-ils des responsables du FLN ou des provoca-

teurs au service de l'Ambassade de France? Peut-être étaient-ils en rapport avec les partisans de Salah Benyoucef ?

Le Président Bourguiba, je l'ai déjà dit, est aussi impulsif que fraternel. 11 admit mon point de vue, reconnut comme plausible la thèse de la provocation. 11 se calma et nous retint à dîner.

Krim se rendit au Maroc. Avec Bentobbal, le Dr Francis et Benkhedda, nous nous réunîmes en séance de travail avec Bahi Ladghem et le Dr Mokadem. L'atmosphère s'éclaircit et le beau temps revint.

Avec Yazid, Mehri et le Dr Francis, nous partîmes le 24 mai 1959 du Caire pour Khartoum. Notre visite eut le même succès que nos voyages dans les autres pays arabes. Avec cette différence cependant que le Soudan n'était pas un pays riche.

La réception fut cependant grandiose. Invités par le Président du Conseil, nous rencontrâmes tous les ambassadeurs des pays arabes. Le ministre des Affaires étrangères connaissait Yazid. Il avait été délégué à l'ONU. Il nous fit rencontrer l'ambassadeur des États-Unis. Après une conférence de presse et une excursion le long du Nil bleu, nous rentrâmes au Caire.

Le 27 mai, nous nous trouvions en Jordanie, à Amman. J'étais accompagné de Tewfik El Madani, du Dr Francis et de Mehri.

Le 28, nous fûmes les hôtes à déjeuner de Sa Majesté le Roi Hussein. Au cours d'une séance de travail, nous exposâmes nos problèmes et particulièrement ceux de l'armement et des finances. Le Roi fut très attentif et nous promit son aide, dans la mesure de ses moyens.

Nos représentants à Amman, Cheikh Abderrahmane Laggounet Bourghida Smaïn nous accompagnèrent à Jérusalem. Après la visite de la mosquée du Khalife Omar et du Temple du Christ nous fûmes reçus par un comité palestinien. Le problème palestinien était encore plus épineux que le nôtre.

À Amman, le peuple jordanien et sa jeune et vaillante armée nous accueillirent avec enthousiasme. Le problème algérien devenait celui de tous les peuples épris de justice et de liberté.

Sur proposition de Krim, les commandants Omar Oussedik et Azzedine furent envoyés en mission à Pékin. Notre objectif était de les

réhabiliter aux yeux de l'ALN de l'intérieur. L'arrivée de ces deux officiers à Tunis avait, en effet, été précédée par la réception d'un rapport de la Wilaya IV les accusant de trahison. Ils avaient donc échappé de justesse aux effets de la «bleuite». Leur mission accomplie, ils reprirent la place qui leur revenait au sein de la délégation extérieure. Ils avaient été des maquisards valeureux.

Le 6 juin 1959, je conduisis en Yougoslavie une délégation composée de Boussouf, du colonel Lotfi et de Benyahia.

Parmi les nations européennes, la Yougoslavie avait pour nous une place privilégiée. Son ambassadeur au Caire, M. Djerdja entretenait d'excellentes relations avec notre délégation. Souvent Aït Ahmed, Khider, Ben Bella et Yazid étaient ses invités.

Il avait été *la seule personnalité européenne à être dans le secret des événements du 1er novembre 1954.*

Les Yougoslaves étaient conscients de la place de choix qu'ils occupaient chez les Algériens. Ils nous réservèrent une très cordiale réception. Un programme pour notre séjour avait été établi. Nous eûmes différentes séances de travail sous la présidence du maréchal Tito. Nous visitâmes Zagreb, les anciens PC du commandement militaire pendant la guerre, les usines autogérées, les fermes modernes, etc.

Le 12 juin, après une déclaration commune et une conférence de presse, nous reprîmes l'avion pour Le Caire.

Au cours de ce voyage, un jour, au petit matin, le colonel Lotfi entra dans ma chambre triste et abattu. Il me confia ses inquiétudes.

«Notre Algérie va échouer entre les mains des colonels, autant dire des analphabètes. J'ai observé, chez le plus grand nombre d'entre eux, une tendance aux méthodes fascistes. Ils rêvent tous d'être des «Sultans» au pouvoir absolu.

«Derrière leurs querelles, ajouta-t-il, *j'aperçois un grave danger pour l'Algérie indépendante. Ils n'ont aucune notion de la démocratie, de la liberté, de l'égalité entre les citoyens. Ils conserveront du commandement qu'ils exercent le goût du pouvoir et de l'autoritarisme. Que deviendra l'Algérie entre leurs mains? Il faut que tu fasses quelque chose pendant qu'il en est encore temps. Notre peuple est menacé.»*

J'ai expliqué à Lotfi que personnellement j'étais un combattant aux mains nues. Mon ambition n'était pas de diriger, mais d'aider et de conseiller.

Je pouvais, évidemment, manœuvrer et m'assurer l'appui de certains colonels et d'une fraction de l'ALN. Mais la manœuvre n'a jamais été de mon goût. L'essentiel était d'unir et de maintenir la cohésion entre tous, jusqu'à la fin des hostilités.

Le colonel demeurait tourmenté. Il ne cessait de répéter: «Où *allons-nous* ?» Les anciens chefs de Wilayas constituaient pour lui un sérieux danger pour les libertés publiques. Son inquiétude me rappelait celle du regretté Abane.

J'ai essayé de le rassurer. «Nous sommes encore loin de l'indépendance. Au demeurant, rien ne se fera - du moins je le pensais - *sans les forces de l'intérieur*.

«Notre peuple s'est aguerri. Il ne voudra plus se laisser faire. Les rivalités qui se font jour et se développent à l'extérieur sont des agitations stériles, des tempêtes dans un verre d'eau.

«De plus, il faudra compter sur l'autorité et la sagesse des frères emprisonnés. Les frères sauront, le moment venu, se mettre d'accord pour consulter démocratiquement le peuple avant de donner à l'Algérie une constitution et des lois. Ils sauront sauvegarder la foi musulmane qui nous a conduit au combat et assurer les libertés essentielles du citoyen.»

Le colonel Lofti ne fut ni convaincu, ni rassuré.

Quand, quelque temps après, survint la première crise au sein du GPRA, l'avertissement de Lotfi me revint en mémoire. Ses craintes allaient-elles se justifier?

En France, le général de Gaulle gouverne. Élu président de la République, il reçoit, le 8 janvier 1959, ses pouvoirs de Chef de l'État des mains du Président Coty.

Il répond au discours de son prédécesseur en rejetant l'intégration.

Il déclare:

«Dans l'ensemble de la Communauté, une place de choix est destinée à l'Algérie de demain, pacifiée, transformée, développant elle-même sa personnalité et étroitement associée à la France.»

Il prend ensuite des mesures de clémence en faveur des Algériens. Messali n'est plus astreint à résidence forcée à Belle-Ile. Les cinq Algériens, dont l'avion avait été détourné, sont transférés de la prison de la Santé à l'île d'Aix. Yacef Saadi et un grand nombre de condamnés sont graciés.

Le 25 mars, au cours de la conférence de presse qu'il tient à l'Élysée, le général de Gaulle répond à un journaliste qui lui demande ce qu'il pense d'une possible négociation avec le FLN : *«J'ajoute même, que je me demande pourquoi on n'en vient pas à cela puisque, de toute façon, c'est ainsi que le malheur finira.»*

À Alger, faisant écho à ces propos, le Président de la Commission Administrative du département d'Alger, Ali Khodja, déclare à son tour: «*Je* souhaite que l'on ouvre un dialogue avec le FLN en vue d'un cessez-le-feu.»

Les élections municipales sont fixées, en Algérie, au 26 avril. Le Chef du Gouvernement exige des élections libres. Le FLN, sachant qu'il ne sortira rien de positif de cette consultation, prêcha l'abstention. Elle est si bien suivie (63 % à Sétif) que *Y«Écho d'Oran»* écrit:

«La désertion des urnes par les Algériens ne s'explique pas seulement par le mode de scrutin. Elle tient à des causes plus graves dont la principale est l'éloignement dans lequel se trouve aujourd'hui la population musulmane vis-à-vis des hommes politiques européens...

«En attaquant le Chef de *l'État, les dirigeants d'Alger ont obligé les musulmans - qui considèrent* de *Gaulle comme leur grand chef- à en déduire qu'on était retombé dans les plus déplorables traditions d'autrefois.»*

Le Directeur de l'*Écho d'Oran* est M. Pierre Laffont, député. Le 29 avril, il est reçu à l'Élysée par le Président de la République. Il pose la question de l'intégration. Le général de Gaulle répond:

«Ceux qui crient aujourd'hui le plus fort «Intégration» sont ceux-là même qui, alors, étaient contre cette mesure. Ce qu'ils veulent c'est qu'on leur «rende» «l'Algérie de *papa»,* mais l'Algérie de papa est morte, et si on ne le comprend pas, on mourra avec elle.»

Prophétie d'un grand homme! Paroles de sagesse que la masse des Français d'Algérie n'entendra pas. Et le général de Gaulle poursuit:

«Je crois qu'une solution heureuse ne peut être trouvée que dans une évolution totale de ce pays... Si cette évolution échoue, même si

la pacification était définitive, l'Algérie serait rapidement perdue pour nous, car à la première occasion elle se soulèverait de nouveau et cette fois, il n'y aurait plus de solution.»

Cette magistrale analyse découle du simple bon sens.

Mais les riches possédants, ceux qui habitent les villas des hauteurs d'Alger, les beaux quartiers d'Oran, de Constantine et de Bône, dans leur aveuglement, se dressent contre l'homme qu'ils ont eux-mêmes ramené au pouvoir, et cela parce qu'il est assez lucide pour condamner les erreurs du passé et ouvrir la voie de l'avenir.

Un avenir qui pouvait être commun à tous les Algériens, sans distinction de race et de religion.

En transformant le CCE en Gouvernement Provisoire de la République Algérienne, nous n'avions pas pour autant changé la nature de notre mission à l'extérieur. Les problèmes qui se posaient à nous demeuraient identiques: défendre le droit à la liberté du peuple algérien, lui assurer un ravitaillement en armes et en munitions, financer son combat et maintenir l'unité du FLN, gage de notre victoire.

Je ne crois pas me tromper en affirmant que cette mission avait été remplie au mieux des intérêts de l'Algérie. Nous avions de l'argent: le D[r] Ahmed Francis avait créé un véritable trésor du FLN et établi un budget de la révolution. 11 avait assaini nos finances. Son budget s'élevait à 20 milliards d'anciens francs, environ, dont la moitié provenait des Algériens émigrés en France. Les cotisations recueillies à l'intérieur n'entraient pas dans nos caisses, elles étaient comptabilisées par les Comités de Wilayas.

Mahmoud Chérif d'une part, Boussouf d'autre part, s'étaient procuré des armes. Le stockage aux frontières s'enrichissait chaque jour davantage.

Benkhedda avait donné aux affaires sociales une impulsion nouvelle. Avec Maître Benbahmed et le D[r] Bentami, responsables tous deux du Croissant Rouge Algérien, il avait créé de nouvelles infirmeries pour nos malades, secouru les réfugiés, obtenu des visites aux frontières de la Croix Rouge Internationale, reçu des secours, etc.

Quant au D[r] Lamine Debaghine, Yazid et à moi-même, nous avions suffisamment alerté l'opinion internationale pour la sensibiliser au problème algérien.

La décolonisation - une décolonisation radicale et universelle - apparaissait à travers notre cause comme une condition essentielle de la paix du monde. La liberté proclamée par la Charte de l'Atlantique et confirmée par celle de San Francisco n'avait de valeur que si elle s'appliquait aussi aux petits peuples victimes du pacte colonial.

Aucun peuple ne devait rester la «propriété» d'un autre peuple. La liberté est une et indivisible. Ce qui est valable pour les peuples de l'Europe l'était également pour les peuples d'Afrique et d'Asie. La Deuxième Guerre mondiale qui avait détruit le nazisme et le fascisme devait également détruire le régime colonial.

Dans les couloirs de l'ONU, Abdelkader Chanderli qui avait succédé à Yazid comme responsable de notre bureau d'information à New York, avait développé nos moyens, fait accréditer notre thèse de peuple colonisé luttant pour son droit à l'indépendance. Notre cause avait gagné de nombreuses amitiés.

Chanderli exploitait toutes les «erreurs» de la «pacification» pour grossir le dossier du FLN contre la guerre d'Algérie. La presse américaine s'en servit pour modifier sa position en notre faveur.

Lorsqu'il nous arrivait de rencontrer des journalistes français (Jean Lacouture, Édouard Sablier, Jean Daniel, Pierre-Albert Lentin, etc.), nous nous efforcions de les comprendre et de nous faire comprendre.

À la vérité, le problème algérien se posait désormais à la conscience des grandes nations comme à celle des petits peuples. Devant ces nombreux succès, il restait cependant un point noir: le problème du ravitaillement de nos combattants.

Nous étions bel et bien coupés de l'Algérie. Les barrages électrifiés remplissaient leur rôle d'isolement. Tous nos ennuis provenaient de ce blocus. Les échecs du COM de l'Est, le complot de Lamouri, les nombreux différends qui nous opposèrent aux Tunisiens, tout cela avait pour origine ces barrages.

De tous les ministres du GPRA, Krim était le plus vulnérable. Son travail consistait à ravitailler l'intérieur en armes et munitions. Mais les barrages électrifiés interdisaient l'accès de l'Algérie. Les maquis ne cachaient plus leur mécontentement et leur colère.

De cet échec était née chez le ministre une sorte de fuite en avant. Krim pensait qu'en modifiant la composition du GPRA, il

pourrait mieux résister à la «révolte» des maquis. Et comme il avait toujours caressé le rêve de présider le gouvernement, il crut habile de passer par une formule transitoire, remplacer le GPRA par un triumvirat: Krim, Boussouf et Bentobbal, capable, selon lui, de tenir tête à la menace de l'intérieur.

Un détail capital échappait à Krim : l'opposition irréductible des deux autres colonels à sa désignation comme président. Et cela, Krim l'ignorait parce que je m'étais bien gardé de l'en informer.

Le GPRA se réunit au Caire le 29 juin 1959. Je présidai. Krim prit la parole et proposa la nouvelle formule de l'exécutif. Cette proposition aussi saugrenue qu'inacceptable souleva l'indignation de Benkhedda, de Mehri, du Dr Lamine Debaghine, du colonel Mahmoud Chérif et du Dr Francis. Tewfik El-Madani et Yazid observèrent un silence prudent.

En fait, le seul intéressé par la formation d'un nouveau gouvernement était Krim. Bentobbal et Boussouf n'acceptèrent, me semble-t-il, qu'à contrecœur.

Krim, qui avait été un baroudeur, était très sensible aux honneurs. Il a toujours convoité la présidence. À l'occasion de nos missions en Libye, en Arabie Saoudite, en Irak et au Koweït, je l'ai senti malheureux de ne pas être le chef de la délégation. J'ai essayé d'atténuer son amertume en le mettant en avant et en le présentant comme un des «historiques» encore en vie et en liberté.

La nature humaine est ainsi faite. De grands sentiments coexistent souvent avec des mesquineries. L'amour-propre de Krim était chatouilleux. Il ternissait quelquefois sa belle action.

Il s'aperçut bien vite que sa proposition serait rejetée. Benkhedda et Mehri, indignés, démolirent son argumentation. Le Dr Lamine et le Dr Francis se contentèrent de dire que la proposition était inacceptable du fait que la responsabilité des ministres était collective.

Mis en cause par Krim, Mahmoud Chérif, se fâcha. Il s'en prit à «l'incapacité» du ministre de la Défense, à sa médiocrité, à ses calculs. Il fut virulent. Nous assistâmes à un règlement de comptes, avec menaces de mort.

«Le désordre aux frontières, c'est toi. La mise en résidence des trois colonels, c'est toi. Le complot de Lamouri, son exécution, c'est toi. La désertion de Hambli et des 130 djoundis ralliés à la France, c'est toi. Le stockage des armes aux frontières, c'est toi. L'argent qui ne rentre pas en Algérie, c'est toi, etc., etc., dénonça Mahmoud Chérif.

«Je te briserai», s'écria Krim.

«Je te supprimerai», répliqua Mahmoud Chérif.

Arrivés à ce stade, les débats prirent une tournure qui m'inquiéta. Je savais que ma responsabilité première était de maintenir l'unité du FLN. Je me suis toujours souvenu de la recommandation de Abane et de celle de Giap, que Mahmoud Chérif me rapporta: «Il faut compter sur le peuple pour avoir la victoire finale. Et surtout évitez la division. Conservez votre unité», avait dit le ministre vietnamien. Il fallait donc sortir de cette situation, sans cassure et sans effusion de sang.

Le 10 juillet, je revins en séance avec une proposition. Elle consistait à remettre les pouvoirs de tous les ministres aux Conseils de Wilayas, convoqués à cet effet. Après la réunion de ces Conseils, une troisième session du GPRA serait habilitée à former un nouveau gouvernement. Jusque-là, le GPRA continuerait à liquider les affaires courantes.

Ma proposition fut unanimement acceptée. Le message aux chefs de Wilaya fut rédigé, après quoi je levai la séance. Mehri me félicita chaudement.

Avions-nous évité le pire? Dieu seul le sait.

Pour arriver à la paix, le général de Gaulle fait la guerre. Il approuve le plan Challe et demande à l'armée de gagner la partie. Mais, contrairement aux militaires, il sait que rien de sérieux et de durable ne peut être fait sans le «consensus» des masses musulmanes.

Avant son départ pour l'Algérie, le Chef de l'État préside un Conseil des ministres. M. Soustelle résume ainsi la politique du général:

«1° Lutter militairement contre la rébellion tout en offrant à celle-ci la possibilité d'un cessez-le-feu.

2° Assurer l'évolution sociale, économique et politique de l'Algérie.

3° Ne pas préjuger de ce que sera son futur statut[1].»

Le 29 août 1959, le général de Gaulle entreprend sa première tournée des popotes. Il est à Saïda chez le colonel Bigeard, à Orléans-

1. Claude Paillat : ouvrage cité.

ville où il rencontre le général Massu et le sénateur libéral Montaldo. Il est ensuite à la frontière algéro-tunisienne. Il revient à Bordj-Bou-Arréridj chez le colonel Buis où il apprend l'attentat de Vichy dont le sénateur Benhabylès est la victime. Il se rend en Kabylie où le général Faure lui conseille l'intégration. Il entre ensuite à Alger où il assiste à la messe.

Le chef de l'État se préoccupe aussi bien de l'unité de l'armée que de l'avenir de l'Algérie. Sa tournée a consisté à prendre le pouls des officiers tout en les préparant, par des confidences calculées, à son discours du 16 septembre.

Quant aux Français d'Algérie, il dira d'eux qu'ils sont des Français comme les autres. Il n'ont qu'à obéir au Gouvernement.

Ceci est nouveau, car l'Algérie Française a toujours imposé à la France sa propre politique.

Au milieu du drame qui se joue depuis cinq ans, cette Algérie acceptera-t-elle d'obéir à la loi et de faciliter le retour à la paix ?

X

LE GPRA ET LE DROIT À L'AUTODÉTERMINATION

Régression du concept Colonial dans le monde

Il est vain de prétendre que l'Algérie est une province comme notre Lorraine ou notre Provence.

Général de GAULLE

Dans le domaine politique, il faudrait aller de l'avant, d'un seul coup, pour frapper l'opinion, pour démontrer que quelque chose a changé. Le cadre colonial est périmé. Il est vétuste, usé jusqu'à la corde. Il faut qu'il éclate. Il n'y a qu'à Paris et chez quelques colonialistes odieux que l'on ne trouve pas cela évident.

Capitaine Pierre SERGENT
Ma peau au bout de mes idées

Dans la guerre d'Algérie, le 16 septembre 1959 marque une date historique. Elle fait écho à celle du 1er novembre 1954. Si le 1er novembre a été une révolte contre le mensonge colonial, le 16 septembre 1959 marque la fin de la domination du plus fort.

À partir de l'offre de l'autodétermination par le chef de l'État français, le problème algérien est virtuellement réglé. Dès lors que le général de Gaulle, au nom de la France, reconnaît aux Algériens le libre choix de leur destin, il admet par là même, leur droit à l'indépendance.

On souhaiterait que dès cet instant la guerre s'arrête et que les négociations s'engagent. Hélas! Il n'en sera rien. La paix est encore loin. Les étapes les plus dures restent à franchir.

Ce n'est pas par manque d'explication. Le général de Gaulle prononça des paroles, empreintes d'une hauteur de vue qui lui est

particulière. Ses discours rallient la majorité des Français et celle des Musulmans. Son réalisme, fondé sur des données historiques, invite à la réflexion, à la méditation et l'abandon des mythes qui n'ont conduit qu'au drame.

Trois adversaires s'opposent encore à la politique de la France. En premier lieu la majorité des Français d'Algérie. Ces Français, intoxiqués par la propagande des ultras tournent le dos à leurs intérêts réels. Ils s'imaginent encore naïvement que «l'Algérie de papa» survivra. Ils pensent qu'il suffirait pour cela de descendre dans la rue, de chahuter, de frapper sur des casseroles, d'assassiner de pauvres femmes de ménage et des dockers, d'incendier des bibliothèques pour arrêter le processus irréversible de la décolonisation. On a écrit que ces pieds-noirs mourraient pour rester Français. Cela n'est pas exact. Ils mourraient pour rester colons et dominateurs.

Ensuite vient le groupe d'officiers traumatisés par les méthodes marxistes qu'ils ont connues en Indochine. Ceux-là pensent pouvoir prendre leur revanche en Algérie en contraignant notre peuple à capituler. Il y a chez ces officiers, d'une part des anticolonialistes, qui, eux, sont convaincus que la seule manière de sauver «l'Algérie française» est d'émanciper loyalement les musulmans algériens et de les élever à la qualité de Français à part entière.

Un officier, comme le capitaine Pierre Sergent, comprend que le changement est inéluctable. Il attribue les causes de la guerre à un régime périmé, à la carence de Paris et aux «colonialistes odieux». Mais, en attendant, que fait ce militaire? Il fait payer cher cette double erreur à ceux qui en ont été les victimes. Il s'en prend à nos populations qu'il arrose de napalm et qu'il torture. Étrange logique d'un officier colonialiste!

Et il y a, d'autre part, la faction des fascistes, venus en Algérie pour «casser» de l'Arabe comme ils ont cassé du Viet et qui n'hésitent pas à torturer et à assassiner comme pour satisfaire un besoin morbide.

Enfin, en France, un certain nombre d'hommes politiques veulent se singulariser du reste de la Nation en prêchant le maintien de l'Empire. Pour camoufler leur impérialisme, ils mettent sur le même plan la lutte de libération nationale des peuples colonisés et la révolution marxiste. Ils ne se rendent même pas compte qu'en s'opposant à l'indépendance de ces peuples, ils ouvrent eux-mêmes la porte au communisme.

Ces hommes politiques sont les Bidault, les Soustelle, les Duchet, les Lareymondies, les Lejeune, les Battesti, les Lacoste, etc. Ils se regroupent dans le Rassemblement pour l'Algérie Française (RAF), alors qu a l'époque où ils commandaient au destin de la France, ils ne firent rien pour les colonies, sinon consolider leur asservissement.

Pour eux, l'Algérie fait partie du «domaine» de la France. Par voie de conséquence, l'»Indigène» appartient à ce domaine, comme autrefois le serf à son seigneur. À telle enseigne que les Français d'Algérie - en particulier les grands possédants - en arrivent à se persuader que 1789 n'a pas eu lieu et que ses principes sont inapplicables en Algérie. Lorsqu'ils parlent de la souveraineté de la France, c'est de leur propre souveraineté qu'il s'agit.

Féodaux coloniaux et «Rassemblement pour l'Algérie Française» ont partie liée. L'argent circule, et soudoie. Alain de Sérigny, directeur de *«l'Echo d'Alger»*, est devenu le conseiller et le partenaire du RAF.

«La légalité coloniale» colle à leur peau comme une lèpre. *«L'Echo d'Alger»* ose parler de l'unité de la République, comme si les Algériens musulmans, autant dire les neuf dixièmes des habitants de l'Algérie, n'étaient pas restés hors de la Cité et hors de la République. Alors que le sang coule, ils continuent à ruser et à duper le voisin. Avec une pareille duplicité, comment ces Français pouvaient-ils apporter leur pierre à l'édifice de demain?

À l'exception de l'appel à la force pour «exterminer ces bandits du FLN», ils ne peuvent rien imaginer pour promouvoir un changement ou une évolution.

Pour notre chance, la France est désormais gouvernée. Le général de Gaulle n'est pas un Chef d'État ordinaire. C'est un homme de la trempe d'un Clemenceau. Il s'est donné le temps de faire la guerre, d'examiner, d'étudier, de méditer. Il a donné à l'armée un long sursis pour «pacifier» et «torturer». Un an et demi après son retour au pouvoir, il a fini par se faire une opinion. Il a fait un choix. Comme premier responsable des Affaires de la France, il exige que son choix soit respecté.

Après la prise de position du 16 septembre, le Parlement lui accorde la confiance le 16 octobre 1959 par une très large majorité. Le 10 novembre, au cours d'une conférence de presse, il renouvelle l'offre d'autodétermination. S'adressant à tous les Algériens, Français et Musulmans, il leur tient un langage direct et constructif:

«Je dis à tous les Algériens, déclare-t-il, de toutes les communautés, de toutes les tendances, de toutes les idées; vous pouvez et vous devez participer à toute transformation qui va faire de l'Algérie un pays d'hommes libres, dignes, fiers, prospères. Après tout, c'est votre lot commun...»

«Vous, les Français d'Algérie, qui avez tant et tant fait, là, pendant des générations, si une page a été tournée par le grand vent de l'Histoire, il vous appartient d'en écrire une autre. Trêve de vaines nostalgies, de vaines amertumes, de vaines angoisses! Prenez l'avenir comme il se présente, et prenez-le corps à corps...»

Paroles d'un homme d'État lucide! La conception de l'avenir est sereine. Elle est en concordance avec la majesté du verbe. Mais, pour le malheur de l'Algérie, cette voix aux accents si profonds, si pathétiques, si convaincants ne sera pas entendue par ceux qui ont un intérêt vital à l'entendre.

Qu'on ne dise pas que le général de Gaulle n'aimait pas les Français d'Algérie. Ce jour-là, il est le seul à avoir une juste conception de leurs intérêts. Il est le seul à souhaiter leur maintien en Algérie. Il leur indique loyalement le moyen d'y parvenir.

Un père n'aurait mieux parlé à ses enfants.

Mais le chef de l'État mesure tout le poids de la résistance à sa politique. Il juge inopportune une rencontre immédiate avec le GPRA. Si bien que lorsque le 20 novembre nous lui désignons les cinq prisonniers de la Santé - Boudiaf, Khider, Ben Bella, Aït Ahmed, Lacheraf - comme négociateurs, il rejette notre proposition. Il veut discuter avec ceux qui se battent et non avec ceux qui sont «hors combat».

En réalité, le président sait qu'il n'a pas encore la situation en main. Il craint que l'armée ne bascule dans le camp de ses adversaires. Or, de Gaulle aime l'armée par-dessus tout. Alors il attend. Et il agit.

Il rappelle en Métropole les plus activistes des officiers. Sa conception de l'unité de l'armée doit interdire à celle-ci de s'engager dans des combats politiques. L'armée doit rester au service de la Nation et obéir au Chef de l'Etat.

Or, voilà que le général Massu, l'idole des Pieds-Noirs, et héros de «la bataille d'Alger» est rappelé à son tour en France. Il a commis

l'imprudence d'accorder une interview à un journal allemand où, en termes à peine voilés, il critique le discours du 16 septembre.

Son départ va servir de prétexte aux activistes d'Alger pour passer une nouvelle fois à l'action. Convaincus d'avoir été bernés, le 13 mai 1958, Ortiz et Lagaillarde mobilisent leurs troupes, bien déterminés cette fois-ci à mener une action dont ils entendent garder seuls le bénéfice.

Le théâtre de cette seconde opération est toujours le plateau des Glières, près du monument aux morts. Le peuple d'Alger a été convoqué pour s'associer à l'entreprise.

Dès 18 heures, ce dimanche 24 janvier 1960, le drame éclate, irréparable. Les gendarmes chargés d'assurer l'ordre public tentent de repousser la foule pour protéger la Délégation Générale. Ils sont victimes d'un guet-apens. Du toit d'un immeuble avoisinant, un tireur ouvre le feu: 16 gendarmes, dont un lieutenant, tombent sous les balles des insurgés. Le lieutenant meurt dès son arrivée à l'hôpital.

Un fossé vient de se creuser entre la France et sa colonie. Des soldats français venus pour défendre «l'Algérie Française», meurent sous les balles d'autres Français. L'horreur est à son comble.

Le FLN, en accord avec son service d'ordre de la Casbah, ordonne aux masses musulmanes de se tenir à l'écart de ce nouveau conflit. Il sait que le temps travaille pour lui. L'ostracisme et le matraquage, qui furent notre lot durant un siècle, touchent aujourd'hui des soldats venus de France.

Le 24 janvier qui se voulait un nouveau 13 mai, se transforme en épreuve de force entre Alger, citadelle coloniale, et le Chef de l'État français. Des barricades se dressent, les foules se rassemblent. Elles attendent l'intervention, à leurs côtés, de l'armée.

L'armée n'intervient pas. Malgré la sympathie du général Gracieux pour les insurgés, il refuse de se compromettre. De son côté, le Premier ministre, Michel Debré, dénonce le «soviet des colonels». Il les empêche de franchir le «Rubicon».

Le 29 janvier, à 16 heures, Delouvrier, Délégué général, parle. Il s'adresse au coeur et à la raison des Français d'Algérie. Il dresse un sombre tableau de ce qu'il pourrait advenir de la France si l'émeute triomphait de la légalité.

Le délégué général a touché, par son discours, beaucoup de Pied-Noirs, même parmi les plus hostiles au général. Derrière les barrica-

des, au sein de l'armée, les consciences sont ébranlées. Le doute sur l'opportunité de l'insurrection chemine.

Le soir même de ce 29 janvier, le Chef de l'État parle. Après l'appel à la raison et au cœur, c'est du sens de l'autorité qu'il s'agit. La République et son Gouvernement existent. Le respect et l'obéissance leur sont dus.

L'autodétermination est la seule politique qui soit digne de la France.

Le Chef de l'État poursuit :

«En présence de l'insurrection à Alger et au milieu de l'agitation parvenue au paroxysme, le Délégué général, M. *Paul Delouvrier, qui est la France en Algérie, et le commandant en Chef, ont pu, sous leur responsabilité ne pas vouloir déchaîner d'eux-mêmes, une bataille rangée. Mais aucun soldat ne doit, sous peine de faute grave, s'associer à aucun moment, même passivement, à l'insurrection. En fin de compte, l'ordre public devra être rétabli. Les moyens à employer pour que force reste à la loi, pourront être de diverses sortes. Mais votre devoir est d'y parvenir! j'en ai donné, j'en donne, l'ordre.»*

La détermination du général est sans faille. Déjà le 25 janvier, en plein Conseil des ministres, le Président avait répondu aux observations de ses collaborateurs en ordonnant la fermeté:

«Les *militaires sont contre la politique du général de Gaulle,* dit-il. *L'autorité militaire à Alger se manifeste très peu ou pas du tout. Ma politique ne changera pas. L'insurrection doit être abattue. Si Challe ne se décide pas à agir, il faudra le remplacer.»*

Et le Chef de l'État ne cédera pas. Pour la première fois dans toute l'histoire de la colonisation de l'Algérie, le désordre des pieds-noirs ne triomphe pas du pouvoir central. L'opération «barricades» est un échec. Elle aura duré du 24 janvier au 1er février. Ortiz disparaît, évanoui dans la nature. On le retrouvera aux Baléares. Lagaillarde, conseillé par le colonel Dufour, se rend au général Gracieux. Les Généraux Faure, Mirambeau, Gracieux, les colonels Broizat, Argoud et Godard sont mutés en France.

L'échec et l'amertume inciteront-ils nos «compatriotes» européens à plus de réflexion et de mesure? L'armée ne les a pas soutenus. Le pouvoir central les a condamnés. Vont-ils enfin comprendre qu'une seule porte reste largement ouverte, celle qui les conduit vers le dialogue et la paix avec les Musulmans? Vont-ils se tourner vers un peuple au milieu duquel ils vivent depuis des générations et qui ne

leur veut aucun mal? En se battant contre le régime colonial, le FLN ne se battait pas contre eux, et ils le savaient bien.

La sagesse va-t-elle l'emporter sur les miasmes du passé et les vaines angoisses?

PourleFLNlecombatrestaitlemême. En septembre 1959, l'ofiire de l'autodétermination faite par le général de Gaulle était une lueur au milieu des ténèbres. 11 modifiait les composantes du problème. Il fallait répondre au Président de la République. Je me trouvais en Suisse et je revenais d'Espagne après avoir été refoulé d'Allemagne. Yazid m'informa que je devais rentrer à Tunis de toute urgence.

Dès mon arrivée, le 18 septembre, le GPRA se réunit. Il avait convié à ses délibérations les colonels Ouamrane, Saddek, Mohammedi Saïd, Lotfi, Hadj Lakhdar, les commandants Omar Oussedik et Azzedine, Boumendjel, Dahleb, Benyahia.

Nous rédigeâmes notre réponse. Elle fut rendue publique le 28 septembre. Sachant que nous avions affaire à plus fort que nous, nous voulions surtout éviter les pièges. Connaissant les réactions de l'armée française, notre souci majeur était d'éviter la démobilisation de l'ALN et de faire naître de faux espoirs chez le peuple.

Beaucoup d'entre nous faisaient confiance au général de Gaulle. Seulement le Chef de l'État avait contre lui des adversaires implacables. Lui disparu, que resterait-il de l'autodétermination ?

Certains de nos amis, parmi lesquels le Président Bourguiba, nous reprochèrent de manquer de souplesse et de confiance en nous-mêmes. Ces amis ne connaissaient pas la situation mouvante de notre pays.

Il faut avoir vécu le siècle de colonisation, comme nous l'avons vécu, pour savoir qu'entre Paris et Alger, entre une loi et son application, entre les bonnes intentions de la Métropole et le pouvoir qui sévissait à Alger, il y avait un océan de promesses non tenues, de lois violées et de tromperies scandaleuses. Ce qui nous fut promis ne fut jamais tenu. Nous sommes constamment restés sur notre soif de dignité et de justice.

La lutte armée était devenue notre dernier recours.

Notre réponse au chef de l'État français était positive. Elle indiquait clairement qu'un accord, sur la base de l'autodétermination,

pouvait être réalisé, à la condition qu'il soit assorti de garanties. Et que l'armée française arrête les combats.

Cette réponse faite, je partis au Maroc accompagné de Mehri et de Chentouf, collaborateur de Bentobbal. Nous voulions consulter Sa Majesté Mohammed V.

Le roi était persuadé que le général de Gaulle n'était pas hostile à l'indépendance de l'Algérie. Évidemment, le Président de la République aurait souhaité une association entre la France et l'Algérie. Mais quelle que soit la solution, le général n'était pas homme à l'imposer aux Algériens.

Nous proposâmes à Sa Majesté une rencontre à trois : Maroc - Tunisie - Algérie. Le Roi nous déclara qu'elle serait inopportune. Il fallait agir discrètement pour ne pas braquer contre nous l'opinion de la majorité des Français. Pour l'heure, cette opinion nous était favorable.

De retouren Tunisie, via Rome, le Gouvernement italien, contrairement à l'habitude, nous interdit son territoire. Il nous «bloqua» à l'hôtel où nous étions descendus. L'ambassadeur du Maroc, dont nous étions les invités, nous rendit visite et prit son repas avec nous.

Le jour même, nous prenions le premier avion pour Tripoli où nous fûmes reçus par le Président du Conseil Libyen.

Convoqués par mes soins, les conseils de wilayas étaient réunis à Tunis, en présence des colonels, membres du Gouvernement : Krim, Bentobbal et Boussouf, à l'exception du colonel Mahmoud Chérif. Aucun ministre civil ne pouvait assister à ces réunions. Pas davantage le Président du GPRA qui avait cependant pris sur lui l'initiative de les réunir.

Déjà les colonels se croyaient habilités pour monopoliser l'autorité et exercer le pouvoir. Leur alphabétisme les rendait compétents en toute chose. Et un Abane n'était plus là pour les inviter à une meilleure coopération et à plus de modestie.

Ils étaient venus assez nombreux. Étaient présents: Le colonel Hadj Lakhdar et le commandant Zbiri pour la Wilaya I, le colonel Kafi et le Dr Lamine Khane pour la Wilaya II, les colonels Mohammedi Saïd et Saïd Yazourène pour la Wilaya III, le colonel Saddek, les commandants Azzedine et Oussedik pour la Wilaya IV, les colonels Lotfi, Boumediène et le commandant Tahar pour la Wilaya V.

Après la mort du colonel Si El Haouès, la Wilaya VI n'était pas représentée. Elle sera, par la suite, commandée par le colonel Mohamed Chaâbani.

Tout le long du mois de novembre, les Conseils de Wilayas et les trois ministres présents «grenouillèrent» lamentablement et sans arrêt. Les intrigues, les ruptures, les réconciliations se nouèrent et se dénouèrent à longueur de journée.

Ils finirent cependant par s'entendre et par fixer au 13 décembre 1959, à Tripoli, la réunion du CNRA. Tripoli était la capitale arabe la mieux protégée des oreilles indiscrètes et des journalistes.

Le congrès se tint au jour fixé. Avant d'ouvrir la séance, je constatai que des membres du CNRA, désignés au Congrès de la Soummam et confirmés par celui du Caire, n'avaient pas été convoqués. Sans raison, apparente bien sûr. Il s'agissait du Dr Lamine Debaghine, de Tewfik El-Madani, et du colonel Mahmoud Chérif désigné, lui, par le Congrès du Caire.

J'en fis la remarque et obtins de l'Assemblée que ces ministres rendent compte en personne de leurs activités. Ainsi fut décidé.

J'ouvris ensuite les débats. Le CNRA de janvier 1960 fut avant tout le procès de Krim, de Bentobbal et de Boussouf. Ils subirent, tous trois, les attaques des orateurs. Ils entendirent des critiques acerbes venant de Mendjeli, de Boumédienne, de Slimane, de Ouamrane, de Hadj Lakhdar, de Zbiri, de Lotfi, de Saddek, qui ne pouvaient pas pardonner l'assassinat de Abane, etc. Les orateurs leur reprochèrent le gaspillage, les voyages inutiles, les nombreux achats de voitures Mercedes, les parties de chasse, leurs mésententes et leurs rivalités.

Mon rôle était ingrat. Il me fallait défendre le GPRA, maintenir les débats dans les limites de la correction et de la critique constructive, et écarter les querelles personnelles. Le débat dura trois semaines.

À mon tour, le 3 janvier, je pris la parole. J'avais à justifier le travail réalisé par le GPRA :

1° J'ai pu maintenir la concorde et empêcher les ministres d'en arriver aux mains, ce qui n'a pas été le moindre de mes soucis.

2° Devant la crise du GPRA, j'ai pris sur moi la responsabilité de la dénouer en faisant appel aux conseils de wilayas. J'ai ainsi sauvegardé l'honneur de notre pays devant l'étranger et l'unité de la Révolution.

3° Ce qui était en mesure de se faire a été fait. Le FLN a assez d'argent et d'armes pour faire face aux demandes de l'ALN de l'intérieur.

4° Sur le plan diplomatique, la position de l'Algérie est en progrès constant. Même en France. L'autodétermination, qui est offerte à notre peuple, en est la dernière preuve.

5° La révolution, c'est-à-dire le combat contre le régime colonial, ne peut être menée que par ceux qui se battent à l'intérieur, d'où l'impérieuse nécessité de les ravitailler.

6° La meilleure autorité, le meilleur lien entre révolutionnaires est celui qui vient de la raison et du cœur. Avec l'union et la fraternité, nous pouvons tout faire. Sans union et sans fraternité, nous serons condamnés aux intrigues, aux divisions et à l'inaction. Restons unis et nous vaincrons.

Le 15 janvier, le Gouvernement Libyen nous réunit autour d'un thé. Cette détente fut salutaire. Le 16, nous fûmes invités à dîner par le président du Conseil.

Le 17 janvier, le CNRA, ayant vidé ses querelles, désigna la commission chargée de consulter le Congrès sur la formation du nouveau GPRA. Cette commission comprenait: Sâad Dahleb, le colonel Mchamedi Saïd et le colonel Boumédienne.

Le 18 janvier, le congrès était invité à dîner chez Sa Majesté le Roi Idris. Le 22, le GPRA enfin constitué tenait son premier conseil[1]. 11 nomma le colonel Boumédienne Chef d'État-Major, avec comme adjoints les commandants Mendjeli, Slimane et Azzedine. Omar Oussedik fut nommé ambassadeur en Guinée, Tewfik El Madani, ambassadeur au Caire.

Le CNRA avait désigné un bureau permanent, présidé par Ahmed Boumendjel, assisté du commandant Slimane et de Benyahia. 11 avait également ordonné que les militaires rentrent en Algérie, y compris l'État-Major.

1. Le GPRA était ainsi composé : Président, Ferhat Abbas - Ministre de l'Intérieur, colonel Bentobbal - Ministre des Affaires sociales, Mehri - Ministre de l'Armement, des liaisons et communications, colonel Boussouf Ministre des Finances, Dr Ahmed Francis - Ministre de l'Information, M'Hamed Yazid - Ministre des Affaires étrangères, colonel Krim - La Défense Nationale: coordonnée par Bentobbal, Krim et Boussouf - Ministre d'État sans portefeuille, colonel Mohamedi Saïd.

Seuls exécutèrent cet ordre le colonel Ben Chérif, le colonel Lotfi et son suppléant, le commandant M'Barek, enfin le commandant Tahar Zbiri.

Remplaçant Benyahia comme directeur de mon cabinet, Mohamed Bedjaoui devint pour moi un collaborateur précieux et un ami. Tout en assurant ses obligations, il écrira, sur les Conseils du D[r] Francis, un ouvrage, «*La Révolution algérienne et le Droit*», préfacé par Pierre Cot[1]. Ce livre est un vrai monument de droit international. Son succès fut immédiat.

De retour à Tunis, le GPRA assista à la conférence des Peuples Africains. Il prit contact avec les délégués de la Guinée, du Ghana, de la RAU. Le 29 janvier, le Président Bourguiba nous invita pour écouter en sa présence le discours du Président de la République Française, condamnant le mouvement insurrectionnel d'Alger, dit «Affaire des Barricades».

Le discours du général fut un solennel avertissement aux militaires et aux Français d'Algérie. En présence du Chef de l'État tunisien, nous nous sommes posé la question: après l'épisode et l'échec des Barricades, ces Français d'Algérie vont-ils repenser leur problème et comprendre qu'il est intimement lié au nôtre ? Le dialogue interrompu par la guerre, va-t-il pouvoir reprendre entre nous et aboutir à un compromis honorable pour tous?

je ne cesserai jamais de le répéter. Le cas des Français s'est toujours posé à la conscience de notre peuple. Pour nous, ils avaient droit de cité. Nous étions conscients de tout ce qui les séparait de nous et nous mettions un point d'honneur à accepter nos différences. La discrimination qui nous avait frappés durant plus d'un siècle ne devait, en aucun cas, leur être appliquée dans l'Algérie indépendante.

Le 17 février, j'avais reçu mission de m'adresser à eux. Dans mon discours, je leur demandais d'oublier le passé et de regarder vers l'avenir. Cet appel était, pour nous, d'une importance capitale:

«*L'Algérie aux Algériens,* ai-je dit. À *tous les Algériens quelle que soit leur origine. Cette formule n'est pas une fiction. Elle traduit une réalité vivante, basée sur une vie commune. C'est la terre qui façonne l'homme. Et la terre algérienne nous a façonnés. Elle nous a si bien marqués que nous pouvons vivre ensemble. Désormais, nous sommes*

1. Mohammed Bedjaoui : *La Révolution Algérienne et le Droit* (Éditions de l'Association Internationale des juristes Démocrates), (Bruxelles).

tous des africains condamnés à subir les mêmes épreuves et à nourrir les mêmes espérances...

«Nous voulons que vous participiez à cette édification. Votre adhésion honnête et sincère à l'autodétermination vous offre ce moyen. Ne gâchez plus les chances d'une union riche de promesses...»

J'ai laissé parler la raison et le cœur. Hélasl Les Français d'Algérie, tout à leur passion de classe dominante, n'avaient plus d'oreilles pour entendre.

Sans doute n'avaient-ils pas assez de terre algérienne à la semelle de leurs souliers pour demeurer sur place et résister aux appels des mauvais bergers et des inconscients.

Le 30 mars 1960 nous apporta une très triste nouvelle. Le colonel Lotfi et son adjoint, le commandant M'Barek, étaient tombés au champ d'honneur, dans la région de Béchar.

Avant de quitter Tunis, Lotfi m'avait renouvelé ses craintes. L'atmosphère au sein de la Délégation Extérieure lui faisait peur. Les luttes sourdes des colonels ne lui avaient pas échappé. Il en était épouvanté : *«J'aime mieux mourir dans un maquis que de vivre avec ces loups.»*

Il tint parole. Le 27 mars, il franchit la frontière marocaine. Il se trouvait dans le Sud de Béchar, lorsqu'il fut repéré par l'aviation française. La journée du 29 fut dramatique. Sur un terrain nu, l'aviation avait la partie belle. Lotfi et son escorte se défendirent.

Tous tombèrent glorieusement, les armes à la main. La guerre d'Algérie continuait à dévorer ses meilleurs enfants. Avec Lotfi disparaissait un rare colonel aux idées généreuses et libérales, respectueux des droits de l'homme. Il avait le plus grand respect pour le peuple d'où il était issu. Il est mort en emportant avec lui ses angoisses et ses fragiles espérances.

Dans le cadre de «l'Unité de l'Armée», le général de Gaulle fait, début mars, une tournée en Algérie pour rencontrer particulièrement les officiers chargés de «la pacification».

Il visite le Nord Constantinois, les Aurès, l'Algérois. Il rencontre les Chefs de Secteur, le préfet Belhadad. Le Chef de l'État fera deux déclarations, en apparence contradictoires, mais qui se complètent. À l'adresse de l'armée, il dira:

«Il faut que le succès des armes en Algérie soit incontestable. Si les rebelles déposent les armes, l'armée doit les prendre, mais je n'y crois pas. Alors, il faut que l'armée aille les chercher[1].»

À l'adresse des habitants de l'Algérie, il déclarera : *«L'Algérie sera algérienne.»*

Il est clair que le général de Gaulle ne lie pas le destin de l'Algérie au sort du combat militaire. Même si les maquis sont détruits, le problème politique ne sera pas pour autant réglé. Il ne pourra l'être que dans le cadre d'une Algérie algérienne, issue d'une véritable autodétermination.

On a argumenté contre le général de Gaulle, en prétendant que «l'Algérie Française» pouvait aussi bien sortir des urnes lors du grand choix. C'est cultiver gratuitement le paradoxe.

Le Peuple algérien n'a pas enduré six années de guerre et de tortures pour revenir au statu quo ante. Ni rester à la merci de la reconquête militaire annoncée par Lagaillarde.

La vérité est que la formule «l'Algérie algérienne» touchait le cœur des Algériens. Elle portait en elle la fin de la domination coloniale. Elle nous réhabilitait.

Après le voyage du Président de la République, le général Challe est muté en France. Il est remplacé par le général Crépin. Le Délégué Général reçoit son nouveau Directeur de Cabinet, M. Vaujour, celui-là même qui assurait les fonctions de Directeur de la Sécurité, en novembre 1954.

Les élections cantonales, fixées au 29 mai 1960, ne dégagent pas la «troisième force». Le 12 mai, le GPRA avait mis en garde notre peuple contre cette manœuvre.

Des émissaires de l'intérieur sont venus nous voir et nous informer. Parmi eux Lucien Angelé, Salhi de Tizi-Ouzou, un vieillard aussi dynamique que lucide, Hadj Tiar. À leur retour, certains d'entre eux transportent des fonds pour les Wilayas.

jean Amrouche vient de Paris. Il croit à la parole du général de Gaulle et pense que la paix est proche. Il nous suggère d'en accélérer le rythme en envisageant un voyage à Paris du président du GPRA.

1. Paul Paillat : ouvrage cité.

Selon Jean Amrouche, cette initiative serait payante aussi bien auprès des Français que de l'Étranger.

Pendant que le GPRA discutait de l'opportunité d'un tel voyage, le 14 juin 1960, le Président de la République parle.

Il réaffirme sa volonté de paix. Il ne croit plus à la troisième force. Il ne croit pas davantage à la «paix des braves». Cette fois, il s'adresse directement au GPRA.

«Une fois de plus, dit-il, *je me tourne, au nom de la France, vers les dirigeants de l'insurrection. Je leur déclare que nous les attendons ici, pour trouver avec eux, une fin honorable aux combats qui se traînent encore, régler la destination des armes, assurer le sort des combattants. Après quoi, tout sera fait pour que le Peuple algérien ait la parole dans l'apaisement. La décision ne sera que la sienne.»*

Puisque le général nous attend et qu'il nous invite à nous rendre en France, nous acceptons. Aucune condition ne sera posée à cette rencontre. Nous pensons que ce premier contact avec les autorités françaises sera, de toute manière, un début de négociation.

Et ce fut la rencontre de Melun. Nos émissaires, Boumendjel et Benyahia, accompagnés de Hakiki, se heurtèrent au mutisme des émissaires français, Roger Moris, le général Hubert de Gastines et le colonel Mathon. La rencontre fut négative. Ce fut un dialogue de sourds. Mais le processus de la négociation était engagé. Rien ne pouvait plus l'arrêter.

À cet égard, Melun fut un commencement.

Après le congrès de Tripoli, des changements importants étaient intervenus aux frontières. Ils furent l'œuvre d'un jeune officier, le commandant Moussa[1]. Chargé de l'intendance, il avait fini par mettre de l'ordre là où régnait le désordre. *«Les djounoud,* me dit-il, *se révoltaient parce qu'ils étaient mal nourris, mal habillés, mal couchés. Il m'a suffi de remédier à cet état de choses pour que tout rentre dans l'ordre.»*

A la Wilaya IV le colonel Si Salah avait remplacé le colonel Si M'hamed, disparu. Après la mort du colonel Amirouche, la Wilaya III avait été scindée, en deux commandements: celui du colonel Mohand Ouel Hadj et du commandant Abderrahmane Oumira. Celui-ci trouva

1. De son vrai nom : Moussa Benahmed.

la mort peu après dans la région d'Akbou. La wilaya fut de nouveau réunifiée sous le commandement d'Ouel Hadj.

À *la Wilaya II, le colonel «Saout-El-Arab», de son vrai nom Boubnider Salah, avait remplacé le colonel Kafi. Secondé par les commandants Ahmed Laabeni et Tahar Bouderbala, il résista victorieusement à l'opération «Pierres Précieuses».*

Les deux années 1960 et 1961 seront les années les plus dures. Malgré l'offre de l'autodétermination, les combats et la «pacification» seront menés avec une détermination jamais connue. L'action psychologique du colonel Godard se perfectionna. Celui-ci rédige des tracts ambigus qu'il attribue au FLN. Le jour où il se rend compte que certaines «morasses» du journal El Moudjahid sont transportées par l'avion qui se rend de Tunis à Rabat, via Alger, il rédige des articles à sa façon et les substitue dans les «morasses» aux articles du FLN. Il jette ainsi le doute et la confusion chez les maquisards et la population civile.

Reprenant les méthodes utilisées par les paras durant la «bataille d'Alger», et les généralisant, le Dispositif Opérationnel de Protection (DOP) torturait, emprisonnait et multipliait les exécutions sommaires. Pour obtenir le renseignement recherché, rien n'était interdit. Le DOP se permettait tout, jamais nos djounoud et nos populations civiles n'avaient tant enduré. Est-ce le génocide?

Ce capitaine Léger, de triste réputation, avait repris les méthodes qui lui étaient chères. Il les exerça contre la Wilaya III et contre le colonel Mohand Ouel Hadj dont le fils, prisonnier, lui servait de moyen de chantage.

Mais, dans ce contexte, l'opération la plus spectaculaire fut la réception à l'Élysée du Comité de la Wilaya IV. Dans le cadre de la «Paix des Braves» et par l'intermédiaire du Cadi de Médéa, du capitaine Heux, du Bureau d'Études et de Liaisons (B.E.L.) et en accord avec Bernard Tricot, le colonel Mathon et le Premier ministre Michel Debré lui-même, les contacts furent établis secrètement, et très habilement, avec le Comité de la Wilaya.

Les premiers pourparlers remontaient au 28 mars. Le 10 juin, le colonel Si Salah, les commandants Lakhdar et Mohammed franchissaient les portes de l'Élysée et eurent un entretien avec le général de Gaulle, Chef de l'État.

Avant de monter ce scénario de roman-feuilleton, le colonel Si Salah nous avait longuement écrit. Son courrier ne me parvint qu'en juillet, après la rencontre de Melun.

Que disait son long rapport? Rien que nous ne sachions déjà. *Le* moral de la population était tombé bien bas. Celui de l'ALN aussi. Celle-ci manquait de tout. Elle ne pouvait plus attaquer, faute d'armes et de munitions. Elle se contentait de durer en fuyant l'adversaire et en se dissimulant. *D'où la nécessité* de *négocier coûte que coûte et le plus tôt possible.*

Dans le même rapport, la Wilaya IV mettait en accusation l'État-Major. Elle lui reprochait de stocker armes, munitions et argent pour son usage personnel plutôt que de les lui faire parvenir. Elle lui reprochait de ravitailler certaines wilayas au détriment d'autres.

Enfin Si Salah, s'adressant directement à moi, me demandait de trouver, à tout prix, le moyen de négocier et d'arrêter la guerre.

Le retour du colonel Ben Chérif dans la Wilaya IV nous valut un rapport détaillé sur le voyage de ses dirigeants à Paris. Après l'entrevue avec le général de Gaulle, le commandant Si Mohammed se rendit compte qu'il s'était fourvoyé. Il se ressaisit et fit arrêter Lakhdar, Abdelatif et Hamid. Il les fit exécuter. Le colonel Si Salah était en visite à la Wilaya III. En attendant son retour, il l'inculpa de trahison.

De Tunis, nous donnâmes des ordres. C'était au GPRA à faire juger un colonel. Si Salah devait donc rejoindre la Tunisie.

Le commandant Si Mohammed obtempéra: il mit Si Salah en route. Dans les environs de Maillot[1], celui-ci fut accroché, avec sa petite escorte, par les paras. Il tomba mortellement blessé.

Quant au commandant Si Mohammed, il va se «dédouaner» en montant plusieurs embuscades. La plus meurtrière sera celle des plages du Chenoua, près de Cherchell.

Durant ce temps, la ville d'Alger, rattachée à la même Wilaya IV, reprit son activité. L'action terroriste devait suppléer à la désorganisation de l'ALN. À l'exemple de la capitale, les commandos se reconstituèrent dans les principales villes d'Algérie.

Nous les retrouverons en pleine action fin 1960, au moment où le général de Gaulle se rendra une fois de plus en Algérie.

Antérieurement, et dès le mois d'avril, notre ministre des Affaires étrangères, Krim Belkacem, se rendit en Chine à la tête d'une délégation composée du Dr Ahmed Francis, du colonel Boussouf, de

1. Mechedallah, *(N.d.É.).*

Dahleb, de Ali Ben Abdelmoumène et de Maître Belhocine. Auparavant la délégation s'arrêta à Moscou.

Après Pékin, elle se rendit à Hanoï et en Corée du Nord. Partout l'accueil avait été amical, réconfortant. Le GPRA fut reconnu par ces États, excepté par l'URSS.

Une aide matérielle conséquente nous fut accordée par les différents gouvernements.

Notre problème mûrissait certes dans les larmes et dans le sang. Mais il mûrissait. Devant toutes les instances internationales, il était évoqué et toujours sous l'angle de l'indépendance de notre pays. Les syndicats internationaux, les étudiants de France, les étudiants nord-africains, les peuples d'Asie, ceux d'Afrique, le Comité américain pour la libération de l'Afrique, le Congrès de l'Alliance socialiste du peuple yougoslave, tous ces organismes étaient attentifs à notre combat et traitaient de nos problèmes. Ils réclamaient la fin de la guerre et le droit de notre peuple à l'indépendance.

A l'ONU, fin 1959, une motion déposée par le Pakistan, en faveur de l'indépendance de l'Algérie, n'avait pas, certes, obtenu les deux tiers des votants, mais elle avait tout de même réuni la majorité des voix.

Aux États-Unis, en Angleterre, en Allemagne, en Italie, en Suisse, en Espagne, en Belgique, la presse - projection de l'opinion publique - prenait en considération l'offre du général de Gaulle. Les pays occidentaux avaient fini par comprendre d'abord et par défendre ensuite le principe de l'autodétermination, qui, pour nous, ouvrait la porte à l'indépendance de notre pays.

Le GPRA faisait ce qu'il devait faire. Les ministres étaient sur la brèche. Pendant que Krim se trouvait en Asie, je me rendais avec Bentobbal au Maroc. Après avoir parcouru le pays du nord au sud, après avoir pris contact avec les responsables algériens, nous fûmes reçus par Sa Majesté le Roi.

Yazid était en Afrique Noire. Quanta Mehri, il réorganisa le service de santé. Avec des médecins yougoslaves, il ouvrit un centre de réadaptation des grands blessés civils et militaires.

Boussouf, à la recherche d'armes, était constamment sur les «routes» de l'Europe. Son activité a fini par porter ses fruits: il réus-

sit à armer très convenablement nos troupes du front de l'ouest. Ce résultat est un exemple de volonté et de persévérance.

Il s'était marié à Tunis et me prit comme témoin. Krim et Bentobbal avaient fini par «récupérer» leur famille. Pour des hommes qui avaient vécu des années dans la clandestinité, mené de durs combats dans les maquis, la vie familiale retrouvée eut d'heureuses conséquences sur leur moral et leur travail.

Le ministre des Finances, le Dr Ahmed Francis, avare des deniers publics, les avait réorganisés. Secondé par Abbas Turqui, Si Moussa, Aoufi Mahfoud, Ali Ben Abdelmoumène, Oulemane Braham, il mit à notre disposition un véritable budget d'État.

Jamais le GPRA n'avait si bien œuvré dans l'union et la fraternité.

La Princesse Lala Aïcha arriva le 12 août 1960 à Tunis. À l'occasion de son voyage, de nombreux contacts furent établis avec le Président Bourguiba, les ministres tunisiens, la délégation marocaine et les ambassadeurs des pays alliés.

Malheureusement, un tragique événement nous endeuilla: la mort accidentelle de Ferroukhi Mustapha que nous venions de désigner comme ambassadeur à Pékin. L'avion soviétique qui le transportait avec toute sa famille disparut corps et biens. Mustapha Ferroukhi, ancien délégué à l'Assemblée Algérienne, était originaire de Miliana. Il était la courtoisie même. Actif, attachant, respectueux, il ne comptait que des amis. Il fut regretté de tous. Il repose aujourd'hui en terre tunisienne. De toute sa famille, seule une fillette, restée en Algérie, demeure.

De nouvelles missions appelèrent Krim à Beyrouth et Boussouf au Caire. Je restai à Tunis. Le Président Bourguiba nous reçut Bentobbal, Mehri et moi-même en audience le 22 août. Parmi les sujets abordés au cours de l'entretien, figurait l'entrée éventuelle en Tunisie de volontaires arabes et africains.

Je revins à la question cruciale, celle des Français d'Algérie. Après tout ce qui s'était passé durant cette guerre, il semblait qu'aucun événement ne pouvait désormais leur ouvrir les yeux. Passionnément attachés au passé colonial, ils ne voyaient pas surgir du fond

de l'histoire une Afrique nouvelle, un monde nouveau. Ils refusaient obstinément d'analyser, en toute objectivité, le présent pour mieux concevoir l'avenir, le dessiner et le préparer.

La fin de nos malheurs et des leurs dépendait d'un changement d'état d'esprit. Ce changement ne se produisit pas. Après l'appel du Chef de l'État français en faveur d'une négociation, leur réflexe de défense les amena à créer le «Front de l'Algérie Française» (FAF). Ils rééditaient ainsi le «Front National Français» d'Ortiz.

Le nouveau Directeur de l'Information à la Délégation Générale d'Alger, Jacques Coup de Fréjac, alerte les pouvoirs publics. Il dénonce ce nouveau Front où se regroupent des colonialistes impénitents qui sont prêts à tout. Le Bachagha Boualem, d'Orléansville y adhère. Le succès est immédiat. La grande majorité des Français d'Algérie lui donnent leur caution.

Au sommet, M. Delouvrier, ne fait pas plus bon ménage avec le général Crépin qu'il ne le fit avec le général Challe. D'où un flottement dans la conduite officielle des affaires algériennes.

Et voilà que le général Salan, l'homme échappé au bazooka, l'hommedu 13 mai, revient en Algérie après avoir fait valoir ses droits à la retraite. Il s'installe à Hydra. M. Delouvrier lui fait comprendre qu'ayant occupé la même fonction que lui-même, sa présence à Alger n'est pas indiquée. Elle peut même être un prétexte à l'agitation des pieds-noirs et de certains militaires.

La présence du général Salan à Alger ne simplifie pas le problème, bien au contraire. Le général va jouer un rôle néfaste. Il va consolider l'aveuglement des Pieds-Noirs, les couper définitivement de la République, tout en les dressant contre les Musulmans. En s'opposant au général de Gaulle, il détruira les dernières chances d'une Algérie nouvelle, unie dans sa diversité.

Peut-être le général Salan caressait-il un rêve à l'échelle de la France entière? Peut-être voulait-il abattre le général de Gaulle de la même manière qu'il avait écarté le Président Pflimlin. Il avait, dit-on, assez d'ambition pour penser s'installer un jour à l'Élysée !

Il oubliait déjà que derrière le FLN il y avait douze millions d'Algériens, douze millions de Marocains, cinq millions de Tunisiens.

Oubliait-il aussi que le général de Gaulle avait vu sa politique cautionnée par près de cinquante millions de Français?

Il est vrai que le général Salan a gagné ses galons sous le «harnais colonial». Il sait agir contre «l'indigène» beaucoup mieux que contre les auteurs de l'attentat au «Bazooka», assassins du commandant Rodier. Les arguties, dont il use pour défendre l'Algérie Française ne changent rien au problème. Si l'Algérie avait été «Département Français», en fait et en droit, la guerre d'Algérie n'aurait pas eu lieu.

Les militaires qui n'avaient pas, eux, de «vignobles» et de «domaines» à défendre, ne pouvaient-ils pas le comprendre?

Le 14 septembre 1960, le GPRA s'est réuni pour préparer la session de l'ONU, ainsi que mon voyage à Pékin.

Avant mon départ, et pour éviter toute confusion ou tout espoir excessif, j'adresse le 18 septembre, un appel au peuple algérien, je lui rappelle que le combat armé et la mobilisation des masses demeurent les impératifs de notre lutte. Les Nations unies sont, certes, utiles, mais dans la conjoncture présente, la France, avec ses alliés, est en mesure d'influencer le vote de l'Assemblée générale.

Dans la même perspective, nous avions adressé aux Gouvernements turc et iranien deux messages pour leur rappeler le vote négatif de leur délégation en 1959. Nous leur demandions de tenir compte de notre combat et des déclarations récentes du Président de la République Française pour soutenir notre cause.

Nous avions également rappelé aux États arabes que les revendications que nous avions déposées sur le Bureau de la Ligue Arabe, n'avaient pas été satisfaites.

Les ministres du GPRA se séparèrent en laissant au ministre d'État Mohammedi Saïd et à Mehri le soin de régler les affaires courantes. Krim se rendit à New York, et moi-même à Pékin en passant par Moscou. Boussouf se rendit au Maroc.

La Délégation pour Pékin et Moscou comprenait: Bentobbal, le Dr Lamine Khane, Benyahia et moi-même.

À Moscou, l'accueil fut chaleureux. Le vice-Président Kossyguine nous reçut à l'aéroport entouré des membres du Gouvernement et du Bureau politique. Khrouchtchev était aux États-Unis.

Après une séance de travail au Kremlin, nous partons pour la Chine. À Pékin, la réception est grandiose. Les Chinois ont soigneusement préparé notre réception. Le Premier ministre Chou En-lai nous attendait à la descente de l'avion. L'aérodrome était décoré aux

couleurs de l'Algérie et de la Chine. L'armée, le parti, la jeunesse - filles et garçons - offraient un spectacle impressionnant. Et quand la musique militaire fit entendre l'hymne national algérien sous un ciel pur, au milieu d'un parterre de fleurs, j'ai eu un serrement de cœur que je ne pourrai jamais oublier. Les larmes mouillèrent mes yeux. Je me sentais, d'un seul coup, un homme libre, au milieu d'hommes libres.

Du 3 septembre au 6 octobre 1960, nous restons en Chine. Nous assistons à la grande fête populaire du 1er octobre. Nous tenons des meetings, nous assistons à des représentations, dont celle donnée par la Troupe Algérienne, venue nous rejoindre. Nous visitons la Grande Muraille, la Cité des Rois, une commune populaire, la gare, le stade, etc.

Et surtout, nous nous entretenons avec le Président Mao Tsé-toung et le Premier ministre. Le 5 octobre, nous signons un communiqué commun.

Le Président Mao Tsé-toung nous recommande de sanctionner le moins possible les militants; *«Ne tuez pas,* nous dit-il, *éduquez. Celui qui trahit aujourd'hui peut être un excellent militant demain. Il faut avoir la patience de le convaincre.»*

La Chine fut généreuse. Nous revenions avec plus de 25 milliards de fournitures: armes, nourriture, vêtements. Le 6 octobre, nous étions de retour à Moscou. Le jour même, l'ambassadeur de la Tunisie, M. Mestiri, donnait une réception en notre honneur. Le 7, nous reprîmes nos entretiens au Kremlin avec le Président Kossyguine. Il invita notre Délégation à un dîner officiel.

Dans la même journée du 7, les ambassadeurs des pays arabes organisèrent une grande réception. Ce qui me permit de prendre la parole devant un grand nombre de personnalités et de responsables étrangers.

Les 8 et 9 octobre, nous nous rendîmes en visite à Leningrad. À Moscou, devant un aréopage du parti, Bentobbal souleva la question de l'aide aux peuples encore colonisés. Il reprocha au Parti le peu d'empressement qu'il mettait à défendre ces peuples et à les secourir.

Au nom du Parti, Mahieddinoff fit observer que l'URSS avait des obligations à travers le monde. Dans ces conditions, ses engagements devaient être discrets et nuancés.

Personnellement, une autre question me tenait à cœur. Celle des conflits idéologiques. Dans quelle mesure, les peuples aidés par l'URSS conserveraient-ils le droit de rester eux-mêmes? De demeurer fidèles à leur propre idéologie? L'Algérie musulmane ne risquerait-elle pas de payer un jour l'aide qu'elle recevait aujourd'hui de l'URSS? Le Président Kossyguine me rassura. *L'aide de l'URSS était inconditionnelle.*

À New York, à la même époque, notre Délégation était à pied d'œuvre. Krim Belkacem, notre ministre des Affaires étrangères, présidait cette délégation composée de Yazid, Chanderli, Boumendjel, le Dr Ahmed Francis, Dahleb, Bouatoura, et Benyahia.

Krim obtint devant l'ONU un demi-succès. Les trois premiers paragraphes de la motion déposée par les délégations afro-asiatiques furent adoptés en Assemblée générale.

Mais la propagande la plus spectaculaire en faveur du FLN avait été faite grâce au concours du Premier ministre soviétique. Nikita Khrouchtchev invita officiellement notre Délégation à l'Ambassade Soviétique. Il eut avec Krim plusieurs entretiens. Ce qui fit de notre ministre des Affaires étrangères une vedette de cette session de l'ONU.

Contrairement à ce qu'on aurait pu penser, le Premier Soviétique recommanda à notre ministre de *«chercher avec la France et avec la France, seule, un compromis honorable pour mettre fin à la guerre. De toute manière,* ajoutait-il, *l'Algérie, en tant que pays arabe, sera un pays indépendant.»*

À l'aube de l'année 1961, le FLN était sur le chemin de la victoire. Ses amis devenaient nombreux. Nous recevions de toutes parts aide et encouragements. Le processus historique était en marche avec, au bout, l'avènement du Droit, et de la justice.

XI

PAYS MAL AIMÉ, L'ALGÉRIE SOMBRE DANS LA GUERRE CIVILE

Elle est mutilée par l'OAS, seule responsable de l'exode des Français

Les Français d'Algérie, enfermés dans leur égoïsme colonial, ne se rendent pas compte que leur avenir est déterminé par un passé tout jalonné d'erreurs et d'abus. On éprouve une horreur sacrée, au sens originel du terme, au spectacle d'une population affrontée à des problèmes fondamentaux qu'elle n'a cessé de méconnaître au point de ruiner les bases de sa propre puissance.

Ch.-A. JULIEN

L'homme arrive toujours à un résultat qu'il n'a pas prévu et qui est contraire à sa volonté.

Friedrich HEGEL

La guerre entrait dans sa sixième année. Les Français d'Algérie qui avaient jusque-là imposé leur volonté à la France vont être «piégés» par leurs dirigeants. Ils se laisseront mener sur une voie sans issue. Ils connaîtront, à leur tour, ce qui fut notre lot: la répression.

C'était faire preuve d'une grosse dose de naïveté que de croire que le général de Gaulle serait assez faible pour se laisser intimider par des adversaires irresponsables, qu'ils soient civils ou militaires. C'était lui qui était à la barre du navire ei personne d'autre ne pouvait le conduire à bon port. En tenant la France à bras-le-corps, il s'engageait dans la décolonisation avec habilité et fermeté.

Il mit à profit l'été de 1960 pour «grignoter» les dernières positions des colonialistes irréductibles. Il savait que «l'Algérie Fran-

çaise» était un simple alibi derrière lequel s'abritaient les privilèges des oligarchies financières, des hobereaux de village et les emplois des «petits blancs».

Le Président de la République, en optant pour le principe de l'autodétermination, a recueilli l'accord du peuple français, du FLN et de l'opinion internationale. Il veut donc aller de l'avant.

Il reprend d'abord ce thème au cours de son voyage en Normandie. Mais c'est surtout le 4 novembre 1960 qu'il fait un grand pas dans la direction qu'il a choisie. Dans un discours radiotélévisé, le général dit, en substance, que l'Algérie algérienne aura un jour *son gouvernement, ses institutions, ses lois.* Puis s'adressant au GPRA, il déclare:

«Les dirigeants rebelles installés depuis six ans en dehors de l'Algérie, et qui, à les entendre, le seront encore longtemps, se disent être le Gouvernement de la République Algérienne, laquelle existera un jour, mais n'a encore jamais existé»...

Voilà le mot clef, officiellement prononcé. La «République Algérienne» existera un jour. Le titre symbolique de l'ancien hebdomadaire de l'UDMA allait devenir réalité.

À la Délégation Générale, le discours du Chef de l'État provoque des remous et un changement de personnel. C'est d'abord M. Jacomet, Secrétaire Général, qui donne sa démission. Jacomet appartient à cette catégorie de juristes qui ont su accommoder la loi et leur conscience pour dépouiller les Arabes et leur refuser le droit de vivre. Par contre, la décolonisation leur pose un problème de conscience. Peu importe! Les jeux seront bientôt faits, malgré les juristes et les généraux, ces deux plaies de la colonisation.

Le 24 novembre, M. Delouvrier est rappelé, sur sa demande. Il est remplacé par le préfet Jean Morin. Le Général Crépin remplace le général Challe. M. Louis Joxe, ministre de l'Éducation nationale, est promu ministre d'État, chargé des Affaires algériennes.

Pour mieux concrétiser sa politique, le Président de la République décide de se rendre, une fois de plus, en Algérie, Il fixe son départ aux premiers jours de décembre. Il charge son ministre d'État et Jean Morin de la préparation de son voyage.

Au préalable, il entend soustraire la Délégation Générale à l'ambiance malsaine d'Alger. Il ordonne la construction d'une Cité Administrative au Rocher Noir, à une quarantaine de kilomètres de la capitale.

Le Président de la République arrive le 9 décembre 1960 à Aïn Témouchent. Il est accompagné de Louis Joxe et de Jean Morin. Dès sa descente de voiture, les deux «conceptions politiques» s'affrontent. Les Français d'Algérie hurlent unanimement : «À bas de Gaulle! Vive l'Algérie Française !»

À son tour, la foule musulmane salue le Chef de l'État et lui apporte son soutien : «Vive de Gaulle! Vive l'Algérie algérienne!». Le Président de la République, qui a revêtu pour la circonstance son uniforme de général, avance au milieu des cris hostiles, indifférent au danger qui le menace. Tel Bonaparte au pont d'Arcole, il porte haut les couleurs de la France.

Le passé et l'avenir de l'Algérie se disputent le présent. Le général sait que ce présent lui appartient et que la décolonisation de l'Algérie sera effectivement réalisée. Tant pis pour ceux qui ne le comprennent pas encore!

À Ain Témouchent, à Orléansville, à Tizi-Ouzou, à Bône, les mêmes scènes se renouvellent devant le général. Celui-ci ne se rendra pas à Alger. Mais c'est dans la capitale que les masses musulmanes plébisciteront, par leur courage et leurs nombreux morts, sa politique et celle du FLN.

À Alger, des affrontements se sont produits à la suite des provocations et des violences des Européens. Plus grave! Certains de ces Européens, appuyés par les militaires, conspiraient contre la vie même du Président de la République.

Le FAF avait proclamé la grève générale pour les 9 et 10 décembre et mobilisé les Algérois pour manifester contre la politique du général de Gaulle, et, par voie de conséquence, contre le service d'ordre assuré par les gendarmes et les CRS. De multiples accrochages se produisent, particulièrement rue Michelet, rue d'Isly, à Bab-El-Oued. Pierres, ferrailles, tuiles, pots de fleurs, pleuvent sur les agents de l'ordre. Ceux-ci ripostent avec des grenades lacrymogènes. Le combat durera toute la journée du 9 décembre.

Au soir, le FAF publie un communiqué de victoire:

«La grève générale se poursuivra. Demain samedi 10 décembre, la population descendra dans la rue manifester par sa présence massive - aux cris d'Algérie Française - la farouche hostilité à la politique d'abandon. Nous le répétons: le moment est venu. Demain il sera trop tard.»

Mais demain n'appartient déjà plus au FAF. Certains officiers des Sections Administratives Urbaines (SAU), irrités par les excès des Européens, et les attaques contre les gendarmes et les CRS, autorisent les musulmans à manifester en faveur du général de Gaulle et de sa politique.

Alors, les organisations FLN d'Alger entrent en scène. Puisqu'il est permis de manifester, autant manifester pour l'indépendance de l'Algérie en même temps que pour le général de Gaulle. De tous les faubourgs d'Alger, du Clos Salembier, de Diar-El-Mahçoul, des bidonvilles du Ravin de la Femme Sauvage, de la Casbah, des marées -humaines déferlent sur le Ruisseau, sur Belcourt, sur la «place du Cheval»[1].

Des masses humaines avancent, compactes, disciplinées, en hurlant: «Vive de Gaulle! Vive Ferhat Abbas! Vive l'Algérie algérienne! Vive l'Algérie indépendante! Yahia FLN !». Les drapeaux vert et blanc, que des centaines de bras brandissent, impriment une note grave, un spectacle jamais vu jusque-là dans la capitale. Des you-yous étourdissants donnent à la manifestation un caractère de baptême national.

Les Européens comprennent, alors, qu'en s'opposant aux agents de l'ordre, ils ont joué avec le feu. Les voilà maintenant qui appellent les CRS à leur secours. La Guerre d'Algérie ne sortira donc pas de ses contradictions!

De leurs fenêtres, des Français tirent sur la foule. Celle-ci réagit et s'attaque aux Européens qu'elle rencontre sur son chemin. Il y a déjà plusieurs morts.

Sur ces entrefaites, l'armée entre en action. Ce sont les paras du colonel Masselot. Rappelé par le général en chef, Jean Morin rentre dans la capitale. Il exige le rétablissement de l'ordre. Les paras le rétablissent en tirant sur les Algériens. Les pieds-noirs tirent de leur côté. Pour six Européens tués, il y a 112 cadavres de musulmans: hommes, femmes et enfants.

Les manifestations ont duré trois longues journées. Ces journées portent dans notre histoire le nom de «Journées Glorieuses». Beaucoup mieux que nos discours, beaucoup mieux que les combats

1. Place du Gouvernement, ainsi désignée par les musulmans à cause de la statue équestre du duc d'Orléans.

des «rebelles», elles ont fait la démonstration indiscutable que le peuple algérien était déterminé à vivre libre ou à mourir.

L'ALN avait été contrainte de se terrer. Aux frontières, elle vivait l'arme au pied. Mais en plein centre de la capitale, le peuple, sans arme, était en mesure de porter bien haut le drapeau vert et blanc de sa patrie conquise.

À l'ONU, ces manifestations font grand bruit. Notre ministre des Affaires étrangères, Krim, en tire argument pour condamner à nouveau une guerre dont les victimes sont souvent des femmes et des enfants.

De Tunis, je tire personnellement la sonnette d'alarme. Je m'adresse au Secrétaire Général de l'ONU, M. Dag Hammar Skjoeld, au Président des États-Unis, à Khrouchtchev, à Chou En-Lai, à Nehru, à Tito, à Macmillan, pour solliciter leur intervention en vue d'arrêter le massacre des innocents.

Le Délégué Général, M. Jean Morin, qui a ordonné «de tirer sur la foule», prend un arrêté de dissolution du FAF. II semble ignorer que cette association n'est plus seule. Un militaire, le capitaine Sergent, en liaison avec les activistes résidant en Espagne (le général Salan et Lagaillarde) et avec le général Jouhaud à Alger, s'est employé à faire basculer l'armée du côté du FAF.

Plusieurs colonels: Masselot, Lecomte, Lenoir, sont prêts à se mettre avec leurs régiments aux ordres du général Jouhaud pour l'opposer au général de Gaulle. Ils confèrent avec les meneurs du FAF et tentent de convaincre le général Jouhaud.

L'entreprise demande réflexion. Le lundi matin, un autre colonel, le colonel Goëtgorden, arrive avec le Régiment Étranger de Cavalerie. Le capitaine Sergent court s'informer. Il découvre que c'est un sympathisant de la cause. Les colonels vont se réunir. Ils donneront leur réponse mardi matin.

Et les conspirateurs du FAF ? Voici ce que le capitaine Sergent écrit à leur sujet :

«Mes amis du FAF sont exténués. Leurs hommes n'en peuvent plus d'avoir harcelé les gendarmes dans tous les quartiers de la ville. Camille Vignau est en colère : Qu'attendez-vous, Bon Dieu, pour inter-

venir! Elle se décide, l'armée, oui ou non ? Nous en avons marre... Vous savez que nous ne pouvons rien faire sans vous[1]*.»*

Mardi matin, la réponse des colonels vient. Elle est négative. Le colonel Masselot l'explique au capitaine:

«Nous pensons que la situation générale n'est pas favorable, nous pensons que la France n'est pas «dans le coup» et que Paris réagira mal. Nous pensons que nous n'avons ni aviation, ni marine et que tout cela n'est qu'une aventure qui ne peut mener à rien. Allez donc transmettre cette réponse négative au général Jouhaud.»

Quand la réponse est transmise au général, celui-ci dira: «*Nous ne pouvons plus rien tenter, il faut attendre une autre occasion.*»

Cette occasion se présentera le 21 avril. Elle se soldera par un retentissant échec.

Le référendum du 8 janvier 1961 sera en faveur de la politique, du Président de la République. Un certain nombre de Généraux dont Boyer-de-la-Tour, Molle, Bondis, Boucaut, Bouvet, Carriere, Destours, Cailliers, d'Esneval, Girardot, Guilhaume, de Montsabert, Simon, de Winter, Zeller, réunis à Paris, avaient invité les électeurs à voter «non». Ces Généraux étaient des survivants de l'ère coloniale. Leur «impérialisme» ne résista pas à la poussée des générations montantes.

La France et l'Algérie ont répondu «Oui» à la décolonisation et à la République Algérienne de demain. Le scrutin est massif: 15 millions de «Oui» contre 1 million et demi de «Non».

Le fossé va se creuser un peu plus entre la «légalité républicaine» et l'aventurisme des Français d'Algérie. De Madrid, le général Salan lève l'étendard de la révolte. Avant de quitter le territoire français, il avait exprimé publiquement son opposition à la politique du Chef de l'État.

Rares sont les Généraux qui acceptent de gaieté de cœur la décolonisation. Ayant fait carrière et vieilli dans les colonies, ils n'entendent pas vivre sans elles. L'empire colonial demeure leur raison d'être.

L'Afrique entière est en mouvement. Début janvier, s'ouvrait, à Casablanca, une conférence qui réunissait autour de sa Majesté le Roi

1. Pierre Sergent : *Ma peau au bout de mes idées.*

du Maroc, Mohamed V, l'Égypte, le Mali, la Guinée, le Ghana, l'Algérie, et, à titre d'observateur, la Libye. La Tunisie, pour avoir pris position pour l'indépendance de la Mauritanie, n'était pas du nombre des invités.

Quatre questions figuraient à l'ordre du jour de la conférence : Congo-belge et Algérie - Sahara et Mauritanie, Palestine - Unité Africaine.

Toutes ces questions furent débattues dans une atmosphère sereine. Les Chefs d'État de l'Afrique Noire apportèrent une large contribution à la solution de nos problèmes.

J'ai été favorablement impressionné, tout en ayant observé une certaine tendance au dogmatisme et au gauchisme. En particulier chez le Président Nkrumah. Il lui est arrivé à plusieurs reprises, de trancher les débats comme s'il était le Prophète de l'Afrique. Au demeurant, un homme affable, courtois et d'une haute intelligence.

Pour harmoniser notre position devant le problème délicat de la Mauritanie, nous nous sommes réunis avec les Présidents Sékou Touré et Modibo Keita. Au cours de cette réunion, je me suis permis, sur le ton amical, de demander au Chef de la Guinée: «Dois-je vous appeler «Ahmed Sekou Touré ou Joseph Sekou Touré ?» *«Appelez-moi «Ahmed»,* me dit-il. *On naît musulman. On devient stalinien après.»*

Connaissant ses sympathies pour l'URSS et son appartenance à l'Islam, je lui avais demandé en quelque sorte de quel côté il penchait.

Pendant notre séjour à Casablanca, un journaliste suisse, M. Favrot, vint nous informer d'une rencontre possible avec les Français.

Notre délégation quitta le Maroc avec l'espoir d'une prochaine négociation.

Le GPRA siégea à Tunis du 10 au 16 janvier 1961. Nous arrêtâmes la date du départ d'une délégation en Indonésie. Je me rendis au Caire, d'où nous devions partir. Comme d'habitude, ma première visite fut pour le Cheikh El-Ibrahimi. Il était pour moi le «miroir» des événements et de l'actualité en Proche-Orient.

Le 19 janvier nous arrivâmes à Djakarta. Jetais accompagné du ministre d'État Mohammedi Saïd, de Boumendjel et de Brahimi,

notre représentant en Indonésie. Nous avons été accueillis par le Premier ministre M. Djuanda, le ministre des Affaires étrangères, M. Subandrio et le ministre de la Défense Nationale, M. Nasution. Le soir même, le président Soekarno donnait un banquet en notre honneur.

Le vendredi 20 janvier, après la Grande Prière à la Mosquée, nous nous sommes rendus à Bogir, résidence du Président de la République, à Bandoeng, rendue célèbre par la Conférence Afro-Asiatique de 1955, à Jogjakarta, à Solo où nous avons visité les vestiges d'une vieille civilisation asiatique. Nous fûmes reçus par le Parlement, les Étudiants, l'Association des Femmes indonésiennes.

Au cours de nombreuses séances de travail, nous avons exposé aux membres du Gouvernement, nos problèmes. Le Gouvernement indonésien fit preuve d'une grande compréhension. Son accueil fut fraternel.

Au retour nous effectuons un arrêt à Singapour. Après un déjeuner avec le Chef de l'État, une conférence publique est organisée avec la participation du Premier ministre.

Puis nous voilà en Malaisie, après une halte à Malacca et à Kuala Lumpur. Après une conférence avec le Premier ministre, un meeting est organisé.

Le 30 janvier, nous nous rendons à Colombo. Nous visitons l'Université, nous conférons avec les Étudiants.

Le 31 janvier, nous sommes les hôtes du Premier ministre et invités par le Président du Parlement. L'ambassadeur de la RAU offre un banquet en notre honneur. Après avoir été reçus par l'association «Ceylan-Arabe», nous prenons l'avion pour Le Caire, via Bombay.

L'Asie est en effervescence. Certains peuples essaient de se frayer, avec violence, le chemin vers la liberté. Toute l'Asie rejette le système colonial. Notre combat trouve un fervent écho et une audience amicale.

Pour les Français d'Algérie, la négociation avec le FLN demeure synonyme de trahison. Il n'y a pas d'autre solution que son rejet et le maintien de leur prédominance. Le résultat du référendum ne les impressionne pas et ne les fait même pas réfléchir. Le général de Gaulle et sa «clique de bradeurs» doivent être éliminés.

Face à ce fanatisme, les libéraux ne font pas le poids. Ils restent largement minoritaires. Le 25 janvier, l'avocat Popie est assassiné

dans son cabinet. Mais Jacques Chevallier, Jean-Marie Tiné, Jean-Pierre Gonon, Perrin, Alexandre Chaulet et ses enfants, Lucien Bitterlin et certains autres, sont conscients du nouveau drame qui se prépare. *Leur ambition et leur volonté est de sauver, même malgré eux, tous les Français d'Algérie. Leur désir est que ces Français restent dans une Algérie indépendante et soient d'authentiques Algériens.*

À Tunis, j'avais abordé ce sujet longuement avec Lucien Angeli. En présence de Boussouf, je lui avais indiqué que la coexistence était souhaitable et possible. Le FLN avait conscience de leur apport. L'association des Français d'Algérie à l'avenir du pays sera garantie. Tous les musulmans, du fellah au citadin, donneront leur accord.

Nos assurances se perdirent dans le vent. Les pieds-noirs continuèrent à n'entendre que les activistes. À Madrid, ces derniers rassemblaient les différentes formations sous le sigle OAS (Organisation Armée Secrète). Le général Salan, Lagaillarde et Susini donnèrent leur accord.

Au mois de mars apparaissaient en Algérie, sur les murs des grandes villes, les lettres OAS qui allaient soulever un vent de folie et conduire la colonie européenne vers le désastre.

Nous étions réunis à Tunis, lorsque, le 26 février 1961, nous arriva de Rabat, la plus inattendue et la plus triste des nouvelles: la mort de Sa Majesté Mohammed V. Le Roi avait succombé à la suite d'une intervention chirurgicale. J'adressai immédiatement mes condoléances au nom de l'Algérie et de son Gouvernement. Je me renais au Maroc.

La douleur du peuple marocain était immense.

Notre délégation séjourna à Rabat jusqu'à la fin des cérémonies. Les Oulémas de Fez donnèrent «l'investiture» au nouveau monarque. Le fils aîné de Mohammed V, Hassan, monta sur le trône des Alaouites sous le nom de Hassan II.

J'assistai à la première prière du Vendredi conduite par le jeune souverain.

En Algérie, la situation évoluait. La presse en France nous devenait de plus en plus favorable. *Le Monde, le Figaro* sous la plume d'Alain Jacob, de Chauvel et de Bromberger ne ménageaient pas leurs critiques aux autorités locales. Quant à la presse étrangère, elle

ne craignait pas de dévoiler ce qui se disait sous le manteau. Tom Brady et Larry Collins rencontraient souvent, à Tunis, Boumendjel et Yazid.

Les informations étaient échangées. Au niveau du commandement militaire, le général Crépin avait été remplacé par le général Gambiez. Entre le Délégué Général Morin et le nouveau Chef de l'Armée, l'entente semblait parfaite. Les deux hommes sympathisaient. Ils pensaient, l'un et l'autre, avoir l'armée en main.

En avril, leur surprise sera grande.

À Tunis, nous étions préoccupés par l'éventualité de nouvelles négociations. Le GPRA y croyait. Tous semblait y pousser. Fin février, Boumendjel et Boulahrouf, par l'intermédiaire d'une personnalité Suisse, avaient rencontré, à Lucerne, M. Pompidou et M. Bruno de Leusse. Cette rencontre fut plus fructueuse et plus prometteuse que celle de Melun. En mars, les mêmes hommes se retrouvèrent à Neuchâtel.

Ces deux rencontres furent sanctionnées par un accord qui fixait au 7 avril, à Évian, la reprise officielle des négociations.

Cette rencontre à Évian fut ajournée à deux reprises. Une première fois à la suite d'une déclaration de M. Joxe. De passage à Oran, le ministre d'État chargé des Affaires algériennes, crut devoir associer le MTLD-MNA aux futures négociations.

Cette déclaration nous choqua. Le 4 avril, nous la dénoncions comme une manœuvre de dernière heure.

Au même moment, notre ministre des Affaires étrangères fut hospitalisé. Il fallait opérer d'urgence. Il ne reprit son activité que le 24 avril.

De son côté, le Bureau du CNRA demandait la réunion de cette Assemblée. Avec Yazid et Mehri, nous lui fîmes comprendre que les réunions du CNRA ne se faisaient pas à date fixe et que la préparation de la négociation avec la France était beaucoup plus importante qu'un débat entre nous.

Le 9 avril, le maréchal Tito, un grand ami de notre cause, arrivait à Tunis en visite officielle. Le GPRA fut de toutes les cérémonies et de toutes les réceptions. Le 12 avril, nous eûmes avec le maréchal une séance de travail à bord de son navire, le «Galeb». Le Chef de l'État yougoslave nous prodigua conseils et encouragements.

D'Alger, le 22 avril 1961, nous vient un nouveau coup de tonnerre: le putsch des Généraux. Les généraux Challe, Salan, Jouhaud, Zeller arrêtent M. Morin et le général Gambiez et s'installent à la Délégation Générale de l'Algérie.

Depuis l'échec des «Barricades», les ultras et les activistes militaires étaient restés sur leur faim. À Paris, ils se regroupent pour un nouveau round. Le Général Salan, accompagné de son aide de camp Ferrandi, avait regagné l'Espagne. Lors du «Procès des Barricades», Lagaillarde faussa compagnie à ses juges et se réfugia également en Espagne. *Mais c'est à Paris que la conjuration prit corps.*

Après la conférence de presse du général de Gaulle, le 11 avril, et sa référence à un État algérien souverain, certaines personnalités, parmi lesquelles les Généraux Jouhaud, Zeller, Faure, Gardy, Challe, Vanuxem, le Président Bidaut, se donnent rendez-vous dans un appartement de la capitale pour mettre au point leur projet insurrectionnel. Les animateurs de ce projet sont, bien entendu, les jeunes colonels et commandants Leroy, Argoud, Godard, Broizat, Lacheroi, Vaudrey, Chateau Jobert. En un mot, tous ceux qui avaient été mutés en métropole après l'échec des «Barricades».

À peine la nouvelle du putsch connue à Tunis, nous nous rendions auprès du Président Bourguiba. Nous tenions à prendre conseil. Nous étions quasiment sûrs que le putsch allait échouer. Mais encore fallait-il prendre des précautions. En tout état de cause, nous devions envisager toutes les hypothèses. En cas de changement de régime en France, un nouveau dispositif était à prévoir, ainsi qu'une nouvelle stratégie.

Au demeurant, nous avions confiance dans le bon sens des Français et la légitimité du général de Gaulle. Les quatre Généraux ne pouvaient pas faire le poids pour renverser l'homme du 18 juin 1940.

Pour la deuxième fois la date des négociations fut reportée. Mais le «pronunciamiento» se trouva vite devant des difficultés insurmontables. Les Généraux n'avaient pas prévu le ravitaillement de l'Algérie. Aucun pays ne pouvait, dans ce domaine, se substituer à la France. Les appuis sur lesquels ils comptaient sur place firent défaut. Celui du colonel Brouthier commandant la Légion Étrangère à Sidi-bel-Abbès, celui du général Gouraud commandant la division de Constantine, celui du général de Maisonrouge de Colomb-Béchar. Après le discours du Premier ministre, Michel Debré, les soldats du

contingent refusent d'obéir aux officiers «rebelles». Munis de transistors, ils ont tous pu entendre la parole officielle. Les rebelles n'occupent en fait que deux villes: Alger et Oran. Le reste de l'Algérie leur échappe.

Le discours du général de Gaulle, le 23 avril au soir, porte le coup de grâce à l'entreprise du «quarteron de généraux». Le putsch menacé d'asphyxie, s'évanouit. Le général Challe se rend. Il est transféré à Paris et emprisonné à la Santé. Le 6 mai, le général Zeller, sagement, se rend également. L'un et l'autre seront condamnés à 15 ans de prison.

Les autorités légales, écartées de leur poste durant le putsch, reprennent leur fonction. M. Morin, le général Gambiez, le général de Pouilly, le ministre Buron, qui avaient été transférés à In Salah, sont libérés.

Le général de Gaulle réagit énergiquement. L'épuration s'abat sur les fonctionnaires, l'armée, la police, la presse. Les journaux qui avaient pris parti pour les généraux sont interdits. C'est le cas de *l'Écho d'Alger,* de *La Dépêche Quotidienne* et de *Dernière heure.*

En France, la réaction est violente et unanime. Le peuple de France assimile le putsch à un réveil du fascisme. Il répond par une grève générale. Le ministre de l'Intérieur, Roger Frey, étouffe dans l'œuf le prolongement du putsch. Le général Faure et ses complices sont arrêtés.

De grands malheurs attendent encore l'Algérie. Les Généraux Salan, Iouhaud et Gardy, entrent dans la clandestinité. Ils deviendront avec les colonels déjà cités, la tête et le fer de lance de l'Organisation de l'Armée Secrète (OAS).

Nous sommes à la veille des jours les plus sombres que les populations d'Algérie auront connus. L'OAS ouvre la phase la plus dramatique, la plus cruelle, la plus sauvage des épisodes que l'Algérie aura vécus.

L'enfer va ouvrir ses portes aux démons du meurtre et de la destruction. La terre algérienne, si pleine de promesses, tourne le dos à la raison, à la réflexion, à l'avenir qui pouvait être radieux et fraternel.

Après chaque échec, les Français d'Algérie optent pour l'absurde. Avaient-ils donc tant de haine pour nous, ou étaient-ils seulement intoxiqués? Que les riches tremblent pour leur richesse peut se concevoir. Mais chacun sait que dans une Algérie décolonisée, la majorité de ces Français ne perdraient rien. Avaient-ils donc besoin

de lier leur sort à celui des possédants? *«Dans la caravane, le pauvre est toujours en sûreté»* dit un proverbe de chez nous. Qui pouvait mieux qu'eux maintenir la «France» en Algérie et sauvegarder l'héritage commun?

Mais en ce temps-là, l'Algérie était un enfant mal aimé. Des parents désunis se la disputaient. Cet enfant vivra-t-il mieux sous un nouveau ciel ou sous le ciel déjà connu? Quels sont les hommes qui peuvent légitimement le revendiquer? Qui l'aime mieux? Qui l'aime moins?

L'heure du choix sonnera un peu tard. À l'exemple de l'enfant de la Bible que deux femmes revendiquaient devant le roi Salomon, il faudra attendre la menace de la mort pour que le destin de l'enfant «Algérie» se fixe et s'impose à la raison des hommes.

Le beau ciel algérien, la joie de vivre, les multiples liens qui nous unissaient, ne pouvaient-ils pas inviter nos adversaires à plus d'objectivité, de mesure et de bon sens?

Des années nous séparent déjà du jour de l'indépendance. On est tenté d'accorder aux Français d'Algérie des circonstances atténuantes. La passion et la peur les ont égarés. Ils ont été victimes d'une évolution qu'ils n'ont ni prévue, ni acceptée. Ils étaient vieux quand ils sont nés. Lagaillarde, Martel, Sarradet, Anne Loeshi vivaient à l'époque de Bugeaud, de Jules Ferry, de Delcassé. La famille, la rue, en un mot, leur milieu, leur ont donné une fausse vision du monde et de sa permanente évolution. Ils n'avaient connu que l'ordre colonial. Son ombre leur a caché la naissance d'un monde nouveau. Leur concept social s'est figé. D'où leur drame.

Je n'en dirai pas autant des officiers qui les ont poussés dans la voie du désespoir. Les Généraux Salan, Jouhaud, Gardy et les colonels activistes n'avaient pas, eux, le droit de se tromper. Leur erreur, ou leur inconscience, eut des résultats tragiques. Fallait-il être à ce point borné ou de mauvaise foi pour croire que le mythe de l'intégration était encore viable ou que «l'Algérie de papa» pouvait, grâce à l'OAS, renaître de ses cendres.

La responsabilité de ces officiers est terrible. En voulant conserver une «colonie» à la France, ils ont éteint le peu de lumière qui nous était venue de France et terni les valeurs culturelles dont nous avions profité. Ils ont surtout poussé les Français d'Algérie vers la solution la plus mauvaise.

Pour justifier leurs errements et leur incapacité à inventer le futur, ces militaires invoquèrent à leur tour un autre slogan. Ils nous ont collé l'étiquette de «communistes». Ils prétendaient que le «marxisme» menaçait l'Algérie et que le FLN était déjà acquis au totalitarisme révolutionnaire. D'où la nécessité de nous en protéger.

À cette époque, cette affirmation était gratuite. Chacun sait que le marxisme est la maladie de l'Europe capitaliste et industrielle. Or, c'est précisément le comportement du militaire et du capitaliste qui a rendu possible la contamination de l'Asie et de l'Afrique. En refusant aux peuples colonisés la liberté et la justice, ils les ont fatalement poussés dans les bras de la subversion révolutionnaire.

En ce printemps 1961, le GPRA était devant un problème délicat, celui de la «trêve unilatérale» ordonnée par le général de Gaulle à l'Armée en Algérie. Ne pas tenir compte de cette trêve, alors qu'à l'intérieur, le FLN et le peuple souhaitaient la paix, était dangereux. L'accepter et y répondre en ordonnant la trêve de notre côté, c'était aussi ouvrir la porte à la démobilisation alors qu'aucune solution acceptable n'était encore en vue. Nous la rejetâmes. Le risque de l'impopularité valait mieux que celui de voir les sacrifices de six années de guerre se solder par de simples promesses. Et nous eûmes raison. Car les quelques officiers de l'ALN qui voulurent bénéficier de cette trêve furent abattus. Ce fut le cas de Oumira à Akbou et de Kirouanfà Sétif.

Un autre problème se posait également à nous. Celui de l'autorité du GPRA face à l'État-Major de l'ALN. Un avion français avait été abattu en territoire tunisien par la DCA du capitaine Benabdelmoumène. Le pilote, le lieutenant Gaillard, avait été fait prisonnier.

Sur intervention de l'ambassadeur de France, le Président Bourguiba, le réclama. Le GPRA avait donné son accord. Mais l'État-Major de Ghardimaou avait refusé de le rendre. Devant le Conseil des ministres, Krim nous mit au courant de la situation. Pour lui, de deux choses l'une: ou l'État-major nous remet le prisonnier, ou Boumédienne sera arrêté et jugé pour insubordination.

Avant d'arriver à cette dernière extrémité, j'ai demandé à rencontrer le Chef d'État-Major. Un délai de 12 heures me fut accordé.

De nuit, je me rendis à la frontière. Boumédienne m'attendait. Jusqu'à deux heures du matin, il tenta de défendre son point de vue.

À savoir que Bourguiba voulait humilier l'ALN, faire plaisir aux Français, dicter aux Algériens leur politique, etc., etc. Tout un chapelet de mauvaises raisons.

En réalité, Boumédienne voulait «jauger» l'autorité du GPRA face à «son» armée.]e lui fis comprendre que sa diplomatie me rappelait celle du «Café du Commerce». Il mettait sur les plateaux de la balance, un éléphant et une alouette. Je lui ai fait comprendre que les services rendus par la Tunisie à l'Algérie étaient sans commune mesure avec la restitution d'un prisonnier.

Juridiquement, la demande du Président Bourguiba se justifiait pleinement. L'avion avait été attaqué et détruit en territoire tunisien. Me plaçant sur le plan de nos bonnes relations avec la Tunisie, j'ai soutenu que le Président Bourguiba avait rendu suffisamment de services à l'Algérie pour que le GPRA lui en rende un. Le colonel Boumédienne qui se voulait déjà le «patron» de notre Révolution, finit par comprendre et par admettre mes raisons.

Je ne lui ai jamais révélé que si j'avais échoué, il aurait été arrêté, jugé et probablement fusillé.

Nous voulions la paix. La guerre pesait d'un poids de plus en plus lourd sur notre peuple et sur nos maquisards. Les Suisses aidèrent à la reprise des négociations. Le journaliste-écrivain, Charles-Henri Favrod et le diplomate Olivier Long, s'employèrent à faciliter les contacts.

Après les rencontres secrètes de Lucerne et de Neuchâtel, la négociation publique devenait possible. À Paris, le 15 mars, le communiqué traditionnel, après le Conseil des ministres, annonce que le général de Gaulle, *«souhaite voir s'engager par l'organe d'une délégation officielle, les pourparlers concernant les conditions d'autodétermination ainsi que les problèmes qui s'y rattachent».*

Le GPRA donne immédiatement son accord. Au moment de former notre Délégation, l'État-major se récuse. 11 refuse de s'associer à la négociation et à la recherche de la paix. Il veut, en quelque sorte, tirer son épingle du jeu. Sa stratégie consiste à ne pas se mouiller pour conserver le droit de nous juger.

Le GPRA ne l'entendit pas de cette oreille. Il ramena l'État-major à une plus juste conception des responsabilités. Il lui fit désigner deux négociateurs militaires, les propres adjoints du chef d'État-Major[1].

L'OAS crut devoir se manifester en assassinant le maire d'Évian, Camille Blanc. Crime odieux, gratuit et sans grandeur.

La conférence s'ouvrit le 20 mai 1961. Notre Délégation revint à Tunis le 17 juin. Les pourparlers avaient échoué. Notre position et celle de la France étaient encore très éloignées l'une de l'autre.

Cependant, cette première rencontre d'Évian - même sans résultat - était, pour nous, une preuve de la bonne volonté du Gouvernement Français. Par ailleurs, le général avajt fait libérer 6000 prisonniers, déplacé les «Chefs historiques» de l'île d'Aix au château de Turquant, et amélioré leur régime de détention. Il avait libéré leur compagnon, le professeur Lacheraf.

À Tunis, le 10 juin, arrive en visite officielle, le Président de la République du Mali, Modibo Keita. Au cours de son séjour en Tunisie il reçoit une Délégation du GPRA. Il nous assure de son appui. Le Président accepte que les maquisards algériens puissent traverser le territoire du Mali pour se rendre à la frontière algéro-malienne. Et, le cas échéant, après le coup de feu, se replier sur le territoire du Mali.

Le drame algérien approche de son dénouement.

À la fin de ce printemps 1961, à l'intérieur comme à l'extérieur, le Front de Libération Nationale a atteint son objectif. L'ALN, malgré les derniers coups de boutoir quelle reçoit, résiste. Le maquisard garde son fusil à la main. Notre peuple manifeste, à chaque occasion, sa foi en la liberté.

Sans doute, après la suspension de la conférence d'Évian, M. Louis Joxe s'est-il donné un temps de réflexion. La question du Sahara que la France voulait séparer de l'Algérie, restait à régler. Il n'y a pas eu rupture. La reprise des pourparlers est pour demain.

1. Notre délégation sera ainsi composée : Président: Krim Belkacem; membres: Dr Ahmed Francis, Dahleb, Boumendjel, commandants Slimane et Mendjeli, Boulahrouf, Benyahia. Malek était chargé de l'Information à Genève.

Sur le plan international, l'appui des pays à l'Algérie combattante est total. De l'Angleterre, de l'Allemagne, de l'Italie, de la Chine, du Japon, nous parviennent des déclarations sans équivoque. L'opinion internationale, dans sa quasi-totalité, demande l'indépendance de l'Algérie. Elle place notre pays sur le même plan que la Tunisie et le Maroc.

De Moscou, le Président Khrouchtchev me fait parvenir un message où il est dit notamment:

«Les *Soviétiques admirent le courage du peuple Algérien qui mène voilà plus de dix ans la lutte pour la libération nationale et soutiennent avec ardeur cette juste cause. L'héroïque peuple algérien qui, défend la liberté, l'indépendance et l'intégrité de sa patrie a conquis de profondes sympathies de l'Humanité progressiste.*»

C'est confiants que nous nous acheminons vers un accord avec la France, sur la base de l'indépendance et l'intégrité de notre pays. La paix est proche. Seule l'attitude des Français d'Algérie demeure un point noir. Mais il n'est pas interdit de penser que cette attitude va changer. Ce miracle peut se produire.

Hélas! Il ne se produira pas.

Expliquons-nous une fois de plus. La République Algérienne devait être autant à eux qu'à nous. Pourquoi ne se sont-ils pas ralliés à cette solution? Avions-nous demandé à nos partenaires de renoncer à l'usage de leur langue, de fermer leurs écoles et leurs églises? Avions-nous exigé qu'ils abandonnent leurs mœurs et leur type de vie ? Leur avions-nous demandé de renier leur histoire, de changer de nom, de se revêtir de la «chéchia ou du burnous» ?

Rien de tout cela n'a jamais effleuré notre esprit. Nous voulions seulement créer entre eux et nous des rapports humains normaux et travailler dans la paix. Ils étaient les meilleurs cadres de l'Algérie. En pansant les plaies des masses misérables, nous aurions ensemble guéri tout le corps social. L'Algérie nouvelle avait un intérêt majeur à être construite par tous ses enfants, par ceux qui la connaissaient, qui y étaient nés, qui l'aimaient et qui auraient fini, c'est la loi de la nature, par se supporter, par mieux se comprendre et par fraterniser. Et le jour serait venu où chrétiens et musulmans auraient été fiers d'être les enfants d'une même Algérie, réconciliée avec elle-même.

Au cours de l'Histoire, d'autres Français se sont trouvés dans une situation plus difficile. En 1763, le Canada Français passa sous la domination de l'Angleterre. L'armée française vaincue, les colons

demeurèrent sur place. Ils tinrent bon, sauvegardant leur langue, leur religion, leurs traditions. Ils perpétuèrent ainsi la présence de la France dans un pays qui ne lui appartenait plus.

Pourquoi ce courage a-t-il manqué aux Français d'Algérie? Pouvions-nous être plus agressifs que les Anglais de l'époque et moins sociables qu'eux?

En vérité, ils ont manqué d'objectivité et de confiance en eux-mêmes. Ils ont préféré l'opération «suicide» à la cohabitation normale avec nous, sur un pied d'égalité et dans un respect mutuel. Les liens multiples, dont je viens de parler et qui les attachaient à leur pays natal, n'ont pas résisté à la crainte de vivre dans un contexte social nouveau et surtout différent du milieu colonial.

Il leur était cependant plus facile de s'adapter aux nouvelles conditions de vie dans une Algérie nouvelle que de s'expatrier vers une métropole que la grande majorité d'entre eux n'avait jamais connue.

«L'intégration» dont ils firent, à la dernière heure, leur cheval de bataille, avait fait son temps. En 1954, elle n'est plus que le souvenir d'un mensonge séculaire.

Les activistes avaient fini par admettre cette intégration faute de ne pouvoir demander mieux. Ils avaient l'arrière-pensée de revenir à l'époque coloniale d'autrefois, dès que les armes se seraient tues.

Si cette éventualité s'était produite, qu'aurions-nous pu faire alors? Et que peuvent faire aujourd'hui les milliers de «harkis» qui ont traversé la Méditerranée en 1962 pour être des Français à part entière? Ces Algériens ont quitté leur pays. Ils vivent en terre de France. Quinze ans après le retour à la paix, ils sont toujours parqués dans des camps, sans que les Bidault, les Soustelle, les Généraux, les colonels, de triste mémoire, aient fait quoi que ce soit pour eux. Pourquoi ne sont-ils pas encore intégrés? Pourquoi ne vivent-ils pas normalement dans un pays qu'ils ont défendu et pour lequel ils ont opté ?

Si ces Algériens, vivant en France, ayant combattu aux côtés des soldats français, ne bénéficient pas encore du droit commun, comment les quinze millions d'Algériens, restés en Algérie, auraient-ils pu être des Français comme les autres Français[1]?

1. Il serait souhaitable que le gouvernement algérien fasse voter, pour tous ces Algériens, une loi d'amnistie, qui leur permettrait de rentrer chez eux.

Disons les choses comme elles sont. En 1961, malgré six années de guerre, les Français d'Algérie refusaient de repenser ou même, pour certains, de penser le problème. Les activistes et les meneurs de jeu s'étaient enfermés dans le mensonge légué par leurs pères. Ils ont continué à mentir et à se mentir.

Était-il donc si difficile de s'interroger, de monter sur les cimes et de regarder l'Algérie telle qu'elle était? Les arbres de la rue Michelet devaient-ils leur cacher la forêt de l'Akfadou ?

Le mot «indépendance» qui les effrayait tant ne pouvait tout de même pas nous ramener à l'époque de Charles Quint et de Barberousse. Que signifie ce mot dans le monde moderne? Tous les pays, tous les peuples, riches ou pauvres, sont dépendants les uns des autres. Ils vivent dans une interdépendance permanente. Aucun d'eux ne peut se passer du concours des autres.

Pour l'Algérie le concours de la France paraissait tout naturel. Les distances n'existent plus. Les échanges économiques et culturels sont devenus entre les deux pays des liens de «chair et de sang».

Cette réalité reconnue, comment la communauté Européenne d'Algérie pouvait-elle se croire menacée ? Le bon sens commandait qu'elle s'accroche, en toute quiétude, au pays où sont morts ses aînés, où sont nés ses enfants.

Hélas! L'OAS surgira pour empoisonner l'atmosphère et commettre l'irréparable. Au moment où le dialogue restait possible, où seul il pouvait limiter nos souffrances et créer les conditions d'une cohabitation harmonieuse, elle va accumuler les crimes et les haines.

Et du même coup, elle tuera l'espérance.

En Algérie, des combats sporadiques se poursuivent en même temps que les masses populaires continuent à manifester en faveur de la négociation et de la Paix. La zone d'Alger, rattachée à la Wilaya IV depuis le Congrès de Tripoli, organise des manifestations dans la capitale. Deux officiers, descendus du maquis, avaient restructuré la ville et repris la population en main.

Les démonstrations du 1er juillet pour le Sahara algérien et celle du 5 juillet contre la partition, eurent les mêmes résonances que les «Journées Glorieuses» de décembre 1960. La grève organisée pour le 5 juillet eut un succès éclatant.

Ces manifestations, pourtant pacifiques, furent durement réprimées par l'Armée. Dans les seules villes d'Alger et de Constantine, il y eut plus de 450 morts et 270 blessés.

Au lendemain d'Évian, le roi du Maroc, Hassan II, nous avait fait parvenir une invitation. Notre voyage fixé au 2 juillet se déroula au milieu d'un enthousiasme délirant. Le peuple de Rabat et de Casablanca, auxquels se mêlaient les Algériens résidant au Maroc, nous fit une réception grandiose.

jetais accompagné de Yazid, de Bentobbal et de Boussouf. Un grand meeting fut organisé à Casablanca, avec la participation de sa Majesté.

C'est au cours de ce voyage que la question de la frontière algéro-marocaine vint à l'ordre du jour. Au cours d'une séance de travail entre ministres marocains et algériens, sous la présidence de Sa Majesté, nous exposâmes notre point de vue sur ce problème. Le GPRA n'était pas compétent pour traiter un tel sujet. Seul le Peuple algérien, après son indépendance, et le gouvernement qu'il se serait librement donné, pouvaient, le cas échéant, en débattre.

Un communiqué commun fut rédigé dans ce sens. Le Gou/ernement marocain fit preuve, en la circonstance, d'une grande compréhension.

Sollicité par ailleurs, par le Gouvernement Français, pour ouvrir le dossier de ces mêmes frontières, il s'y refusa[1].

Il faut croire qu'à Tunis, le Président Bourguiba était au courant du problème soulevé par le Maroc. Dès notre retour, le 8 juillet, les ministres tunisiens nous invitèrent à une séance de travail et posèrent, à leur tour, la question de la frontière algéro-tunisienne. Ils entendaient la régler avant la fin de la guerre d'Algérie.

Pour les mêmes raisons que nous invoquions à Rabat, nous avons refusé d'aborder ce problème. La modification éventuelle des frontières ne pouvait être ni décidée, ni même évoquée par le GPRA.

Le Président Bourguiba, contrairement à sa tactique habituelle, voulut concrétiser immédiatement sa revendication. Il ordonna à

1. Le Gouvernement Français, qui voulait traiter de la question des frontières avec le Maroc demandait, en même temps, que le Gouvernement de Sa Majesté interdise son territoire à tout Algérien, combattant ou non.

son armée de pénétrer en territoire algérien. Cette armée se heurta, d'une part à l'armée française et d'autre part à la vigilance de l'ALN stationnée à la frontière algéro-libyenne.

La tentative du Président se solda par un échec.

Le 10 juillet, devant l'Assemblée nationale tunisienne, le Président Bourguiba me mit personnellement en cause. J'ai opposé à ses attaques le silence. C'était la seule réponse que je pouvais faire à un ami de l'Algérie qui nous avait si bien aidé dans notre combat.

Le 14 juillet, le Président se retourna, cette fois, contre la base de Bizerte toujours occupée par les Français. Le conflit avec la France, qui ne dura heureusement pas, fit de nombreuses victimes tunisiennes. Un compromis arrêta les combats.

Après l'échec du putsch, le général Ailleret remplaça Gambiez à la tête des troupes, en Algérie. Il est assisté de deux généraux, Fourquet et Hublot. Ces trois officiers supérieurs sont des gaullistes inconditionnels.

Pour assurer sa liberté de mouvement, le général en chef va quitter le quartier Riguot qui avait servi de PC et de refuge aux généraux rebelles. Dès le mois de juin, il s'installe à Reghaïa.

C'est de ce nouveau PC qu'il procède au «dégagement» ordonné par le Président de la République.

Il faudra attendre le mois de septembre pour que le Délégué Général, M. Morin, s'installe, à son tour, loin d'Alger, dans la cité administrative nouvellement construite au Rocher Noir.

Les deux responsables, le civil et le militaire, s'évadent d'Alger-ville, transformée par l'OAS en une «cité pourrie». Mieux vaut servir la paix et la France que d'être les témoins impuissants de la folie des hommes!

Le GPRA restait attaché à la paix. Il fallait arrêter la guerre et les tueries de l'OAS, sauver notre peuple et sauver l'Algérie dans sa diversité. La reprise rapide du dialogue était le seul remède à cette avalanche de malheurs.

Notre Gouvernement s'y employa. Il y parviendra le 20 juillet. Les négociations reprirent au Château de Lugrin : mais elles ne furent pas plus heureuses que celles d'Évian.

Il y eut un tête-à-tête Joxe-Krim. Dans l'immédiat, ce dialogue ne donna rien de positif. Le GPRA, tout en étant conciliant, resta ferme sur quatre points:

1) Pas d'arrêt des hostilités avant un accord politique.

2) Le Sahara est partie intégrante de l'Algérie.

3) Mers el Kébir, Reggane, et tout ce qui touche à la sécurité de la France, feront l'objet d'un accord spécial limité dans le temps.

4) L'unité du Peuple algérien, dans sa diversité, doit être garantie, toutes les assurances étaient données aux Français d'Algérie.

Cette plate-forme restera pour nous constante et intangible.

Parallèlement à ces négociations, il nous fallait nous occuper de l'État-Major de l'ALN. Début août, celui-ci nous inonda de littérature, où il développa ses griefs. Il donna même sa démission. Rencontrant le commandant Slimane, je lui rappelle le proverbe arabe : «Quand le berger n'a rien à faire, il casse son bâton.»

je ne comprenais pas en effet l'attitude de Boumédienne. Le ministre des Finances avait reçu comme instructions de lui donner tout l'argent qu'il demanderait. Il disposait d'un armement au-delà de ses besoins. Et voilà qu'il émettait la prétention de nous dicter ce que nous devions faire, et que nous étions en mesure de faire certainement mieux que lui.

Je connaissais Slimane. Il avait été membre du comité central de l'UDMA. Je connaissais de réputation le commandant Azzedine. Je connaissais peu Mendjeli, celui-ci ne cachait pas ses opinions. *«Je suis un fasciste,* me disait-il. *La démocratie c'est la règle de la médiocrité. Le fascisme, c'est le gouvernement de l'élite.»*

En ce qui concerne Boumédienne, je l'avais pris en sympathie. Je le considérais comme un bon organisateur, travailleur. Quoiqu'il n'ait pas été maquisard, je l'ai soutenu contre ses adversaires.

Au demeurant, le commandant Slimane qui le connaissait mieux, se portait garant de sa droiture. Je n'ignorais pas ses relations avec le Docteur Fanon, marxiste authentique. Jetais moi-même lié avec ce médecin psychiatre. Il m'avait demandé une préface pour son ouvrage: «La révolution An V». Je lui ai dit qu'en me la demandant, il faisait preuve d'un manque de psychologie. Ma préface pouvait nuire à son ouvrage. Le mieux était de solliciter un colonel.

Le Docteur Fanon venait souvent me voir. Un jour, nous évoquions les rivalités des colonels. Je fus étonné de l'entendre dire : *«Un colonel leur réglera un jour leur compte. C'est le colonel Boumédienne. Pour celui-ci, le goût du pouvoir et du Commandement relève de la pathologie.»*

N'étant pas colonel, ce propos ne retint pas mon attention. Par contre, lorsque le chef de l'État-Major voulut nous donner des leçons de patriotisme et de clairvoyance politique, je l'ai remis à sa place et le renvoyai à son travail: ravitailler l'intérieur et d'abord armer les Wilayas.

Ce qu'il n'a pas été en mesure de faire.

La presse française avait fait état des divergences qui opposaient les dirigeants de la Délégation Extérieure. Elle a parlé de Benkhedda «Le Chinois» et de Boussouf le «Communiste». Ces spéculations étaient fantaisistes et n'avaient aucun rapport avec la réalité.

Aucun responsable ne se réclamait alors du marxisme, exception faite, sans doute, de Boumédienne. Pour les militants comme pour le peuple, notre «Révolution Sociale» s'insérait dans le cadre de l'Islam et des libertés essentielles de l'homme.

Le peuple algérien se battait pour libérer son pays, conquérir ses libertés et sa dignité. Il entendait rompre, une fois pour toutes, avec la dictature d'où qu'elle vienne.

Sur ce point particulier, l'unanimité était sans faille.

Les négociations avec la France avaient donc été ajournées. Le GPRA se préoccupe de réunir le CNRA. Cette réunion fut fixée au 9 août, à Tripoli. Il fallait mettre le plus tôt possible fin au «grenouillage» et aux conspirations qui empoisonnaient l'atmosphère à Tunis.

J'avais reçu beaucoup de militants et j'avais beaucoup écouté. Au cours d'une visite, Bentobbal posa le cas de Krim. Notre ministre des Affaires étrangères désirait, comme de tout temps, présider le GPRA. *«J'aurai plus de poids,* disait-il, *aux prochaines négociations.»* L'argument me parut valable et j'y souscrivis.

Pour des raisons que j'ai déjà indiquées, Bentobbal n'était pas de mon avis. Le colonel Saddek était également farouchement opposé

à cette candidature. Il n'avait pas pardonné à son ancien colonel l'assassinat de Abane.

Le congrès se tint du 9 au 27 août. Tous les problèmes furent abordés. La situation à l'intérieur, le rapport que les cinq détenus en France nous avaient fait parvenir, la situation aux deux frontières, les négociations avec la France, tout cela fut longuement discuté et sérieusement étudié. Des résolutions furent prises.

Un nouveau GPRA est désigné. Il est présidé par Benkhedda. Un ministère d'État m'avait été proposé.]e l'avais décliné.

Pour des raisons obscures, les membres de l'État-Major quittèrent la réunion avant la formation du nouveau gouvernement. À l'exception du commandant Azzedine, les trois autres, Boumédienne, Slimane et Mendjeli, lui manifestèrent leur hostilité.

Mais il y avait plus grave. À l'analyse, on se rend clairement compte que le nouveau GPRA ne représente plus le FLN dans son ensemble, mais seulement la fraction MTLD. Les conciliabules et les intrigues de Tunis avaient abouti à l'élimination des anciens UDMA et des OULÉMAS. À l'approche de l'indépendance, les «centralistes» prenaient les devants et se regroupaient. Nous devenions déjà des «opportunistes» et des «parachutés» alors que l'UDMA avait rejoint le FLN avant eux. Leur esprit partisan, leur «messalisme», leur goût de la «chapelle» remontaient à la surface!

Le FLN était sorti de ce quatrième congrès, divisé, fractionné. La voie était de nouveau ouverte aux rivalités d'antan.

Libéré de ma charge, je répondis à l'invitation de Sa Majesté le Roi du Maroc et m'installai à Rabat, je m'éloignais avec joie de Tunis, siège du GPRA et des intrigues, je mis un point d'honneur à ne gêner, en quoi que ce soit, le nouveau gouvernement.

Au Maroc, je retrouvai un grand nombre d'amis algériens: le Cheikh Kheireddine, le Dr Benbouali, le Dr Makaci, le D[1] Benkhellaf, Mostefaï Si El-Hadi et le Bachaga Si Kheladi, tous deux sénateurs démissionnaires, Boutarene, Maâchou, Ahmed Yahia, le Dr Mostefaï, Si Mohammed Khettab et son frère Si Rabah, les professeurs Benachenhou, Rahal el Azza, le commandant Rachid et Mohammed dit r»Américain», tous deux de Sétif, etc., etc. je fis la connaissance de Taiyebi Larbi, des jeunes Medeghri et Bouteflika, du commandant Bakhti, etc.

Les Marocains furent fraternels et leur accueil me toucha profondément.

En cet automne 1961, les calculs des uns et les ressentiments des autres paraissaient dérisoires au regard des souffrances que continuait à endurer l'Algérie tout entière.

Au plan Challe, qui avait été si meurtrier, succédaient maintenant les entreprises destructrices et vengeresses de l'OAS. Le peuple vivait au rythme des plasticages et des assassinats. La guerre était à son paroxysme. La haine de l'«Arabe», le mépris et la peur de l'«Indigène», faisaient surface comme à l'époque des Rovigo et des Pélissier.

Peu à peu cette guerre glissait fatalement vers la guerre civile. Du mois d'avril 1961 au 17 juin 1962, c'est-à-dire, de l'échec du putsch des généraux aux accords FLN-OAS, la folie et l'aveuglement des activistes ne connurent pas de borne.

L'OAS se mit à détruire systématiquement ce qu'elle avait prétendu vouloir protéger, à scier rageusement la branche sur laquelle elle était encore assise.

je ne ferai pas ici l'historique de l'OAS. Cette page est trop sombre et mérite d'être tournée, je renvoie le lecteur aux nombreux ouvrages qui ont fait le récit, jour après jour, de ce que l'on pourrait appeler *«une entreprise de suicide collectif»*[1].

Pourquoi cette rage de détruire et de se détruire? Pourquoi? Cette épouvantable tragédie et son escorte de malheurs pouvait être épargnée à notre pays. Cette possibilité s'est présentée en octobre 1961. Pour des raisons peu connues, le général Salan exprima, à cette époque, le désir de rencontrer le groupe des Français libéraux. Il écrivit à Jacques Chevallier, et lui envoya des émissaires, Susini et Degueldre.

1. Voir en particulier:

1) Morland, Barangé, Martinez : *Histoire de l'organisation de l'Armée secrète* (Julliard).

2) Paul Hérussant : *Les Combattants du Crépuscule* (Bernard Grasset).

3) Jacques Susini : *Histoire de l'OAS* (laTable Ronde).

4) Vitalis Cros : *Le temps de la Violence* (Presses de la Cité).

5) Yves Courrière : *Les feux du Désespoir* (Fayard).

6) Paul-Albert Leulin : *Le dernier quart d'heure* (Julliard).

Le général et l'ancien maire d'Alger se rencontrèrent le 31 octobre. Rien de positif ne sortit de leur entretien. Jacques Chevallier se souvient surtout de la haine irréductible que Salan nourrissait à l'égard du général de Gaulle. Salan était prêt à rechercher un compromis avec le FLN et les libéraux, à la condition que le général de Gaulle disparaisse de l'arène politique. Jacques Chevallier me dit : «C'était entre les deux hommes un règlement de comptes.»

C'est un libéral, Roger Caruana, qui s'était employé à faire se rencontrer Jacques Chevallier et Salan. Caruana est un homme de cœur, qui espérait beaucoup de ce dialogue[1].

Le général de Gaulle mesurait, sans aucun doute, le danger qui le menaçait. Après avoir renoncé, par sa déclaration du 5 septembre, à la partition et admis que le Sahara était partie intégrante de l'Algérie, il échappa de justesse, le 8 septembre, à l'attentat de Pont-sur-Seine.

Cet attentat était pour le général de Gaulle un avertissement.

Le Président de la République en conclut qu'il fallait en finir au plus vite avec l'affaire algérienne. S'il disparaissait, la France risquait d etre plongée dans un abîme plus sombre et plus profond que celui de la défaite de 1940.

Le 23 novembre, à Strasbourg, il parle devant 4000 officiers. Il les met en garde contre les actes d'indiscipline. *«Dès lors que l'État et la Nation,* dit-il, *ont choisi leur chemin, le devoir militaire est tracé, une fois pour toutes; hors de ses règles, il ne peut* y avoir, *il n'y a que des soldats perdus. Dans le devoir, au contraire, le pays trouve l'exemple et le recours.»*

Après cet avertissement à l'Armée, le général intensifie le dégagement. Deux divisions sont rappelées en France. L'aviation de combat quitte définitivement l'Algérie.

La France reprend les contacts avec le GPRA par l'intermédiaire du diplomate suisse Olivier Long. Le transfert des cinq prisonniers du Château de Turquant à celui d'Aulnoy, beaucoup plus près de Paris, est un nouveau geste de bonne volonté. Les prisonniers jouissent d'un régime assez souple. Ils peuvent recevoir des visiteurs et communiquent avec le GPRA.

Sur proposition de Benkhedda, une délégation composée de Krim, Bentobbal et de Benyahia, se rend, le 16 décembre 1961, à

1. Fernand Carreras : *L'accord FLN-OAS* (Robert Laffont).

Aulnoy pour prendre l'avis des «historiques» sur le déroulement et le contenu des négociations franco-algériennes.

Le 5 février, le général de Gaulle déclare que «*le moment est proche où la France publiera, dans le détail, ce quelle propose et ce quelle offre*».

Et en effet, le 11 février, aux Rousses, dans un chalet de montagne, et dans le plus grand secret, les négociations France-Algérie reprennent. Les représentants du GPRA sont: Krim, Bentobbal, Yazid, Dahleb, Benyahia, Mostefaï et Réda Malek.

Du côté français, la délégation, présidée par Joxe, comprend le ministre Robert Buron, Bruno de Leusse, Roland Billecart, Jean de Broglie, le général de Camas et Caillet.

Si l'on se réfère aux notes de M. Robert Buron[1] la négociation du côté algérien a été menée spécialement par Sâad Dahleb. Celui-ci avait rencontré à différentes reprises M. Louis Joxe. Les deux hommes avaient sympathisé. Tous deux connaissaient le dossier algérien.

Commencés le 11 février, les entretiens s'achevèrent le 19. Les deux délégations se séparèrent. Celle du GPRA devait soumettre ce qu'elle avait conclu aux instances du CNRA.

Celui-ci se réunit en session extraordinaire, à Tripoli, le 22 février. Il siégea jusqu'au 27. À la quasi-unanimité, il approuva le projet d'accord établi aux Rousses. Les trois membres de l'État-Major se sont abstenus.

Les délégations française et algérienne se retrouvèrent de nouveau le 7 mars à Évian. La négociation porta particulièrement sur la période intermédiaire, la constitution de l'exécutif provisoire, la force locale, la date du référendum, le retour des réfugiés, l'entrée en Algérie de l'Armée stationnée aux frontières, etc.

La signature des accords eut lieu le 18 mars. Du côté français, par le ministre d'État Joxe, du côté algérien, par le ministre des Affaires étrangères, Krim Belkacem. Le cessez-le-feu général était fixé au 19 mars à 12 heures.

La guerre d'Algérie est officiellement terminée.

La nuit coloniale s'achève. Demain, l'aurore et la liberté.

1. Robert Buron, ancien ministre : *Carnets politiques de la Guerre d'Algérie* (Pion).

Un régime plus que centenaire ne pouvait pas disparaître sans bavures. Les difficultés surgirent bientôt. En France, le carré des derniers colonialistes ne désarmait pas. En Algérie, la vacance du pouvoir allait faire naître des ambitions multiples.

Le 20 mars 1962, le général Salan fait une déclaration de guerre tonitruante à la V[e] République et au général de Gaulle. Il n'est pas le seul. D'autres Français sont responsables des suites sanglantes du conflit, et cette fois en France.

À lAssemblée Nationale, au meeting de la Mutualité, des Français s'étaient signalés par leur violence. Ces attardés, partisans de l'Empire Colonial, ontpour noms : Georges Bidault, Soustelle, Robert Lacoste, Bourgès-Maunoury, Léon Delbecque, Le Pen, Bernard Lafay, Jean Dides, André Morice, etc.

Ce groupe n'est pas étranger aux plasticages, qu'on a appelés les «nuits bleues parisiennes». Mais il suffira qu'une fillette de 4 ans, Delphine Renard, soit blessée pour que le peuple de France réagisse aux côtés du général de Gaulle.

Les Français sont ainsi: une fillette perd la vue et les voilà qui se dressent contre l'anarchie, les crimes de l'OAS et la guerre d'Algérie. Ni nos déclarations, ni les discours du général, n'avaient pu obtenir ce résultat.

Pour l'armée, à partir du 19 mars, l'adversaire va changer. Les pieds-noirs connaîtront à leur tour les représailles. Ils subiront à Bab-El-Oued, les lois de la «pacification» que l'Indigène subissait depuis 1830.

Le GPRA tentera de limiter les dégâts. Il s'adresse à eux par la voix du principal négociateur d'Évian, Krim Belkacem. *«Le passé est mort,* leur dira-t-il. *Nous proclamons solennellement que la sécurité et les droits légitimes leur seront garantis dans l'Algérie Nouvelle. Le peuple algérien n'est ni raciste ni xénophobe. Il se fera un honneur de le prouver.»*

Le GPRA envoie les commandants Azzedine, Omar et Boualem Oussedik, trois anciens officiers de la Wilaya IV, à Alger pour protéger la population musulmane et rechercher la sécurité de tous. Les libéraux français agissent dans le même sens. Lucien Bitterlin, Yves le Tac, Goulay, Jean Dufour, Claude Vieihard, sont, dans ces circonstances, de précieux alliés des forces de l'ordre.

Le 14 avril, Georges Pompidou est nommé Premier ministre en remplacement de Michel Debré. Le ministre de l'Intérieur, Roger Frey, un gaulliste authentique, veut aussi en finir. Trois hauts fonc-

tionnaires sont envoyés à Alger pour hâter le dénouement et mettre fin au «temps de la violence». Ce sont M. Hacq, directeur de la Police judiciaire, M. janin, directeur de la Sûreté Nationale et M. Vitalis Cros, préfet de police de la ville dAlger.

Les événements vont se précipiter. Pas assez rapidement à notre gré. Après la fusillade du 23 mars, à Bab-El-Oued, qui fit 7 morts parmi les soldats du contingent, le général Ailleret revient de Reghaïa et s'installe à la caserne Pellissier, à la porte même du fameux quartier de Bab-El-Oued, théâtre de tant d'excès.

Il fera sentir à la population civile le poids de l'armée. Par ailleurs, le 25 mars, le général Jouhaud et son adjoint, le commandant Gamelin, sont arrêtés à Oran.

Le 26 mars, le colonel Vaudrey et l'ex-sous-préfet Jacques Achard, en prenant la responsabilité d'appeler les pieds-noirs à manifester en faveur des populations de Bab-El-Oued, et cela malgré l'interdiction des pouvoirs publics, provoqueront la plus grande tuerie dont les Français d'Algérie auront été victimes. L'armée française tire sur des Français. Le choc psychologique est tel que les Pieds-Noirs, désemparés, se démobilisent. C'est la fin. Le général Salan aura beau donner des ordres, personne ne croit plus à «l'Algérie Française». Les yeux se sont ouverts, les illusions évanouies.

À son tour, Salan est arrêté le 20 avril par les hommes du capitaine Lacoste. Son successeur à la tête du Conseil National de la Résistance, Georges Bidault, ne changera rien au processus de la décolonisation.

Le délégué général est remplacé le 23 mars par un commissaire du gouvernement. C'est Christian Fouchet. Le 7 avril, paraît au Journal Officiel la composition de l'Exécutif Provisoire : Président : Abderrahmane Farès; Vice-Président : Roger Roth; Délégué aux Affaires générales : Chawki Mostefaï; Délégué *aux* Affaires économiques : Belaïd Abdesselam; Délégué à l'Agriculture: M'Hamed Cheikh; Délégué aux affaires financières: Jean Mannoni; Délégué aux Affaires administratives: Abderrazak Chentouf; Délégué à l'ordre public: Abdelkader El Hassar; Délégué aux Affaires sociales: Boumedienne Hamidou ; Délégué aux travaux publics: Charles Koenig; Délégué aux Affaires culturelles: Hadj Brahim Bavoud; Délégué aux Postes: Mohammed Benteftifa[1].

1. On remarquera que les membres de l'exécutif désignés par le GPRA sont tous des anciens MTLD.

Au référendum sur les accords d'Évian, les Français répondent le 8 avril par 17 866 423 oui contre 804 074 NON. Les accords sont approuvés.

Le Haut Commissaire de la République Française en Algérie, M. Christian Fouchet, exhorte les pieds-noirs à se reconvertir et à demeurer en Algérie.

Mais la paix, la paix définitive ne s'installera que par les efforts des Algériens eux-mêmes, Françaiset Musulmans. Le Président Farès, le Dr Chawki Mostefaï, Jacques Susini, Jacques Chevallier, Jean-Mari e Tiné, mus par un admirable courage, se rencontrent et engagent un dialogue d'où sortiront les accords FLN-OAS du 17 juin.

Que ne se sont-ils rencontrés six ans plus tôt?

À Paris, de sa cellule, le général Salan donne sa «bénédiction» à ces accords en termes presque émouvants:

«Entre l'exode et la vie sur leur terre natale, je conseille aux Européens de rester dans leur pays... La voie nouvelle est tracée. Mes Amis, restez unis de Bône à Oran... Une seule Algérie fraternelle où vous devez trouver ce qui vous revient... Le sang a trop coulé entre les deux communautés. Tous ensembles prenez-vous les mains pour bâtir un avenir commun de concorde et de paix. Gardez votre beau pays dans la coopération avec la France.»

L'Algérie était-elle encore un beau pays? Après avoir nié l'évidence et fermé les yeux sur l'évolution du monde, après avoir refusé l'inéluctable de la décolonisation, après avoir mobilisé les pieds-noirs dans un combat suicidaire, le général Salan finissait par où il aurait dû commencer: l'appel à la paix, à la compréhension, à la concorde.

Certes, en juin 1962, grâce au général de Gaulle, la paix entre la France et l'Algérie était revenue. Mais la concorde était morte. Après les tueries vengeresses de l'OAS que suscitèrent les généraux Salan, Gardy et quelques colonels, il ne restait plus qu'à porter le deuil de la fraternité entre les races qui peuplaient notre pays.

L'Algérie, pays mal aimé, ballotté par le vent des passions humaines, fut meurtrie, appauvrie, mutilée. Après le drame de la guerre, les musulmans connaîtront celui du vide et de la solitude.

La communauté française, à cause des erreurs qu'elle a commises, s'est «exilée» de l'autre côté de la Méditerranée. Malgré l'accueil de la France, ces Français pleurent le pays qui les a vu naître. Les Algériens, de leur côté, pleurent un grand nombre d'entre eux.

D'autres cadres sont venus de toute l'Europe. Ces cadres ne valent pas ceux que l'Algérie a perdus.

L'histoire de la décolonisation de l'Algérie ne pouvait-elle pas se faire autrement et aboutir à la création d'une patrie commune aux deux communautés? Je le pensais et j'y croyais.

L'Algérie est un vaste pays où beaucoup de choses restent à faire. Tous ses enfants y avaient leur place. La République Algérienne, édifiée par les uns et les autres, pouvait dans de meilleures conditions, multiplier les richesses du pays, assurer son développement et sa prospérité et guérir ses blessures.

Ces Français, qui avaient grandi au milieu de nous et qui étaient aussi algériens que nous, étaient un maillon qui rattachait notre pays à la civilisation et à la technique française. Nous, Musulmans, étions un autre maillon qui liait ce même pays à l'Orient et à l'Afrique. Nos chances de succès étaient doubles.

En 1954, la modernisation de l'Algérie était en bonne voie. Mais elle ne touchait pas tout le monde. La France, qui avait tant fait dans ce pays, n'a pas pu généraliser cette modernisation et l'étendre à l'arrière-pays où vivait la majorité des musulmans. Elle s'est heurtée à l'égoïsme des gros possédants.

Elle n'a pas pu desserrer de notre cou le carcan du régime colonial, pas plus qu'elle n'a pu faire entendre raison aux hobereaux qui étaient fiers d'être «nos maîtres». De ce fait, on voyait d'un côté l'opulence d'une certaine minorité et de l'autre, la misère de l'immense majorité.

Dans un pays, le progrès économique et social doit être global. Il doit, tout au moins, profiter au plus grand nombre. Or l'Algérie musulmane n'en a profité que d'une manière marginale. Tout était centralisé entre les mains des Européens.

Faute de n'avoir pas mis fin, par de justes lois, à la discrimination raciale et religieuse, faute de n'avoir pas jugulé le mercantilisme et l'égoïsme d'une poignée de prépondérants, l'Algérie multiraciale, si riche de promesses et si belle par ailleurs, a basculé dans le drame.

Conçus arbitrairement, son équipement et son futur, à peine nés, s'enlisèrent dans le bourbier malsain d'un régime colonial qui croyait, à tort, à sa pérennité.

XII

AU-DELÀ DE NOTRE TEMPS LA SCIENCE ET L'HOMME

L'Humanité sera-t-elle une ?

Les créatures humaines sont la famille de Dieu. Et celle d'entre elles qui est la plus chère au Seigneur est celle qui est la plus utile à sa famille.

Hadith[1]

Un seul mot de science a plus de valeur que la récitation de cent prières.

Hadith[2]

Allons-nous vers une civilisation nouvelle, plus personnalisée où chacun pourra acquérir les objets qui lui conviennent et qui seront légèrement différents de ceux qui conviennent aux voisins ou, au contraire, sommes-nous engagés dans un processus de dégénérescence au bout duquel notre société se détruira d'elle-même par excès de richesses?

L'excès de biens est malsain...

Louis LEPRINCE-RINGUET,
Sciences et bonheur des hommes

L'Algérie a récupéré sa place dans l'ensemble nord-africain. L'antique Berbérie a retrouvé ses frontières naturelles. Désormais, elle s'appartient.

Pour obtenir son indépendance, notre peuple a supporté près de huit années de guerre. C'était trop payer pour le règlement d'un pro-

1. Hadith : Paroles du Prophète.
2. Hadith : Paroles du Prophète.

blême qui se posait en termes fort simples, à la conscience française: dominer ou libérer.

Ceux des habitants de l'Algérie qui n'étaient rien dans leur propre pays se sont battus pour être quelque chose. Après maintes vicissitudes, ils avaient choisi d'être algériens. Qui pouvait, légitimement, les en blâmer ?

En politique, c'est une erreur de compter sur la sagesse de l'adversaire. Les Français, qui se sont acharnés contre nous, étaient ceux-là même qui avaient bloqué, durant plus d'un siècle, toute solution française à nos problèmes.

Mais malgré eux, malgré leur ostracisme et leur mauvaise foi, l'»Aurore» s'est enfin levée sur notre pays. Une aurore baignée de larmes et du sang d'innombrables victimes innocentes.

Certes, avec notre indépendance sont nées nos responsabilités. Elles sont lourdes, comme sont lourdes nos difficultés. D'autant que cette Indépendance est survenue au moment où le monde entier est en pleine mutation.

Nous voyons s'accomplir sous nos yeux de profonds changements. La décolonisation n'est qu'un des aspects d'une transformation due, en particulier, aux progrès considérables de la science.

Cette science, qui nous vient de très loin, a fait se développer les connaissances humaines durant les dernières décennies, beaucoup plus que durant les vingt siècles précédents. Ces progrès ont été réalisés plus particulièrement en Europe. À telle enseigne que la Civilisation moderne peut être qualifiée de «Civilisation européenne».

C'est par sa science et sa technique que l'Europe a dominé le monde. Les servitudes coloniales qu'elle a imposées aux peuples des autres continents, n'ont été possibles que parce que son armement était supérieur à celui des vieilles civilisations. Celles-ci, vaincues, ont rétrogradé.

À cet égard, beaucoup de choses pouvaient être dites. Elles l'ont été. Au début de cet ouvrage, j'ai reproduit un extrait du discours d'Aimé Césaire sur la colonisation. Son jugement, aussi sévère qu'il soit, n'en est pas moins juste. Il est absolument vrai que le progrès dont les pays colonisés ont bénéficié fut marginal. Il ne peut, en aucune façon, compenser certaines déchéances morales subies par les peuples intéressés. La crainte et la peur ont avili l'homme colonisé.

«Je parle, écrit Césaire, *de milliers d'hommes à qui on a inculqué savamment la peur, le complexe d'infériorité, le tremblement, l'agenouillement, le désespoir, le larbinage.»*

je suis né et j'ai grandi sous le régime colonial. Durant un demi-siècle, j'ai regardé autour de moi. J'ai observé les transformations subies par les hommes et les sociétés soumis aux régimes répressifs. Comme dans la fable, *«Les animaux malades de la peste»,* les hommes ne «dégénéraient» pas tous, mais tous étaient plus ou moins atteints.

Voilà que l'ère coloniale s'achève. Par quel ordre va-t-elle être remplacée? Ne perdons pas de vue que l'Europe a marqué de son empreinte ses colonies. L'héritage laissé par elle est multiple. Il ne s'effacera pas en un jour, même dans ce qu'il a de pire. D'où la nécessité d'agir avec prudence et de savoir séparer la bonne semence de l'ivraie.

Au cours des siècles, des liens se sont tissés entre l'Europe et les peuples colonisés. La civilisation occidentale a eu son côté positif. Toute œuvre humaine a ses ombres et ses lumières. Ce que l'instituteur, le médecin, le professeur, l'ingénieur, l'humaniste, ont semé en Asie et en Afrique a pénétré une partie des masses, a germé et quelquefois fleuri.

C'est sans doute cet aspect des choses qui a fait dire au Président Hô Chi Minh : *«Le remords de ma vie est de n'avoir pas réussi l'entente avec la France.»*

En pays musulmans, l'œuvre de la France a été ternie par l'antagonisme religieux. Malgré les hymnes au respect des Droits de l'Homme et un humanitarisme de façade, elle n'alla pas au-delà de la «bataille de Poitiers et des Croisades». La déclaration du ministre des Affaires étrangères, Georges Bidault, lors de l'arrestation, en août 1953, du Sultan du Maroc, Sa Majesté Mohammed V, est révélatrice de cette hostilité permanente. *«Entre la Croix et le Croissant, je choisis la Croix»,* dira-t-il.

Que venaient faire, dans le drame de la décolonisation, la Croix et le Croissant? Il s'agissait, en l'occurrence, de couvrir le coup de force perpétré par le Résident, le général Guillaume, celui-là même qui se promettait de *«faire manger de la paille aux militants de l'Istiqlal».* Georges Bidault prenait sans doute son Résident Général pour

l'incarnation de Saint-François d'Assises et se prenait lui-même pour Bernard de Clairvaux!

Ce conflit religieux a relégué au second plan le côté inhumain du «peuplement européen» en Algérie. Personne ne s'est penché sérieusement sur le sort des millions de musulmans qui habitaient notre pays. Ces derniers allaient-ils devenir les «Peaux-Rouges» des Français d'Algérie et finalement disparaître, pour laisser place nette à la nouvelle race occupante?

11 est vrai, qu'à partir de 1900, c'est-à-dire soixante-dix ans après le débarquement de Sidi-Ferruch, il devenait évident que la formule coloniale dite «de peuplement» n'était pas viable. Les Européens d'Algérie n'étaient, ni en nombre suffisant pour *nous remplacer*, ni assez clairvoyants pour *nous associer* à leur entreprise. Si la discrimination raciale était restée la loi, elle n'a pas pour autant empêché l'accroissement constant de notre peuple..

L'erreur initiale de la France et des colonisateurs a été de mésestimer le facteur «Islam» et la race maghrébine. L'Islam, religion aux dimensions universelles, est éminemment respectable. Quant à notre peuple, il a donné au monde de grands hommes. Massinissa, Saint-Augustin, Ibn Khaldoun, Ibn Tumart, pour ne citer qu'eux, sont là pour témoigner de la valeur des hommes du Maghreb. Ni l'Islam, ni les Nord-Africains, ne méritaient donc la condition humiliante à laquelle ils furent réduits.

Pas plus qu'au XIVe siècle, la Grèce ne méritait d'être occupée par la Turquie.

Des siècles sont passés. Après avoir dominé le monde, l'Europe a été contrainte de se replier sur ses frontières naturelles. Et, comme elle tenait, en grande partie, sa puissance et sa richesse de l'exploitation des autres continents, elle subit aujourd'hui le contrecoup de la décolonisation. Déjà, elle a perdu la première place au profit des États-Unis et de l'URSS, devenus, après la deuxième guerre mondiale, les deux super-grands.

Alors, plusieurs questions se posent. Entre l'Europe et ces deux grande puissances, que vont devenir les anciens peuples colonisés? Que vont devenir l'Afrique et l'Asie? L'indépendance acquise, ces peuples vont-ils couper les ponts avec les anciennes métropoles?

Vont-ils se jeter dans les bras des États-Unis ou de l'URSS?

Mon sentiment est qu'il faut se garder de commettre cette double erreur. 11 serait dangereux de se barricader chez soi et encore plus dangereux d'opter pour un camp contre l'autre. Le mieux que nous ayons à faire est de rester nous-mêmes tout en établissant de nouvelles relations avec les anciennes métropoles.

Si cette Europe n'est plus la première puissance, elle est toujours, par rapport à nous, riche de sa science, de sa technique, de sa production industrielle et agricole. Sans oublier aussi qu'elle est la patrie de Pasteur, de Koch et de Fleming, qui ont tant fait pour la grande famille humaine.

Incontestablement, cette Europe peut être la mieux placée pour nous aider à vaincre le sous-développement, nous aider à émerger vers les temps modernes! À la condition, cela va sans dire, que nous nous aidions d'abord nous-mêmes!

En ce qui concerne l'Afrique du Nord, le problème intérieur, et qui ne dépend que de nous, consiste à briser l'enkystement médiéval qui nous paralyse encore. Pour ma part, je crois que la renaissance du monde musulman se réalisera aux conditions suivantes:

1° Renouer avec l'étude des sciences exactes chères à nos savants du Moyen Âge. C'est par la science que les peuples s'élèvent au-dessus de leur condition première. À cet égard, notre Prophète nous a tracé le chemin : «Un seul mot de science vaut mieux que cent prières», a-t-il dit. Ce hadith démontre à l'évidence que la science est le fondement de tout progrès.

2° Remettre en honneur les libertés fondamentales de l'homme. Respecter la liberté de penser et la liberté d'expression. Dieu a dit: *«Pas de contrainte en religion*[1]*.» Et encore : «L'homme est libre de croire ou de ne pas croire* [2]*.»*

Si la contrainte est exclue en matière de foi religieuse a fortiori doit-elle être bannie en politique. La tolérance en tout doit être la règle. L'homme ne peut atteindre les cimes du Savoir et de l'Invention qu'en homme libre. Si la société musulmane n'échappe pas, une fois pour toutes, à l'»atavisme» légué par les régimes des «Sultans» qui avaient droit de vie ou de mort sur leurs sujets, les musulmans continueront à ramper au lieu de vivre. Condamner les

1. Le Coran.
2. Le Coran.

régimes qui engendrent la peur est la condition première du renouveau et de la grandeur. Tout régime totalitaire «produit» la servilité et la médiocrité.

3° *Vivre socialement l'Islam* en associant toutes les couches sociales à la prospérité générale. Aucune religion, autant que l'Islam, n'a défendu le pauvre au sein de la communauté. Économiquement, le riche a des devoirs. Le pauvre n'a que des droits.

En interdisant l'intérêt rapporté par l'argent, les jeux de hasard, les spéculations financières, la concentration de capitaux entre les mêmes mains, l'Islam a condamné les bases mêmes de la société capitaliste, sans, pour autant, recommander le collectivisme. Il a prescrit la *voie médiane,* celle qui encourage et honore le travail et l'entreprise privée, tout en obligeant le riche à être moins riche pour que le pauvre soit moins pauvre.

À l'époque où nos Khalifs étaient élus démocratiquement, le Khalif Ali eut un mot célèbre. S'adressant au Trésor Public, il dit : *«Sois témoin que je t'ai approvisionné équitablement et que je t'ai vidé équitablement.»*

C'est cette équité, dans la répartition du revenu national, que tout gouvernement musulman doit rechercher et appliquer.

4° Le corollaire de la liberté de l'homme *est l'émancipation de la femme.* Cette émancipation est en puissance dans l'Islam, comme la suppression de l'esclavage et de la polygamie. Les devoirs de la musulmane et du musulman sont les mêmes. Ainsi doivent être leurs droits. Priver une société de la participation de la femme, c'est la condamner à la stagnation.

À notre époque, le rôle de la femme en tant qu'épouse et mère, est considérable. Il est à la base de l'équilibre familial et social. Si la femme ne se hausse pas, par la culture, au niveau de l'homme, c'est l'homme qui descendra à son niveau.

La religion musulmane est une religion de progrès. Elle propose une cité ouverte à tous les changements, à la science, à la recherche, à l'invention. C'est à partir du moment où elle cessa de progresser que la main de l'étranger a pesé, lourdement, sur elle.

En ayant le courage de le reconnaître, nous ne sortirons que plus vite du «ghetto» où l'ignorance et la sujétion nous ont enfermés.

Il n'y a qu'une seule façon d'être musulman. C'est là une vérité première. Mais les peuples qui ont embrassé l'Islam sont très divers. Chacun d'entre eux a conservé ses particularités, sans porter atteinte, d'ailleurs, à l'unité de la foi.

Le Maghreb a les siennes. Il est à la porte de l'Europe. Il est, en quelque sorte, l'Occident de l'Islam. Durant un siècle, il a été imprégné de culture française. Il s'est ouvert aux valeurs scientifiques de la civilisation européenne. Il n'est pas interdit de penser qu'il est bien placé pour être un lieu de rencontre entre l'Orient et l'Occident.

Cette rencontre est désormais possible. Après la décolonisation, l'Occident semble évoluer à son tour. Il a une meilleure compréhension des problèmes qui se posent aux peuples africains et asiatiques. Il commence à prendre en respect les autres religions, à admettre le droit à la liberté de tous les peuples.

Cette évolution est réelle. Le fait que, durant les années de guerre, de nombreux Français, et une bonne partie de l'opinion publique française, aient pris fait et cause pour nous, le fait que des Français d'Algérie, même, nous aient aidés et protégés, démontrent à l'évidence que le sens de la justice, le respect des nationalités, a débordé les frontières de l'Europe chrétienne.

À cet égard, le général de Gaulle, que beaucoup de Français ont contesté et blâmé, a été, en toute objectivité, un homme de son temps. En reconnaissant la légitimité de notre combat et le droit de notre peuple au libre choix de son destin, il a pris des responsabilités qui le haussent au-dessus du commun.

Quoi qu'on en ait dit, en tournant le dos à «l'esprit d'empire», en brisant le cercle vicieux du concept colonial, le général de Gaulle a su imposer une solution à un problème qui paraissait insoluble. Son courage, sa lucidité, sa ferme détermination, eurent raison des multiples obstacles semés sur sa route. 11 fit droit à nos revendications et à l'héroïsme de nos combattants. Ainsi mit-il fin à la guerre d'Algérie. Son nom restera associé à l'histoire de notre pays.

L'attitude du Cardinal Duval et du clergé en général est également un encouragement en faveur d'un rapprochement. Monseigneur Duval fut héroïque. Placé au centre du drame, malgré les sarcasmes et les injures des siens, il tint fermement la Croix au-dessus des passions, des préjugés et des haines. À ce titre, il reste, au milieu de nous, le symbole vivant de la coexistence pacifique de la Chrétienté et de l'Islam.

D'autres secours nous sont venus. Que dire des journalistes, des intellectuels, de Francis jeanson et de ses amis et de certaines personnalités françaises qui ont accepté le risque, souvent tragique, de dire la Vérité et d'affirmer le bon droit de notre peuple? La mort était suspendue au-dessus de leur tête. Leur mérite n'en est que plus grand.

Dans le cadre de l'appui que des Français apportèrent à notre peuple en guerre, on ne saurait oublier celui de certains soldats du contingent. J'en ai déjà fait mention. On se souvient du putsch des généraux d'avril 1961. Si la Ve République avait été renversée et si le général de Gaulle avait été chassé du pouvoir, la guerre d'Algérie aurait pris une autre dimension. Elle se serait probablement étendue à la Tunisie, au Maroc et peut-être même à la Libye. C'était toute l'Afrique du Nord à feu et à sang. Et pour combien de temps?

Si cette aggravation du conflit nous fut épargnée, nous le devons, en grande partie, à l'attitude de certains soldats français. Ils eurent le bon sens et le courage de faire échec à un coup d'État qui ne pouvait qu'aggraver le conflit.

Sans en exagérer la portée, ces actes courageux et positifs ont été le fait de nombreux chrétiens. Ils s'inscrivaient à notre actif, à un moment où le moindre geste pouvait avoir de lourdes conséquences.

On ne manquera sans doute pas de faire observer que ces manifestations étaient minimes au regard de ce que nous subissions. Mais pour ceux qui ont connu le passé - les conflits de religions et les haines de races - ces attitudes ont une profonde signification. Elles sont l'espérance sur laquelle peut se bâtir l'Avenir.

Cet Avenir - celui de lAfrique du Nord musulmane et de l'Europe judéo-chrétienne - dépend donc, au premier chef, de la réconciliation des trois religions monothéistes. *Cette réconciliation déterminera tout le reste.*

Mais au préalable, il convient de substituer aux anciens rapports de force, des rapports de loyale coopération. Si les peuples nord-africains se doivent de dépasser le stade des regrets et de l'amertume, les anciennes métropoles la France, l'Angleterre, l'Espagne et l'Italie doivent, nécessairement, remettre leur épée au fourreau.

Est-ce difficile de dominer ses appétits en présence de la misère du voisin ? Avant de parler du prix des matières premières, l'Europe devrait constamment se rappeler quelle jette dans ses «poubelles» de quoi nourrir toute l'Afrique.

Pour leur part, les Maghrébins - de la Mauritanie à la Libye - aspirent à travailler dans la paix. Ils sont prêts à donner et à recevoir. Les richesses naturelles dont ils disposent et que la science est allée chercher dans les flancs de la terre, doivent être utilisées d'abord au profit des peuples pauvres, et converties, avec le concours d'une Europe nouvelle, en écoles, en universités, en habitations, en hôpitaux, en laboratoires, en usines, en instituts techniques. Cette promotion de l'homme, promotion sociale et culturelle, sera, en définitive, profitable à tous les peuples méditerranéens.

Il faut plus de courage pour se supporter que pour se détruire. Le respect des libertés fondamentales de l'homme, la foi commune en Dieu seront-ils des liens suffisants pour atteler à la même charrue deux civilisations qui devraient être appelées, de notre temps, à coopérer et à se compléter?

Cette opinion ne m'est pas particulière. Elle est partagée par un grand nombre de musulmans et tout spécialement par ceux dont le destin dépend de la paix en Méditerranée. Il y a plus d'un siècle, le 27 mai 1855, l'Émir Abdelkader, ce héros qui lutta de 1830 à 1847 contre la France coloniale, exprimait la même pensée.

Dans sa «Lettre aux Français», adressée au Président de la Société Asiatique, l'Émir aborde différents sujets. Traitant des guerres de religions, il écrit:

«La religion est unique. Et ce, par l'accord des Prophètes, car ils n'ont été d'un avis différent, que sur certaines règles de détail.

«Ils ressemblent, en fait, à des hommes qui auraient un même père, chacun d'eux ayant une mère différente. Les accuser tous de mensonge ou accuser de mensonge l'un et croire l'autre, revient au même : c'est enfreindre, avec légèreté, la règle essentielle du devoir religieux. Si les Musulmans et les Chrétiens avaient voulu me prêter leur attention, j'aurais fait cesser leurs querelles: ils seraient devenus, extérieurement et intérieurement, des frères[1]*.»*

Sans doute, l'Emir faisait-il abstraction d'une des causes du conflit: l'impérialisme capitaliste de l'Europe et son expansionnisme pour satisfaire les besoins de son industrie. Mais les temps ont changé: l'Europe chrétienne qui fut en guerre avec le monde musulman, n'est

1. Émir Abdelkader : *Lettre aux Français - De l'authenticité de la science juridique* (traduction intégrale par René R. Khawam, sous le titre: Abdelkader (Édition Phébus).

plus la première puissance du monde. Elle a, aujourd'hui, devant elle des nations plus puissantes. D'où la nécessité, pour elle, de changer de stratégie politique et économique.

Par ailleurs, les peuples africains et asiatiques aspirent à sortir du sous-développement. Ils ne repoussent aucune coopération économique et scientifique, à la condition que cette coopération se fasse sur un pied d'égalité et dans le respect mutuel des deux parties. À la condition aussi que la personnalité des petits peuples soit respectée.

C'est aux économistes et aux scientifiques de découvrir des formules nouvelles en harmonie avec les exigences de notre temps. Pour cela, il est urgent que l'Europe cesse de gaspiller des richesses qui lui viennent de l'univers entier, qu'elle mette un frein à son égoïsme et qu'elle envisage, avec sérieux, de ne plus ignorer la misère qui sévit en Asie et en Afrique.

Le XX[e] siècle s'achève dans l'inquiétude, l'angoisse, la contestation dramatique, la violence individuelle et collective. Les points chauds se multiplient dans le monde. Aucun peuple n'est à l'abri des nuages qui s'amoncellent à l'horizon.

Une conflagration générale est à craindre. Si elle se produisait, personne ne serait épargné, ni les grands, ni les petits, ni les riches, ni les pauvres, ni les croyants, ni les athées. Les peuples sont devenus solidaires les uns des autres. Ils sont embarqués, comme au temps de Noé, sur la même arche.

Aujourd'hui, le déluge qui nous menace ne vient pas du débordement des eaux, mais de celui de la science. L'arsenal de destruction s'enrichit chaque jour davantage. L'homme ne sait plus quoi inventer pour se protéger et, en même temps, pour se détruire.

Le problème du désarmement se pose depuis de longues années. Dans la recherche d'une solution, aucun progrès n'a été réalisé. La course aux armements s'accentue. Rien n'a été établi pour freiner la volonté de puissance des grandes nations.

Dans ce domaine, l'impuissance des petits peuples est manifeste. La paix ou la guerre dépend avant tout des puissances industrielles. Leur arsenal de destruction est tel qu'elles peuvent, en moins de 24 heures, détruire toute civilisation et anéantir tout germe de vie sur notre planète.

Or, voilà que l'Afrique devient un enjeu sur le plan mondial, un continent où s'affrontent les intérêts économiques et stratégiques des deux grandes puissances. Les rivalités qui animèrent les nations européennes à l'époque coloniale vont-elles renaître entre l'Est et l'Ouest et transformer notre Continent en champ de bataille? Voilà le péril auquel nous risquons d'être confrontés.

Le danger est réel. Sur le plan international, le sens de la justice varie selon que l'on est blanc ou rouge. La morale et la probité intellectuelle n'existent pas. Les États-Unis, par exemple, refusent la justice aux Palestiniens pour des raisons électorales et sans doute financières. L'URSS, par le jeu et le choix des alliances, sacrifie les peuples érythréen et somalien à l'impérialisme éthiopien.

Dès l'instant où l'Éthiopie embrasse le marxisme, aux yeux de l'URSS tout lui devient permis. Elle est sûre de bénéficier de l'aide de celle-ci et de Cuba, même si, en l'occurrence, il s'agit de conquêtes de territoires qui ne lui appartiennent pas.

L'impérialisme marxiste est aussi injuste et cruel que celui du dollar. Le mot «progressiste» qu'il met en avant, comme un alibi, ne change rien à sa nature agressive.

La formule «l'Afrique aux Africains» est séduisante. Encore faut-il s'interroger et se demander si les Africains veulent et peuvent la réaliser? Pour l'instant, ils s'entretuent avec les armes des Russes et des Occidentaux, celles de l'Est et de l'Ouest.

Certains de ces pays aspirent à être libres et à protéger leur personnalité, leur concept de vie, leur type de société, tout en recherchant l'amitié de tous.

Par contre, quelques-uns ne croient qu'à l'aide des États-Unis. D'autres, au contraire, se rangent sous la bannière du marxisme et appellent, au nom de la Révolution, les soldats cubains à leur secours. En renonçant aux libertés fondamentales de l'homme, ces peuples espèrent s'émanciper plus vite. Ce qui n'est pas toujours vrai.

En d'autres termes, ce sont les Africains eux-mêmes qui introduisent chez eux la discord?, au risque de pourrir et d'ensanglanter tout le continent.

La sagesse ne consiste-t-elle pas à aller de l'avant tout en restant fidèles à l'héritage de nos ancêtres et à nos grandes et belles valeurs traditionnelles?

Loin de moi la pensée de vouloir ignorer les États-Unis et l'URSS. Ce serait absurde. Pour nous Africains (et Asiatiques), les relations amicales, commerciales et techniques avec ces deux puissances sont utiles. Ce qui est condamnable, c'est le fait de s'inféoder à l'une ou à l'autre des deux puissances, au risque d'introduire les germes de guerre dans nos continents.

En tant que croyant, j'avoue humblement que les religions n'ont pas donné la Paix aux hommes. Aujourd'hui encore, des chrétiens s'entretuent. Des musulmans en font autant. Si les juifs échappent à la guerre intestine, c'est parce que depuis vingt siècles, la conjoncture historique a joué en faveur de leur solidarité et de leur unité.

Quant à la quatrième religion sans Dieu, le marxisme, elle n'a pas été plus heureuse. Les pays socialistes se font la guerre avec autant de férocité que les peuples capitalistes. Les classes sociales y subsistent. Et l'État qui devait «dépérir» pèse de tout son poids sur les citoyens.

Le parti unique, qui donne naissance à une nouvelle caste privilégiée, jouit d'une «infaillibilité» supérieure à celle de Dieu. Ce qui entraîne l'aliénation de l'homme, lequel devient un spectateur muet face au pouvoir qui dispose de son destin. Si les religions n'ont pas ouvert la voie au respect de l'humain et à l'unité de l'humanité, peut-être que la science nous y conduira. Elle peut devenir, grâce à ses découvertes, le Temple de la pacification et le «gendarme» de la paix.

Pour l'instant, cette science, monopolisée par quelques-uns, fait peser une lourde menace sur les autres. L'Afrique connaîtra-t-elle, comme Hiroshima, le cataclysme thermonucléaire? Pouvons-nous éviter ce risque?

Les deux grandes pu issances seront-elles assez averties pour procéder à un désarmement réel, éviter la surenchère et la politique du pire? Depuis des décennies elles s'épient et rusent l'une avec l'autre. C'est là un jeu dangereux qui risque, s'il continue, de déclencher la catastrophe finale.

Où trouver une parade à cette menace? Si ces deux puissances continuent à s'armer, ne serait-il pas salutaire qu'elles ne restent plus - militairement - en tête à tête, et que d'autres puissances émergent et rendent plus incertain le recours à la guerre? La Chine Nouvelle, le Japon, l'Europe des Neuf, doivent pouvoir, un jour, jouer ce rôle modérateur.

Mais que de perte d energie et que de pertes de richesses s'il fallait obligatoirement s'engager dans cette voie pour sauver la paix, alors qu'une multitude d'hommes manque de pain!

En attendant, que pouvons-nous faire? Que peuvent faire les petits peuples anciennement colonisés? Un grand nombre d'entre eux ont tenté de se regrouper sous l'étiquette de «non alignés». Ce mouvement fut créé par Nehru, Nasser, Soekarno, le maréchal Tito. À l'exception de Tito, tous ces chefs d'État ont disparu, sans avoir pu donner à ce mouvement une efficacité réelle.

Parmi les non-alignés, des peuples sont en réalité sérieusement engagés ou tenus en laisse, par l'un ou l'autre camp. Il en résulte qu'ils ne tirent pas leur char dans le même sens. L'Égypte, par exemple, est inféodée aujourd'hui aux États-Unis. Fidel Castro devient, en Afrique, le fer de lance du marxisme et y pratique la politique de Moscou. Le Viêt-Nam, non aligné, entre en conflit avec un autre peuple, non aligné, le Cambodge, sans que le mouvement n'intervienne.

L'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) est mieux placée pour résoudre pacifiquement les problèmes de notre continent.

Elle pourrait avoir un excellent avenir à la condition de commencer par le commencement, de regarder à ses pieds et de balayer devant sa porte. Pour l'instant, les peuples africains se nourrissent de leur propre faiblesse. Le jour viendra où, de leur entente, de leur coopération, naîtra une «Communauté Africaine» capable de se faire respecter et de se faire entendre.

Quanta l'ONU, simple pendule destiné à enregistrer les oscillations entre la puissance des États-Unis et celle de l'URSS, elle ne prend de décisions que si les intérêts des grandes nations ne sont pas en jeu. À l'exemple de la Société des Nations, elle se comporte comme une vieille fille. Elle se laisse distraire par des problèmes secondaires et oublie de régler les questions importantes dont dépend l'avenir du monde.

A-t-elle réglé le problème palestinien qui se pose devant elle depuis des décennies? S'est-elle penchée sur le drame sanglant de l'Irlande du Nord? A-t-elle inscrit à son ordre du jour le problème basque? A-t-elle réclamé le droit à l'autodétermination de l'Éi ythrée, victime de l'impérialisme éthiopien? S'est-elle inquiétée du sort des Kurdes? Elle a mis cinq ans pour reconnaître à notre peuple le droit à l'autodétermination. Par contre, elle s'est empressée de reconnaître ce droit à des tribus du Sud-Marocain pour encourager, sans doute,

les Arabo-Berbères à s'entretuer avec les armes sophistiquées des grandes puissances.

En vérité ? l'ONU est «colonisée» par les grandes nations. Elle n'intervient que si ces nations l'autorisent à intervenir.

Reste l'Occident chrétien. La vieille Europe se remet lentement de ses blessures. Elle est à la recherche d'un second souffle que l'union économique, monétaire et institutionnelle pourrait lui donner. On souhaite qu'elle y parvienne et qu'elle devienne, pour tous les pays méditerranéens, un partenaire de choix, riche et puissant. „

C'est avec cette Europe que l'Afrique du Nord musulmane devrait signer un *«pacte méditerranéen»* d'entente et de coopération qui respecterait la personnalité et les intérêts de chacun. Pour vivre et durer, ce pacte réclame deux conditions.

La première est que les peuples maghrébins se souviennent de leur commun passé. Il serait sage qu'ils dépassent un nationalisme étroit et réalisent le grand Maghreb. L'avenir est aux grands ensembles. La même langue, la même religion, le même sang facilitent, mieux qu'ailleurs, la formation de ce Maghreb uni. C'est dans cette voie que la jeunesse maghrébine doit s'engager sans attendre.

Est-il besoin de dire que, dans ce contexte, la guerre du Sahara est une infamie? Cette guerre intestine, entre tribus, nous ramène au Moyen Âge. Quels que soient les hommes qui tombent sur les champs de bataille, c'est le même sang des Arabo-Berbères qui se répand dans les sables désertiques. C'est la Berbérie qui saigne. Qu'avons-nous donc appris des événements du monde moderne? Nous sommes la risée des nations. Il est urgent que ceux qui ont allumé cet incendie l'éteignent, au nom de la solidarité du peuple arabo-berbère, au nom de l'unité du Grand Maghreb, au nom de la fraternité de l'Islam.

Les journalistes de Rabat et ceux d'Alger qui vantent leurs «victoires» et décomptent les morts de «l'ennemi», savent-ils, que finalement, le glas sonne pour eux et pour nous?

La deuxième condition est que notre *«pacte méditerranéen»* s'étende à la Méditerranée orientale et que la paix soit rétablie en Palestine. L'heure est arrivée où Israéliens et Palestiniens doivent avoir le courage de s'asseoir à la même table et de trouver les conditions d'une coexistence pacifique. Israël existe. L'État palestinien doit exister aussi. Et la sécurité de l'un et de l'autre doit être assurée.

Depuis 28 ans, la malheureuse Palestine est transformée en un cirque pour gladiateurs. Américains et Russes, tels les empereurs

romains, restent indifférents aux massacres des innocents. Ils sont plus attentifs à leur hégémonie dans cette partie du monde qu'à la recherche d'une solution juste et d'une paix durable.

C'est pourquoi, Israéliens, et Palestiniens doivent cesser d'être des pions entre les mains des grandes nations. La paix en Palestine, la coopération du monde arabe et d'Israël sera, sans aucun doute, l'aube d'une ère de prospérité et de grandeur pour tout le Moyen-Orient.

«Certes, il peut vous arriver d'exécrer une chose alors qu'elle est un bien pour vous.»

Dans l'incertitude des temps présents, ce verset du Coran mérite d'être médité.

Israël doit finir par admettre que la force ne réglera rien de durable, car elle implique l'idée de revanche et de recommencement. Son existence ne sera vraiment assurée et garantie que dans l'amitié et la paix avec les peuples arabes et, plus particulièrement, avec les Palestiniens. Il ne sert à rien d'être puissant si l'on n'est pas juste.

Quoi qu'il en soit, il est impensable que ces Palestiniens deviennent à leur tour un «peuple errant», comme le fut le peuple juif durant vingt siècles. Ce nouveau crime ne se commettra pas.

D'autres pactes peuvent être réalisés dans d'autres régions du monde. Entre la Chine Nouvelle et le Japon par exemple. La coopération pacifique de ces deux nations ferait de cette région un centre de technique moderne susceptible de modifier l'équilibre économique du monde. Les peuples de l'Amérique Latine peuvent aussi coordonner leurs efforts et mettre fin à leur exploitation par les capitaux étrangers et par les régimes des dictateurs de droite et de gauche. Leur unité de langue et leur foi chrétienne sont des liens susceptibles d'être utilisés pour former une «Grande Entente» à la faveur de laquelle ils multiplieraient leurs équipements scientifiques et leurs industrialisations.

Et du même coup juguler leur misère.

J'achève ce livre sur une interrogation et une espérance. L'Humanité pourra-t-elle s'orienter vers son unité? Le passé démontre à l'évidence que l'exploitation des peuples pauvres par les nations riches est non seulement un sujet de discorde, mais crée un ordre économique injuste et fragile. Toutes les guerres du XIXe et du XXe siècle ont été

provoquées par la convoitise des biens des peuples sous-développés. D'où la nécessité de mettre fin au sous-développement, par tous les moyens, si l'on ne veut pas se retrouver devant de nouveaux conflits. La loi des vases communicants doit jouer entre les peuples au niveau de vie le plus haut et les peuples au niveau de vie le plus bas. Partout l'Homme doit se reconnaître en l'Homme.

La notion du bien et du mal, du juste et de l'injuste, est universelle. C'est une lumière que Dieu a semée sur notre terre.

Elle est commune à tous les hommes. Mais elle habite surtout le cœur du pauvre.

Les peuples riches, le savent-ils? Voudront-ils demain augmenter la production des produits alimentaires de première nécessité, dont une bonne partie de l'humanité est encore privée, ou bien continueront-ils à fabriquer des armes terrifiantes et coûteuses pour imposer leur hégémonie? C'est la question qui doit se poser impérativement à leur conscience.

Nous sommes à l'aube de l'an 2000. Il faudra que notre Civilisation change radicalement de cap. Si les nations qui monopolisent la science, la richesse et la puissance ne les utilisent pas pour établir, à travers l'univers, un nouvel ordre économique plus juste; s'ils ne suppriment pas la «faim du monde» et les agressions impérialistes, ils risquent dans un avenir plus ou moins long, de voir la faim des autres perturber leur opulence, semer parmi eux le désordre et peut-être les conduire à un conflit qui les détruira.

Tel est leur problème. Et tel est le nôtre.

Alger-février 1978
mai 1980

TABLE DES MATIÈRES

Conçu et mis en pages par Hakim Mana, ***(Free Lance Styles)***
Tél. : 0779 059 210

cet ouvrage, a été achevé d'imprimer en février 2011
pour le compte des Éditions Alger-Livres
sur les presses de l'imprimerie Mourad Hasnaoui
9, rue M'liamed-Bouchakour. Alger. Tél. : 021 74 70 83

Imprimé en Algérie
Printed in Algeria

Les coups de feu, tirés ce Ier novembre, avaient surtout pour but de sonner ralarme, de réveiller le pays de sa torpeur et de provoquer rélan voulu d'engagement et de solidarité. Les responsables du CRUA étaient alors connus. Malheureusement pour les générations actuelles ils ne sont plus que des noms sans résonance.

Pourtant, par leur initiative et leur foi, ces hommes ont forcé le destin. Ils avaient derrière eux plusieurs années de vie dans la clandestinité. Traqués par les autorités françaises, ils connurent la faim, le froid, les angoisses et la peur.

Il convient à ceux qui profitent de l'Indépendance, à la jeunesse montante, aux cadres de demain, de retenir leurs noms avant d'applaudir les hommes en place. Il est plus méritoire de se souvenir que de jouir du présent.

Ferhat Abbas

Né le 24 août 1899 à Chahna (commune de Taher, wilaya de Jijel), Ferhat Abbas s'est éteint le 24'décembre 1985 à son domicile à Kouba (Alger). Militant nationaliste et démocrate impénitent, esprit ouvert, homme de dialogue épris de liberté, Ferhat Abbas-fut le premier président du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne (GPRA) le 19 septembre 1958, et celui de la première Assemblée nationale constituante de l'Algérie indépendante.

En dépit de l'injustice subie, des années de prison et de résidence forcée que lui infligèrent les usurpateurs du pouvoir, Ferhat Abbas n'a jamais voulu tourner le dos à cette Algérie qu'il aima par dessus tout, pour laquelle il a tant fait et où il vécut plein d'espoir jusqu'à son dernier souffle.

Il est enterré à Alger au Carré des Martyrs du cimetière El Alia.

On lui doit également : Le Jeune Algérien *(1931); rééd. 1981, suivi du* Rapport au maréchal Pétain, La nuit coloniale *(1962); rééd. 2011, ,* L'Indépendance confisquée *(1984); rééd. 2011,* Demain se lèvera le jour *(posthume, Alger, 2010).*

ISBN : 978-9947-897-21-8

9 789947 897218